



# SECOND MÉMOIRE

VOL. I

## LA PRÉTENTION ANGLAISE

PRÉSENTÉ A ROME LE 26 SEPTEMBRE 1903

PAR

JOAQUIM NABUÇO

ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DU BRÉSIL  
EN MISSION SPÉCIALE AUPRÈS DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

PARIS

A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

9, RUE DE FLEURUS, 9



**FRONTIÈRES DU BRÉSIL**  
ET  
**DE LA GUYANE ANGLAISE**  
QUESTION SOUMISE A L'ARBITRAGE  
DE  
**S. M. LE ROI D'ITALIE**

---

**SECOND MÉMOIRE**  
BRÉSILIEN



## AVANT-PROPOS

---

Ce Second Mémoire se compose de trois volumes détachés, intitulés : le premier :

*La Prétention Anglaise;*

le second :

*Notes sur la Partie Historique du Premier Mémoire Anglais;*

le troisième :

*La Preuve Cartographique.*

Les deux derniers volumes s'occupent de la période antérieure à 1840, période qui a été traitée dans le Premier Mémoire; ils en sont ainsi la corroboration; le premier volume est l'histoire de la Prétention Anglaise, depuis ses origines, vers 1838, jusqu'à sa justification devant l'Arbitre en février 1903.

Ces trois volumes d'étude et de discussion sont accompagnés de trois volumes de documents ou *Annexes*, les deux premiers correspondant au tome I de ce Mémoire et le troisième au tome II.

Le Premier Mémoire Anglais est reproduit textuellement, et commenté dans ce Second Mémoire de la manière suivante :

Les chapitres VI et VII, dans le tome I;

Les chapitres I, II, III, IV et XI (Exposé final), dans le tome II;

Le chapitre X, dans le tome III.

Le chapitre V, « Tentatives faites par le Brésil pour réclamer la zone », étant le récit des mêmes faits exposés dans ce premier volume, nous n'avons pas trouvé nécessaire de le commenter de la même manière, non plus que le chapitre VIII, « Négociations diplomatiques », qui n'affecte en rien les points en controverse. Quant au chapitre IX, « Discussion de la *doctrine de la ligne de partage des eaux* », nous en avons fait, dans ce premier volume, une étude générale qui nous a paru suffisante, mais nous nous réservons de le discuter à nouveau dans le Troisième Mémoire.

Nous croyons de cette façon n'avoir omis de reproduire et d'analyser aucun des paragraphes du Premier Mémoire Anglais auxquels il nous fallait opposer une contestation ou une réserve quelconque. Nous avons dû adopter ce procédé comme le seul entièrement satisfaisant pour saisir tous les détails de l'argumentation adverse.

En reproduisant le Mémoire Anglais, nous avons conservé sa manière d'écrire les noms des rivières, des montagnes, des tribus, des indigènes, etc. Il y aura ainsi quelquefois, entre le texte cité et le commentaire, un désaccord typographique que nous tenions à expliquer d'avance.

Nous donnons aussi l'original portugais du Premier Mé-



moire, dont l'impression n'était pas encore terminée au moment où expira le délai pour le présenter. Ce volume se trouvant imprimé, nous avons cru devoir le produire, quoique tardivement, afin que sa publication reste, en tout temps, bien expliquée.

Quant à ce Second Mémoire, l'étroitesse du temps nous a obligé de l'écrire en partie directement en français, de manière que nous n'avons pas d'édition portugaise à en présenter, comme il n'y en aura pas, non plus, pour le Troisième dont le délai sera encore plus court.

On trouvera dans ce premier volume deux gravures représentant, l'une le village de Pirara au temps de l'expédition anglaise de 1842, et l'autre, un Indien Macuxi paré pour la danse. La première est extraite du livre *Twelve Views in the Interior of Guyana*, dont le texte est de Sir Robert H. Schomburgk. La seconde est reproduite du livre *Among the Indians of Guiana*, de Everard F. im Thurn.

Outre ces deux illustrations, nous donnons une carte comparative des deux cartes présentées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Tribunal Arbitral de Paris en 1898 et à Sa Majesté le Roi d'Italie en 1903.

Nous donnons aussi une petite carte des Fazendas Nationales brésiliennes du Rio Branco.

---



**ERRATA**  
POUR LE PREMIER MÉMOIRE

---

Nous appelons l'attention sur les corrections suivantes à faire au texte français du Premier Mémoire quoique les erreurs que nous signalons ressortent facilement du contexte de l'argument ou du document où on les rencontre :

Page 22, 22<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : rive du Rupununi,  
*Lire* : rive gauche du Rupununi.

Page 59, note.

*Au lieu de* : « D'Acuña, *Ibid.*, et Rodrigues »,  
*Lire* : « D'Acuña, *Ibid.*, cité par Rodriguez ».

Page 62, note.

*Au lieu de* : Devonitia.  
*Lire* : Devoritia.

Page 64, dernière ligne

*Au lieu de* : 1645,  
*Lire* : 1745.

Pages 95 et 96, note 59.

*Au lieu de* : 25 avril 1767, *et de* : 18 mai 1767,  
*Lire* : 25 avril 1777, *et* 18 mai 1777.

Page 148, 8<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : forêt des Paravillhanes,  
*Lire* : sertão des Paravillhanes.

Page 149, note.

*Au lieu de* : ils annoncent,  
*Lire* : ils y renoncent.

Page 163, 11<sup>e</sup> ligne

*Au lieu de* : 21 juin 1765,  
*Lire* : 27 juin 1765.

Page 207, 22<sup>e</sup> ligne de la note 109.

*Au lieu de* : La réponse de Martinho de Mello e Castro,  
*Lire* : La réponse de Martinho de Mello e Castro (7 juillet 1785).

Page 265, 3<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : forêt,  
*Lire* : forteresse.

Page 273, note 154 A.

*Au lieu de* : et le village primitif de S. Felipe,  
*Lire* : et le village, près de la Forteresse, destiné à remplacer le vil-  
lage primitif de S. Felipe.

Page 278, 4<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : Rio Negro,  
*Lire* : Rio Branco.

ERRATA POUR LE PREMIER MÉMOIRE

Page 324, 28<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : treize mois,  
*Lire* : trois mois.

Page 355, 14<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : réunion en villages,  
*Lire* : réunion des Indiens en villages.

Page 360, note 241

*Au lieu de* : Manuel da Silva.  
*Lire* : Manoel da Silva Rosa.

Page 361, 5<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : en 1764,  
*Lire* : (doc. hollandais cité de 1764).

Page 386.

La citation doit être fermée à la troisième ligne, après 1785, et non à la sixième.

Page 388, 12<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : Hislop (1782),  
*Lire* : Hislop (1802).

Page 396, note 279, 4<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : Voir note 5,  
*Lire* : Voir note 281.

Page 408, 25<sup>e</sup> ligne.

*Au lieu de* : une grande partie de l'Orénoque,  
*Lire* : une grande partie du bassin de l'Orénoque.



LA  
**PRÉTENTION ANGLAISE**

---

LIVRE I  
JUSQU'À LA NEUTRALISATION  
DU TERRITOIRE

---

CHAPITRE I  
L'Origine et la Formation  
de la Prétention anglaise.

---

I  
L'Évolution de Schomburgk.

L'opinion de Schomburgk, de 1835 à 1838, quant à la souveraineté sur le contesté actuel, a été exposée dans notre premier Mémoire (pp. 312-331). Son attitude, pendant cette première période, a été un hommage au droit du Brésil. D'ailleurs, comme nous l'avons montré, Lord Palmerston, en juin 1837, sur les instances de la Royal Geographical Society, avait demandé à la Légation du Brésil à Londres un passeport pour Schomburgk en disant que l'objet de sa mission était « simplement de faire

des découvertes géographiques dans le territoire inexploré qui forme la frontière des domaines britanniques et brésiliens dans l'Amérique du Sud »<sup>1</sup>. Tout ce que Schomburgk pourrait faire se trouvait ainsi, pour le Brésil, couvert par la garantie de Lord Palmerston. La mission dont on l'avait chargé était toute scientifique, comme l'avait été celle d'Alexandre de Humboldt, dont il avait à compléter les travaux sur la géographie de la Guyane<sup>2</sup>.

1. Voici la teneur de la note verbale de Lord Palmerston :

« Lord Palmerston présente ses compliments à M. Galvão et a l'honneur de l'informer que M. Schomburgk, qui se trouve en ce moment en voyage dans la Guyane Anglaise, avec une commission de la Royal Geographical Society, va procéder à l'exploration de la chaîne de montagnes qui forme la ligne de partage des eaux des bassins de l'Amazone et de l'Essequibo et que, dans ce but, il aura probablement besoin de traverser parfois la frontière brésilienne. Lord Palmerston demande à M. Galvão un passeport pour M. Schomburgk et, en même temps, que M. Galvão fasse donner les ordres nécessaires du Pará à la forteresse de S. Joaquim, proche des sources du Rio Branco, pour autoriser M. Schomburgk à continuer ses explorations dans cette région. Comme le but de M. Schomburgk est simplement de faire des découvertes géographiques dans le territoire inexploré qui forme la frontière des domaines britanniques et brésiliens dans l'Amérique du Sud, Lord Palmerston croit qu'il n'y aura, de la part de M. Galvão, aucune objection à cette demande. » (*Prem. Mém. Brés.*, p. 520.)

2. Ces instructions disaient : « L'expédition a deux buts distincts : Premièrement, étudier complètement la géographie physique et astronomique de l'intérieur de la Guyane anglaise ; secondement, relier les connaissances ainsi acquises avec celles de M. Humboldt sur le Haut-Orénoque. La seconde de ces entreprises ne doit pas être commencée avant que la première soit achevée ; et les deux ensemble doivent occuper une période de trois ans à partir du moment de votre départ de Georgetown pour la poursuite de votre mission. » (*Journal of the Royal Geographical Society*. Vol. VI, 1836, p. 7. — *Prem. Mém. Brés.*, page 315. Nous donnons ces Instructions dans le 1<sup>er</sup> vol. p. 219 des *Annexes* de ce Second Mémoire



Sur la demande de son Ministre à Londres, le Gouvernement de Rio de Janeiro, tout en ne se montrant pas absolument rassuré<sup>3</sup> envoie aux autorités du Pará l'ordre de bien accueillir à la frontière le recommandé de Lord Palmerston, et, en avril 1838, le Général Andréa, Président du Pará, écrivait officiellement au Ministre des Affaires étrangères que Schomburgk trouverait toute protection et toute sécurité<sup>4</sup>. Le retour de Schomburgk à Pirara ne laissait pas de provoquer quelque soupçon. Sans douter de la sincérité de Lord Palmerston quand

---

5. Le Ministre de la Justice et des Cultes au Président de la Province du Pará : « Notre Ministre plénipotentiaire près la Cour de Londres nous a communiqué qu'à la demande de Lord Palmerston qui réclamait un passeport pour M. Schomburgk, lequel, employé par la Société Royale de Géographie à certaines études dans la Guyane Anglaise, aurait peut-être à traverser la frontière brésilienne, il avait adressé à Votre Excellence une recommandation en faveur de ce voyageur; mais, comme il peut arriver que, sous ce prétexte, celui-ci passe nos frontières dans d'autres intentions, le Régent, au nom de l'Empereur, ordonne que Votre Excellence, sans lui créer des embarras, prenne toutefois toutes les mesures qui lui paraîtront convenables pour être toujours au fait de la conduite du susdit voyageur... ». (Cf. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 29).

4. Le Président de la Province du Pará au Ministre des Affaires Étrangères : — « Dès que j'en ai eu l'occasion, j'ai donné les ordres nécessaires pour que toute protection soit accordée à M. Schomburgk aussitôt qu'il se présentera à nos frontières; et, à cause de quelques rebelles, de ceux qui ont été refoulés vers d'autres localités, qui pourraient se trouver à des endroits que ce géographe voudrait examiner, j'ai ordonné de le protéger, même à main armée, afin de lui donner toute la sécurité dont il doit jouir. Par la copie incluse d'une note de service du Commandant de l'Expédition de l'Amazone, Votre Excellence connaîtra tout ce que je dis et que deux autres voyageurs de la même nation, qui, il y a quelque temps, apparurent vers ce côté de notre frontière, ont été bien accueillis et n'ont rencontré aucun obstacle. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 29).

il disait que le voyage était uniquement scientifique<sup>5</sup>, le Gouvernement Brésilien craignait que cette exploration ne donnât naissance à des prétentions sur notre territoire. Ce gouvernement savait que Schomburgk s'était trouvé à Pirara, en 1835, en compagnie du Commandant du Fort S. Joaquim, qui l'y avait emmené, et que, dans son rapport, il avait reconnu que l'Annay et le Rupununi étaient généralement considérés comme la ligne de division de la Guyane Anglaise ; il avait vu qu'il était resté dans le village d'Annay afin de ne pas sortir de la zone britannique, et sa façon d'agir envers le Brésil, dans cette première exploration, n'avait donné prise à aucun reproche de notre part. Malgré cela, sa réapparition dans ce territoire, semblait révéler quelque préoccupation de frontière. Mais de telles relations d'amitié et de camaraderie s'établissent aussitôt entre lui et les autorités du Fort que la méfiance brésilienne s'évanouit bien vite. De la part du Brésil, on lui offre une hospitalité simple et frugale, il est vrai, comme les pauvres ressources de la zone le permettaient, mais pleine et entière dont, plus d'une fois, il a, lui-même, rendu témoignage<sup>6</sup>. Encore en 1838, comme nous l'avons montré (*Prem.*

---

5. D'ailleurs Schomburgk donne bientôt tort à Lord Palmerston en prenant possession des sources de l'Essequibo au nom de la Grande-Bretagne.

6. « Cette réception de la part d'un gouvernement que nous savions être alors tout occupé à réprimer une insurrection durant depuis plus de cinq ans, et qui, par conséquent, ne pouvait prêter que peu d'attention à des matières scientifiques, a dépassé tout ce que j'avais pu prévoir dans mes moments de plus grand espoir et je me sens véritablement reconnaissant de la bonté et de la courtoisie dont on a fait preuve envers moi. » (*Journal of the Royal Geographical Society*. Cf. *Prem. Mém. Brés.*, p. 525.) La

*Mém. Brés.*, pp. 328-329), Schomburgk, écrivant du Fort S. Joaquim, défendait une ligne de limites qui, d'une façon générale, est la même que celle que le Brésil revendique aujourd'hui. Nous allons maintenant suivre l'évolution des idées et de l'attitude de Schomburgk de manière à prouver notre proposition que cette évolution est le centre et la circonférence du litige actuel. (*Ibid.* p. 327.) Elle a eu trois étapes : 1835-36, où il reconnaît le droit du Brésil; 1837-1858, où, tout en le reconnaissant encore à l'ouest du partage des eaux et du Rupununi, il songe à créer autour de Pirara une situation qui pourrait peut-être se résoudre par une acquisition territoriale anglaise; 1839-1842, où il conçoit la prétention anglaise actuelle, lui prépare les voies et l'installe sur le terrain.

On peut dire que, dès qu'il entreprit sa troisième expédition dans l'intérieur de la Guyane Anglaise, Schomburgk se

même hospitalité, rappelle-t-il (*Prem. Mém. Brés.*, *ibid.*), a été offerte à Waterton, à Gullifer et à Smith; il aurait pu ajouter d'autres noms, tels que ceux du Capitaine Simon, du Docteur Hancock, et du Lieutenant-Colonel Van Sirtema.

Écrivant du Fort S. Joaquim au Gouverneur Light, le 18 septembre 1838, il dit aussi : « Aux approches de la saison des pluies, au commencement de cette année, j'ai fait choix de la forteresse brésilienne de São Joaquim, sur le Rio Branco (lat. 3° 1' 46" N. — long. 60° 3' O.) pour nos quartiers d'hiver et je ne saurais trop louer les civilités dont nous avons été l'objet de la part des autorités brésiliennes. Le Gouverneur Civil et Militaire du Haut-Amazone, à Manáos, avait délégué M. Pedro Ayres pour souhaiter la bienvenue à l'expédition, à son arrivée à la frontière brésilienne, et pour lui procurer l'aide et l'assistance dont elle pourrait avoir besoin et que les conditions et la position éloignée du fort permettraient de fournir. Après une saison pluvieuse prolongée, il semble que l'été tropical soit enfin venu et j'ai achevé de prendre mes dispositions pour quitter le Fort S. Joaquim le 20 courant. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 39).

sentait prédestiné à être le modeleur de la Colonie et qu'il désirait donner à son dessin le plus d'ampleur possible. L'imagination, qui est chez lui la faculté caractéristique, l'y poussait autant que son propre intérêt, comme on le verra dans la suite. L'état d'esprit de Schomburgk par rapport à ces territoires, en 1858, se manifeste bien clairement dans sa lettre du 25 août à Sir Thomas Fowell Buxton (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 52), lettre qu'il termine en disant : « En tout cas, le partage des eaux entre les rivières tributaires de l'Essequibo, d'une part, et de l'Amazone, de l'autre, constituerait la frontière la plus naturelle ». Cet état d'esprit peut se définir ainsi : pour lui, qui n'a pas idée des explorations des géographes et des astronomes portugais du xviii<sup>e</sup> siècle, qui ne sait rien de l'action régulière exercée par les autorités portugaises sur l'isthme entre le Tacutú et le Rupununi, là où il ne se trouve pas de traces de colonisation européenne (certes il ne les rencontre pas à l'est du Fort comme il ne les avait pas rencontrées, non plus, dans tout l'intérieur de la Guyane anglaise), le territoire, à moins que les Portugais ne puissent présenter des titres anciens, appartient au premier occupant, et ce premier occupant, ce peut bien avoir été déjà lui-même. « Dans l'état actuel d'incertitude, quand l'on ne sait pas jusqu'où s'étendent les frontières du Brésil, on ne peut appeler vraiment brésiliennes que les régions dont les Portugais, et plus tard les Brésiliens, ont pris réellement possession. On ignore tout à fait que leurs possessions se soient étendues à l'est du Fort S. Joaquim et, dans ce cas, le drapeau de la Grande-Bretagne a flotté avant le pavillon brésilien à Pirara. Nous l'avons hissé avec tous les honneurs que nous avons pu, lors du dernier anniversaire de Sa Majesté, sur la place du

village. Dans cette incertitude, je fis des remontrances, etc. » (Lettre à Buxton). C'est dans cet état de réceptivité, ou plutôt dans cette disposition d'acquérir, que se trouve son esprit au moment où il tâche de construire sa ligne, c'est-à-dire la base du contrat de démarcation qu'il allait proposer à la Colonie. Il ne fait pas acte encore de prise de possession du Pirara, du Mahú, du Tacutú, comme il le fera plus tard, et comme il l'avait déjà fait pour les sources de l'Essequibo, seulement parce qu'il ignore s'il existe des titres portugais et quelle serait l'attitude de l'Angleterre. Dans ce doute, il continue de proclamer que le partage des eaux et le Rupununi sont la frontière, *the most natural boundary*. Il n'est pas certain de l'étendue exacte de l'ancienne occupation portugaise. C'est la question qu'il faudra résoudre; mais, jusqu'où il serait impossible au Brésil de démontrer son titre, le territoire deviendrait anglais par le fait seul de son passage. Il ne lui vient pas à l'idée de réclamer, comme on le fait aujourd'hui, l'incorporation à la Guyane Anglaise de territoires du Rio Branco en se basant sur des titres hollandais du xvii<sup>e</sup> siècle, alors que cette région était encore du domaine du merveilleux. Il pense à baser sa prétention, s'il n'existe point d'occupation portugaise antérieure, sur la première possession, sur le principe du *res nullius*. Son doute vient, comme nous l'avons dit, de ce qu'il ignore l'autre côté de la question et qu'il a conscience de s'avancer, en matière d'histoire, sur un terrain qui lui est inconnu; d'autre part, il ne sait pas, non plus, si la Métropole l'encouragera dans ce plan de revendiquer comme anglais, pour ce qui concernait les limites avec le Brésil, tout ce qui serait en dehors de la ligne des anciens établissements portugais, alors que l'Angleterre n'en possédait aucun au delà,

presque, de l'embouchure de l'Essequibo. Au début, en 1855 et en 1856, lors de sa première expédition, il n'avait été qu'un explorateur scientifique; maintenant il commence à s'identifier avec la Guyane Anglaise, avec l'Empire Britannique et, à mesure qu'il se rend compte de sa nouvelle destinée, son ambition grandit d'être un des créateurs de cet Empire, à la façon de Raleigh et sur le terrain même de celui-ci. C'est à cette phase de sa carrière qu'apparaît le missionnaire Youd.

## II

### La Mission Youd à Pirara.

Ce ne fut probablement pas Schomburgk qui inspira à Youd l'idée de convertir les Macuxis, bien que, d'après ce qu'il a écrit lui-même et d'après le récit de son frère Richard Schomburgk, il ait encouragé l'établissement d'une mission à Pirara. Avant Schomburgk, en 1852, M. Armstrong, laissant Youd pour le remplacer à la tête de la mission de Bartica, avait remonté l'Essequibo « pour s'assurer de la situation exacte de la tribu d'Indiens, qui est la plus nombreuse et la plus puissante, la nation Macoosie ». (Rev. Strong à d'Urban, *Ann. Sec. Mém. Brés.*, II., p. 169.) Youd, selon son biographe Veness (*Ten years of Mission Life in British Guiana*), n'avait jamais oublié le récit d'Armstrong, et son désir de faire des prosélytes parmi les Indiens, son dévouement pour ceux-ci, manifesté pendant sa courte mais fervente carrière de missionnaire, suffirent à expliquer son internement dans le territoire des Macuxis; mais le choix de Pirara comme siège de la mission

fut le résultat des conseils de Schomburgk<sup>7</sup>. Quelques Indiens, élevés à Bartica, s'occupèrent des préparatifs, dans le petit village, pour l'arrivée de Youd. L'endroit était une dépendance du Fort S. Joaquim. Les ordres envoyés pour la réception de Schomburgk avaient été expédiés de Rio de Janeiro le 2 septembre 1837. La garnison du Fort du Tacutù était bien faible à cette époque, à cause de la guerre civile qui ravageait, depuis plusieurs années, la Province de Parà jusqu'aux frontières.

---

7. « Dans une conversation avec le Lord Évêque de la Barbade, au retour de ma première expédition, je pris la liberté de recommander particulièrement Pirara comme siège d'une mission, non seulement en raison de sa salubrité, mais parce que c'est comme une position centrale entre les montagnes de Canuku et de Pacaraima, habitées, les unes et les autres, par les Indiens Macuxi et Wapishana. » (Schomburgk à T. F. Buxton, 25 août 1838. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, 1, p. 52.) Richard Schomburgk dit aussi, dans son livre, *Reisen in Britisch Guiana*, que Youd avait fondé la station de Pirara encouragé par son frère.

Il est curieux de comparer cette information à ce qu'il dit lui-même dans la Relation de son premier voyage, *Journal of the Royal Geographical Society*, Vol. VI, 1836, pp. 281 et 282 : « Si l'on me demandait : Est-ce que la région qui avoisine les rives de la rivière Rupunoony est propice à la colonisation, je répondrais sans hésiter : Non !... Les savanes sont en grande partie privées d'eau, et, quand on y en trouve, elle n'est que trop souvent nuisible à la santé..... Lorsque nous traversâmes les savanes de Pirara, la chaleur de l'atmosphère provoqua une soif presque impossible à supporter et nous nous abreuvâmes copieusement au ruisseau Pirarara et aussi à quelques mares ; le résultat fut une dysenterie qui prit des proportions alarmantes. En vingt heures, je devins moi-même si faible que les Indiens durent me transporter dans un hamac de Pirarara au Rupunoony.... Le pays est loin d'être aussi salubre qu'on l'a supposé.... Qu'est-ce qui peut donc, demandera-t-on après avoir lu les observations ci-dessus, avoir induit les Indiens, ces simples enfants de la nature, à choisir une telle région pour y demeurer ? C'est ce que je leur ai souvent demandé moi-même sans avoir jamais pu obtenir une réponse qui me satisfit. »

Pour ces quelques gens qui vivaient dans l'ignorance de ce qui se passait au dehors, la recommandation de bien accueillir l'explorateur anglais était un passeport et un droit de séjour pour tout anglais qui viendrait avec lui de Demerara<sup>8</sup>. Et même, dans la situation où se trouvait la frontière, l'arrivée à Pirara de quelques étrangers appartenant à une nation amie comme l'Angleterre ne pouvait être qu'un motif de satisfaction. C'est ainsi qu'au début la venue de Youd, presque en même temps que celle de Schomburgk, ne provoque aucune méfiance au Fort; c'étaient seulement de nouveaux hôtes qui arrivaient.

Schomburgk arrive à Pirara le 21 mars 1858 et Youd, le 15 mai suivant. Le 6 juin, le premier informait le Commandant du Fort qu'ils étaient tous deux prêts à quitter le village pour venir passer à S. Joaquim la saison des pluies. Cet avis impliquait une invitation préalable. En effet, le messenger de Schomburgk rencontrait en chemin le Commandant qui venait à Pirara, porteur d'une lettre par laquelle le Capitaine Ambrosio Ayres, Commandant du Haut-Amazone, à Manaos, « accordait, dans les termes les plus flatteurs, la permission requise pour qu'ils pussent se loger au Fort pendant la saison des pluies »<sup>9</sup>. En rapprochant les dates, on voit que, dès l'arrivée de Schomburgk, le Commandant du Fort avait demandé l'auto-

---

8. La mission religieuse se confondait avec la mission scientifique. Voir à ce sujet la dépêche de Ambrosio Ayres du 1<sup>er</sup> août 1858. Après avoir annoncé l'établissement de la Mission et la pression exercée sur les Indiens brésiliens, il ajoute : « Ils sont dirigés par un Ministre protestant qui prend le titre de Directeur des Missions, et dernièrement est arrivée une commission d'hommes de science (doutores) de la même nation envoyés par la Société de Géographie de Londres ». (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 50).

9. *Journ. of the Royal Geog. Soc.*, vol. X, p. 179.



risation, qui était nécessaire, de lui offrir l'hospitalité pendant plusieurs mois et qu'il lui avait annoncé son invitation. Le 30 juin, Schomburgk et Youd, que le Commandant était allé chercher à Pirara, s'installaient dans le Fort. Voici ce que Schomburgk lui-même dit dans son *Voyage* : « 27 juin. Nous quittâmes Pirara en compagnie de M. Youd sous l'escorte du Commandant, M. Gato, et nous arrivâmes à S. Joaquim dans l'après-midi du 30. M. Pedro Ayres nous reçut avec toutes sortes de civilités et nous offrit ses services pour l'accomplissement de nos projets. Deux maisons confortables, en dehors de Fort, furent mises à notre disposition pour notre logement aussi longtemps que nous pourrions le juger utile. Cette réception de la part d'un Gouvernement que nous savions tout absorbé alors par la répression d'une insurrection qui durait depuis plus de cinq ans et auquel manquait, par conséquent, le loisir de s'occuper des recherches scientifiques, dépassait tout ce que j'avais pu espérer dans mes moments de plus grande confiance et je suis réellement reconnaissant de la bienveillance et de la courtoisie dont on a usé envers moi<sup>10</sup>. »

Le récit de Schomburgk montre qu'en 1838 il n'avait encore assumé aucune attitude adverse à la possession où se trouvait le Brésil, mais l'antagonisme devait nécessairement résulter de la situation qu'il avait créée en persuadant à Youd de s'établir à Pirara. Sa lettre à Buxton indique qu'à ce moment (25 août) il forme déjà des plans; mais sa solution est encore la ligne du partage des eaux et le Rupununi. On peut admettre que le titre portugais sur le bassin du Pirara, mais seulement sur ce bassin, était déjà, en 1838, représenté comme

---

10. *Journ. of the Royal Geog. Soc.*, vol. X, p. 179.

douteux aussi bien par lui que par Youd. « Quant à votre assertion, écrit Youd au Capitaine Leal, que je me trouve en territoire brésilien, je ne saurais guère vous dire grand'chose, étant donné qu'il s'agit d'une question des plus douteuses<sup>11</sup>... » ; aucun d'eux ne suggérerait cependant qu'il existât un titre anglais. S'il venait à être prouvé que le Brésil n'avait pas antérieurement un droit parfait au territoire habité par les tribus que Youd projetait de convertir, on pourrait alors, par le protectorat de ces Indiens, créer un titre anglais. Mais cela dépendait de la Métropole. D'ailleurs Youd représentait sa tentative comme purement religieuse : « Du reste, écrit-il à Leal, je n'ai rien à voir dans ces questions ni dans quoi que ce soit d'un caractère politique, et je n'en aurais même point parlé si vous ne m'aviez fait observer que j'étais sur le territoire brésilien. Mais, quel que soit le résultat de vos recherches, j'espère qu'il me sera toujours permis de prêcher l'Évangile de Notre-Seigneur Jésus-Christ à ces pauvres âmes abandonnées<sup>12</sup>... ». Chez les Macuxis de Pirara, cependant, qui jusqu'alors n'avaient connu d'autre domination que celle du Fort S. Joaquim, la présence d'un missionnaire protestant, en relations avec la Mission de Bartica, devait provoquer des questions de toutes sortes dont il était impossible que le conflit territorial ne surgît pas. Il y avait en effet incompatibilité à ce que des missionnaires de religions et de nations différentes se trouvassent ensemble dans un même village d'Indiens, se les disputant chacun pour son église, et par suite pour son pays. En effet, le prosélytisme religieux et le prosélytisme politique ne pouvaient que se confondre dès qu'il s'agissait de tribus

---

11. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 44.

12. *Ibid.*

sauvages habitant des frontières qui n'étaient pas encore marquées.

### III

#### Attitude des Autorités Brésiliennes.

Dès le 1<sup>er</sup> août 1838, le Commandant Militaire à Manaos, Ambrosio Ayres, avait informé le Commandant de l'expédition de l'Amazone, à Santarem, que les Anglais avaient « établi des missions sur le Rio Branco, bien en deçà de la ligne de partage, missions qui ont pour but de catéchiser des Indiens de diverses nations », et il ajoutait : « lesquels ont toujours été considérés comme appartenant au territoire brésilien ; tant est qu'ils étaient employés au fort de la rivière, où ils refusent de servir aujourd'hui<sup>13</sup> ». Il l'avise aussi de l'arrivée de l'expédition de la Royal Geographical Society. Il avait envoyé le Capitaine de police Leal vérifier si les missions étaient en territoire brésilien, avec ordre, dans ce cas, d'en avertir les intéressés.

Schomburgk était parti de S. Joaquim en septembre. C'est Youd que rencontre Leal, et c'est à celui-ci que le missionnaire écrit le 6 novembre pour dire qu'il était venu uniquement dans un but tout religieux : « A cette fin, et à cette seule fin, je suis autorisé par Son Excellence M. le Gouverneur de la Guyane Britannique à venir parmi les Macuxis et les tribus d'Indiens, en suivant le cours des deux rivières susdites Repunuri et Esse-  
quibo »<sup>14</sup>. Youd émet aussi, dans cette lettre, ses idées sur les

---

13. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 50.

14. *Ibid.*, I, p. 44.

limites; il est d'opinion que, dans le doute, on prenne le lac Amucú comme point central d'où l'on tracerait une ligne allant jusqu'aux sources du Rupununi et de l'Essequibo au sud et à celles du Mazaruni au nord, « qui certainement est la limite la plus naturelle »<sup>15</sup>. En mars 1840, ne s'inspirant que de Schomburgk et évoluant avec lui, il voudra avancer davantage la frontière anglaise, et il dira : « La division la plus naturelle serait de prendre la source de l'Essequibo quant à la latitude et les rivières Maou et Takutú pour la longitude »<sup>16</sup>.

Il était impossible que cette nouvelle attitude de Youd n'inspirât pas aux autorités du Pará l'idée qu'il s'agissait d'établir, dans le rayon de la juridiction brésilienne, un centre hostile en vue d'agressions futures. On se représentait ses travaux, même si telle n'était pas son intention, comme devant être les préliminaires d'une occupation anglaise de Pirara. Aussi l'intervention de ces autorités se produit dès que l'agitation commence. C'est, d'abord, le Commandant Militaire de l'Amazone à Santarem, qui l'avise, le 14 novembre 1838, qu'il s'était établi en territoire brésilien<sup>17</sup>. Puis vient l'ordre du Général Andréa, Président du Pará, du 22 novembre 1838, pour qu'il soit intimé au missionnaire d'avoir à se retirer en dedans des limites des possessions anglaises. En conséquence de ces ordres, Youd fut invité à ne pas revenir à Pirara que, d'ailleurs, il avait déjà quitté pour s'établir dans la Mission qu'il s'occupait à créer sur la rive droite du Rupununi, à l'endroit appelé Curuá ou Uruá.

En novembre 1838, la situation résultant de la présence de Youd et de ses travaux se trouve bien décrite dans le rapport du

---

15. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 44.

16. *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 19.

17. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 47.

Capitaine Pedro Ayres. (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 46.) Le Ministre Youd, dit-il, ne trouvant, dans le Bas-Essequibo, que des Indiens convertis, franchit les limites de la Guyane Anglaise et vint s'établir à Pirara où il y avait un petit village d'Indiens Macuxis. « Il érigea en cet endroit une chapelle et une école et parvint à grouper diverses tribus voisines, si bien que le village compte aujourd'hui plus de cinq cents habitants, et la Mission fait journellement de nouveaux prosélytes parmi les Indiens des nations Macuxi, Atorai, Caripuna et Uapixana qui habitent la partie occidentale du fleuve Rupunury, par conséquent en territoire brésilien. Les descentes (*descimentos*) d'Indiens faites dernièrement du côté des montagnes de Quano-Quano ont aidé le missionnaire dans son établissement, attendu que ceux qui avaient pris la fuite se sont réunis dans ce nouveau village où, par suite des agissements du missionnaire et de quelques malfaiteurs qui ont déserté nos frontières et sont aujourd'hui les interprètes et les émissaires de la Mission, ils sont devenus dangereux pour nous, comme ils l'ont prouvé en s'armant d'armes à feu à l'occasion du bruit qu'on avait répandu d'une nouvelle descente. »

En présence de ces faits et de la perturbation créée, le Président du Pará jugea nécessaire de maintenir un détachement dans le village macuxi. Pirara avait toujours été sous la dépendance du Fort ; mais, comme il n'y avait jamais eu de prétention contraire de la part de la Hollande, ni depuis de l'Angleterre, il n'existait, jusque-là, aucun motif d'y conserver un poste permanent. En même temps, pour « empêcher que les Macuxis de Pirara, déjà baptisés dans la religion catholique »<sup>18</sup>,

---

18. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 26.

comme la famille de l'influent *tuxava* Claudio, ne fussent attirés dans la mission protestante, ou que Youd n'engageât pour le service de cette mission des Indiens qui avaient jusqu'alors dépendu de la forteresse, un missionnaire catholique fut envoyé dans le village. Le choix tomba sur le Frère José dos Santos Innocentes.

#### IV

#### Youd abandonne le Rupununi.

Cependant l'antagonisme entre le Fort et Youd ne pouvait pas cesser avec le départ de celui-ci pour Curuá. Il ne ferait qu'opérer d'un peu plus loin sur les mêmes Indiens. Le Commandant brésilien arriverait à se plaindre directement au Gouverneur de la Guyane Anglaise des abus pratiqués par Youd<sup>19</sup>, et de son côté le Missionnaire protestant en appellerait au même Gouverneur pour qu'il le garantît en protégeant les Indiens qui viendraient se joindre à lui<sup>20</sup>.

Il aurait été préférable, à tous les points de vue, que les deux missions eussent pu se maintenir; elles seraient peut-être arrivées ainsi à marquer la vraie frontière des deux pays. Malheureusement, la mission anglaise, comme nous l'avons déjà dit, cherchait à attirer les Indiens de l'isthme du Tacutú et du Rupununi que le Brésil avait toujours considéré comme territoire lui appartenant. Youd avait bien révélé ses intentions quand il sollicita du Gouverneur Light la permission

---

19. *Ann. Mem. Angl.*, II, p. 18.

20. *Ibid.*, II, p. 13.

« d'établir une mission sur la rive orientale du Rupununi, près des rapides Urua, par 3° 26' de lat. N. et 58° 40' de long. O. et d'y grouper tous les Indiens Macusie, Wapishana, Attorie, Taruma et Wie-Wie qui se décideraient à s'établir dans cette mission » (6 mars 1859. *Ann. Mém. Angl.*, II, 12), lui demandant, en même temps, s'il protégerait les Indiens qui viendraient à la mission anglaise soit de Pirara, soit de la savane voisine, entre les chaînes des Monts Canuku (Quanoquano) et des Monts Pacaraima (*Ibid.*). De son côté, Leal accusait Youd d'armer les Indiens contre les autorités brésiliennes, de les détourner du service du Fort qu'ils avaient toujours fait, de donner asile aux déserteurs et d'abattre le bétail des fazendas nationales du Brésil<sup>21</sup> (Youd à Light, 14 octobre 1859 et 4 avril 1840, *Ann. Mém. Angl.* II, pp, 15 et 20. Leal à Light, *Ibid.* p. 18.)

---

21. Il y a dans la défense de Youd l'admission la plus complète de la possession ainsi que de la juridiction brésiliennes à Pirara, quand il s'y trouva : « Le Commandant du Fort S. Joaquim, écrit-il à Light en se justifiant, me tint compagnie pendant une semaine au mois de juin 1858; au mois d'octobre, le Capitaine Leal et sa compagnie passèrent avec moi une semaine; depuis, M. Pedro Ayres, que j'ai rencontré à Pirara, est resté avec nous pendant environ deux mois. Certainement, si j'avais agi contre les autorités brésiliennes, elles m'auraient appréhendé il y a longtemps au lieu de vivre avec moi en termes amicaux ou apparemment en bonne intelligence. Deux ou trois jours après que le Capitaine Leal m'eut quitté, en novembre 1858, pour continuer son voyage à l'embouchure de la rivière Siparooni, qui se jette dans l'Essequibo, je quittai Pirara pour l'intérieur et, depuis, ce n'est que bien rarement que j'ai été dans le voisinage de cette localité. » (Youd au Gouverneur Light, 14 octobre 1859. *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 15.)

L'autorité brésilienne était ainsi toujours présente; elle le surveillait, elle avait le contrôle parfait de tout le district, contrôle qu'il reconnaissait lui-même.

Sur ces entrefaites Youd abandonna le Rupununi. Il serait impossible d'établir sur les seuls documents que nous connaissons le vrai mobile auquel il a obéi en se retirant. Il avait été invité, le 1<sup>er</sup> février 1840, par Santos Innocentes à venir le voir à Pirara, où il rencontra aussi le Capitaine Leal. A la première entrevue, d'après ce que rapporte Youd (Youd à Light, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 19), le Père lui dit que, jusqu'à ce que les deux gouvernements fussent arrivés à un accord, « il (Youd) pouvait rester à enseigner les Indiens de la rive orientale du Rupununi et que lui, Frère José, enseignerait ceux de la rive occidentale de la même rivière ». Ce n'est que le second jour que le Religieux déclare avoir l'autorisation du Président du Pará de lui intimer de se retirer de la localité où il était. Youd répond qu'il ne partirait qu'après en avoir reçu l'ordre par écrit du Commandant du Fort. Cet ordre, Leal dit alors qu'il le lui enverrait dès qu'il serait de retour à sa mission, « ne croyant pas correct de le lui remettre à Pirara même à cause de leur amitié ». Le 29 février, Leal lui rend visite à Curuá, mais n'apporte pas l'ordre en question ; tout au moins le journal de Youd ne le mentionne pas. Ils causent, il est vrai, d'après ce même journal, du voyage que Youd allait faire à Georgetown et Leal lui aurait dit qu'il lui fallait prendre à Pirara un permis pour les Indiens qu'il emmènerait avec lui. « Entre-temps, dit Dalton (*History of British Guiana*, 1855, vol. II, p. 155) le Comité de la Church Missionary Society était mis au courant des détails de l'affaire et ordonnait à M. Youd de se retirer complètement de la localité qui faisait l'objet de la discussion et, en consé-

---

22. Veness dit la même chose : « M. Youd ayant informé la Church Missionary Society en Angleterre des interruptions dont ses travaux avaient



quence, il descendit le fleuve Essequibo jusqu'aux rapides Waraputa.<sup>22</sup> » En effet, la pression exercée par les autorités brésiliennes sur les Indiens de l'isthme (sinon même le peu d'intérêt qu'avaient pour ceux-ci les conférences de Youd auxquelles ils ne comprenaient rien), avait fini par arrêter l'affluence des auditeurs sauvages, laquelle l'avait un moment encouragé. « Le résultat fut, écrit son biographe Veness, que l'assistance diminua peu à peu jusqu'à ce qu'enfin il lui fallût pleurer sur une église et une école abandonnées! » Un coup terrible l'avait frappé dans l'intervalle (31 décembre 1839), le décès de Mrs. Youd, sa femme et l'auxiliaire dévouée de son œuvre. On soupçonna qu'elle avait été empoisonnée par un de ses Indiens. Ce malheur fut probablement la cause de son départ de Curuá<sup>23</sup>. Youd reparaitra encore dans notre frontière à la suite de l'expédition militaire anglaise, venue plus tard pour le rétablir dans sa première Mission; mais, il ne sera alors que la victime du rôle qu'il avait joué. L'aide qu'il devait prêter à Schomburgk dans la préparation de la prétention anglaise avait eu son plein effet lorsqu'il avait été expulsé de Pirara et qu'il s'était retiré du Rupununi.

---

souffert, reçut l'ordre de choisir une autre localité en dehors du territoire contesté. »

23. Écrivant le 26 juin 1840 à lord Russell, le Gouverneur Light dit : « Quoique les Portugais, ou plutôt les Brésiliens, eussent été retirés de Pirara, M. Youd pensa qu'il était plus prudent de quitter cette partie du pays. » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 15.) Il n'y eut donc pas d'expulsion de Curuá.

## V

**La fondation d'une Mission Protestante à Pirara, premier moyen politique dont se sert Schomburgk.**

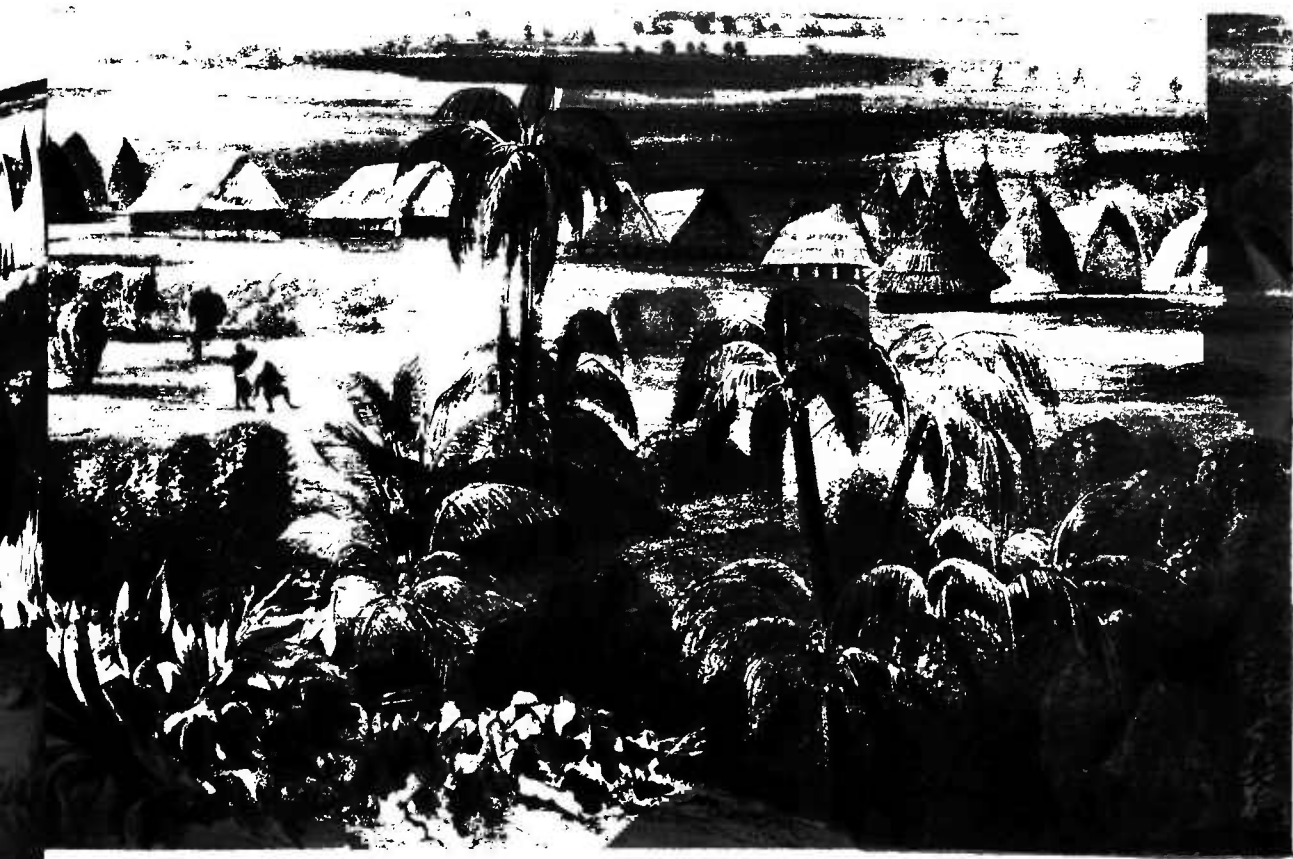
En 1855-1856 Schomburgk avait reconnu que la frontière du Brésil avec la Guyane Anglaise était formée par l'Annay et le Rupununi, et jusqu'en 1858 il ne connaîtra que cette ligne, la même que le Brésil défend aujourd'hui. En parcourant ses rapports, on verra cependant que pour lui, qui prétendait étudier la question, pour ainsi dire, dans la nature et au seul point de vue des convenances de l'Angleterre, cette région, parce qu'elle était déserte et inoccupée, lui semblait susceptible d'être contestée. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que toute réclamation anglaise, soit contre le Brésil, soit contre le Venezuela, impliquait dans sa pensée l'acquisition de fait, et même, avec le temps, de droit. C'était là toute sa conception de la frontière. Prussien de naissance, d'éducation littéraire et de vasselage politique, l'intérêt qu'il avait dans ce projet ne pouvait pas être exclusivement la plus grande expansion coloniale de l'Angleterre ; ce devait être aussi le contrat dont il se sentait en possession pour lever le tracé de la Guyane Anglaise. Or, proposer à la Colonie, en dehors du bassin de l'Essequibo, des territoires en la possession et sous l'action directe du Brésil, c'était lui proposer un conflit qu'elle ne pouvait susciter sans l'approbation de la Métropole. S'il avait existé des titres historiques, la question aurait pu être soulevée de gouvernement à gouvernement sans qu'il fût besoin d'un acte de violence ; mais, en l'absence totale de titres de cette nature, il fallait créer



2<sup>e</sup> mémoire.



PIRARA ET LAC AM  
Site



PIRA  
do.  
AMUCU

Planche tirée de l'ouvrage *Twelve views in the interior of Guiana* from drawings by Mr. CHARLES BENTLEY, after sketches taken during the expedition carried on in the years 1835 to 1839, with descriptive letters by Robert H. Schomburgk, esq. Londres. Ackermann et C<sup>o</sup>, 1841.



un titre par l'occupation et par des manœuvres auprès des tribus indigènes dans le territoire qu'il serait avantageux d'annexer, et alors le projet impliquait l'emploi de la force de la part de la Grande-Bretagne. Avant tout, par conséquent, il fallait créer, dans le territoire convoité, une situation qui pût, au besoin, entraîner cette occupation, mais qui l'entraînât de façon qu'elle fût appuyée par l'opinion publique, tant de la Colonie que de la Métropole. C'est ainsi que Schomburgk fut amené à conseiller Pirara pour siège de la Mission protestante chez les Macuxis, lorsqu'il entendit parler de l'ancien projet de M. Armstrong. Il lui sembla que Pirara était, par sa situation, la clé naturelle de la savane qu'il visait à acquérir pour la Guyane Anglaise, avec tout son stock de bétail déjà créé par les Portugais depuis le xviii<sup>e</sup> siècle <sup>24</sup>.

---

24. « Lors de ma première visite, j'avais ressenti une prédilection pour Pirara, non seulement à cause de l'intérêt historique qui s'y rattachait, mais aussi à cause de sa situation pittoresque entre les deux chaînes de montagnes de Pacaraima et de Canuku, et surtout à cause de la bienveillante hospitalité de ses habitants aux mœurs primitives. Il n'était donc pas étonnant que je le choisisse, en partie, pour mes quartiers d'hiver quand je résolus de rester dans l'intérieur de la Guyane pendant la saison pluvieuse de 1838. Je n'ai pas regretté mon séjour à Pirara, bien qu'il ait été troublé par la maladie, car il m'a fourni d'amples occasions d'augmenter mes découvertes en histoire naturelle et d'étudier le caractère et les mœurs des Indiens Macusi, cette race intéressante dont j'étais l'hôte. Combien de fois suis-je resté assis auprès de ces trois palmiers, que nous voyons dans le dessin représentant une famille Macusi, tandis que nos regards se perdaient par delà le village d'une architecture bigarrée et le lac enchanteur parsemé d'îles verdoyantes, jusqu'à ce qu'ils fussent arrêtés par la chaîne de montagnes recouvertes de vapeurs bleuâtres et par les jeux de réfractions extraordinaires sur un sol complètement exposé à toute l'action du soleil des tropiques! — Le cours du Mahú, rivière qui s'échappe de la chaîne de

L'établissement d'une mission anglaise à Pirara était, en effet, un coup politique et un coup de maître. Pour commencer, il lui fallait invoquer son caractère exclusivement religieux ; autrement les autorités brésiliennes de S. Joaquim, maîtresses de Pirara, ne l'auraient pas tolérée ; mais, par la nature même des choses, elle devait devenir, si on la tolérait, un centre de prosélytisme anglais parmi les Indiens, un trait de séparation religieuse qui ferait passer la ligne de division des deux pays bien en dedans du territoire brésilien. Pour que la mission pût jeter ses premières racines, le concours brésilien était toutefois nécessaire ; à cet effet, comme nous l'avons vu, Schomburgk, à peine Youd est-il arrivé, l'emmène aussitôt à S. Joaquim où ils se logent pendant des mois. Hôtes du Commandant, traités avec distinction par

---

montagnes, à une distance de Pirara de vingt milles, entre les montagnes aux sommets pointus de Cucuyé, un peu sur la droite de notre groupe de Macusis, et la colline tabulaire de Tupanaghé, était alors indiqué par une buée blanchâtre qui semblait flotter au-dessus des arbres qui bordaient ses rives ; ou vraiment le mirage donnait fréquemment une telle illusion de l'eau que l'on pouvait s'imaginer que la rivière elle-même était suspendue en l'air et coulait au sommet des arbres. » (Schomburgk, *Twelve Views in the interior of Guiana*, p. 9.)

Il y a dans cette page, sauf le tableau, lequel se trouve ailleurs, du bétail brésilien transporté dans les plaines bordant le Berbice et le Demerara, tous les éléments de la première vision de Schomburgk sur les destinées de la Guyane Anglaise, dans les savanes du Rio Branco. « Les vastes savanes où se trouve situé Pirara, ajoute-t-il, sont limitées : au nord, par les Monts Pacaraima ; au sud, par les Monts Canuku et Carawaimi ; à l'est, par les épaisses forêts de l'Essequibo et des montagnes isolées ; enfin à l'ouest, par les Monts du Mocajahi et par des rameaux de la chaîne Parima. D'après un calcul superficiel, elles couvrent un espace de quatorze mille quatre cents milles carrés. »



toutes les autorités de la frontière, bien connus des Indiens qui fréquentaient le Fort, tout deux, Schomburgk comme Youd, ne pouvaient être considérés par ceux-ci que comme des alliés du Brésil.

## VI

### L'appel de Schomburgk en faveur des Aborigènes, son second moyen.

C'est dans ces conditions que se produit sous ses yeux un incident qui devait fournir à Schomburgk son second moyen de préparer l'opinion, dans la Colonie et la Métropole, en faveur de ses projets et qui allait, en même temps, lui créer son rôle pour l'avenir. Des Indiens furent surpris et attaqués dans leur établissement, d'ailleurs en territoire qu'il reconnut comme brésilien, et, prétend-il, réduits en esclavage. Ce fait, qu'il reproduit dans tout ce qu'il écrit, dans la *Relation de sa Troisième Expédition*, dans la *Description of British Guiana* et dans *Twelve Views in the Interior of British Guiana*, ainsi que dans sa lettre à Sir Thomas Fowell Buxton, a déjà été étudié par nous (*Prem. Mém. Brés.*, pp. 325 et suiv.). L'attaque rapportée par Schomburgk contre les Indiens Uapixanas et Atorais, sous prétexte de recrutement pour la marine, la capture de femmes et d'enfants qui s'ensuivit, n'étaient pas imputables aux autorités brésiliennes. On était au pire moment de la guerre civile, et les auteurs de l'attentat étaient des Indiens Macuxis. Nous avons la lettre de Schomburgk à Buxton : « Sur ces entrefaites, la troupe de recrutement avait accru ses forces en engageant un capitaine Macuxi, avec un certain nombre de ses gens, établis en territoire brésilien. » Il reconnaît lui-

même l'innocence des autorités brésiliennes dans l'intimité desquelles il vivait : « Je ne prétends pas que les autorités supérieures sont au courant de ces agissements si honteux et si inhumains. » (*Lettre citée.*) Et encore : « J'ai communiqué ces faits à M. Ayres, qui m'a répondu que, depuis l'arrivée de l'expédition, il n'y avait pris aucun intérêt, ni direct, ni indirect ; il avait peine à croire le récit de ces atrocités. Je fis venir néanmoins un interprète, et ses réponses à diverses questions qu'il lui posa démontrèrent la vérité. » (*Journal of the Roy. Geog. Soc.*, X., 1840.) Pour Pedro Ayres, l'attentat avait été un incident de la traite clandestine des esclaves telle qu'elle était faite alors par les Indiens. « Il était d'opinion que les officiers subalternes souhaitaient le recrutement d'Indiens pour la marine afin d'avoir le prétexte de s'emparer des gens de tout âge et de vendre à leurs alliés ceux qui n'étaient pas bons pour le service. » (*Ibid.*) Devant une atrocité de cette nature, commise en territoire brésilien indiscuté, c'est-à-dire en violation de nos lois les plus anciennes pour la protection et la liberté des Indiens, bien qu'elle fût due à la cruauté et à la cupidité des sauvages eux-mêmes, nous ne pouvons, comme pour la traite des esclaves africains, que nous voiler la face ; mais, à remuer ainsi le passé, même récent, il n'est pas de nation coloniale qui n'ait à faire de même<sup>25</sup>.

---

25. Toute conduite reprochée aux uns pourrait l'être aussi aux autres. Schomburgk, par exemple, écrit en déplorant la dispersion de la Mission de Pirara : « Mon seul devoir est de rapporter le fait que la chapelle a été convertie en caserne et que l'édifice où ont été jetées les premières semences du christianisme au milieu des Indiens qui vivaient dans les ténèbres de l'ignorance est devenu le théâtre de discours obscènes et de débauches nocturnes. » (*Journal of the Roy. Geog. Soc.*, X, 266.) La force armée anglaise

Ce fait fut néanmoins d'un avantage considérable pour Schomburgk : il l'investit d'une mission devant l'opinion publique de l'Angleterre, lui donna une conscience nouvelle, un grand intérêt moral à éveiller, sans parler de l'intérêt de l'expansion territoriale qui lui servait dès lors à fasciner la Colonie et, dans ce double intérêt extérieur, par la force de sa nature imaginative, disparaissait pour lui-même l'intérêt personnel qui avait donné naissance à tout son plan. Dès que le fait se produisit, il saisit les conséquences qui devaient en résulter pour le développement de l'œuvre de Youd : « Cette circonstance, écrit-il à Buxton, le patron des grandes causes philanthropiques, favorisera sans doute la Mission de Pirara, et si des émissaires étaient envoyés parmi les tribus éparses, celles-ci répondraient à l'invitation qui leur serait faite de s'établir autour du missionnaire. » (*Lettre citée.*) Que la « descente » ait eu pour effet de réunir à Pirara un grand nombre d'Indiens et de créer pour Youd un rôle de protecteur, en le plaçant ainsi, pour la première fois, en antagonisme avec l'autorité brésilienne, le Capitaine Pedro Ayres nous le dit dans le rapport déjà cité : « Les descentes d'Indiens faites dernièrement du côté des montagnes de Quano-Quano

---

rétablit Youd dans sa chapelle quelques années après. Voici ce que dit un des historiens de la Guyane Anglaise : « La chapelle et l'édifice de la Mission furent rendus à un usage profitable, nombre d'Indiens s'y groupèrent dans le voisinage, mais les mœurs immorales des soldats ruinèrent la cause de la religion et la tâche du pauvre missionnaire sembla désespérée. » (H. G. Dalton, *History of British Guiana*, vol. II, pp. 155-154.) Voir aussi Richard Schomburgk, *Reisen in Britisch Guiana*, I, 408 : « Des Indiens adressèrent des plaintes excessivement sérieuses à M. Youd. Leurs femmes et leurs filles n'osaient plus se montrer au dehors de leurs cabanes », etc.

ont aidé le missionnaire dans son établissement, attendu que ceux qui avaient pris la fuite se sont réunis dans ce nouveau village où, par suite des agissements du missionnaire et de quelques malfaiteurs qui ont déserté nos frontières, et sont aujourd'hui les émissaires et les interprètes de la Mission, ils sont devenus dangereux pour nous.... »

La lettre de Schomburgk à Buxton est transmise par lui officiellement par l'entremise du Gouverneur de Demerara (dépêche de Schomburgk à Light du 18 septembre 1838, *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 39) qui la fait sienne (dépêche de Light à Lord Glenelg du 17 décembre 1838, *ibid.* p. 50) et, ainsi revêtue de l'autorité du Gouverneur de la Colonie, elle est présentée par le Gouvernement au Parlement. Dès lors, la question de la protection des Indiens de Pirara était créée par Schomburgk<sup>26</sup>.

## VII

### La proposition de délimiter les frontières, accueil qu'elle reçoit en 1838.

Il accompagnait sa lettre de l'offre de ses services pour la délimitation des frontières de la Guyane Anglaise : en effet,

---

26. « Schomburgk avait exploité, pour soulever cette question de limites, les sentiments philanthropiques du peuple anglais en disant que les Brésiliens, encore en 1839, brûlaient des villages et faisaient la chasse aux Indiens pour les réduire en esclavage. Les expéditions dont il parle avaient pour but de recruter des hommes pour l'armée ou d'arrêter des criminels. Il est très probable que des actes de violence aient été souvent pratiqués par les agents recruteurs ou par la police, mais Schomburgk les a certainement exagérés outre mesure. Du reste, ces expéditions elles-mêmes prouvent que le Brésil

Schomburgk disait à Light : « Je serai heureux de communiquer à Votre Excellence tous les détails ayant rapport à ces *descentes* (*descimentos*), et comme, tôt ou tard, les circonstances peuvent exiger que les limites de la Guyane Britannique soient fixées et déterminées, je tiens aux ordres de Votre Excellence, si elle les juge utiles, toutes les informations que j'ai recueillies pendant les trois dernières années que j'ai passées à explorer la Guyane<sup>27</sup>. » Light fait bon accueil à l'idée de protéger les

---

exercerait des actes de souveraineté dans l'isthme formé par les rivières Tacutu et Rupununi. L'exécution énergique des lois du 6 juin 1755 et du 8 mai 1758, rédigées par le *Marquis de Pombal*, avait supprimé l'esclavage des Indiens au Brésil, tandis que dans la Colonie d'Essequibo, jusqu'à la conquête anglaise, les Hollandais continuaient à acheter aux Caraïbes les prisonniers qu'ils faisaient aux autres tribus indigènes. Les documents hollandais que le gouvernement britannique a fait traduire et publier dernièrement parlent à chaque instant des « red slaves » employés dans les plantations d'Essequibo et Demerary. L'œuvre humanitaire des religieux portugais et des autorités locales est visible encore aujourd'hui dans le bassin de l'Amazone et surtout dans la région du Rio Negro et du Rio Branco où plus de 70 pour 100 de la population civilisée se compose d'Indiens. Par contre, dans plusieurs colonies européennes, comme l'a observé un écrivain anglais (Sir Charles Dilke, *Greater Britain, A Record of Travel...*, Londres, pp. 85 et 549), les races indigènes ont été anéanties ou disparaissent peu à peu. Ces contrastes permettent d'estimer à leur juste valeur les imputations du voyageur allemand. » *Mémoire* du baron de Rio Branco, p. 45.

27. *Ann. Mém. Angl.*, III, p. 48. Également dans le rapport écrit pour la Royal Geographical Society en septembre 1838. Comme ce rapport n'a été imprimé dans le *Journal de la Geographical Society* que deux ans après, nous ignorons s'il a été envoyé alors tel qu'il a paru. Dans ce rapport, après avoir dit que son intervention auprès de Pedro Ayres avait préservé la Mission anglaise d'une attaque semblable : « la Mission anglaise commençante a été sauvée et peut enseigner aux Indiens que

Where Britain's power is felt  
Mankind will feel her blessings too »,

Indiens que l'on représentait comme étant menacés et ayant recouru à la protection anglaise; mais, pour lui, il ne s'agit pas encore de les protéger en s'appropriant le territoire où résident ces tribus : le moyen à employer, c'était d'en appeler au Gouvernement du Brésil, « aux confins duquel se trouvait établie la Mission anglaise »; quant aux limites, ce n'était pas à Schomburgk à les suggérer<sup>28</sup>. Le 9 janvier 1859, Light écrit à la Métropole sur la nécessité de tracer une ligne en dedans

Schomburgk insinue son projet de lever la carte de la Guyane Anglaise : « Puisse bientôt arriver le moment où les limites de la riche et productive Colonie de la Guyane Britannique seront déterminées par des travaux topographiques ordonnés par le Gouvernement! Alors seulement la paix et le bonheur pourront être garantis à ceux qui s'établissent du côté anglais de la frontière. » (*Journal of the Roy. Geog. Society*, X, p. 190). Le sentiment philanthropique fut ainsi le premier véhicule de sa proposition de contracter avec le Gouvernement de la Colonie la détermination de ses frontières et les travaux topographiques nécessaires à cet effet.

28. « Votre Seigneurie sait qu'à Pirara, sur la rivière du même nom, aux confins du Brésil, par 3° 38' de latitude, se trouve un missionnaire nommé Youd, envoyé par la Church Missionary Society, lequel, paraît-il, a réuni environ 200 Indiens autour de lui; ceux-ci commençaient déjà à acquérir quelques rudiments de civilisation. L'établissement fut menacé par des troupes de Brésiliens armés, sous prétexte de recruter des hommes pour la marine brésilienne, mais en réalité pour en faire des esclaves. Le drapeau britannique et l'intervention de M. Schomburgk les ont sauvés; mais celui-ci signale d'autres déprédations qui prouvent à l'évidence que ces oppresseurs sont des bandits et que notre Mission n'est pas suffisamment protégée. Je prendrai sur moi d'écrire au Résident Britannique à Rio de Janeiro afin qu'il exerce son influence en faveur de cette Mission. Notre droit sur les lieux étant contesté, vu que nos limites semblent n'être pas bien définies, on ne devrait pas laisser à un particulier le soin de suggérer qu'il convient de déterminer ces limites, mais cette suggestion devrait émaner de qui de droit. (Light à Lord Glenelg, 17 déc. 1858. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 51.)

de laquelle les aborigènes qui réclameraient la protection anglaise pourraient se réfugier en toute sécurité (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I. p. 51). En réponse à ces deux dépêches, le 12 mars 1839, Lord Normanby, après avoir approuvé l'idée de réclamer au Gouvernement de Rio de Janeiro toute protection pour l'établissement de Pirara, ajoute quant aux limites : « En ce qui concerne la question de frontière que vous déclarez être indéterminée, je ne crois pas qu'il soit possible d'entamer aucune négociation avec le Gouvernement Brésilien à ce sujet, sans un rapport complet de vous, concernant les limites méridionales de la Colonie, appuyé sur des preuves et des éclaircissements qui peuvent être tirés des archives de la Colonie ou que des personnes y résidant seraient à même de fournir. Il serait à désirer qu'un rapport de cette nature fût préparé et transmis par vous en Angleterre. »

### VIII

#### La nouvelle attitude de Schomburgk en 1839, son Rapport à Light.

Schomburgk, entre-temps, était, en septembre 1838, parti de S. Joaquim pour son long voyage par l'Orénoque et le Rio Negro. Quand il revient à Pirara, l'année suivante, il apprend que Youd avait été sommé de quitter le village. Il part en juin pour Georgetown sous l'impression de cet incident qui favorise son projet d'étendre aussi loin que possible le territoire de cette Guyane Anglaise devenue le cercle de sa vie, de ses travaux et de son utilité scientifique, après ces longs voyages d'exploration, dont les privations, l'anxiété, l'effort soutenu, et

l'isolement intérieur, laissent sur ceux qui s'y vouent la marque ineffaçable du pays. La nouvelle qu'il emportait, lorsqu'il se préparait à descendre l'Essequibo, était certes le meilleur encouragement pour lui. Il avait, par sa lettre à Buxton, remué le vif intérêt qui existait alors en Angleterre en faveur des aborigènes de toutes les races; en dénonçant maintenant l'expulsion de Youd, il remuerait l'intérêt missionnaire protestant, encore plus puissant. Appuyé sur ces deux facteurs considérables de l'opinion publique anglaise, il ne lui restait, pour triompher, qu'à dévoiler aux autorités de la Colonie les immenses avantages de l'extension qu'il lui destinait. C'est ce qu'il fait dans son Rapport du 16 juillet 1839<sup>29</sup>.

Le Rapport ou Memorandum Schomburgk de 1839, l'élément au sein duquel va naître et se former la présente question, aussi bien la source d'où elle jaillit que le lit où elle devra couler jusqu'à la fin, est tout entier une improvisation autour d'un tracé de circonstance, la divination d'un explorateur, d'un naturaliste étranger fournissant, en un moment, à la Grande-Bretagne la configuration de son territoire dans le continent de l'Amérique du Sud, toute prête et achevée, en ne tenant compte que des avantages résultant pour elle d'un tel croquis.

---

29. Le rapport de Schomburgk fut d'abord publié en 1840 avec la date du 1<sup>er</sup> juillet. Le Mémoire Anglais dit cependant que la date, sur l'original, est le 16. La dépêche à laquelle Light le joint est du 15. Il est probable que c'est la première date qui est exacte. Dix jours paraissent bien courts pour que Schomburgk ait pu, dans ce délai, construire et justifier une ligne de limites aussi étendue, partant de l'embouchure de l'Orénoque pour aller rejoindre celle du Corentyne à travers l'intérieur de la Guyane, mais il fallait au moins quelques jours au Gouverneur pour prendre connaissance, même imparfaitement, du projet qu'il recommandait.



C'est ainsi une méthode tout à fait différente du lent procédé historique par lequel se modèlent d'habitude les contours des États. Ce n'est même pas un Anglais qui se substitue ainsi à toute la tradition de la Colonie, c'est un étranger. Cette circonstance explique, à elle seule, le défaut de précédents de sa ligne.

## IX

### Analyse du Rapport de Schomburgk : la partie historique.

Cette pièce étant l'élément ou principe primordial de tout ce litige, nous devons la reproduire *in extenso*. En comparant au Mémoire Schomburgk de 1859 celui de la Légation Anglaise à Rio de Janeiro du 20 février 1841, lequel, pour la première fois, annonce, sans bien la définir, la prétention anglaise, et sera, jusqu'aux notes du 22 avril 1897 et du 24 mai 1898, le seul exposé de cette prétention, on remarquera que le second n'est qu'une copie littérale du premier. Aussi nous pouvons dire que nous allons les analyser ensemble.

Voici le rapport de Schomburgk à Light :

« De retour à la capitale, après mon voyage dans l'intérieur de la Colonie, je considère de mon devoir d'apprendre à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien maintient un avant-poste dans le village macusi de Pirara, que ce Gouvernement revendique comme faisant partie de son territoire, et qu'en conséquence, le Commandant du Haut et Bas Amazone, le Lieutenant-Colonel Joaquim Jozé Luiz de Souza, a ordonné au Révérend M. Youd, missionnaire délégué de la Church Missionary Society de Londres, de se retirer de Pirara et de cesser d'enseigner notre religion et notre langue aux Indiens dans son voisinage.

« Pirara, le plus grand village indien que j'aie rencontré pendant mes voyages dans l'intérieur de la Guyane, est situé sur le lac Amucu, par  $5^{\circ} 58' 1/2$  de latitude Nord, et  $59^{\circ} 16'$  de longitude Ouest, et il est habité par des Indiens Macusis, une des tribus les plus diligentes et les plus dociles de la Guyane Anglaise. Beaucoup de ces Indiens, en conséquence des visites qu'ils ont faites à la Colonie et des efforts de la part des missionnaires à la Pointe de Bartika, ont appris les rudiments de notre religion, et cette connaissance superficielle a éveillé en eux le désir de devenir chrétiens, et ce qui le prouve, c'est qu'ils ont invité le Révérend M. Youd à s'établir parmi eux et ont promis de lui bâtir une chapelle et une maison d'habitation. A mon arrivée à Pirara, au mois de mars 1838, j'ai trouvé ces bâtiments terminés, et peu après, le Révérend M. Youd a commencé à exercer son ministère sacré, avec toute apparence de succès.

« On devait s'attendre à ce que le Gouvernement Brésilien reçût avis de l'établissement de cette Mission, et vers la fin de l'année dernière, un certain Capitaine Leal, des « policiaes » ou gardes nationaux, fut chargé par le Gouvernement du district à Manaos, de se rendre à Pirara et de faire un rapport sur la nature de cette Mission, et aussi de fixer la frontière probable entre la Guyane Anglaise et la Guyane Brésilienne. Vu son manque de connaissances en matières géographiques, cet individu, sans vouloir dénigrer ceux qui l'avaient envoyé, n'était pas du tout apte à remplir les devoirs qui lui étaient imposés. Sans connaissance des sciences mathématiques et astronomiques, il se basait seulement sur des rapports oraux qu'on lui avait communiqués avant son départ pour cette expédition, et l'intention qu'il avait de se rendre à l'embouchure du Mazaruni (rivière qui se jette dans l'Essequibo à moins de 50 milles de son embouchure et de 70 milles de la capitale de la Guyane Anglaise) pour y planter la borne de la frontière brésilienne, est tellement absurde qu'elle ne mérite pas qu'on s'y arrête plus longtemps. Bien qu'à la suite d'une conversation avec le Révérend M. Youd, il vit lui-même clairement l'absurdité de ses intentions et qu'il abandonnât son dessein, il se rendit cependant à l'embouchure du Siparuni et y chercha avec ardeur le poteau qui, selon lui, y avait été planté jadis par la Commission Brésilienne des Frontières, entre 1780 et 1785. Ayant enfin découvert un arbre dont le tissu ligneux avait été pourri par l'action du temps, à l'exception du cœur même, dans lequel des clous avaient été enfoncés par hasard, il déclara que c'étaient les restes de l'ancien poteau-frontière, et bien que ses compagnons eux-mêmes attirassent son attention

sur le fait que ce soi-disant poteau de frontière avait de grandes et fortes racines, ce qui n'aurait pu être le cas s'il y avait été placé par la main des hommes, et montrait au contraire qu'il avait dû être planté en terre pendant des siècles, cela n'eut aucune importance aux yeux du zélé Capitaine Leal, qui emporta une partie du cœur de l'arbre pour preuve de sa réussite. Plus tard, et au commencement de l'année courante, le Lieutenant-Colonel Joaquim Jozé Luiz de Souza, Commandant du Haut et Bas Amazone, chargea le Lieutenant Pedro Ayres de se rendre, accompagné d'un détachement du 1<sup>er</sup> bataillon des gardes nationaux, qui se composait d'un sergent, d'un cadet et de six hommes, à Pirara, et d'en prendre possession. Je les y trouvai, à mon retour à Pirara, au mois de mai dernier.

« Le Lieutenant Pedro Ayres fut autorisé à remettre une dépêche officielle au Révérend M. Youd, lui ordonnant de se retirer de Pirara et l'accusant d'avoir soustrait cinq cents Macusis au Gouvernement Impérial Brésilien et de leur avoir enseigné la langue et la religion anglaises. En conséquence de cet ordre, M. Youd se rendit sur la rive droite de la rivière Rupumuni, où il fonda une nouvelle Mission, dans le voisinage de la cataracte de Curowato Ro ; et quand j'ai quitté Pirara, au mois de juin dernier, le détachement sous les ordres du Lieutenant Ayres était toujours en possession de ce village et attendait de nouveaux ordres de son Gouvernement. Ces faits sont arrivés à ma connaissance personnelle, et il me reste maintenant à signaler l'empiétement commis par le Gouvernement Brésilien sur le territoire de Sa Majesté Britannique.... »

C'est la première fois que Schomburgk réclame pour l'Angleterre le territoire de Pirara qu'il connaissait dès 1835, quand il y reçut l'hospitalité de l'autorité brésilienne de la frontière.

« ... Lorsque éclata la guerre de 1803, après la restitution de la Colonie de la Guyane Hollandaise aux Hollandais par le traité d'Amiens, cette colonie fut de nouveau reprise par l'Angleterre, et par un article additionnel à une Convention signée à Londres le 13 août 1814, Demerara, Essequibo et Berbice furent finalement cédés à la Grande Bretagne. L'Empire Britannique acquit donc la Guyane avec les mêmes droits aux limites de ses frontières, tels que les possédaient les Hollandais avant la cession à la Grande Bretagne par traité.... »

C'est un postulat auquel le Brésil n'oppose rien, car c'est aussi une de ses propositions : le titre anglais s'étend jusqu'où pouvait s'étendre le titre hollandais. Nous avons montré dans le Premier Mémoire que la Hollande a toujours reconnu que le territoire réclamé aujourd'hui par l'Angleterre était en dehors des limites de la Colonie d'Essequibo. La Hollande n'a jamais rien prétendu à l'ouest de la ligne d'Anville. Ce que la Hollande a acquis, et même ce que la Hollande a prétendu, nous admettons que ce soit anglais; mais, par contre, nous revendiquons ce que la Hollande n'a ni *acquis* ni *prétendu* dans les territoires tenus pour portugais depuis le xviii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la révélation de Schomburgk, lequel n'était, d'ailleurs, ni anglais, ni hollandais.

La Section des Affaires Étrangères de l'ancien Conseil d'État de l'Empire, dans sa consultation du 28 septembre 1854, répondait ainsi à cette remarque de Schomburgk :

« La Grande-Bretagne a pris possession d'un territoire dont les limites méridionales n'avaient jamais été fixées et dont l'intérieur n'avait jamais été exploré et possédé par la Hollande. Cette Puissance n'avait jamais exercé d'actes possessoires à l'est de la rivière Rupunuri, en deçà des versants méridionaux de la chaîne Pacaraima. Une possession que la Hollande n'avait pas ne pouvait être transmise à l'Angleterre. »

« ... Bien qu'une convention ait été conclue entre la France et la Hollande, d'une part, et la France et le Portugal, d'autre part, au sujet de leurs frontières, il n'est pas à ma connaissance qu'un tel accord soit intervenu entre le Gouvernement Hollandais et le Portugais antérieurement à la cession des Colonies de Demerara, d'Essequibo et de Berbice à la Grande Bretagne.... »

Le fait qu'il n'y a pas eu de convention de limites entre le Portugal et la Hollande n'affecte ni le droit portugais ni le droit hollandais, jusqu'où ils se seraient étendus.

« Cela ne fait pas de doute et n'a jamais été contesté par personne, disent les mêmes Conseillers d'État (document cité ci-dessus). Il n'y a pas de traité, mais ce n'est pas seulement d'eux que découle le droit, et celui-ci ne peut se fonder sur le simple fait de la non-existence d'un traité. En l'absence de celui-ci, il y a le droit qui résulte de la découverte, de l'exploration et de la possession. L'Angleterre n'allègue même pas ces droits hollandais, c'est-à-dire les siens, et le Brésil en a, comme l'on verra plus tard. »

D'un autre côté, il a été répondu à cet argument :

« La négociation d'un traité de ce genre n'est pas indispensable quand il n'y a pas désaccord entre les parties intéressées au sujet de leurs frontières. Il est encore aujourd'hui des États qui n'ont jamais signé avec quelques-uns de leurs voisins de conventions spéciales à ce sujet sans que leurs frontières puissent, de ce fait, être considérées comme indéterminées ou indécises. La longue possession et le consentement mutuel, manifesté par l'absence de convention, suffisent et ont la même force que les conventions écrites. Ainsi, il n'existe pas de traité entre le Brésil et la Hollande concernant leurs frontières en Guyane, mais les deux pays sont parfaitement d'accord sur ce que, de la source du Maroni à celle du Corentyne, leurs possessions s'arrêtent à la ligne de partage des eaux dans la chaîne de Tumucumaque. Il n'y a jamais eu de divergence d'opinion à ce sujet entre les deux gouvernements, ainsi que l'a rappelé une note hollandaise récente. » (*Mémoire* du baron de Rio Branco, pp. 57, 58.)

« ... Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Hollandais avaient porté leurs avant-postes plus loin au Sud du confluent du Rupununi, à la latitude de 5° 50' N. ; le site de ce poste m'a été signalé pendant mon voyage avec les Caraïbes en 1836 (*Journal de la Royal Geographical Society*, vol. VI, p. 263).... »

Le site signalé par Schomburgk était sur l'Essequibo même, à peu de distance du confluent du Rupununi. Le poste, dit-il, avait pour objet d'empêcher les Caraïbes de faire le trafic des esclaves ; il serait plus exact de dire qu'il était plutôt destiné à maintenir en faveur de la Compagnie le monopole de cette traite. C'était à peu près le site du poste Arinda quand il fut transporté dans le voisinage du Rupununi. Nous avons vu que ce poste n'intervint jamais dans l'action des Portugais, mais la respecta toujours comme s'exerçant bien au delà de la prétention de la Colonie. L'existence de cette station, avec un ou deux gardiens au plus, sur le fleuve Essequibo, n'est certes pas un titre de possession ou d'influence dans le bassin de l'Amazone.

« ... Il fut fortifié en vue des incursions des Caraïbes en 1775, ainsi que le rapporte Don Antonio Santos, qui y passa à cette époque avec son ami Nicholas Rodriguez, dans son voyage d'Angustura à Grand Pará (voyez A. de Humboldt : *Sur quelques points importants de la géographie de la Guiana*, p. 23 et 38).... »

Encore que ce fait n'affecte pas la question en litige, nous dirons que Antonio Santos et Nicolao Rodriguez n'ont jamais été dans l'Essequibo, d'après Humboldt lui-même. Cela est établi dans le *Mémoire* du baron de Rio Branco, pp. 77 et 78. Nous ne savons rien d'exact sur Antonio Santos (voir note A, p. 555), mais les documents des archives de Séville nous apprennent que Nicolao Rodriguez a reçu deux commissions du Gouverneur de la Guyane. D'abord il fut envoyé par le Rio Branco, à la suite

des événements de 1775, pour porter la note du Gouverneur espagnol aux autorités Portugaises, et nous savons que c'est lui qui à son retour à Guayana, en mai 1777, a déconseillé l'envoi d'une seconde expédition en renseignant les autorités de l'Orénoque sur les ressources dont la Capitainerie du Rio Négro disposait pour sa défense. (Cf. *Prem. Mém. Brés.*, p. 95, note. Il faudra corriger deux fois dans cette note la date 1767, mise au lieu de 1777. Dans le texte portugais du Mémoire la date a été donnée correctement). Ensuite, en juillet suivant, il fut envoyé pour observer l'état de l'établissement portugais du Tacutú avec ordre de retourner par le lac Parime. Nous donnons ses instructions plus loin, note B, p. 335. Son journal, vu par Humboldt, s'arrête au confluent du Mahú (Tacutú) et du Rio Branco. Il n'aura pas ainsi dépassé le Fort S. Joaquim.

« ... Plus tard il y eut un poste semblable, appelé Arinda, à quelques milles au sud du confluent de la rivière Siparuni, de l'Essequibo, et le site en est encore connu des habitants âgés du Bas-Essequibo.... »

C'est le même poste encore déplacé dans le voisinage du Rupununi. Il n'a pas existé, en même temps, deux postes hollandais sur l'Essequibo.

« ... Ces deux exemples, donc, prouvent clairement l'existence de postes hollandais au delà de la rivière Siparuni à l'embouchure de laquelle le Capitaine Leal s'imagina avoir découvert les restes d'un ancien poteau-frontière brésilien, et attestent le droit de Sa Majesté Britannique à ce territoire.... »

Il ne s'agit pas là du territoire contesté, le Brésil ne revendiquant pas la limite du Siparuni. Le Capitaine Leal avait pris à tort pour le Siparuni, le Sipó<sup>30</sup>, nom que les Portugais,

---

30. Voir *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 47. — Pour le Lieutenant-Colonel Souza, les limites passent par la chaîne des Monts Pacaraima et la rivière

d'après les Indiens, donnèrent primitivement à l'Essequibo, au-dessus du confluent du Rupununi. Les Portugais, cependant, ne prétendaient pas tout le cours du Rupununi jusqu'à son entrée dans l'Essequibo, bien que, dominant cette rivière, comme ils la dominaient, sur une grande étendue, ils eussent pu présenter un meilleur titre à sa possession entière que ceux de Schomburgk au Tacutú, au Mahú et au Cotingo.

---

Rupununi, l'ancienne borne devant se trouver dans le voisinage du Mont Annay. C'est l'opinion du Capitaine Pedro Ayres. Ambrosio Ayres avait dit qu'elle se trouvait à l'embouchure du Sipó (c'est la même idée que le Général Andrea, *Ibid.*, 50), que le Capitaine Leal prend pour le Siparuni. Cela explique l'erreur, laquelle n'a rien d'extraordinaire chez un homme qui ne pouvait avoir aucune connaissance des explorations géographiques des Portugais au xviii<sup>e</sup> siècle, surtout lorsqu'il s'agissait de noms indigènes que bien peu de personnes seulement ne confondent pas. Les indications étaient à peu près exactes, sauf l'interprétation de Leal du Siparuni pour le Sipó. Elles donnaient, en effet, comme frontières la chaîne des Pacaraima, le Mont Annai et le *Rupununi*. Le Sipó d'Ambrosio Ayres et du Général Andréa était en effet l'Essequibo, le même Sipó de A. Ricardo Franco et de Silva Pontes. Cf. *Ann. Prem. Mém. Brés., Doc. de orig. portug.*, 19 juillet 1781 : « La rivière Repununi qui se déverse dans l'Océan, sur la côte de Suriname et prend, après avoir reçu la rivière Cypo ou Cybhu, le nom d'Excequebe.... » Ces astronomes donnaient, comme l'on voit, le Haut-Essequibo comme affluent au Rupununi. L'embouchure du Sipó était ainsi le confluent de l'Essequibo et du Rupununi, ce qui, dans le renseignement donné à Leal, veut dire la limite par le Rupununi, et non pas par le Siparuni.

« Schomburgk a retrouvé, en décembre 1837, ce nom indigène de Sipú, dit le baron de Rio Branco dans son *Mémoire*, lorsque, sans autorisation du Gouvernement Britannique, il a pris possession des sources de l'Essequibo. Les Tarumas, dit-il, appellent le Haut-Essequibo Coatiang-Kityon ; les Macussis et les Caraïbes, Sipou. Schomburgk, *Description de la Guyane Anglaise*, Londres, 1840, page 11. Coudreau, plus récemment, en 1884, a trouvé encore ce nom, Sipo-uà (rivière Sipó) qu'il écrit Tchipe-Ouà. (Coudreau, *Voyage à travers les Guyanes et l'Amazonie*, Paris, 1887, pp. 347 et 348.) »

Avant Schomburgk le D<sup>r</sup> Hancock l'avait aussi retrouvé : « M. de Britton



« ... J'ai, en outre, planté le pavillon royal de la Grande-Bretagne aux sources de l'Essequibo par 0° 41' de latitude Nord, et j'ai pris possession de ces régions au nom de Sa Majesté Britannique.... »

Ce serait la preuve qu'avant 1857 la Grande-Bretagne ne supposait pas avoir droit à tout le cours de l'Essequibo et qu'il n'existait pas, même là, de domination hollandaise. L'acte de Schomburgk n'avait, d'ailleurs, aucune portée : il ne pouvait prendre possession d'aucun territoire, puisque, comme l'avait dit Lord Palmerston, il avait été chargé, par la Société Royale de Géographie, d'une mission purement scientifique et qu'il était un étranger et un simple particulier, *a private individual*, comme l'écrit, le 17 décembre 1858 (*Loc. cit.*), le Gouverneur Light au Colonial Office, à qui il n'appartenait pas de définir les limites de la Colonie : « the suggestion to define those limits ought not to be left to a private individual. » Si le titre anglais sur les territoires du Haut-Essequibo ne s'appuyait que sur le passage de Schomburgk, il n'aurait aucune base en droit et ne représenterait pas la tradition hollandaise.

« ... L'article VIII du Traité d'Utrecht et l'article CVII du Congrès de Vienne font allusion aux limites entre le Brésil et la Guyane Française; mais je n'ai pas connaissance qu'il ait jamais existé une convention entre le Brésil et la Guyane Hollandaise. Ces limites sont absolument indéterminées et la prétention du Gouvernement Brésilien de les porter jusqu'au confluent de la rivière Siparuni et de l'Essequibo semble ne s'appuyer que sur la supposition que, entre 1780 et 1783, José Victorio da Costa et José Simões de Carvalho, chargés à cette époque d'études astronomiques relativement aux

---

est un homme entreprenant et je serais inquiet pour lui de le voir remonter toutes les chutes du Sepo (c'est le nom caraïbe, et le plus convenable de l'Essequibo) au moment de sa crue. » (Notes pour un voyage, datées du 18 mai 1827. *Ann. Mém. Angl.*, vol. II, p. 1.) « Le plus convenable » doit être une allusion au sens de *cipó*, en portugais, plantes grimpantes des forêts.

limites, ont pu planter une borne-frontière. Ces études furent continuées de 1787 à 1794 par Antonio Pires da Silva Pontes Leme, capitaine de la marine portugaise, et Ricardo Franco d'Almeida Serra, capitaine du génie. Dans les derniers temps, ils s'occupèrent de l'étude du Rio Branco et du territoire du nord à l'est de cette rivière et parvinrent au lac Amucú, sur les bords duquel est situé le village Macusi de Pirara.... »

Comme on le voit, Schomburgk avait l'idée la plus imparfaite des explorations scientifiques portugaises dans le territoire contesté. Nous en avons fait l'historique et produit les relations et les cartes dans le *Premier Mémoire Brésilien*. La première expédition, en 1781, fut celle de Ricardo Franco et de Silva Pontes, laquelle explora le Tacutú, le Mahú, le Pirara, jusqu'à la rive du Rupununi. La seconde fut celle d'Alexandre Rodrigues Ferreira, en 1786, laquelle reconnut aussi le Tacutú, le Cotingo (Surumú), le Mahú et le Pirara. La troisième, en 1787, du Colonel Manoel da Gama Lobo aidé par le Dr Simões de Carvalho et l'ingénieur Eusebio Antonio de Ribeiros, explora aussi le Tacutú, le Surumú, le Mahú, le Pirara, le Rupununi, c'est-à-dire tout le territoire actuellement en litige.

« ... Pour des motifs politiques, les Brésiliens ont, depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, manifesté le plus vif intérêt à la possession des savanes situées à l'est du Rio Branco (voyez Humboldt, *Sur quelques points importants*, etc., p. 25); et, qu'ils désirent maintenant étendre leurs domaines au delà du lac Amucú au nord et à l'est, c'est chose très évidente. Leur désir d'assigner une limite à la Guyane Britannique par le moyen d'un véritable empiétement sur le territoire de cette Colonie est évidemment lié à leur crainte de perdre ces prairies, à la possession desquelles ils n'ont pas plus droit qu'aucune autre nation.

« Il est possible que la Commission des Limites, sous la direction de Pontes Leme et d'Almeida Serra, ait visité le lac Amucú et déclaré que leurs limites étaient le Rupununi et la chaîne de montagnes que les géographes connaissent sous le nom de Sierra Pacaraima, mais ils n'avaient, pour cela, ni le consentement du Cabinet Britannique ni celui de la France.

« En 1781, les Colonies d'Essequibo et de Demerara furent placées sous la protection de la Grande-Bretagne; en 1785, les Français s'emparèrent temporairement de tous les établissements hollandais, lesquels, en 1796, se rendirent aux forces britanniques sous le commandement de Sir Ralph Abercrombie; et après avoir été rendus aux Hollandais par le traité d'Amiens, en 1802, ils furent de nouveau repris par l'Angleterre, lorsque éclata la guerre de 1803, puis cédés définitivement à cet empire par un article additionnel de la Convention signée à Londres le 15 août 1814. Cette revue rétrospective prouve que, dans l'intervalle où se placent les opérations de démarcation des Brésiliens, la Colonie était au pouvoir de la Grande-Bretagne, de la France et de la Hollande, et aucun commissaire de ces Grandes Puissances n'assistait à ces opérations pour donner leur consentement aux prétentions extraordinaires de la Commission Brésilienne des Limites qui s'était nommée elle-même et ne représentait qu'une des parties.... »

Les commissions portugaises de limites ne se nommèrent pas elles-mêmes, comme ce fut précisément le cas de Schomburgk. C'étaient des commissions d'études en vue du moment où il y aurait à faire la démarcation et aussi pour qu'on pût prendre des mesures contre l'entrée dans le territoire portugais des trafiquants d'esclaves hollandais et d'autres intrus étrangers. Nous avons reproduit, dans le *Premier Mémoire Brésilien*, les instructions données à ces expéditions qui étaient officielles, et non particulières, comme celles de Schomburgk jusqu'en 1842 : ce n'est qu'après 1840 qu'il devient commissaire royal. Outre l'inexactitude des dates, dans ce paragraphe comme dans tout le *Mémoire*, ni la France ni l'Angleterre n'étaient intéressées dans les explorations portugaises, parce que pendant tout le temps que ces explorations durèrent (première expédition, février 1781; deuxième et troisième expéditions, 1786 et 1787), la Colonie de l'Essequibo était au pouvoir de la Hollande. Des explorations officielles comme celles-là, dans des territoires considérés et traités comme domaines de

la Couronne, faites sous la protection d'escortes militaires et ayant pour base d'opérations un fort voisin, à l'embouchure de la rivière principale, comme était le Fort S. Joaquim sur la rive du Tacutú, sont un signe d'occupation et de possession indiscutées. Nous ferons, dans la suite, la confrontation juridique de ces titres avec ceux que le Mémoire Anglais prétend tirer d'explorations très récentes du Contesté sous le régime de l'Accord de 1842, c'est-à-dire de la neutralisation du territoire, agréé par les deux parties. Le droit serait trop capricieux si ces travaux et ces explorations des Portugais, pendant le xviii<sup>e</sup> siècle, qui ont causé l'admiration de Humboldt, ne constituaient pas un titre de possession, tandis que, plus de cinquante ans plus tard, un voyageur allemand, chargé par une association privée d'une exploration purement scientifique, aurait pu acquérir de plus vastes régions pour la Grande-Bretagne en clouant le drapeau anglais à un arbre, aux sources de l'Essequibo. Néanmoins, d'après Schomburgk, ainsi que d'après la Légation Anglaise à Rio de Janeiro, ce dernier titre serait valide et suffisant.

« ... J'ai encore été informé que le Commandant de l'expédition qui, envoyée par le Gouvernement Colonial de la Guyane Britannique, pénétra en 1810 dans l'intérieur afin de faire une enquête sur les querelles entre les tribus indigènes, fit planter un poteau-frontière à Pirara.... »

Nous avons déjà donné tous les détails de l'expédition de 1811 (*Prem. Mém. Brés.*, pp. 297-310). Il ne se passa rien de semblable. Le Commissaire Simon et ses compagnons, le D<sup>r</sup> Hancock et Van Sirtema, ont reconnu que le Rupununi était la limite de la juridiction anglaise; ils n'ont pas revendiqué la possession de Pirara, où ils n'allèrent que sous la conduite de l'escorte portugaise de S. Joaquim. Voici ce que dit le Com-

mandant du fort : « Simon prit congé le 25. Je le fis courtoisement accompagner, jusqu'au bord du Rupununi, par un militaire et quatre Indiens » (*Prem. Mém. Brés.*, p. 306). « Le départ s'est effectué de la manière suivante : j'envoyai, pour les accompagner, le soldat Fernando da Costa avec trois rameurs et deux Indiens, pour qu'en arrivant à Pira-arára, ils pussent immédiatement gagner la rive du Rupununi et que là, avec le premier arbre de sumauma ou de tapereba qu'ils trouveraient assez grand, on leur construisît une embarcation suffisante pour les ramener, en descendant la rivière, jusqu'à leurs foyers. J'envoyai, d'avance, se poster à Pira-arára, Pedro Ferreira Mariz Sarmento, avec ses compagnons composant le poste d'observation du Tacutú ; d'ici, je fis accompagner les Anglais par le soldat Affonso José Gato, avec l'équipage nécessaire, et lui donnai l'ordre, lorsqu'ils arriveraient au port de débarquement où se trouvait Sarmento, de faire déposer à terre les bagages des Anglais et de les confier à Pedro Ferreira, puis de revenir lui-même ici avec le grand bateau de l'équipage. C'est ce qu'il fit, et il se présentait devant moi, au fort, le 30 mai. » Hancock, lui-même, écrit vers 1840 : « Un soldat, qui nous escorta entre Pirara et le fort, avait été, etc.... » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 54). L'allégation ci-dessus n'a d'autre fondement que le dire de Schomburgk : « Je fus informé ». Par qui? Cette borne de Pirara de Schomburgk vaut la borne du Siparuni de Leal.

« ... D'égale importance est la détermination de la frontière occidentale, dont les limites n'ont jamais été fixées, et cette question mérite la plus grande attention, à cause de l'importance de l'embouchure de l'Orénoque au point de vue politique. Tandis qu'ils possédaient la Colonie, les Hollandais étendirent leurs plantations de sucre et de coton au delà de la rivière Pomaroon. Ils ne reconnaissaient ni l'embouchure du Pomaroon ni celle

du Morocco, où était établi un fort militaire, comme limites de leur territoire.

« Ils occupaient même les berges orientales de la petite rivière Parima avant que les Anglais, en 1666, eussent détruit le Fort de New-Zealand ou New-Middleburg, et ils considéraient que cet avant-poste militaire marquait la limite de leur territoire à l'ouest.... »

Il ne le prouve pas. Ce n'étaient pas des *postes militaires*. Nous avons déjà dit ce qu'étaient ces postes (Cf. *Prem. Mém. Brés.*, p. 339). La Compagnie des Indes, par une de ses Chambres, nous les décrit ainsi elle-même : « En vertu de cette possession, les plaignants ont toujours considéré la susdite rivière Cajoeni comme un domaine de cette République, et ont bâti, en conséquence, sur l'une de ses rives, ce qu'on appelle un poste, c'est-à-dire une case en bois qu'ils faisaient garder, comme plusieurs autres de la Compagnie, par un gardien, un aide-gardien et quelques esclaves. » Les bouches à feu que, d'après le dire des Indiens à Schomburgk (*Journal of the Roy. Geog. Society*, VI, p. 263, note), le frère de Mahanarva avait emportées du poste pour les transporter plus au sud, étaient sans doute des objets d'une autre nature. Schomburgk lui-même parle de l'exagération de Mahanarva, caractéristique de l'impressionnabilité mentale du sauvage. Le renseignement relatif aux canons transportés au village de Caraiba du Haut-Essequibo semble valoir celui que Mahanarva, d'après Schomburgk, aurait donné au sujet des Tarumas, qu'ils étaient amphibies, et vivaient dans des cavernes sous l'eau (*Journal of the Roy. Geog. Society*, XV, p. 55).

« ... Quand les établissements étaient possédés par les Pays-Bas, les territoires actuels de Demérara et d'Essequibo étaient divisés en Colonies de Pomaroon, d'Essequibo et de Demerara (voyez Hartsinck, *Beschryving van Guiana*, Amsterdam, 1770, vol. I, p. 257.) Comme la première de ces colonies était la possession la plus occidentale et formait la frontière avec la

Guyane Espagnole, ses limites étaient considérées s'étendre de la Pointe Barima, à l'embouchure de l'Orénoque, par 8° 4' de latitude N. et 60° 6' de longitude O., dans une direction O.-S.-O., jusqu'à l'embouchure de la rivière Amacura, suivant le Caño Cuyuni, depuis son confluent avec l'Amacura, jusqu'à sa source; d'où l'on supposait qu'elles continuaient par une ligne se dirigeant au S.-S.-E. vers la rivière Cuyuni, affluent de l'Essequibo, et ensuite dans la direction du sud vers le Massaruni.... »

Il y a là, à peine, une affirmation de Schomburgk, sans la moindre preuve à l'appui, et contredite par l'histoire de la Colonie d'Essequibo, par la Charte même de la Compagnie et les archives de celle-ci, ainsi que par toute la cartographie hollandaise, sans qu'il soit besoin d'invoquer les documents portugais.

Ici se termine la partie historique du Mémoire. Comme on le voit, il n'a pas produit le moindre fait de possession ou de prétention de la Hollande au territoire qu'il allait nous contester. Sa proposition préliminaire : « l'Empire Britannique acquit la Guyane avec les mêmes droits aux limites de ses frontières tels que les possédaient les Hollandais avant la cession à la Grande-Bretagne par traité » n'a pas de seconde prémisse qui la rattache à la prétention anglaise. Il n'en pourrait être autrement. La Hollande de Storm van's Gravesande, de la Compagnie des Indes Occidentales et du traité d'Amiens n'avait connu que la ligne d'Anville, ne s'était souciée que de la possession de l'Essequibo. La ligne de Schomburgk se présente donc comme un fait historique de génération spontanée, sans germe antérieur d'aucune espèce<sup>51</sup>.

---

51. On lit dans le *Mémoire Anglais* : « Schomburgk n'avait pas une connaissance complète de tous les faits que nous venons d'exposer aux chapitres précédents du présent Mémoire. Aussi ne pouvait-il apprécier à sa juste valeur le bien fondé des réclamations qu'il avait mises en avant. Il

## X

Suite de l'Analyse du Rapport de Schomburgk :  
la justification de sa ligne.

Le Mémoire continue ainsi :

« ... Ces limites de notre territoire étaient contestées par les Espagnols. Quand ils possédaient les colonies de l'Amérique Méridionale, ils revendiquaient les rives des rivières Moroco et Pomaroon. Ils prétendaient que leurs limites s'étendaient de ce point, à travers les savanes, dans lesquelles s'élèvent, bien en vue, quelques petits rochers de granit, d'abord au S.-O., puis au S.-E., vers le confluent de la rivière Cuyuni et du Massaruni, traversant alors cette rivière et s'étendant le long de la rive occidentale de l'Essequibo jusqu'à la Pointe où la Cordillère de Pacaraima livre passage au Rupununi (voyez A. de Humboldt, *Personal Narrative*, trad. anglaise, vol. V, p. 155).

« S'il fallait que la Grande-Bretagne consentit à admettre comme limites de son territoire, celles qui ont été fixées par les Commissions Brésiliennes de démarcation et revendiquées par la République du Venezuela, elle perdrait non seulement le Mazaruni et les régions à l'ouest de l'Essequibo, où j'ai déjà prouvé que les Hollandais possédaient des postes militaires, mais

---

avait néanmoins conçu une idée remarquablement juste des droits qu'il revendiquait pour l'Angleterre et il y a intérêt à constater que la ligne frontière proposée par Schomburgk s'accorde presque exactement avec les faits historiques qui viennent d'être exposés. » (*Mém. Angl.*, p. 85). Cette théorie, c'est que Schomburgk a deviné les faits historiques découverts depuis dans les archives hollandaises et portugaises avec lesquels sa ligne devait s'accorder « presque exactement ». Il est plus exact de dire que les faits historiques seront taillés de façon à s'accorder plus ou moins exactement avec la ligne Cotingo-Tacutú; en tout cas, le Mémoire Anglais lui-même reconnaît que la ligne Schomburgk a été conçue et adoptée, sans que lui (donc encore moins personne autre) pût apprécier à sa juste valeur le bien fondé des réclamations qu'il avait mises en avant.



encore tout droit à la chaîne de montagnes connue sur les cartes sous le nom de Sierra Pacaraima.

« C'est sans doute par suite de l'état indéterminé de la frontière orientale que la République du Venezuela a récemment exprimé le désir, par l'organe de son Gouvernement, la *Gazette officielle*, publiée à Caracas, que cette question fût réglée à l'amiable : et quand je me trouvais à San-Carlos, on m'a assuré qu'ayant appris qu'une expédition d'exploration, sous la direction de la Société Royale de Géographie de Londres, parcourait alors la Guyane, le Gouvernement du Venezuela avait exprimé le désir de profiter, pour ce règlement, d'un moment si favorable.

« Notre frontière orientale a été plus clairement définie\* : la rivière Corentyn a été considérée comme formant la limite, et, bien qu'on dise que les Hollandais revendiquent Devil's Creek, à l'ouest de la rivière Corentyn, le fait même que les plantations de sucre de l'établissement de Berbice s'étendaient, pendant le siècle dernier, jusqu'à la rive occidentale de la Corentyn, est décisif. Néanmoins, il n'existe pas de convention pour corroborer cette limite reconnue tacitement, et il n'est pas non plus décidé si les îles de la rivière Corentyn appartiennent à la Guyane Anglaise ou à Surinam. Pour le présent, elles sont revendiquées par cette dernière colonie.

« Dans l'état de choses actuel, notre frontière du sud et du sud-ouest est de la plus grande importance, et l'intervention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le but d'empêcher les Brésiliens d'empiéter sur un territoire qui a été au pouvoir de cette Colonie depuis la fondation de ses premiers établissements, est absolument nécessaire. Cet empiètement de la part des Brésiliens est analogue à l'imposition d'une limite à sa convenance qu'un conquérant obligerait un peuple vaincu à accepter, et constitue, sans aucun doute, une prétention fort extraordinaire. Je vais maintenant continuer en faisant quelques observations sur ce qui, à mon avis, paraît former les frontières naturelles de la Colonie de la Guyane Anglaise.

« Le point le plus important dans la démarcation d'un territoire, est d'en fixer le principe avec le plus de précision et de certitude possible et de formuler les limites d'une façon si précise et si spécifique que toute contestation entre les nations voisines soit empêchée dans l'avenir. L'adoption de lignes imaginaires, telles, par exemple, qu'un méridien astronomique, ou un parallèle, a toujours cet inconvénient que, dans les contestations futures, on ne peut arriver à un accord que par la répétition d'observations astronomiques, tandis que, si l'on suit les limites que la nature a établies au moyen

de ses rivières et de ses montagnes, ces dernières formant fréquemment la ligne de partage des eaux des rivières qui coulent dans des directions différentes, aucune discussion ne peut s'élever, car il suffit d'observer avec une boussole dans quelle direction coulent les eaux du torrent adjacent ; l'esprit le moins cultivé en est capable.

« Je n'ai aucun doute sur la possibilité de fixer les limites de la Guyane Anglaise, à l'exception d'un seul point, de conformité absolue avec les frontières naturelles.

« Ainsi, prenant l'embouchure de la rivière Barima comme point de départ, la ligne de démarcation devrait se diriger vers l'embouchure de la rivière Amacura, afin de pouvoir s'assurer l'importance politique qui s'attachera toujours à l'embouchure de l'Orénoque, et afin d'empêcher les vagabonds de s'échapper dans la République du Venezuela. De là, elle gagnerait l'embouchure de son tributaire, le ruisseau ou Caño Cuyuni par  $8^{\circ} 25'$  de latitude N., et suivrait ce dernier jusqu'à ses sources, assurant à la Guyane Anglaise le contrôle des voies faciles de communication par eau que forment des anses et des canaux (Esteros y Caños) entre la rivière Pomeroon et l'Orénoque. Pendant la saison des pluies, des pirogues et des embarcations venant de la rivière Morocco, et qui ne calent pas plus de quatre à cinq pieds, peuvent, entièrement par voie de navigation intérieure, atteindre l'Orénoque vis-à-vis la pointe nord-est de l'île Imataca. En établissant un poste à l'embouchure du Caño Basma, on commande la communication directe entre le cours d'eau Cuyuni et celui du Caño Arature. A partir des sources (inconnues) du Cuyuni, les limites de la Guyane Anglaise devraient traverser la chaîne de montagnes d'Imataca dans la direction du sud-sud-est, vers la rivière Parawayauru, en continuant jusqu'au confluent de cette dernière et du Cuyuni. (Un poste hollandais était autrefois établi vis-à-vis du Caño Tupuro (voir Humboldt, *Personal Narrative*, vol. VI, p. 156). A partir du Cuyuni, on devrait suivre les terrains élevés qui séparent ses affluents de ceux du Mazaruni, jusqu'à cette singulière chaîne de montagnes, dont la plus haute est nommée Roraima par les Indiens ; là se joignent les frontières naturelles de la Guyane Anglaise, de la République du Venezuela et du Brésil. L'extrémité orientale de Roraima se trouve, d'après mes observations, à  $5^{\circ} 9' 57''$  de latitude N. ; le groupe de montagnes s'étend de là, sur une distance de vingt-quatre milles, vers Irutebuk, dans la direction du sud-est et du nord-ouest. A leur extrémité sud, c'est-à-dire au Roraima proprement dit, se trouve la source du Cotingo ou rivière Cristaes des Portugais (qui déverse en dernier lieu ses

eaux dans l'Amazone et forme la frontière brésilienne). Divers cours d'eau coulent des pentes septentrionales de ces montagnes, se jettent dans le Mazaruni et forment ainsi la frontière britannique.

« La rivière Caco, un des plus grands affluents du Haut-Mazaruni, a ses sources sur le versant septentrional du Mont Irutebuk. Les cours d'eau des versants du sud sont des affluents de la rivière Caroni qu'ils forment par leur réunion, et celle-ci est tributaire de l'Orénoque. Ces montagnes, de formation gréseuse et d'une hauteur moyenne de 6 000 pieds au-dessus du niveau de la mer, sont de grande importance au point de vue de nos frontières. Notre ligne de division devrait se diriger du mont Irutebuk, soit de la source de la Caco, vers la source de la rivière Cotingo, d'où l'on pourra la tracer dans la direction du sud, le long de la rive gauche de cette rivière, jusqu'à son confluent avec la rivière Xuruma; lui faisant suivre ensuite la rive gauche du Xuruma jusqu'à sa jonction avec le Takutu par  $5^{\circ} 22' 1/2''$  de latitude N. et  $59^{\circ} 56'$  de longitude O., à environ 21 milles au S.-O.  $5/4$  O. du fort Brésilien de S. Joaquim du Rio Branco (qui, d'après mes observations, se trouve par  $3^{\circ} 14' 6''$  de latitude N. et  $60^{\circ} 5''$  de longitude O., du méridien de Greenwich). En prolongeant la ligne le long du Takutu, en remontant de sa jonction avec le Xuruma vers ses sources, la Grande-Bretagne assurera sa domination sur ces vastes savanes auxquelles le Portugal, lorsqu'il possédait le Brésil, attachait une si grande importance. Si ce point est contesté par les Brésiliens en alléguant que la rivière Takutu reçoit la rivière Mahu, venant du nord-est, avant la rivière Xuruma et qu'en conséquence le principe de la formation d'une frontière au moyen de divisions naturelles est violé, et que les négociations soient impuissantes à amener le Gouvernement Brésilien à consentir à cette ligne soit par cession ou autrement, alors, seulement, on devra insister sur la division, à partir de la source du Cotingo, dans la direction du S.-E.-S. ou S.-S.-E. vers la source inconnue du Mahu, en suivant cette dernière rivière jusqu'à sa jonction avec le Takutu, par  $3^{\circ} 30' 48''$  de latitude N., et, de là, le long de la rive droite de la rivière Takutu, jusqu'à ses sources. L'adoption de n'importe quelle autre ligne exclura la Grande-Bretagne de toute ingérence dans la savane à l'ouest du Rupununi et lui enlèvera la Sierra Conocou et un district bien peuplé. Au point de vue de la sécurité de n'importe quel commerce qui pourrait, plus tard, être établi avec la Province de Pará et la République du Pérou, la ligne qui suit le Cotingo, de sa source à sa jonction avec le Takutu, est la plus à désirer.

« Les sources du Takutu ne sont connues que des tribus indigènes. Je les suppose à 2° 40' de latitude N. A partir d'ici, la ligne de démarcation devrait courir le long des terrains élevés qui divisent les rivières qui se jettent dans l'Essequibo de celles qui s'écoulent dans le Rio Branco et qui ont leur source sur le versant occidental de la Sierra Yanina des cartes. Parmi les tributaires du Rio Branco, l'Anava ou Guanahan est le plus important. D'après les renseignements que j'ai reçus quand j'étais dans le Haut-Essequibo, j'avais conclu que ses sources étaient à 1° 20' de latitude N. Si cette supposition est exacte, notre ligne de partage s'étendrait dans la direction du S.-E., vers les sources de l'Essequibo (dans la Sierra Acaray des géographes), et, de là, vers la source de la rivière Corentyn, le long de la chaîne de montagnes qui sépare les rivières se jetant dans l'Amazone de celles qui s'écoulent dans le fleuve Essequibo. En établissant cette démarcation, la Guyane Anglaise fixera d'une façon permanente sa frontière du sud et comprendra dans son territoire les régions fertiles qui sont si remarquables de la Sierra Acaray, et que j'ai eu l'occasion d'apprécier tandis que j'explorais le fleuve Essequibo jusqu'à sa source en 1837 et 1838. Comme le cours du Corentyn, depuis sa source jusqu'à ce qu'il se jette dans l'Atlantique, forme la frontière de l'est de la Guyane Anglaise, il n'y a qu'à déterminer si c'est la rive orientale ou la rive occidentale qui doit former notre limite.

« D'après les remarques et les propositions ci-dessus, les frontières de la Guyane Anglaise seraient :

« 1° Frontière de l'Est. — Une des rives de la rivière Corentyn, depuis son embouchure, à 6° de latitude N., jusqu'à sa source.

« 2° Frontière du Sud. — De la source du Corentyn jusqu'à la source de la rivière Takutu, le long de la chaîne de montagnes qui sépare les cours d'eau tributaires de l'Amazone, du Rio Negro et du Rio Branco de ceux du Corentyn et de l'Essequibo.

« 3° Frontière de l'Ouest. — De la source de la rivière Takutu, le long de sa rive droite, jusqu'à la jonction de la rivière Xuruma des Portugais, à la source de la rivière Cristaes ou Cotingo, par 3° 9' 50'' de latitude N., sur le versant septentrional des monts Roraima, à la source du Caco, suivant ensuite, de ce point, dans la direction du nord, la ligne de partage des eaux entre les rivières qui se jettent dans le Mazaruni et les affluents du Cuyuni, vers le Rinacotto, traversant la rivière Cuyuni à l'embouchure des ruisseaux Aruarua et Parawayauri, et s'étendant dans la direction du nord, à travers la Sierra Imataca, jusqu'à la source de la rivière Cuyuni, suivant cette rivière

jusqu'à sa jonction avec la rivière Amacuro jusqu'à l'embouchure de cette dernière, à l'estuaire de l'Orénoque.

« 4<sup>o</sup> La frontière du Nord est déterminée par l'océan Atlantique, depuis l'embouchure de la rivière Amacuro, près de Punta Barima, jusqu'à l'embouchure de la rivière Corentyn. Un coup d'œil jeté sur la carte de l'Amérique du Sud suffit pour montrer les avantages que la Grande-Bretagne peut espérer retirer de l'établissement de ces frontières. Le croquis de carte ci-joint, bien que plusieurs de ses parties se basent sur des suppositions, montre que la Guyane Anglaise a une étendue de 76 000 milles carrés, comprenant des terrains d'une extrême fertilité et des montagnes dont on n'a jamais bien exploré les richesses. Dans un rapport que j'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux du prédécesseur de Votre Excellence, feu Sir James Carmichael Smyth, au mois d'août 1837, j'ai fait une description de la Guyane Anglaise, basée sur mes observations personnelles au cours de mon expédition dans l'intérieur. Je me permets de soumettre à l'examen de Votre Excellence une copie (marquée A) du dernier chapitre; et je ne puis m'empêcher de faire remarquer tous les avantages qui résulteraient pour le bien public si l'on faisait connaître, comme ils devraient l'être, ces grands arbres précieux qui abondent dans ces régions fertiles et qui fournissent du bois de tous degrés de densité, de pesanteur spécifique et de durée, qualités qui sont de la plus grande importance pour l'architecture navale.

« Dans un Mémoire que j'ai adressé aux Très Honorables Lords Commissaires du Conseil de l'Anirauté, et dont je remets inclus copie (marquée B), j'ai attiré leur attention sur la valeur des arbres de haute futaie qui se trouvent en quantités inépuisables dans les forêts de l'intérieur, et qui sont particulièrement propres aux constructions navales.

« Je me permets d'attirer respectueusement l'attention du Gouvernement de Sa Majesté, sur les étendues de terrain situées entre le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> degré de latitude N., qui me paraissent très propres à la colonisation. Non seulement ces régions montagneuses sont les plus riches, quant au terrain disponible, mais elles contiennent des arbres nombreux : bebéerus, sirnaballys et moras. Un poste établi à l'endroit où la première ceinture rocheuse traverse la rivière Berbice, dans le voisinage du poste Cataracte, à 4<sup>o</sup> 50' de latitude N., offre tous les avantages possibles quant à l'emplacement, au sol et au climat. Je suis absolument persuadé que c'est un des endroits les plus salubres de la Colonie; il n'est situé qu'à 190 milles de la côte et est d'un accès facile, à n'importe quelle époque de l'année, par la rivière Ber-

bice. Les bâtiments qui ont un tirant d'eau de huit à neuf pieds peuvent s'en approcher à quatre-vingts milles, à l'endroit où se trouve actuellement une scierie nommée Maracca. Pendant la saison des pluies, la rivière est navigable jusqu'au poste par des bâtiments de plus forte calaison et elle est accessible, à toutes les époques, à des bachots ne calant que de quatre à cinq pieds.

« Les mesures prises dernièrement par le Gouvernement Brésilien et son occupation de Pirara prouvent qu'il a l'intention de contester notre droit à la rive occidentale du Rupununi. Votre Excellence connaît le fait qu'un missionnaire de la Church Missionary Society, le Révérend M. Youd, avait commencé ses travaux ici, avec toutes les apparences des meilleurs résultats, ce dont je puis me porter garant, car j'étais à Pirara lorsqu'il y est arrivé. Il y enseigna les premiers rudiments de notre bienfaisante religion à trois ou quatre cents Indiens plongés jusqu'alors dans les ténèbres du paganisme et de la vie sauvage. J'ai constaté les premiers résultats de son labeur et observé les progrès qu'enfants et adultes faisaient avant que le Gouvernement Brésilien lui ordonnât de se retirer et lui défendit de continuer ses enseignements aux Indiens, qu'il réclamait comme sujets. Le premier avis de cette mesure de la part du Gouvernement Brésilien provoqua chez ces pauvres Indiens une grande consternation. Privés de leur missionnaire, qu'ils avaient appris à honorer et à respecter, et connaissant la coutume qu'avait le Gouvernement Brésilien d'envoyer à leur poursuite des « Descimentos » ou expéditions pour la capture d'esclaves, usage horrible et barbare dont ils venaient d'avoir un exemple, ils s'enfuirent dans les montagnes.

« Si l'on veut transformer en sujets utiles les Indiens qui habitent ces régions, l'incertitude de notre frontière doit attirer l'attention particulière du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Ces Indiens m'ont souvent demandé où ils pourraient s'établir pour se mettre sous la protection britannique, mais je n'ai pu leur donner de réponse définitive en l'état d'incertitude actuel. Terrifiés par les menaces des Brésiliens et leur défense de prêter l'oreille aux enseignements du missionnaire, ils errent dans des retraites connues d'eux seuls et des fauves de la forêt, et le travail de civilisation, commencé avec de si belles chances de succès, a malheureusement été arrêté.

« Il faut espérer que des jours plus heureux luiiront pour ces misérables Indiens si négligés, jadis seuls propriétaires du sol qui est maintenant

occupé par des nations civilisées ; il ne faut pas désespérer de les voir un jour amenés au sein de la civilisation, s'il plaît au Gouvernement de Sa Majesté d'assurer, dans sa sagesse, et de fixer, d'une façon certaine, les frontières de la Guyane Anglaise et, une fois ce but désirable atteint, d'envoyer de zélés ministres de la religion instruire les habitants de notre territoire et les préparer à la vie civilisée.

« Bien que la terreur des Brésiliens éprouvée par les Indiens n'ait pas de bornes, ils sont encore tellement attachés aux lieux de leur naissance et à ces territoires, qu'ils savent par tradition avoir appartenu à leurs ancêtres pendant des siècles, que tout effort pour les amener à s'établir dans nos régions des côtes resterait, quant à présent, infructueux. D'après la connaissance que j'ai acquise des Indiens, je suis fermement persuadé qu'en envoyant parmi eux des missionnaires qui étudieront leur caractère et leur manière de vivre, on parviendra plus tard à les civiliser suffisamment pour en faire de bons ouvriers et des sujets utiles.

« Il devient évident qu'en s'assurant les savanes situées entre le Rupununi, le Takutu et le Cotingo ou Xuruma, la Colonie aura le contrôle de la navigation intérieure qui pourra s'étendre jusqu'à l'Océan Pacifique et qui comprend les riches provinces situées le long de l'Amazone et de ses affluents l'Ucayali et l'Huallaga, et de l'autre côté, celles qui sont situées le long du Rio Negro et de l'Orénoque. L'unique portage par voie de terre est situé entre le Mahu et le Rupununi et leurs affluents, les ruisseaux Pirara et Quattata, qui s'approchent si près l'un de l'autre pendant la saison des pluies que, pendant ma dernière expédition, j'ai transporté du Pirara jusqu'au Quattata, par un portage d'environ un demi-mille, les canots avec lesquels j'avais navigué sur l'Orénoque, le Negro et le Branco. Ce ruisseau Quattata finit par se jeter dans l'Essequibo (par l'Awaricuru et le Rupununi).

« Si nous mettons de côté les avantages à tirer d'une communication fluviale aussi étendue, le Rupununi offre encore une particularité importante qui rend désirable de le comprendre dans le territoire Britannique. Il contient en grandes quantités un des plus gros poissons d'eau douce, l'arapiema ou pirarucu, poisson qui, à l'état frais ou salé, est d'une grande ressource pour la nourriture d'un grand nombre d'habitants du Rio Negro et de l'Amazone. Si l'on exploitait, pendant la saison sèche, les régions poissonneuses du Rupununi, on pourrait obtenir du poisson en abondance pour la consommation intérieure et, quelquefois aussi, pour un commerce

avec la côte. Tout essai d'établir des pêcheries, dans les circonstances actuelles, serait complètement infructueux, à cause de la jalousie des Brésiliens.

« Les déductions que je tire des circonstances diverses sur lesquelles j'ai essayé d'attirer l'attention de Votre Excellence sont qu'il est pratique de tracer et de marquer les limites de la Guyane Anglaise selon un système de divisions naturelles, et que les limites ainsi définies sont en parfaite concordance avec les droits de Sa Majesté Britannique à toute l'étendue de ce territoire.

« Que, vu le danger d'irritation mutuelle et de collisions, que l'occupation de Pirara par les Brésiliens doit causer parmi les Indiens qui habitaient ces régions, et le mal qui est fait à la cause de la civilisation, commencée sous de si bons augures, on doit demander au détachement de troupes Brésiliennes qui occupe Pirara de se retirer, et cet endroit doit être déclaré terrain neutre jusqu'à ce que la direction de la ligne de démarcation soit déterminée.

« Qu'une recommandation pressante soit envoyée au Gouvernement de la Métropole signalant la nécessité urgente de déterminer les limites de la Guyane Anglaise par le moyen d'opérations topographiques confiées à une Commission spécialement nommée à cet effet et autorisée à ériger tout le long de cette ligne de partage, aux points les plus remarquables, des constructions telles que la destruction n'en soit pas à craindre, soit par les intempéries des saisons, soit par des actes de violence, et, pour plus de sûreté, ces points devraient être déterminés avec précision au moyen d'observations astronomiques.

« Que, comme, dans l'avenir, la démarcation serait insuffisamment garantie si l'on traçait les limites de la Guyane Anglaise d'après des conclusions *ex parte*, on devrait faire le nécessaire pour obtenir le consentement et la coopération de la Hollande, du Brésil et de la République du Venezuela à la nomination d'une Commission de démarcation et, afin d'éviter tout retard résultant des négociations, on devrait proposer les points extrêmes de nos limites tels qu'ils sont indiqués aux pages 17 et 18 de ce rapport,

« Si cette proposition est agréée, les opérations topographiques peuvent commencer immédiatement.

« J'ai l'honneur, etc. — Georgetown, le 16 juillet 1839.

JOHANNES H. SCHOMBURGK. »



Ce qui est à remarquer d'abord dans ce document, c'est la rapidité avec laquelle il a été fait. Schomburgk arrive à Demerara le 20 juin et, dès le 1<sup>er</sup> ou le 16 juillet suivant (il y a deux versions sur la date du Mémoire), l'exposé de son système de limites *pour toute la Guyane Anglaise* se trouvait entre les mains du Gouverneur. Quant au document en lui-même, il est rédigé comme un prospectus de limites ; c'est l'exposé d'une affaire de grand avantage pour la Guyane Anglaise et dont il serait chargé. Nous signalons à peine, *comme un fait*, l'intérêt personnel qu'avait Schomburgk à ce projet. Cet intérêt personnel peut ne pas avoir eu d'influence sur la conception de sa Troisième Ligne ; mais, comme Schomburgk est l'autorité principale en cette cause, nous avons le droit d'invoquer la suspicion naturelle qu'il encourt. Qu'il ne suive d'autre règle, dans ses limites, que celle du plus grand intérêt anglais, on vient de le voir et nous allons encore le noter dans la suite ; que plus seraient vastes les perspectives qu'il ouvrirait à la Guyane Anglaise, avec l'énergie, l'insistance, presque la coaction de sa manière, plus grandes seraient les chances de voir son projet accepté : tout cela est manifeste et prouvé par le fait même que ce projet a été adopté sans examen (en effet, présenté le 16 juillet, il recevait, le même jour, la sanction du Gouverneur, bien qu'il s'agît d'un vaste système de frontières) ; qu'il désirât ardemment, comme l'emploi presque forcé de sa carrière scientifique, après les années passées dans la Guyane Anglaise, dresser la carte définitive et complète de cette colonie, cela ressort de ses suggestions constantes et répétées. Nous prétendons que cet enchaînement de faits constitue une suspicion, tant en droit qu'en science historique, contre sa ligne *officielle* de 1839. A cette suspicion

concourt encore l'existence de ses déclarations antérieures contradictoires, c'est-à-dire celles de 1855 à 1858, alors qu'il n'était qu'un explorateur scientifique et avait ainsi toute la liberté de son jugement. Dans de telles conditions, une ligne de limites tracée par lui, sans référence à des faits antérieurs sur lesquels elle pût se baser, est à peine le point de départ d'une prétention neuve dont il doit être considéré comme l'auteur.

Nous avons dit que ses limites sont toutes défendues par les avantages intuitifs qu'elles offrent à la Colonie. Ainsi, pour commencer, prenons les limites qu'il propose avec le Venezuela et qui doivent retrouver l'embouchure de l'Amacuru « afin de pouvoir s'assurer l'importance politique qui s'attachera toujours à l'embouchure de l'Orénoque, etc. » Dans ce passage de son Mémoire, on verra que des cours d'eau peuvent être attribués à la Grande-Bretagne jusqu'à leurs sources inconnues. « Je considère, dit-il plus tard, que Sa Majesté a un droit incontestable à tout territoire (c'est nous qui soulignons), à travers lequel coulent des rivières qui se déversent dans le fleuve Essequibo, soit directement soit par d'autres cours d'eau. » 25 janvier 1843. (*Ann. Mém. Ang.*, III, p. 157.) C'est ce principe qu'il applique à l'Angleterre. Il est absolu, comme on le voit, indépendant de toute exploration, puisque les affluents de l'Essequibo — pas même l'Essequibo avant Schomburgk — n'avaient jamais été explorés dans leur plus grand parcours, et qu'il est absurde de prétendre que ce soit lui, quant à l'Essequibo lui-même, qui ait donné ce droit à la Grande-Bretagne, et non pas la Convention de Londres du 15 août 1814. Quant au Brésil, il ne lui reconnaît aucun droit au Tacutú, fortifié par les Portugais, ni à ses affluents explorés scientifiquement par eux, dès le xviii<sup>e</sup> siècle. Où qu'il arrive,

lui étranger, simple particulier, le titre perpétuel de la Grande-Bretagne s'établit immédiatement. Là où ont été, bien avant lui, les astronomes, les ingénieurs, les chefs militaires portugais, les commandants du Fort S. Joaquim, aucun effet juridique n'en est résulté; lui seul paraît avoir le privilège de faire naître le droit partout où il passe.

Le système qu'il recommande est celui des divisions naturelles; mais il commence par proposer la limite par le Cotingo, tout en confessant que, dans ce cas, ce n'est pas la frontière naturelle, attendu qu'à l'est du Cotingo il y a un autre cours d'eau du bassin amazonien, le Mahú. La division naturelle, ce n'est pas non plus, devons-nous ajouter, la ligne Mahú-Tacutú, mais bien la ligne Mahú-Rupununi, parce que, si l'on prend le Rupununi, la partie que gagne le Brésil (5150 kil. c.) est bien moindre que celle qu'il perd avec la division par le Mahú (13700 kil. c.). La ligne Mahú-Rupununi représente, dans le système du partage des eaux, une perte pour le Brésil de 8550 kilomètres carrés sacrifiés au principe des frontières naturelles; la ligne Mahú-Tacutú représenterait un sacrifice de 14550 kilomètres carrés. La ligne Cotingo-Tacutú, cependant, comme Schomburgk lui-même l'annonce, est la violation du principe même des divisions naturelles, et non pas seulement une violation de l'équité dans l'application de ce principe, comme l'aurait été la ligne Mahú-Tacutú.

Cependant il justifie tout par le plus grand avantage anglais. La frontière par le Cotingo est celle qui convient le mieux à la sécurité de toute espèce de commerce avec la Province du Parà. Bien des années après, quand le Gouvernement Anglais, en formulant définitivement, pour la première fois, la prétention de la Grande-Bretagne, proposera la frontière du Mahú, et

non celle du Cotingo, Schomburgk invoquera un autre argument (Schomburgk à Lord Stanley, le 26 décembre 1844) : « Si un traité définitif est basé sur la proposition de Votre Seigneurie de reconnaître le Takutú et le Mahú comme rivières frontières entre le Brésil et la Guyane Anglaise, le village de Pirara et une portion des savanes seront dans les limites du territoire britannique et un des buts à désirer sera atteint, non seulement au point de vue politique, mais aussi pour le bien des Indiens. Mais il y a une autre raison qui me donne la hardiesse de recommander, en toute soumission, à la décision de Votre Seigneurie de ne pas dévier vers l'est de cette ligne, c'est que la structure géologique de ce territoire ressemble d'une telle façon à celle de Villa Rica, dans Minas Geraes, qu'on estime être le district le plus riche du Brésil en métaux précieux, que, par analogie, on pourrait considérer ces régions avec intérêt. Parmi les spécimens géologiques que j'ai rapportés des rivières Takutú et Cotinga, se trouve l'itacolumite, qui forme les plus riches mines dans Minas Geraes ; et j'ai trouvé, près de la rivière Cotinga, un conglomérat qui ressemble de très près à la matrice du diamant du Brésil. Je ne prétends pas qu'on puisse dire avec certitude que ces régions contiennent de l'or en quantité ou des diamants à cause de la présence d'un roc semblable à celui qui contient ces pierres précieuses à Minas Geraes ; mais, puisque Votre Seigneurie a déjà proposé de prendre les rivières Takutú et Mahú comme ligne provisoire, la structure géologique du district adjacent à leurs rives pourrait être une raison additionnelle de ne pas dévier vers l'est de ces rivières, si le règlement de cette question venait à être de nouveau discuté. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 136.)

La frontière par le Tacutú, il la justifie par la raison que c'est le seul moyen pour l'Angleterre d'avoir le domaine des savanes à l'ouest du Rupununi et de disposer d'un district bien peuplé comme on pensait que l'étaient les Monts Quano-Quano. Alors s'ouvrent ces perspectives illimitées, où se plaît le génie de Schomburgk : « Il devient évident qu'en s'assurant les savanes situées entre le Rupununi et le Cotingo ou Xuruma, la Colonie aura le contrôle de la navigation intérieure qui pourra s'étendre jusqu'à l'océan Pacifique et qui comprend les riches provinces le long de l'Amazone et de ses affluents, l'Ucayali et l'Huallaga, et, de l'autre côté, celles qui sont situées le long du Río Negro et de l'Orénoque<sup>32</sup>. » Il n'oublie pas même, pour la possession exclusive du Rupununi, l'avantage des grandes pêcheries qu'il serait impossible de créer, à cause de la jalousie du Brésil, s'il est aussi riverain.

## XI

### Comment il trace sa ligne.

C'étaient là, comme l'on voit, des arguments pour l'appropriation de territoires sans maître. De telles raisons ne peuvent, en droit, remplacer les titres historiques, que Schomburgk n'a pu donner. En effet, dans son rapport improvisé en peu de jours, il montre qu'il ignore complètement les

---

32. Il ouvre, dans un de ses rapports, la perspective de la communication intérieure de Demerara non seulement avec Quito, Cuzco, Lima et l'océan Pacifique, Bogota, mais aussi avec Buenos-Ayres par le Paraguay. (*Ann. Mém. Angl.*, III, p. 82.)

antécédents de la question. Il ne l'avait étudiée que dans la nature, et les renseignements que pouvaient lui fournir la forêt vierge ou bien les savanes de la Guyane étaient nuls; quant aux traditions qu'il aurait songé parfois à recueillir auprès des Indiens, elles ne pouvaient toutes être que confuses, apocryphes, et fausses. La relation de ses voyages à travers le Contesté actuel intéresse le naturaliste, le géographe, l'ethnologiste; l'historien, lui, n'y trouve que, de temps à autre, quelque création de Schomburgk lui-même<sup>55</sup>. Quand il trace sa ligne

---

55. Pour donner une idée de l'imagination historique de Schomburgk, il suffit de mentionner l'usage qu'il fait d'une citation du P. d'Acuña et d'une autre de Robert Southey. Au cours de son voyage, il rencontre un chemin conduisant du Corentyne à l'Essequibo et aussitôt il écrit dans son journal : « L'ancienneté de cette voie de communication la rendait très intéressante pour moi. Elle devait déjà être connue au xvii<sup>e</sup> siècle. Tout au moins d'Acuña trouva en 1639, chez quelques Indiens, dans le voisinage du Rio Negro, des instruments en fer tels que des hachettes, des serpes, des couteaux, etc., et, en se renseignant, il apprit qu'ils les avaient reçus des gens qui habitaient le pays le plus près de la mer et qui avaient les cheveux blonds, et d'Acuña supposa qu'ils désignaient ainsi les Hollandais. Parlant d'Ajuricaba, l'un des plus puissants Caciques des Manáos, qui vivait vers 1720, le Docteur Southey remarque qu'il fit alliance avec les Hollandais d'Essequibo, avec lesquels il fit des échanges par la voie du Rio Branco. Les échanges, de son côté, consistaient en esclaves. Afin de les obtenir (les esclaves), il arbora le drapeau hollandais, écuina le Rio Negro et captura tous les Indiens sur lesquels il put mettre la main. Il n'y eut qu'un petit nombre de ces esclaves à qui l'on fit descendre l'Essequibo; la plupart furent emmenés à Surinam par le sentier qui, de la baie Primoss, conduit, en traversant la rivière Berbice, au Corentyne, cours d'eau qu'il rejoint à la cataracte où nous fûmes submergés, et ce sentier porte encore, chez les Indiens le nom de *Sentier des Esclaves* ou Tuari Yemori. C'est probablement le même chemin que Dom Francisco José Rodrigues Barata suivit à deux différentes reprises pour se rendre de l'Amazone à Surinam, en mission de son Gouvernement, en 1795. » (*Journal of the Roy. Geog. Soc.*, XV, p. 96.)

de 1859, les archives hollandaises et portugaises lui étaient également inconnues; il ignore les idées des Hollandais sur l'étendue de leur colonie ainsi que l'histoire de l'occupation portugaise; il ne soupçonne pas la masse des documents exclusivement portugais, ainsi que de la contre-preuve hollandaise et anglaise, que le Brésil pouvait invoquer. Il n'avait pas rencontré d'établissement européen à l'est du Fort S. Joaquim, donc c'était là que s'arrêtait l'occupation portugaise; il importe peu qu'avec ce principe, l'étendue de la Guyane Anglaise dépasse à peine l'embouchure de l'Essequibo. A partir de ce fort, tout le territoire qui se trouve à l'est et au nord peut être partagé, et l'Angleterre n'a qu'à y tracer la ligne qui lui sera la plus avantageuse. C'est ainsi qu'il procéda. Il eût été d'ailleurs impossible de construire une ligne *historique*, une ligne *de droit* d'une telle étendue, en dix ou même en vingt

---

Nous avons ici un exemple caractéristique de la manière de Schomburgk, et nous pourrions, en citer d'autres semblables : de ce qu'il a lu dans Acuña et dans Southey et de la rencontre d'un sentier il conclut aussitôt que c'était par là que passaient les marchands d'esclaves dès le xvii<sup>e</sup> siècle; il croit pouvoir affirmer que des expéditions déterminées suivirent ce chemin. Quant à Barata, nous possédons son journal et nous savons que lui n'a pas passé par là. Quant aux Manaos, il paraît qu'ils avaient des rapports avec les tribus de Surinam, mais quant au sentier, nous n'en savons rien.

Il faut dire que cet itinéraire imaginé par Schomburgk détruit par la base la prétention actuelle de l'Angleterre qui se fonde sur le commerce primitif des Hollandais avec le Rio Negro et le Rio Branco. D'après Schomburgk, la plus grande partie de ce commerce se faisait avec Surinam et non avec Essequibo; par l'Essequibo ne passait qu'un très petit nombre de ces esclaves, ce qui revient à dire que le titre hollandais au Rio Branco, qui pourrait par hasard dériver de ces itinéraires tout problématiques et préhistoriques de trafiquants caraïbes, ou, quand il s'agit d'Européens, de nationalité inconnue et voyageant pour leur propre compte, ce titre appartiendrait à la Hollande, qui détient encore Surinam, et non à la Grande-Bretagne.

jours. Il aurait été encore plus impossible, pour le Gouvernement de la Colonie, de la vérifier on ne sait si en quinze jours, si en un jour, autant qu'on peut s'assurer aujourd'hui des dates véritables du Mémoire de Schomburgk et de la dépêche du Gouverneur Light à laquelle il fut joint.

## XII

### La ligne Schomburgk adoptée à Georgetown et à Londres.

Ce que l'on sait, c'est que Light fait siennes toutes les suggestions de Schomburgk et indique celui-ci à la Métropole pour exécuter la démarcation qu'il avait proposée. De Londres on avait demandé, pour pouvoir négocier avec le Gouvernement de Rio de Janeiro, un exposé des limites de la Guyane Anglaise avec les preuves qui existeraient dans les archives de la Colonie ou que pourraient fournir d'anciens habitants (*Doc. cité*, Normanby à Light, le 12 mars 1859). Le Gouverneur de la Guyane n'avait pas pu répondre en l'absence de Schomburgk ; il s'agissait, en effet, d'une prétention qui ne pouvait être exposée et justifiée que par la seule personne qui la connût encore ; mais, dès son arrivée, Schomburgk fournissait aussitôt le document préliminaire demandé. « Je ferai observer, dira Light, qu'il n'y a pas, dans les archives de la Colonie, de documents ayant rapport aux limites occidentales ou méridionales de la Guyane Anglaise. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 55.) Il y avait certainement des documents anglais (sans parler des documents hollandais), tels que la carte de Thompson, celle d'Hislop, le rapport du Capitaine Simon, le Mémoire d'Urban, du 18 octobre 1827 ; ce qu'il n'y avait pas, c'étaient



des documents appuyant la prétention qu'il s'agissait de créer. Il faut remarquer que l'opinion de Crichton, à laquelle se réfère le Gouverneur comme s'accordant avec celle de Schomburgk, se rapporte à la frontière vénézuélienne, seule région qu'il connût en partie, et qui fait l'objet de ses rapports d'avril et de juin de cette même année (*Appendix to the British Case, British Guiana Boundary*, VI, pp. 75 et 77).

De même qu'il avait été adopté en entier par le Gouverneur de Demerara, de même le rapport de Schomburgk. reçoit à Londres la sanction la plus complète tant du Colonial Office que du Foreign Office. Le 18 mars 1840, Lord Palmerston proposait à Lord John Russell le plan suivant pour mettre en pratique les idées de Schomburgk : que l'on dressât un plan de la Guyane Anglaise d'après les limites qu'il avait décrites et qu'à cette carte fût joint un mémoire décrivant en détail les accidents naturels qui définissent et constituent ces limites ; que des exemplaires de la carte et du mémoire fussent livrés aux Gouvernements du Venezuela, du Brésil et des Pays-Bas comme un exposé de la prétention anglaise. « Qu'entre temps des commissaires anglais fussent envoyés pour élever des bornes sur le terrain afin de signaler d'une manière permanente la ligne revendiquée par la Grande-Bretagne. Il resterait alors à chacun des trois Gouvernements ci-dessus mentionnés à présenter toute objection qu'il pourrait avoir à soulever contre ces délimitations et à exposer les raisons sur lesquelles de telles objections pourraient être fondées, et le Gouvernement de Sa Majesté ferait alors telle réponse qui pourrait lui paraître convenable et juste. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 69.) En même temps Lord Palmerston recommandait qu'on exigeât la retraite du détachement brésilien de Pirara.

Le 25 avril, le Ministre des Colonies, Lord John Russell, transmettait au Gouverneur Light la Note de Lord Palmerston pour qu'il procédât de conformité, et quant à l'intimation au détachement brésilien, il disait : « Je suis informé par M. Schomburgk qu'il a reçu avis que le détachement brésilien a été retiré de Pirara pour le moment. S'il n'y retourne pas, vous n'aurez aucun motif d'agir selon les vues de Lord Palmerston à ce sujet. Mais vous voudrez bien vous inspirer de leur esprit à l'égard de toute occupation militaire ou de toute agression contre les Indiens en deçà de la ligne qui est considérée, sur la carte de M. Schomburgk, comme limitant la colonie placée sous votre gouvernement. » (*Ibid.* I. p. 70.)

C'est à cette date et dans ce document que, pour la première fois, le Gouvernement de la Grande-Bretagne adopte pour la protection des « tribus indépendantes » la ligne de Schomburgk, *the line which is assumed in M. Schomburgk's map as bounding the Colony*. Mais ce document n'a pas le caractère d'une communication aux Gouvernements intéressés. Il était même conditionnel, dépendant d'abord de la vérification, encore par une commission à la tête de laquelle serait Schomburgk lui-même, du cours des frontières indiquées. Il faut dire cependant que cette carte de la Guyane qu'on devait dresser, selon Lord Palmerston, après les travaux préparatoires, d'après les limites que Schomburgk avait décrites (on se souvient qu'il en avait décrit deux pour le Brésil, le Cotingo ou bien le Mahú) et qu'on devait livrer aux Gouvernements du Venezuela, du Brésil et des Pays-Bas comme un exposé de la prétention anglaise, n'a jamais été livrée, et n'a été publiée, si c'est la carte en question, qu'en 1886.

A la suite de cette résolution, le 28 novembre suivant, Lord

Palmerston envoyait à la Légation Anglaise à Rio de Janeiro l'ordre de communiquer au Gouvernement Brésilien la décision prise : « J'ai à vous charger d'informer le Ministre des Affaires Étrangères du Brésil que Sa Majesté a conféré à M. Robert H. Schomburgk une commission l'autorisant à lever le plan de la frontière et à jalonner la ligne de division entre la Guyane Britannique et le Brésil ; et vous déclarerez que le Gouverneur de la Guyane Britannique a reçu des instructions lui ordonnant de s'opposer à tout empiétement sur Pirara ou sur les territoires voisins de la frontière qui jusqu'à présent ont été occupés par des tribus indépendantes. » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 23.) Il est nécessaire de remarquer cette expression, *tribus indépendantes* ; c'est la première forme de la prétention anglaise : « le territoire appartenait à des tribus indépendantes », « les territoires *voisins* de la frontière ». Cette théorie, aujourd'hui à peine subsidiaire, ou de rechange pour le cas où celle de l'ancienne possession hollandaise ne serait pas admise, était alors la principale conception du titre anglais.

### III

#### Crichton envoyé en commission à Pirara.

En février 1841, le Gouverneur de Demerara recevait, par l'entremise de Schomburgk, déjà alors Commissaire Royal, avis du maintien à Pirara du détachement brésilien que, par erreur, il avait cru en avoir été retiré, et, faisant usage de ses instructions, il y envoyait l'Inspecteur Général de Police, William Crichton, s'entendre avec les autorités brésiliennes de la frontière pour qu'elles abandonnassent immédiatement le vil-

lage. Crichton était porteur d'une lettre du Gouverneur au Commandant brésilien de la frontière, lettre qui commençait ainsi : « Sans formuler aucune opinion quant aux droits relatifs des Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Brésil sur Pirara ou sur les territoires limitrophes de la Guyane jusqu'ici occupés par des tribus indépendantes d'Indiens, j'ai à vous informer qu'il est nécessaire, pour la satisfaction de mon Gouvernement, que Pirara, autrefois occupé par un missionnaire anglais, qui a été forcé de s'en retirer par le Commandant brésilien du Fort S. Joaquim, soit immédiatement abandonné » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 71). Cette lettre finissait en exigeant cet « abandon par les sujets brésiliens », et « qu'aucun empiètement ne soit fait sur les limites jusqu'ici indéfinies de cette province ». (*Ibid.*) Il était difficile au Brésil d'éviter des empiètements sur des limites non définies. Une autre expression est aussi à noter ; parlant encore des tribus indépendantes, il ajoute un nouveau titre : « les tribus indépendantes d'Indiens qui réclament la protection de la Grande-Bretagne » (*Ibid.*). C'était l'ébauche d'un protectorat par lequel commencerait l'occupation anglaise, s'étendant d'après le même principe, de tribu en tribu, tant qu'il y aurait des Indiens qu'on pourrait représenter comme ayant besoin du patronage anglais et le désirant.

Crichton était accompagné d'un officier anglais, le Lieutenant Hackett, « qui pourrait avoir l'occasion, dit le Gouverneur, d'acquérir quelques notions de la localité pour le cas où il viendrait à surgir des difficultés. » En effet, c'est le Lieutenant Hackett qui, plus tard, fournira le plan de l'attaque, quand sera résolue l'occupation militaire de Pirara.

Crichton arrive à Pirara le 5 mars 1841 et fait au Frère José dos Santos Innocentes, qu'il rencontre à la Mission, puis

au Capitaine Leal, venu de S. Joaquim, l'intimation dont il était chargé. L'un comme l'autre répondent que l'évacuation ne dépend pas d'eux, mais des autorités supérieures auxquelles ils vont transmettre la sommation reçue et dont ils attendront les instructions pour s'y conformer<sup>34</sup>. En attendant, le Capitaine Leal décidait de conserver à Pirara un détachement de dix hommes de police avec un sergent<sup>35</sup>. L'expédition an-

---

34. Crichton à Leal et au Frère José dos Santos Innocentes (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 75), 16 mars 1841 : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication d'hier, par laquelle vous me faites savoir que vous transmettez ma dépêche de la même date à votre Gouvernement par les ordres duquel vous devez être guidé au sujet de votre position actuelle dans le village de Pirara. »

35. Le Capitaine Leal au Président de la Province de Pará, 20 mars 1841.... « A cette même occasion, le Commandant m'a dit que son Gouvernement l'avait envoyé en cette localité pour voir et examiner le territoire que M. Schomburgk dit appartenir à Demerara, et qu'il ne disait rien parce que c'était un terrain neutre; mais que, de la part de son Gouvernement, il donnait quatre mois pour décider cette question, et que si au bout de ce temps, on ne se présentait pas à Demerara pour en opérer la démarcation, eux, Anglais, la fixeraient de leur côté, et, quant à moi, je n'ai aucun doute à ce sujet, car je connais ces Anglais. Il me dit, en outre, que s'ils ne réussissaient pas, la fin serait une guerre; à quoi je répondis que je ne pouvais l'accepter puisque je n'étais qu'un simple commandant, mais que je la ferais quand mes supérieurs me l'ordonneraient. Il trouva bonne ma réponse et me tendit la main en me disant de ne rien craindre, car, en l'absence du missionnaire, aucun autre ne s'introduirait à Pirará, puisque cette affaire restait affectée au Gouvernement du Pará et à celui de Demerara. Malgré tout, j'y conserve un détachement de dix hommes de police avec un sous-officier. Au moment du départ, il me remit un papier qui traite également du missionnaire, et je remets aussi ce papier à Votre Excellence qui sera mieux informée par le missionnaire, lequel va traiter de vive voix cette affaire si délicate (*Ann. Sec. Mém., Brés.*, I., p. 74). »

glaise revenait satisfaite de l'accueil qui lui avait été fait<sup>56</sup>. Il est bon de remarquer que Frei José ne commandait pas à Pirara, comme le dit Crichton; il n'avait ni autorité militaire ni aucun titre pour traiter la question de limites, laquelle, comme le rapporte Crichton, a été traitée entre eux.

D'ailleurs, la limite que ce dernier défendait devant le Missionnaire était la condamnation la plus absolue de la ligne Schomburgk qui, pour la Colonie, était encore une nouveauté : « Pour prévenir le retour de désagréments de cette sorte et pour assurer la paix de la frontière sur une base permanente, on devrait adopter et fixer entre les deux pays la ligne de frontière désignée par la nature comme la vraie ligne de division, c'est-à-dire les chaînes de montagnes qui séparent les eaux coulant vers l'océan Atlantique du Nord des eaux qui coulent, au sud, vers le bassin de l'Amazone et certaines rivières ou cours d'eau aux endroits où les montagnes finissent ou sont coupées par la savane, comme dans le cas de la prairie de Pirara. » (*Rapport de Crichton à Light*, le 10 avril 1841, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 32.) Cette ligne Crichton, de l'homme qui, de son temps, connaissait le mieux l'intérieur de la Guyane Anglaise, révèle bien quelle aurait été la prétention de la Colonie anglaise sans l'intervention de Schomburgk.

---

56. « Je ne peux cependant pas partir pour Georgetown sans exprimer en mon nom spécialement et aussi en celui de mon compagnon dans cette mission, le Lieutenant J. Hackett, du 70<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Sa Majesté, combien nous sommes reconnaissants au Révérend Père Don Joseph dos Santos Innocentes pour ses soins personnels et sa bonté à nous procurer tout le confort possible pendant notre séjour, et aussi pour la courtoisie envers nous de Don Antonio de Barros Leal depuis son arrivée au village. » (Crichton à Leal et à Santos Innocentes, le 16 mars 1841. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 74.)

## XIV

## La question du bétail brésilien dans les savanes.

Il faut signaler un passage de la conversation entre Crichton, Leal et Frei José, bien qu'aucun d'eux n'eût autorité pour traiter la question de limites. Nous aurons plus tard à appeler de nouveau l'attention sur ce qui fut dit dans cet entretien au sujet du bétail des fazendas nationales brésiliennes, errant dans les savanes à l'ouest du Rupununi :

« A cette entrevue, il fut question du bétail originairement échappé des fermes royales d'élevage de la Couronne de Portugal, situées sur le Rio Branco et qui avaient été partiellement abandonnées et presque entièrement négligées pendant les troubles de la révolution et de la guerre civile au Brésil. Relativement à ce bétail, votre informant se borna donc à remarquer qu'on en tiendrait compte dans les négociations déjà entamées, et par conséquent pendantes, entre les deux gouvernements. Le Commandant et le Religieux firent valoir, au sujet du bétail, que, s'ils évacuaient le village, celui-ci pourrait être ensuite occupé comme poste anglais et qu'on pourrait alors prétendre aussi que le Gouvernement Brésilien avait cédé ses droits sur le bétail, droits qui lui avaient toujours appartenu, bien qu'il n'eût pas occupé le village, comme poste, avant le mois de février 1840, quand, dit-il, il fut contraint de le faire pour sa propre défense, attendu que le missionnaire Youd s'était avancé dans le territoire brésilien aussi loin que le Fort S. Joaquim et que là il avait pénétré de force dans l'église pour y prêcher, s'immiscant encore d'autres façons dans les

affaires des tribus indiennes qui, en tout et pour tout, se sont fixées en dedans de la frontière indiscutée du Brésil. A la première de ces observations, c'est-à-dire l'occupation de Pirara comme poste anglais, l'auteur de ce rapport répondit que ses instructions ne lui permettaient pas de rien dire de positif à ce sujet, mais que, sans exprimer autre chose que son opinion personnelle, il ne faisait aucune difficulté de déclarer qu'il n'était pas vraisemblable que la localité fût occupée comme poste britannique avant qu'il eût été définitivement décidé, à la suite des travaux topographiques qu'on allait entreprendre et des négociations actuellement pendantes, auquel des deux gouvernements elle devrait dorénavant appartenir ; et que, si l'on doit adopter la limite naturelle comme la vraie ligne de démarcation entre les deux puissances, il ne pouvait y avoir aucun doute que Pirara et une vaste étendue au delà, dans la direction du sud et de l'ouest, seraient reconnus comme appartenant à la Guyane Anglaise. Votre informant déclara aussi que le Gouvernement Brésilien ne pouvait avoir aucune prétention bien fondée à la prairie de Pirara, seulement parce que quelques bestiaux s'étaient échappés de ses fermes du Rio Branco, alors qu'il n'avait jamais fait aucune tentative pour l'occuper avant le mois de février 1840, quand il avait expulsé, par la force, le missionnaire Youd. Qu'on sait très bien que ce bétail est, à présent, à l'état sauvage et que le nombre en est tout à fait incertain. La simple occupation des pâturages d'un pays par un troupeau de bétail errant et l'accroissement de ce bétail ne peuvent conférer le droit de possession du sol au propriétaire du troupeau, même en supposant, pour un instant, que sa prétention au bétail soit admise, et plus spécialement dans le cas présent, alors que le



district en question avait été occupé auparavant comme poste hollandais et que la Grande-Bretagne, ayant succédé aux possessions de la Hollande par droit de conquête, a maintenant un titre à chaque pouce du terrain, soit détenu, soit revendiqué par cette Puissance dans la Guyane, à la seule exception de la partie qui en est connue sous le nom de Colonie de Surinam.

. . . . .

« Le Commandant observa alors qu'il serait difficile à la Grande-Bretagne d'envoyer des troupes à Pirara, au cas d'une contestation au sujet de ce territoire. A cette observation, votre informant répliqua que le Gouvernement de Sa Majesté avait deux façons de procéder qui, l'une ou l'autre, seraient effectives pour atteindre le but proposé. Dans le premier cas, on enverrait de Demerara un petit détachement militaire prendre possession de la place et s'y maintenir. Ces troupes pourraient facilement être sur les lieux dans un mois, à compter du jour qu'elles quitteraient Demerara. Le second moyen, qui serait également effectif si le Gouvernement Brésilien décidait de persévérer dans cet empiétement sur la Guyane Anglaise, ce serait d'envoyer une partie de la flotte de Sa Majesté bloquer les ports du Brésil, ce qui convaincrerait bien vite le Gouvernement de la folie de persévérer dans une telle ligne de conduite envers la Grande-Bretagne. Mais, si la puissance de la Grande-Bretagne est considérable, il en est de même de sa patience. Elle préférerait donc établir ses justes droits sur Pirara par des moyens pacifiques plutôt que par un acte d'hostilité ouverte dont, néanmoins, elle n'a rien à redouter. Le Commandant fut parfaitement d'accord avec votre informant sur la vérité de ces remarques, mais il ajouta que, vu la nature

positive de ses instructions de maintenir le poste dans le village de Pirara, il ne pouvait consentir à l'évacuer sans qu'une démonstration de votre informant et de ses gens l'en expulsât de force. Que, cependant, il expédierait à son Gouvernement, sans aucun retard, la substance de ce qui s'était passé entre nous, en même temps que toute déclaration précise que votre informant pourrait lui adresser, à lui-même et au religieux, sa conduite future dépendant naturellement des ordres qu'il recevrait en réponse. »

Il faut comprendre la phrase du Capitaine Leal que le village de Pirara n'avait été occupé qu'en février 1840, comme signifiant que ce fut seulement à cette date qu'on jugea nécessaire, pour les raisons qu'il donne, d'y avoir un détachement fixe. Le village était auparavant une simple dépendance du Fort; on y venait fréquemment de S. Joaquim, et c'était de là que sortaient les « vaqueiros » et les équipes de service. Pour le reste, ce qui ressort de cette conversation, c'est le droit du Brésil sur ces savanes par la possession du bétail<sup>57</sup>, et l'incertitude de Crichton, c'est-à-dire des autorités de la Guyane, à l'égard du droit de l'Angleterre; c'est la conviction de Crichton que les limites devaient être les frontières naturelles, sur

---

57. Leal à Light, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 18. Janvier 3, 1840. « Je prends la liberté d'informer Votre Excellence qu'en cette occasion la conduite de M. Joseph Bento a été honteuse et celle du Rév. Youd ne l'a pas été moins à cause des ordres qu'ils ont donnés de tuer et de détruire le bétail qui paît en ce moment dans les savanes (de la tribu des Macosie) propriété de Sa Majesté Impériale. »

Youd confessait qu'il avait fait abattre quelques têtes de bétail en 1838, mais il disait qu'il avait payé le *vaqueiro* qui les gardait. (Youd à Light, avril 1840, *I bid.*, p. 20.)

la base de la division des deux bassins, et l'espoir que le Brésil renoncerait à ses possessions devant la toute-puissance de la Grande-Bretagne.

## XV

**Premières Communications entre les deux Gouvernements  
au sujet de la prétention anglaise. Note d'Aureliano  
du 24 mars 1841.**

Le 28 novembre de l'année précédente (1840), comme nous l'avons vu, le Foreign Office avait chargé la Légation Anglaise à Rio de Janeiro d'annoncer au Gouvernement Brésilien la nomination de Schomburgk pour procéder à la démarcation de la Guyane Anglaise, ainsi que l'ordre transmis au Gouverneur de la Colonie de résister à tout empiétement du Brésil à Pirara ou dans les territoires limitrophes occupés par des tribus indépendantes. Cette communication fut faite par M. Ouseley dans une Note du 20 février 1841, accompagnée d'un Mémoire qui, dans la partie relative à la prétention anglaise, était, comme nous l'avons dit, une simple copie du rapport de Schomburgk de 1839.

A l'exception des cinq paragraphes concernant Youd et sa retraite de Curuá, et communiquant les décisions prises par le Gouvernement de S. M. Britannique, le Mémoire du 20 février 1841 ne contient pas une seule ligne qui ne soit empruntée à Schomburgk. Il est ainsi inutile de le reproduire, malgré son importance dans ce débat. C'est, en effet, la première pièce diplomatique, publique même, où se soit révélée la prétention anglaise au contesté actuel, ou plus exactement

aux territoires jusqu'au Mahú et au Tacutú. Le fait que le Mémorandum de la Légation Anglaise est une copie littérale de l'œuvre de Schomburgk suffit à démontrer qu'à celui-ci appartient non seulement la conception du nouveau titre, mais encore la manière de le présenter et de le justifier<sup>38</sup>. Une expression du Mémorandum Anglais définit bien l'hésitation du Foreign Office : « Les frontières les plus probables de la Province de la Guyane Britannique semblent être, à l'ouest, les rivières Anaua et Takutu. »<sup>39</sup>. *Les frontières les plus pro-*

---

38. Ce qui n'est pas de Schomburgk, c'est la géographie du Mémorandum. Il suffit, en effet, d'en signaler les singularités par des italiques : « Le Président du Pará a si peu connaissance de la géographie de cette Guyane que, dans son adresse à l'Assemblée Provinciale, il indique la rivière Pirara comme se jetant dans le Rupununi (c'est-à-dire qu'elle coule à l'est), tandis qu'en réalité elle se jette dans la rivière de Mahu, *un des premiers affluents de l'Orénoque*. » Cela dans le même paragraphe où l'on s'étonne de l'ignorance du Président du Pará. Et encore : « La Mission de Pirara est décidément britannique, s'étendant en réalité à l'ouest aussi bien que les rivières Takutú et Mahú, tout cela étant des savanes arrosées par des *tributaires de l'Essequibo* ». Comme on le voit, la prétention anglaise formulée dans ce document va jusqu'au Tacutú et au Mahú, non jusqu'au Cotingo. Que dire pourtant de cet argument que les savanes doivent être anglaises, parce qu'elles sont arrosées par des tributaires de l'Essequibo ? Le Pirara, le Tacutú et le Mahú sont des rivières amazoniennes.

39. Il n'est pas facile d'interpréter le véritable nom de la première rivière. Dans le Mémoire Anglais, ce nom est accompagné d'un point d'interrogation. L'Anauá ne formant pas une ligne de limites avec le Tacutú et les sources de l'Essequibo, on a dû écrire par erreur Anaua au lieu de Mahú. La mention du Mahú et du Tacutú, immédiatement après, comme limites de la Mission de Pirara, rend en effet plus probable qu'il s'agissait du Mahú. Il n'y a aucun document du Gouvernement anglais jusqu'en 1843, quand il trace sa prétention définitive par le Mahú, qui soit favorable à la prétention extrême du Cotingo.

*babes* ! On ne pourrait mieux exprimer l'incertitude, le doute, le tâtonnement du Gouvernement Anglais lorsqu'il dut fouler pour la première fois le terrain choisi par Schomburgk. Il échet à Aureliano Coutinho (depuis vicomte de Sepetiba), Ministre des Affaires Etrangères du Brésil, de répondre au Mémoire de la Légation Anglaise. Il le fit en date du 24 mars suivant. L'attitude anglaise, entièrement imprévue, avait fortement surpris le Gouvernement Brésilien ; pourtant les termes de la Note d'Aureliano décèlent le calme le plus parfait, c'est-à-dire la plus parfaite confiance dans notre droit. Les Notes d'Aureliano Coutinho dans cette affaire doivent être lues en entier. Dans un litige comme celui-ci, il faut chercher dans les documents contemporains la façon dont le conflit a pris naissance et s'est continué entre les parties jusqu'au dénouement. Il est d'une grande importance, dans un pareil débat, comme indication du droit, de suivre, dans l'expression de chacun des intéressés, le degré et la marche de sa conviction intime, car la conscience du droit est, dans beaucoup de cas, son principal élément. La surprise devant l'attaque, la promptitude à la repousser, la sûreté immédiate des moyens de défense, la modération et le calme confiant dans la justice, l'unanimité du sentiment national blessé, sont autant d'indices de l'intensité de cette conviction. Nous sommes heureux de pouvoir, soixante ans après, encadrer telles quelles dans notre texte, les Notes d'Aureliano Coutinho : en effet, quoique soudaine, la défense du Brésil contre cette première atteinte à son droit, reste encore aujourd'hui, dans ces Notes, juridiquement impeccable :

« Le Soussigné, Membre du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Ministre et Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, a l'honneur d'accuser réception de la

Note que lui a adressée, le 20 du mois dernier, M. W. G. Ouseley, Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique, ainsi que du Mémoire qui l'accompagnait.

« La diversité des objets que ces deux documents comprennent est tellement grande et il s'y trouve des questions qui exigent de si profondes investigations avant d'être substantiellement discutées, que le Soussigné, bien que ne désirant pas garder un silence prolongé, n'est en mesure, pour le moment, que de présenter quelques observations qui, espère-t-il, tout en étant nécessaires à la défense des intérêts du Brésil, satisferont, en même temps, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

« On ne pourra certes s'étonner qu'il existe des incertitudes sur les limites du Nouveau Monde, lorsque l'on sait bien que, même en Europe, il y a des États qui, malgré une discussion de deux siècles, n'ont pas encore réussi à obtenir la fixation définitive de leurs frontières. Et, cependant, l'étendue de semblables opérations en Europe était toujours comparative-ment restreinte et les gouvernements respectifs avaient sous la main tout ce qui pouvait faciliter les travaux de démarcation.

« Malgré des difficultés plus importantes, qui étaient évidentes, l'Espagne et le Portugal s'étaient déjà, au milieu du siècle passé, mis d'accord pour l'envoi de commissaires avec mission de rectifier les limites de leurs possessions dans l'Amérique Méridionale; et l'article 22 du Traité de 1750, déjà très explicite à ce sujet, ajoutait que lesdits commissaires, à mesure qu'ils exploreraient toute la frontière, détermineraient, dans la forme la plus exacte, les terrains par où *devait passer la ligne de démarcation* (d'accord avec les termes du même traité), *en plaçant des bornes dans les endroits qui leur paraîtraient convenables.*

« L'objet des articles 12, 13, 15 du Traité de 1777 était identique et, par conséquent, se trouvent suffisamment expliqués les travaux de démarcation auxquels se réfère le mémorandum et qui n'étaient conséquemment, d'aucune façon, unilatéraux, ni arbitraires. Une ligne de division fut donc fixée; et les deux traités, qui viennent d'être cités, la prescrivent, autant que possible, avant sa vérification sur le territoire; dans les deux traités on stipule que « cette ligne doit suivre la direction des montagnes qui s'étendent entre l'Orénoque et l'Amazone. »

« M. de Humboldt (*Nouvelles Annales des Voyages*, p. 175), au témoignage duquel M. Ouseley semble se référer avec confiance, et qui a eu tant de moyens d'obtenir des renseignements authentiques, dit dans le texte

citée dans le Mémorandum « que le Rupunuri et le village d'Annay sont reconnus aujourd'hui comme formant, dans ces contrées désertes, la limite politique entre les territoires anglais et brésiliens », et, à propos d'une partie de terrain cultivé auprès des montagnes Pacaraima, il ajoute que ce terrain dépend du Pará (p. 161).

« Dans la carte de d'Anville, corrigée et publiée en 1786 par Schrömbell, on indique la limite brésilienne au sommet d'un triangle formé par le lac Amacú et par les rivières Rupunuri et Igarapá.

« Dans la grande carte de l'Amérique méridionale d'Arrowsmith (1810), le lac Amacú et la rivière Pirára (ou Pirarára) se trouvent placés dans les limites du Brésil.

« Dans la carte publiée par Lapie en 1814, la limite brésilienne est placée encore plus au nord.

« Enfin, dans la très nouvelle carte de l'Amérique méridionale publiée en 1839 par MM. Brué et Piquet, la chaîne Pacaraima est indiquée comme limite.

« Bien plus, M. Schomburgk lui-même fait remarquer qu'un point culminant de cette chaîne de montagnes (le Roraima) « est de la plus grande importance pour la détermination des limites de la Guyane Anglaise ». (*Description of British Guyana*, p. 5.)

« Et, en effet, si nous considérons la direction de ces montagnes, la hauteur du mont Roraima, qui, selon M. Schomburgk, s'élève à 7500 pieds au-dessus du niveau de la mer, la division qu'il forme entre les eaux qui coulent d'un côté vers l'Orénoque et l'Essequibo, et de l'autre vers l'Amazonie, et la proximité comparative de trois phénomènes géologiques si naturels, comme la pyramide naturelle d'« Ataripú », au sud, les trois piliers gigantesques de granit du mont « Taquiare », au nord, et la colonne « Pouracipiapa », que le même voyageur affirme ressembler à un tronc d'arbre ébranché, et qui est située sur une petite éminence voisine des montagnes Pacaraima, on ne pouvait sûrement trouver une limite plus facile à déterminer et à reconnaître, ou qui pût aussi bien justifier le principe énoncé dans les Traités de 1750 et 1777: que, pour obtenir le but désiré, les commissaires ne devaient pas « reparar al poco más o menos del terreno, que quede á una o otra Corona » (considérer le plus ou moins de terrain qui écherrait à l'une ou l'autre Couronne) (article 9 du Traité de 1750 et 12 de celui de 1777).

« En outre, les considérations les plus élevées de justice et de dignité

s'opposent à ce qu'on fasse quelque modification à cette frontière sans entente préalable avec les États contigus; et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sait bien qu'entre autres, une discussion de limites entre le Brésil et la France est encore pendante, et il ne voudra certainement pas que se complique davantage cette affaire où, probablement, sa voix aura encore un grande importance.

« Le Soussigné s'en tiendra là, parce qu'il lui semble prématuré de donner un plus ample développement à cette discussion; et, passant aux différents sujets des communications de M. Ouseley qui exigent une réponse immédiate, il peut seulement exprimer le regret qu'il éprouve de se trouver dans la même incertitude que M. le Chargé d'Affaires d'Angleterre sur l'état actuel des choses au Pirara; mais le Soussigné ne doute pas que, selon les ordres que l'on a expédiés au Président de la Province du Pará, et qui lui ont été réitérés, non seulement les Indiens ne seront pas inquiétés, mais que même on préviendra avec soin toute espèce de dispute ou collision, aussi bien avec les sujets de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne qu'avec les personnes qui jouissent de sa haute protection.

« En ce qui concerne M. Youd ou tout autre missionnaire anglais, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dont le libéralisme en matière de principes religieux n'a jamais été moins douteux que depuis quelques années, ne trouvera sûrement aucun inconvénient à ce que des prêtres catholiques s'emploient également dans l'œuvre méritoire de la civilisation et de la conversion. Ce qui est incontestablement essentiel pour les deux Gouvernements c'est que les travaux apostoliques ne produisent que des fruits bien venus, et le Soussigné n'hésite pas à assurer qu'aucun délégué de Sa Majesté l'Empereur n'osera, sans encourir une sévère responsabilité, manquer au devoir d'empêcher qu'aucun abus n'en résulte.

« M. Ouseley communiquant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avait l'intention de transmettre aux États intéressés dans la démarcation de la Guyane anglaise la carte et le Mémoire explicatif qu'il a fait organiser, le Soussigné s'abstiendra de faire aucune observation relativement à la commission confiée à M. Schomburgk; non seulement parce que, de ce fait, on ne déduit que le désir de faciliter un arrangement amiable entre les nations limitrophes, mais encore parce que, avec toute raison, il conclut de l'opinion émise dans le Mémoire annexé à la note du 20 février, que les travaux que l'on va exécuter seront simplement consi-



dérés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique comme une investigation faite *ex parte* sur un terrain qu'il considère comme litigieux.

« Le Soussigné est parfaitement convaincu que, dans les négociations qui doivent suivre, les dispositions aussi amiables que celles qui ont toujours animé le Gouvernement Impérial dans ses relations avec la Grande-Bretagne, suffiront pour que la question, que les parties co-intéressées doivent résoudre en commun, soit terminée à leur mutuelle satisfaction.

« Le Brésil est assez vaste pour ne pas avoir besoin de nouvelles acquisitions territoriales ; il atteindra, avec le secours de la Providence, le destin qui lui est réservé, et, comme il s'efforcera d'être toujours, par la rectitude et la modération de sa politique, digne de l'aide du Tout-Puissant, il doit compter qu'il conservera d'une façon permanente les plus intimes rapports avec la Grande-Bretagne.

« Le Gouvernement Impérial sachant, en outre, combien il peut avoir confiance dans la justice et la bienveillance de Sa Majesté Britannique, ne saurait craindre, un seul moment, que la Puissance qui garantit une partie de ses possessions pensât à les restreindre d'un autre côté.

« S'appuyant sur cette conviction et en vue des considérations exposées ci-dessus, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur se plaît à attribuer simplement la discussion actuelle à un de ces incidents de frontière si fréquents même entre des pays plus peuplés et plus voisins du centre politique des États auxquels ils appartiennent ; et, animé des sentiments les plus conciliants, il nourrit l'espoir bien fondé que cette question secondaire se terminera dès que pourra se produire l'effet attendu des ordres expédiés à ce sujet. »

## XVI

### Note d'Aureliano du 8 janvier 1842.

Cependant, le 10 décembre 1841, le Ministre Anglais à Rio de Janeiro transmettait au Gouvernement Impérial un résumé du rapport présenté par Crichton au Gouverneur de la Guyane Anglaise, lors de son retour de Pirara ; rapport que le Mémoire Anglais publie maintenant dans son intégrité.

Le fait de la communication de ce document au Gouvernement Brésilien par la Légation Anglaise ne saurait passer inaperçu. En effet, la Légation Anglaise transmet au Gouvernement du Brésil, sans un mot d'atténuation, la déclaration de Crichton à Leal au sujet des limites : « Afin d'assurer la paix de la frontière sur une base permanente, les limites que la nature avait indiquées comme la véritable ligne devraient être considérées à l'avenir comme formant la séparation entre les possessions de la Couronne Anglaise et celles appartenant au Brésil. Puis M. Crichton passa à définir cette limite naturelle... » Nous avons vu quelle était la limite naturelle suggérée par Crichton : « La ligne de division indiquée par la nature comme la véritable ligne doit être adoptée et établie par les deux nations, à savoir : les chaînes de montagnes qui séparent les eaux qui coulent vers l'océan Atlantique des eaux qui coulent, au sud, vers le bassin de l'Amazone, et certaines rivières ou petits cours d'eau, où les montagnes terminent ou sont interrompues par des savanes, comme dans le cas de la plaine de Pirara. »

Nous considérons cette communication faite sans aucune réserve au Gouvernement Brésilien, du langage tenu par le Commissaire Anglais, comme équivalant à la proposition de la ligne que l'on peut appeler ligne-Crichton, c'est-à-dire la ligne des divisions naturelles les plus rapprochées du partage des eaux.

D'un autre côté, la Note anglaise faisait dire à Crichton : «... L'occupation de Pirara par le Brésil était un empiétement *bona fide* sur la Guyane Anglaise, mais que, de même que le pouvoir de la Grande-Bretagne est étendu, ainsi l'est son indulgence ; qu'elle préférerait établir son juste droit par des

moyens pacifiques plutôt que par un acte d'hostilité ouverte dont, cependant, elle n'aurait rien à craindre; et qu'il serait donc agréable à Sa Majesté que l'on pût obtenir du poste brésilien de se retirer de Pirara, sans que la Grande-Bretagne fût amenée à ces mesures énergiques auxquelles, si l'occupation de Pirara persistait, elle aurait le regret sincère d'avoir éventuellement à recourir. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 160.)

Nous avons vu la menace de Crichton à Leal, que l'Angleterre avait deux moyens de résoudre cette question: « L'un serait de faire partir des troupes de Demerara, l'autre, de faire le blocus des ports du Brésil, ce qui convaincrerait vite son Gouvernement de la folie qu'il y avait à persévérer dans une telle ligne de conduite envers la Grande-Bretagne. » Tout en la laissant dans la bouche de Crichton, la Légation Anglaise, dès qu'elle répétait directement au Gouvernement une telle menace, la faisait sienne. Elle équivalait déjà à l'emploi de la force contre la possession immémoriale dont le Brésil était investi.

Encore une fois, Aureliano Coutinho eut à répondre, au nom du Brésil et il le fit par sa Note du 8 janvier 1842. Nous aurons à revenir sur cette pièce diplomatique de la plus grande importance. L'étude de cette question se trouve maintenant déjà assez avancée pour que nous puissions l'insérer dans ce Mémoire, sans autres explications.

« Le Soussigné, Membre du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Étrangères, a l'honneur d'accuser réception de la Note qui lui a été adressée, le 10 mai dernier, par M. H. Hamilton, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, lui remettant l'intimation faite par M. Crichton, le 15 mars précédent, aux Délégués de Sa Majesté Impériale sur le Haut-Amazone, et lui

annonçant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, par suite des renseignements dudit commissaire, avait ordonné qu'un détachement de troupes anglaises fût envoyé au Pirara.

« Pour expliquer la pénible impression produite sur le Soussigné par une telle notification, il suffirait de citer la première Note adressée au Ministère Impérial sur ce sujet, et la réponse que le Soussigné lui donna alors. Cette Note de M. W. G. Ouseley, datée du 20 février 1841, et accompagnée d'un Mémoire explicatif, proposait d'entamer une négociation pour la fixation définitive des limites de la Guyane Anglaise avec le Brésil et annonçait que le Gouvernement Britannique avait envoyé à cette partie limitrophe des deux possessions un commissaire (M. Schomburgk) pour reconnaître le terrain et dresser une carte basée sur les travaux respectifs de recherche, laquelle, conjointement avec l'exposition des titres de propriété de l'Angleterre, serait communiquée au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, ainsi qu'à celui des Pays-Bas et à celui du Venezuela; en attendant, on demandait au Gouvernement Impérial d'expédier des ordres aux autorités brésiliennes de la frontière pour empêcher qu'on fit des invasions dans le Pirara ou dans le territoire occupé par des tribus indiennes, jusqu'alors indépendantes.

« Ce Mémoire contenait un résumé succinct des différents faits concernant les vicissitudes politiques subies par les colonies hollandaises du continent américain depuis 1781 jusqu'à l'époque où elles furent cédées à la Grande-Bretagne; des tentatives faites par leurs anciens possesseurs, pour s'étendre vers le sud et vers l'ouest; des travaux de démarcation exécutés par ordre du Gouvernement Portugais; et, enfin, des discussions qui se sont élevées dernièrement entre le Gouverneur de la Guyane Anglaise et les Autorités de la frontière brésilienne, non seulement sur la question territoriale, mais aussi à propos des mauvais traitements infligés par les Brésiliens aux tribus indiennes qui réclamèrent la protection de la Grande-Bretagne et qui sont considérées, dans le Mémoire, comme des tribus indépendantes.

« Toutes ces assertions étaient non seulement présentées sans aucun document pour les prouver et plutôt comme un récit historique, mais elles manquaient encore de précision, et étaient, en conséquence, si peu convaincantes que M. Ouseley lui-même, en plus d'un endroit, manifesta ses doutes et ses incertitudes.

« Le Soussigné, surpris par cette Note et ce Mémoire, n'ayant pas la prétention de posséder, dès lors, le faisceau de renseignements nécessaires pour former un jugement définitif sur la question qui était suscitée au Gou-

vernement Impérial, mais se promettant de les recueillir sans perte de temps, se flatte néanmoins que, dans la réponse qu'il donna, le 24 mars, à la Note de M. Ouseley, il s'appuyait sur une conviction des plus profondes et des plus solides du droit du Brésil, et démontrait, en même temps, la justice, la modération et la rectitude de la conduite, toujours invariable, du Cabinet Impérial envers celui de Sa Majesté Britannique.

« Dans cette réponse, le Soussigné disait que, considérant cette question comme un de ces incidents de frontière, si fréquents entre États limitrophes, et en attendant la carte et l'exposé que le Gouvernement Britannique lui annonçait, il ne se refusait nullement à entamer la négociation proposée; et il se bornait, pour le moment, à observer que s'il n'existait, comme l'affirmait le Mémoire, aucun traité entre les anciens États Généraux de Hollande et le Portugal relativement à leurs possessions limitrophes respectives, il y avait toutefois, entre l'Espagne et le Portugal, deux traités (ceux de 1750 et de 1777), comprenant des clauses qu'on ne pouvait ni ne devait perdre de vue dans la question actuelle et en face des prétentions que l'Angleterre semblait maintenant avoir en méconnaissant les limites naturelles recommandées par ces traités.

« Le Soussigné ajoutait que, s'il s'agissait de marquer une frontière indiquée par la nature, c'était la chaîne de montagnes connue sous le nom de Pacaraima qui correspondait parfaitement à ce but et se trouvait d'accord avec la lettre et l'esprit de ces traités, attendu que lesdites montagnes, conformément aux cartes géographiques, tant anciennes que modernes, citées par le Soussigné, de d'Anville, d'Arrowsmith, de Lapie, de Brué et Piquet, et selon les meilleures descriptions, séparent les rivières qui vont à l'Orénoque de celles qui confluent avec l'Amazone; et attendu que cette démarcation est vraiment une application du principe consacré par ces mêmes traités de 1750 et 1777 : *que la ligne de la frontière doit être tracée, autant que possible, vers le nord, en suivant la direction des montagnes qui s'étendent entre l'Orénoque et l'Amazone.*

« Le Soussigné a remarqué ensuite, quoique seulement en passant puisqu'il ne considérait pas encore opportune une discussion plus approfondie, que, sur ces cartes publiées en 1786, 1810, 1814 et 1859, ladite chaîne de montagnes est indiquée comme la limite du Brésil, et c'est en territoire brésilien que se trouvent situés le lac Amacu et la rivière Pirara ou Pirarara.

« Il a encore fait observer que M. de Humboldt, qui a eu tant de moyens d'obtenir des renseignements exacts et à qui M. Ouseley, dans son Mémo-

randum, paraissait se référer avec confiance, a lui-même écrit dans son ouvrage cité dans le Mémoire (Nouvelles Annales des Voyages, p. 161), en parlant d'une partie de terrain cultivé auprès des montagnes Pacaraima : « que ce terrain est sous la dépendance du Pará », ajoutant (p. 175) « que le Rupunury et le village d'Annay sont reconnus aujourd'hui comme formant, dans ces contrées désertes, la limite politique entre les territoires anglais et brésiliens. »

« Le Soussigné a encore fait remarquer que M. Schomburgk (dont les observations et les assertions vagues, publiées à Londres, semblent avoir été d'un tel poids dans l'estimation du Gouvernement Britannique qu'il le nomma commissaire pour ces explorations et ces délimitations, et qu'elles lui firent mettre en doute le droit du Brésil, sans même l'avoir entendu) M. Schomburgk, lui-même, a dit dans sa *Description of British Guiana* (p. 5) « qu'un point culminant de cette chaîne de montagnes est de la plus grande importance pour la détermination des limites de la Guyane Anglaise ». Le Soussigné a enfin informé M. le Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique que le Gouvernement Impérial, toujours animé du désir de terminer à l'amiable toute question qui pourrait survenir avec son intime allié, et plein de confiance dans la justice et la modération de la Grande-Bretagne, d'autant plus que cette Puissance était médiatrice et garante pour une autre partie de la frontière brésilienne, avait déjà ordonné à ses Délégués de ne donner aucun motif de plainte aux tribus d'Indiens qui pourraient être sous la protection de Sa Majesté Britannique, et de maintenir l'état de choses existant en conservant la meilleure entente avec les Autorités britanniques de Demerara.

« Cette promesse a été tenue par le Gouvernement Impérial à partir du 6 mars, c'est-à-dire plus de quinze jours avant la réponse donnée à M. Ouseley par le Soussigné, qui ne connaît aucun fait qui puisse permettre de douter du rigoureux accomplissement des ordres expédiés dans le sens indiqué ci-dessus.

« Cependant un mois ne s'était pas encore écoulé depuis la Note de M. Ouseley que déjà le Commissaire Anglais, M. Crichton, se trouvait à Pirara et tâchait, par intimidation et menaces de guerre, de détourner les Autorités brésiliennes de la ligne de leurs devoirs. M. Hamilton n'ignore pas qu'un mois n'est pas un temps suffisant pour faire le voyage de cette capitale aux rives du Rio Branco; les ordres expédiés le 6 mars arrivèrent au Pará le 6 mai, et, de cette ville au Fort S. Joaquim, il y a une distance de 258 lieues de 20 au degré, distance égale à celle qui sépare la ville de Pará de Deme-

rara. Il ne serait donc pas étonnant que les intentions du Gouvernement Impérial ne fussent pas encore connues lorsque M. William Crichton arriva à Pirara, et ce fut certainement un bonheur qu'il limitât son zèle à s'exprimer d'une façon comminatoire.

« C'est cependant avec regret que le Soussigné remarque que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, après avoir jugé convenable — sans doute à cause de l'expulsion du missionnaire Youd et des assertions de M. Schomburgk — de fixer *définitivement* les limites de la frontière de la Guyane, en considérant *incertaines* celles qui ont été toujours reconnues jusqu'à présent, et *indépendantes* les tribus d'Indiens qui habitent le territoire de Pirara et qui réclament la *protection britannique*; et après avoir demandé au Gouvernement Impérial de faire retirer de ce territoire toute apparence de force, *jusqu'à ce que cette question fût définitivement réglée*, selon l'expression de M. Ouseley dans sa Note précitée, a néanmoins ordonné que ces mêmes lieux fussent occupés par un détachement de forces anglaises! Et cela sans attendre que les ordres expédiés aux délégués du Gouvernement Impérial eussent pu leur parvenir. Ce n'est pas avec moins de surprise que le Soussigné remarque que M. Hamilton, en lui faisant la susdite communication, ne fait aucune mention de la réponse donnée par le Soussigné à la première Note adressée au Gouvernement de Sa Majesté Impériale sur ce sujet. Dans cette réponse ce Gouvernement ne se refusait pas, d'ailleurs, à la discussion du droit non plus qu'à entamer une négociation pour la démarcation définitive des limites.

« Et, quoique le Soussigné ne trouve pas encore opportune cette discussion, il ne peut cependant s'empêcher de faire quelques remarques, dans la persuasion qu'elles amèneront cette affaire à la marche régulière dont elle paraît s'éloigner beaucoup.

« Le droit de la Grande-Bretagne au territoire en question est tellement incertain, n'ayant pour base, à ce qu'il paraît, que les assertions de M. Schomburgk, que les Autorités britanniques de Demerara, elles-mêmes, tout en accomplissant les ordres de leur Gouvernement, mettent ce droit en doute. Le Gouverneur Général de la Guyane Anglaise, envoyant à Pirara M. William Crichton et un autre officier pour sommer le missionnaire brésilien et le Commandant du Fort S. Joaquim d'évacuer le territoire de Pirara, s'adresse aux Autorités brésiliennes dans les termes suivants : « Sans formuler aucune opinion sur les prétentions du Gouvernement Anglais et du Gouvernement Brésilien au territoire de Pirara, qui confine (*bordering*) à la Guyane Britan-

nique, jusqu'ici occupé par des tribus d'Indiens indépendants, il est nécessaire, pour la satisfaction de mon Gouvernement, que le Pirara, auparavant occupé par un missionnaire anglais, qui en a été expulsé par le Commandant de S. Joaquim, soit immédiatement abandonné par les Brésiliens, et dans ce but, j'ai donné des instructions à M. William Crichton, Inspecteur Général de cette Colonie. »

« Ce langage et le fait que ledit Gouverneur n'a adressé aucune réclamation aux Autorités brésiliennes contre l'expulsion du missionnaire Youd, prouvent bien que, connaissant le terrain; il avait et a encore conscience du droit du Brésil au territoire en question, ou du moins qu'il considère très douteux celui de la Grande-Bretagne.

« Le missionnaire brésilien et le Commandant du Fort S. Joaquim, en faisant part de cet événement au Président du Pará, rapportent dans leurs communications officielles que cet Inspecteur de police avait dit « qu'il allait examiner les terrains que M. Schomburgk dit appartenir à Demerara et que lui, Inspecteur, croyait être des terrains neutres; que son Gouvernement avait accordé quatre mois pour décider la question, et que si, dans cet espace de temps, personne ne venait au nom du Brésil, à Demerara, assister à la démarcation, les Anglais y procéderaient à eux seuls. »

« Dans la communication faite par ledit M. Crichton au Commandant du Fort S. Joaquim, il assure « avoir reçu ordre de faire comprendre aux Autorités brésiliennes de cette frontière que, pendant les travaux de la démarcation commencée par ordre de Sa Majesté Britannique, pour fixer les limites de la Guyane et les négociations en cours à ce sujet entre le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Brésilien, il ne permettra à celui-ci aucun empiétement sur le Pirara; et qu'il a reçu des instructions pour s'opposer à ce que ce terrain soit occupé, excepté par les *Indiens indépendants*, jusqu'à ce que l'on ait déterminé par la démarcation et les négociations auquel des Gouvernements respectifs il doit appartenir »; et M. Crichton ajoute, « que de semblables instructions ont été communiquées par l'Envoyé de Sa Majesté Britannique à Rio de Janeiro au Ministre des Affaires Étrangères du Brésil ».

« Le Consul de Sa Majesté Britannique au Pará, dans une communication officielle adressée au Président de cette province, le 17 août 1840, faisant allusion aux mesures prises par cette Présidence d'expulser du Pirara le Missionnaire Youd, déclare avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour que ledit Youd se retirât de cet endroit; il nie qu'il soit appuyé par quelque



société ou quelque autorité, et il assure que *les procédés de cet individu seront envisagés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avec le déplaisir qu'ils inspirent.*

« De tous côtés donc, depuis M. Schomburgk, aux publications duquel on peut attribuer que cette question soit suscitée maintenant, jusqu'aux Autorités britanniques elles-mêmes, on remarque de l'*incertitude* sur le droit de la Grande-Bretagne.

« D'un autre côté, une série de faits et d'arguments irréfutables, que le Soussigné néglige pour le moment, prouvent la longue possession *bona fide* de la part du Brésil, et cette possession suffirait pour qu'il ne pût en être violemment dépouillé, comme on semble tenté de le faire, *jusqu'à ce que soit décidé à qui doit appartenir la chose possédée*, car, d'après les principes du Droit Public, d'accord avec les préceptes du Droit Civil, le possesseur jouit de la *beatitudine possessionis*, c'est-à-dire, de l'avantage de ne pas être troublé dans sa possession avant sentence qui le condamne à l'abandonner ; et encore moins est-il obligé de montrer et de prouver ses titres. Vatel (livre 2, chap. 18, § 357), traitant du droit du possesseur en matière douteuse, écrit : « C'est au demandeur de prouver son droit, car il doit faire voir qu'il est fondé à demander une chose qu'il ne possède pas. Il lui faut un titre, et on n'est obligé d'avoir égard à son titre qu'autant qu'il en montre la validité. Le possesseur peut donc demeurer en possession jusqu'à ce qu'on lui fasse voir que sa possession est injuste. Tant que cela n'est pas fait, il est en droit de s'y maintenir et même de la recouvrer par la force, s'il en a été dépouillé. Par conséquent, il n'est pas permis de prendre les armes pour se mettre en possession d'une chose à laquelle on n'a qu'un droit incertain ou douteux. »

« Et cette incertitude et ce doute, qui ressortent en plus d'un passage des communications relatives à ce sujet, comme il a été remarqué ci-dessus, disparaîtront tout à fait pour affirmer davantage le droit du Brésil, si l'on examine le traité d'Amiens et si l'on se rappelle le rôle que l'Angleterre a alors joué, à l'égard du Portugal, dans les négociations de 1801 et de 1802. A cette occasion, son Gouvernement agissait sous l'influence de convictions diamétralement opposées à celles qu'il paraît avoir maintenant.

« Le Soussigné s'abstient d'examiner si Lord Hawkesburgh et Lord Cornwallis avaient, de la part du Portugal, des pouvoirs suffisants ; mais, en tout cas, l'article 7 du Traité d'Amiens a stipulé que les limites de la

Guyane Française suivraient le *fleuve Arawary*, depuis son embouchure la plus éloignée du Cap du Nord jusqu'à sa source, et *ensuite une ligne droite tracée de cette source jusqu'à la rivière Branco, vers l'ouest*.

« Par conséquent, le Gouvernement Britannique ne pensait pas, en 1802, après seize ans de possession des colonies hollandaises, avoir droit au territoire qu'il réclame à présent; et il ne pouvait supposer, non plus, qu'il appartenait auparavant aux Hollandais, puisque, par ce même traité, il leur restitua Demerara, Essequibo et Berbice, sauf si l'on prétend lui faire l'injure de supposer que, prévoyant la courte durée de la paix, — qu'un de ses ministres qualifiait de *experimental peace* — il avait voulu préparer d'avance, aux dépens du Portugal, un agrandissement, dans le cas où les colonies bataves retomberaient, par la fortune des armes, au pouvoir de la Grande-Bretagne.

« Le Soussigné aurait pu s'abstenir de ces observations prématurées, puisque l'Angleterre n'a présenté sur ce sujet, jusqu'à présent, que des assertions vagues, des intimations de travaux préparatoires pour une démarcation et le désir d'entamer des négociations pour la fixation des limites; mais outre qu'elles peuvent conduire au but désiré, le Soussigné n'hésite pas à les communiquer à M. Hamilton, comme des préliminaires, désireux de démontrer dans cette occasion, comme en toute autre, la sérieuse attention que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale apporte à tout ce qui a rapport à ses relations avec celui de Sa Majesté Britannique, ainsi que la haute considération qu'il accorde à tout ce qui vient de sa part.

« D'après tout ce qui vient d'être exposé, il paraît donc évident que rien que le droit de possession *bona fide* et non troublée du territoire en question donnait au Gouvernement Impérial des motifs bien fondés d'espérer de la rectitude et de la justice du Gouvernement de la Reine, que les sujets brésiliens seraient respectés et non pas expulsés de force, comme ils sont menacés de l'être, quand bien même on ferait procéder à des travaux préparatoires pour une démarcation définitive et qu'on discuterait la question de droit, même encore si l'on considérait le territoire comme neutre et comme indépendantes les tribus qui l'habitent, jusqu'à ce qu'il fût adjugé à qui de droit. C'est contre ces menaces que le Soussigné se voit, bien à regret, dans la nécessité de protester, au nom de son Gouvernement, pour la défense des droits et de la dignité de la Couronne Impériale. Cependant le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Brésil est animé d'un tel

esprit de modération et d'un désir si constant de maintenir et de resserrer de plus en plus les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre les deux Couronnes, que le Soussigné n'hésite pas à proposer à M. Hamilton un accord semblable à celui que l'Angleterre et les États-Unis adoptèrent, après de bien plus longues discussions, dans une question qui a une certaine analogie avec celle-ci. Cet accord paraît même être implicitement exprimé dans la première Note de M. Ouseley sur ce sujet, quand il appelle *indépendantes* les tribus indiennes du Pirara qui *ont réclamé la protection britannique*, et quand il demande qu'elles ne soient pas troublées *jusqu'à ce que cette question soit définitivement réglée*; et ce même accord se trouve plus explicitement indiqué dans la récente communication de M. Hamilton et dans l'intimation de M. Crichton qui l'accompagne et en fait partie. Dans cette intimation l'on trouve une explication qui laisse au Gouvernement de Sa Majesté Impériale la possibilité de ne dédaigner jamais les moyens conciliatoires qui pourraient contribuer à la réussite d'un accord amiable sans compromettre ses droits.

« Le Soussigné trouve cette explication dans le dernier paragraphe de la lettre de M. Crichton et dans les expressions dont il s'est servi en présence du Commandant du Fort S. Joaquim et du missionnaire catholique. M. Crichton a dit alors *que le Pirara était un territoire neutre*; et dans ladite lettre, il s'exprime dans les termes suivants : « Son Excellence le Commandant de la Guyane Anglaise a reçu des instructions de son Gouvernement pour résister à l'occupation ultérieure (du Pirara) ou à l'occupation de n'importe quel point du territoire contesté contigu, excepté par des tribus d'Indiens indépendants, jusqu'à ce que l'on ait déterminé par des explorations et des négociations auquel des Gouvernements respectifs il doit appartenir désormais. »

« Il s'ensuit que le terrain en question est constitué par la Grande-Bretagne en état de neutralité jusqu'à l'issue de la négociation sur les limites définitives entre le Brésil et la Guyane Anglaise.

« Si ce n'était l'intention du Gouvernement Impérial de faire preuve de la plus grande modération, il pourrait certainement trouver dans les circonstances qui lui sont spéciales un motif suffisant de retarder l'adoption d'une telle mesure, quoiqu'elle ne soit pas définitive, protestant entre-temps et se contentant d'attendre les premières ouvertures du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, c'est-à-dire, la communication des titres de l'Angleterre et le résultat des travaux exécutés par les Commissaires qui doivent respectivement étudier la question sur le terrain.

« Cependant, par cela même que le Gouvernement Impérial ne doute pas de son droit, il est d'autant plus disposé à prodiguer des preuves de sa constante considération pour un voisin et allié, avec lequel il se flatte d'entretenir des relations de la plus intime amitié.

« Tout en réservant tous ses titres pour les faire valoir en temps opportun, il consent donc à faire retirer du Pirara ses délégués, ainsi que tout détachement militaire, et à reconnaître provisoirement la *neutralité* de cet endroit, sous la condition, énoncée par la Grande-Bretagne, que les tribus d'Indiens restent indépendantes et en possession exclusive du territoire jusqu'à la décision définitive des limites contestées; et que, par conséquent, aucune force anglaise ne puisse, non plus, demeurer dans ces parages, où pourront seulement se trouver les ecclésiastiques des deux religions, catholique et protestante, employés à la civilisation des aborigènes, et les sujets (sans caractère militaire) de chacune des deux Couronnes, qu'il serait, par hasard, nécessaire d'employer à l'entretien des propriétés particulières, à des mesures de juridiction ou de surveillance et aux rapports déterminés par l'état de choses provisoire qu'il s'agit d'établir, et, sur ces points, les deux Gouvernements peuvent s'entendre par le moyen de leurs Plénipotentiaires.

« Le Soussigné ne croit pas nécessaire de protester contre toute conséquence ou induction que l'on pourrait tirer de la faveur ainsi accordée aux Indiens, soit indépendants, soit déjà entièrement soumis à la domination brésilienne. Le droit des gens, les principes de toutes les Puissances qui possèdent des colonies, et l'unanimité de la société chrétienne garantissent suffisamment les droits inhérents aux nations civilisées quant aux tribus sauvages qui habitent les régions découvertes par les Européens, et amenées à la civilisation.

« L'Angleterre, elle-même, a le plus grand intérêt à réprimer les exagérations d'une philanthropie aveugle, et elle s'est prononcée si explicitement contre les titres de propriété que la cupidité ou l'ambition prétendaient fonder sur des contrats de permutation célébrés avec des tribus sauvages, qu'il n'est pas nécessaire que le Brésil se prémunisse, auprès du Gouvernement illustre et prévoyant de Sa Majesté Britannique, contre un précédent qui viendrait attaquer par la base tout l'ordre social établi hors de l'Europe.

« Après tout ce qui vient d'être exposé, le Soussigné ne peut pas douter que la proposition émise, qui est simplement le développement logique des ouvertures faites par la Grande-Bretagne, ne satisfasse complètement le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.... »

## CHAPITRE II

### L'Invasion et la Neutralisation du territoire.

---

#### I

#### L'Expédition Anglaise contre Pirara. L'occupation de Pirara. Protestation des Autorités Brésiliennes.

La réponse d'Aureliano est du 8 janvier 1842, et le 14 février une expédition militaire anglaise arrivait à Pirara. Il ne s'y trouvait qu'un soldat du détachement et, lorsque le Commandant du Fort arriva le 27, lui et le missionnaire brésilien durent céder à la force et se retirer sous protestation. Les ordres qu'ils avaient, tous deux, depuis très longtemps, étaient dans le sens d'éviter tout conflit avec la mission protestante. Youd avait abandonné Curuá, mais on craignait qu'il n'y retournât avec Schomburgk. En effet, le 5 mai 1841 le Président du Pará leur avait expédié cet ordre formel : « Par conséquent, vous prendrez toutes les mesures qui seront nécessaires pour éviter tout conflit entre les personnes qui sont sous votre direction et celles qui sont sous la direction du Missionnaire britannique, sans toutefois rien céder du droit que nous avons sur ces terrains ni

cesser de catéchiser les Indiens qui, volontairement, préféreraient vous suivre plutôt que le Missionnaire anglais. La localité de Pirara est sans doute un territoire brésilien ; mais, peut-être sera-t-il convenable de l'évacuer provisoirement pour éviter des querelles et vous agirez, en cela, selon ce que vous dicteront les circonstances. Il est néanmoins de toute justice que, si nous évacuons ce point parce qu'il est contesté, ce même motif doit empêcher que les sujets de Sa Majesté Britannique ne l'occupent jusqu'à ce que la question soit décidée. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 75.)

On voit d'après la lettre que Leal et Santos Innocentes ont écrite au Gouverneur Light, un mois avant l'arrivée de l'expédition à Pirara, qu'ils conformaient leur conduite aux ordres reçus du Pará : « Afin d'éviter des conflits, nous pouvons assurer Votre Excellence que nous sommes autorisés, et ce sont les ordres que nous avons reçus, à nous borner à ce qui a été fait et à ne pas continuer à explorer le territoire et à laisser les choses en l'état actuel jusqu'à la solution finale de la question, c'est-à-dire la démarcation des frontières et la détermination des limites, ce qui ne peut être fait, comme Votre Excellence le comprendra facilement, qu'en présence des Commissaires des Parties intéressées, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs. » (Leal et Frei José au Gouverneur Light. *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 41.)

L'ordre du Président ne supposait pas une occupation militaire anglaise ; c'était l'abandon du territoire, de la part du Brésil, jusqu'au règlement complet de la question, c'est-à-dire l'abandon provisoire et, étant donné l'engagement de l'autre Partie de ne pas prétendre acquérir possession. Mais devant l'invasion armée du territoire qu'on nous disputait, le Com-

mandant du Fort n'avait qu'à protester. La lettre du Gouverneur Light du 18 décembre 1841 sommait les autorités brésiliennes d'avoir à se retirer sur-le-champ : « Mes ordres et ceux des troupes britanniques étant péremptoires, je ne puis avoir aucun doute sur votre retraite immédiate de Pirara avec tous vos gens.... Je désire que vous compreniez clairement et distinctement que votre retraite, quoique permise avec toute la courtoisie et tous les honneurs dus à une Puissance amie, ne doit, en aucune façon, être différée ni ajournée. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 79).

La dépêche du Lieutenant Bingham au Gouverneur, du 28 février, rapportant la conduite du Commandant du Fort s'accorde entièrement avec celle de Schomburgk (même date). Nous avons inséré cette dernière dans nos documents; l'autre se trouve dans les documents anglais, Voici ce que, de son côté, écrivait le missionnaire brésilien; la narration qu'il fait est de tous points conforme à celle de Leal :

« J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, le 12 février, se sont présentées dans cette mission du Pirara une expédition militaire et une autre de limites, l'expédition militaire, commandée par le Lieutenant Edward Hayter Bingham, comprenant deux officiers et quarante soldats, et la seconde commandée par le Lieutenant-Colonel Robert Schomburgk. Ces deux expéditions venant de la rivière Rupumuny au son des trompettes, sont arrivées en mon absence à la porte de ma maison, et désarmant deux soldats que j'avais laissés en sentinelle, car j'étais allé au secours de la mission de la « Serra do Banco », se sont emparées de la maison et en même temps ont élevé des barricades de sacs pleins de terre, car l'expédition militaire amenait deux pièces de campagne. En face de la même maison, le Lieutenant-Colonel Robert Schomburgk se fortifia, dressant des tentes et les protégeant au moyen de trois pièces d'artillerie et de quelques soldats. Un jour déjà avant cette entrée, il avait remis une note du Gouverneur de Demerara que j'ai l'honneur de vous remettre incluse. Dès que j'eus reçu cette note,

je partis de la « Serra do Banco », et en arrivant le 26, à la vue de cet appareil, nous convoquâmes un Conseil, le Commandant du Fort S. Joaquim et moi, pour décider quelles étaient les intentions de ce Gouvernement. Le Lieutenant-Colonel Robert Schomburgk répondit que son Gouvernement exigeait seulement que nous évacuassions la mission du Pirara avec tous les Brésiliens qui s'y trouvaient. Sur ce, nous lui fîmes remarquer que Votre Excellence nous avait donné des instructions et des ordres : d'abord, de faire preuve d'amabilité envers les sujets de Sa Majesté Britannique et de nous entendre en tout avec eux, excepté sur la cession ou l'abandon du territoire. Nous lui fîmes observer, en second lieu, que nous ne quitterions jamais ce poste sans l'ordre de Votre Excellence, et que nous attendions les ordres de Votre Excellence pour le faire.

« Le Commandant de l'expédition, Edward Hayter Bingham, ne voulut rien écouter et nous fit observer que si nous évacuions de bon gré, nous serions honorés par le Gouvernement, mais qu'autrement, nous devrions quitter la place par la force des baïonnettes. Nous lui répondîmes que jamais nous ne pourrions recevoir des honneurs du Gouvernement Anglais sans y être autorisés par notre Gouvernement, et que du moment que lui, Commandant, ne cédait ni aux raisons ni aux ordres de Votre Excellence, nous étions obligés par la violence à évacuer la localité de Pirara ; mais que nous protestions. J'ai l'honneur de remettre cette protestation à Votre Excellence. A la même date, nous avons protesté de vive voix auprès du Lieutenant-Colonel Robert Schomburgk en lui disant que nous ne reconnaissons aucune valeur à la démarcation sans que les deux parties intéressées fussent présentes, mais que c'était plutôt pour nous une opération ne dépassant pas une exploration scientifique. Schomburgk l'admit, tout en continuant son voyage par la rivière Surumú jusqu'à la chaîne de montagnes d'Ururucina, pour revenir aux sources de la rivière Tacutú, et, quant à nous, nous avons évacué la localité jusqu'à nouvel ordre de Votre Excellence, de qui nous attendons des ordres à ce sujet. (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, 1, p. 92).

Voici les termes de la protestation des délégués brésiliens :

« Nous protestons, comme nous avons protesté, au nom de notre Monarque Brésilien, Don Pedro II, contre le Commandant anglais de l'expédition militaire, Edward Bingham, Lieutenant d'infanterie, pour la transgression manifeste de la loi et des règles de la politique dans laquelle il a outrepassé les limites que lui prescrivent l'honneur, la modération et la prudence,



par la violence avec laquelle, à la force des baïonnettes, il a obligé les Brésiliens à évacuer Pirara; et si ce n'était la prudence avec laquelle nous avons agi, une rupture s'en serait certainement ensuivie. Nous protestons aussi contre toutes les pertes et tous les dommages que le Brésil pourrait subir par suite de cette violence contre le droit des gens. Nous prenons Dieu à témoin de la légalité et de la justice de notre procédé, dans la persuasion que le Brésil et le monde entier ne laisseront pas de blâmer le procédé du Gouvernement Anglais; et, pour qu'elle parvienne à la connaissance de tous, nous publions la présente protestation qui est signée par nous et lue en présence du Commandant anglais. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 88).

Cette protestation, en date du 27 février 1841, fut remise au Commandant de l'expédition et transmise par lui au Gouverneur de la Guyane Anglaise.

Le Vice-Président du Pará, Souza Franco, dès qu'il apprend ce qui se passe à Pirara, ordonne au Commandant Militaire du Haut-Amazone d'expédier une force qui, réunie à celle du Rio Branco, puisse s'élever à cent hommes, avec deux pièces de campagne, et le 27 avril<sup>40</sup>, il porte à la connaissance du Gouvernement de Rio de Janeiro la nouvelle de l'invasion: « Si Votre Excellence le juge bon et m'y autorise, je ferai chasser en un moment les envahisseurs; cela est très facile<sup>41</sup>. » Mais lorsque

---

40. Le 2 mai, son successeur, Rodrigo da Silva Pontes, adressait à son tour une protestation formelle au Gouvernement de Demerara (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 99), et, le 6 mai, il la renouvelait par l'entremise du Consul de Sa Majesté à Belem, en s'adressant au Gouvernement Britannique. (*Ann. Sec. Mém.*, I, p. 101) et *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 47.)

41. Richard Schomburgk, l'historien de cette expédition, le pense aussi. Cf. *Reisen in Britisch Guiana*, I, 384: « ... Avant le souper, M. Bingham fit assembler son armée noire et adressa un discours à ses hommes. Il leur fit connaître l'état actuel des choses; mais, en même temps, il leur montra que tout danger n'était pas passé, et que peut-être les Brésiliens reviendraient en plus grand nombre pour essayer de les chasser de Pirara ou de les faire

la dépêche du Pará arriva à Rio de Janeiro, le Gouvernement du Brésil était en possession des renseignements que lui avait envoyés notre Ministre à Londres, d'après lesquels la question de la frontière ne donnerait pas lieu à une rupture. Il se borna donc à demander des explications à la Légation Anglaise et à en faire demander par notre Légation au Gouvernement de Sa Majesté Britannique<sup>42</sup>.

« Cependant, disait la Note d'Aureliano à Hamilton du 17 juin 1842, malgré les apparences d'une hostilité qui n'a pas été provoquée et le caractère de violence qu'a pris l'acte pratiqué par décision du Gouverneur de Demerara, le Soussigné veut bien encore croire que les ordres du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ont été outrepassés ou que ceux expédiés à ce sujet par Lord Aberdeen ont été mal interprétés. C'est pourquoi il se bornera, pour le moment, à prier M. Hamilton de lui fournir les éclaircissements qu'il pourra sur cette affaire,

prisonniers. Il leur fit entrevoir les mines de la province de Minas qui recevraient tout prisonnier, mais où tout espoir de revoir la lumière du soleil leur serait à jamais ôté. Bref, il les enflamma.... Pendant notre souper, sans doute à cause des toasts, il ne manquait pas de critiques assez amères. Il n'est pas nécessaire d'être un génie militaire pour voir combien cette expédition, énormément coûteuse, était peu pratique. Dans le cas d'un conflit réellement sérieux, les Brésiliens, décidés à rester les maîtres à Pirara, pouvaient facilement anéantir notre petite troupe, avant même qu'on eût pu songer à lui faire parvenir des secours. »

42. Dans la Note du 13 décembre 1841 au Ministre brésilien à Londres, Lord Aberdeen disait déjà : « Et il (Lord Aberdeen) a seulement à ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté espère avec confiance que la nomination du Colonel Mattos aura comme conséquence une solution amiable et satisfaisante de toutes les contestations relatives aux frontières entre la Guyane Britannique et la Guyane Brésilienne. » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 37.)

afin que le Soussigné, dûment informé, puisse procéder ultérieurement comme l'exige son devoir strict de Ministre de Sa Majesté Impériale et comme il sera de justice. »

La Note d'Aureliano est datée du 17 juin; le 15, l'ordre d'évacuer Pirara était parti de Londres. Le Gouvernement Anglais avait été désarmé par la proposition de neutraliser le territoire en litige, faite par Aureliano Coutinho le 8 janvier 1842.

L'expédition anglaise de 1842 est restée ainsi très peu de temps sur le territoire brésilien<sup>45</sup>. De Pirara même, où il est entré le 15 février, le Commandant se retire le 5 mars suivant dès que le Capitaine Leal et le Père José l'ont évacué; il se fortifie dans une position à l'est de la rivière Pirara, à un mille, presque, du village. Dans les derniers jours du mois d'août, arrivait l'ordre de retraite pour l'expédition qui retourne à Demerara le 1<sup>er</sup> septembre. (Light à Stanley, *Ann. Mém. Angl.*, II, 64.)

Tout leur était difficile, d'après ce qu'écrit le Commandant à son Gouvernement; il n'avait trouvé à Pirara rien de ce qu'on lui avait fait espérer. Les ressources qu'il y trouve sont celles que les Brésiliens avaient créées: ce sont des déserteurs du Fort S. Joaquim<sup>44</sup>, sachant se servir du *lasso*, qui iront lui

---

45. C'est avec un sentiment de soulagement que tous reçoivent l'ordre de retourner à Georgetown: « 22 août. — Reçu les dépêches ordonnant la retraite du détachement. L'heureuse nouvelle a été saluée par trois vigoureux hourras. Il n'y a pas un officier qui ne se fût engagé pour Sierra Leone plutôt que de rester ici. » (Bingham, *Journal. Ann. Mém. Angl.* II, 65).

44. Le Lieutenant Bingham au Gouverneur Light, le 22 mai 1842, II, 51. « Quatre Portugais ont déserté du Fort San Joaquim; j'emploie l'un d'eux à prendre le bétail au lasso pour l'usage des troupes. »

procurer quelques têtes de bétail appartenant aux fazendas nationales du Brésil<sup>45</sup>. « Le sol autour de Pirara, dit-il, est le plus stérile que l'on puisse imaginer, on n'y pourrait planter le jardin le plus insignifiant. » (*Ibid.*, 49.) Il éprouve de grandes difficultés pour les moindres transports, faute d'Indiens (*Ibid.*, 41)<sup>46</sup>. Des Indiens lui dérobent ses canots (*Ibid.*, 50). Ce qui sauve l'expédition c'est qu'il a trouvé la maison construite par le missionnaire brésilien : « Il y a là, — à l'endroit où il avait établi son camp, — une maison construite aux frais du prêtre catholique, qui savait que nous l'occupions, puisqu'il y a diné deux fois avec nous avant de se retirer au delà de la frontière, et il ne s'y opposa nullement. Dans cette maison sont logés les officiers et les hommes du détachement et sont emmagasinées les provisions. Si je n'avais pas profité de la maison du prêtre, je suis sûr qu'il y aurait eu une immense perte de provisions pendant leur transport depuis le bord de l'eau, et, dans l'attente de la saison pluvieuse, je craignais la maladie parmi les hommes; les tentes ne pouvaient résister au vent qui les renversait constamment et le froid, pendant la nuit, était perçant. (*Ibid.*, p. 49.) Les marchands, qui viennent au camp offrir des denrées, du tabac,

45. Leal demandant à Bingham, le 9 août, de déclarer par écrit en vertu de quel ordre il avait été autorisé à s'emparer du bétail de Sa Majesté Impériale, Bingham répond que la réclamation devait être adressée au Gouverneur de la Guyane Anglaise, lequel indemniserait du prix des têtes abattues, dont on avait pris note. (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 65 et 66.)

46. Il se plaint surtout de Crichton. « Le dégoût que les Indiens ont pour le travail n'a pas été du tout combattu par l'Inspecteur Général Crichton, qui, pendant toute la durée du voyage, ne m'a pas aidé le moins du monde. » (*Ibid.*, p. 49.)

des marchandises, sont brésiliens. » C'est à S. Joaquim que Schomburgk, à court de provisions, fait acheter de la farine (Schomburgk à Light, *Ibid.*, 78. Fryer à Schomburgk, *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 126). Il se produit quelques divergences avec Youd, qui veut retirer la grande croix de la place du village<sup>47</sup> et se plaint de la conduite des soldats anglais envers les Indiens (*Ann. Mém. Angl.* II, 49)<sup>48</sup>.

## II

### Instructions données à l'Expédition de Pirara.

Les instructions données au Commandant de l'expédition méritent aussi d'être commentées. Le premier de ces ordres reconnaît que le Brésil était alors en possession de Pirara : « Le but de la prise de possession de Pirara est de protéger les Indiens, d'affirmer le droit de la Grande-Bretagne à cette portion du territoire, actuellement occupée par les Brésiliens, et de fournir des facilités pour former un établissement de sujets anglais à la frontière. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 76.) Le huitième démontre que le résultat de l'expédition dépendait

---

47. Le Commandant anglais s'y oppose : « J'ai pensé, écrit-il au Gouverneur Light, le 24 mai 1842, qu'un tel acte serait de nature à provoquer contre nous le ressentiment des Portugais, surtout ayant entendu dire que ce fut un procédé semblable de sa part qui avait été cause de la mésintelligence survenue. » (*Ann. Mém. Angl.* II, p. 51.)

48. Bingham ne paraît pas avoir une grande admiration pour l'œuvre de Youd : « 24 avril. Été au village à l'école du dimanche. Les Indiens répètent comme des perroquets, mais ne comprennent certainement pas la signification d'un seul mot. » (*Ann. Mém. Angl.* II, 50.)

des ressources brésiliennes que l'on trouverait sur place : « Dans les plaines de Pirara se trouvent de grands troupeaux de bestiaux sauvages, revendiqués par le Gouvernement Brésilien ; cette prétention devra être réglée entre les deux gouvernements ; il n'est cependant pas raisonnable qu'avec de tels moyens sous la main, des troupes restent sans viande fraîche. L'officier commandant le détachement s'informerait du prix du bétail par tête, fera tenir compte de ce qu'il pourra abattre et fera les arrangements nécessaires, avec le commissaire, pour le paiement, s'il est adjudgé comme étant dû au Gouvernement Brésilien » (*Ibid.* p. 77). C'était en comptant sur le bétail des fazendas nationales du Brésil que l'expédition était envoyée. Un des résultats de cette expédition devait être le passage de ce bétail en Demerara, l'idée favorite de Schomburgk<sup>49</sup>. Le

---

49. L'impression que Schomburgk avait emportée, en 1836, des savanes n'avait pas été favorable. Les savanes lui avaient paru stériles, insalubres, en réalité inhabitables (*Journal of the Royal Geog. Society*, p. 281 et 282). Il lui était venu cependant une idée pour les rendre utilisables. « Néanmoins les savanes peuvent donner des bénéfices au colon entreprenant. Les troupeaux de bœufs et de chevaux sauvages qui paissent dans les plaines du Rio Branco et de ses tributaires, le Tokoto et le Maou, peuvent être transportés dans la Colonie de la Guyane Anglaise, où l'on trouvera facilement des acquéreurs. » L'idée de Schomburgk était alors de transporter le bétail brésilien du territoire brésilien du Rio Branco, du Tacutú et du Mahú, dans les savanes situées entre le Demerara et le Berbice. Ce bétail qui se vendait au Brésil six dollars la tête donnerait un bénéfice à la Colonie. « Le meilleur moyen de l'amener serait de le conduire à travers les savanes et les montagnes jusqu'au pied du Makarapan ; jusque-là, il n'y a pas de difficultés à surmonter ; à partir de cet endroit, il faudrait lui faire traverser le Rupunony à la nage pour gagner la rive droite, traverser également l'Essequibo et de là on pourrait construire un chemin conduisant aux vastes savanes qui s'étendent entre les rivières Demerara et Berbice. En partant du Fort

quinzième ordre montre que l'occupation avait un but politique éloigné, tout à fait différent de la possession du district de Pirara. « Il s'efforcera de s'assurer de l'étendue des relations commerciales qu'on pourrait établir avec l'intérieur du Brésil par voie du Rio Negro, du Rio Branco et de la rivière Madeira, et de ce qu'on offrira, en échange, contre de la marchandise anglaise » (*Ibid.* p. 78). Parmi les dernières observations, il y en a trois qu'il convient de signaler. La première est celle-ci : « Entre les chefs qui ont le plus d'influence parmi les Indiens, le nommé Pasco tient, selon M. Schomburgk, le premier rang et on peut se fier à lui. Il y a un autre chef, de sang mêlé, nommé Avaristo, qui a aussi de l'influence, mais son origine brésilienne rend sa fidélité douteuse. » (*Ibid.* p. 79.) Cette recommandation montre que c'était sur des éléments subordonnés aux brésiliens que l'expédition devait compter le plus. Schomburgk les connaissait par son séjour au Fort S. Joaquim. La seconde observation est celle-ci : « On pourra, dans l'espace de trois ou quatre jours, rassembler 500 à 700 Indiens dont un sur dix aura des armes à feu ; les autres n'ont que des armes indiennes : massues, arcs et flèches qui sont empoisonnées. » (*Ibid.* p. 79.)

Dans les documents anglais, présentés à l'Arbitre, ne figuraient plus ces ordres qui ont été, cependant, imprimés, parmi les documents anglais, dans le litige avec le Venezuela, pour lequel ils n'avaient pas d'intérêt. Il convient de signaler cette réserve, imaginaire d'ailleurs, d'Indiens armés d'arcs et de flèches empoisonnées, ainsi que la carte du Fort S. Joaquim

---

brésilien de S. Joaquim, on peut arriver en huit jours au pied des Monts Makarapan sans trop demander aux hommes ni aux chevaux. » (*Ibid.* VI, 282.)

destinée à guider la petite armée et dressée par Schomburgk, comme un souvenir de l'hospitalité cordiale qu'il avait reçue dans ce fort <sup>50</sup>.

### III

#### L'insuccès de Youd.

L'expédition de Pirara avait été le dénouement de la naïve tentative de Youd chez les Macuxis; il avait fourni à Schomburgk le prétexte principal pour mener à bien son projet; mais lui-même ne devait être que sa victime. En effet, Schomburgk qui, d'abord, l'avait amené à Pirara, où la Mission n'aurait jamais pu se maintenir sans des ressources brésiliennes, va maintenant l'arracher de Waraputa, où il semblait, à la fin, avoir trouvé sa voie. Au mois de janvier 1842, il rencontre Youd dans sa dernière mission. Le village avait bien changé sous la main de Youd, après qu'il eut quitté, en 1840, le Rupununi. Voici comment Schomburgk lui-même le décrit : « Les cases des Indiens sont bien supérieures à la généralité des habitations indiennes, et la petite église, avec son clocher, lui donne un air qu'on ne se serait pas attendu à trouver dans le désert. Je me suis promené avec le missionnaire à travers les cultures de plantes alimentaires, et j'avoue que, nulle part dans l'intérieur, je n'en avais vu d'aussi étendues. Je crois bien qu'il y avait de 250 à 300 acres plantés de cassave, sans compter les

---

50. « Avec ces instructions l'officier commandant recevra une carte de Pirara et de ses environs dans un rayon de 20 milles, et une carte du petit Fort S. Joaquim, dressée par le chevalier Schomburgk » (Instruct. du 11 déc. 1841). Cf. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 79.



bananiers et les ignames qui croissaient en surplus. Le missionnaire me dit que le nombre des habitants variait de 100 à 120. Un grand nombre d'entre eux, qui avaient terminé leurs plantations et assuré leur subsistance pour plusieurs mois, étaient absents, en visite chez leurs parents et leurs amis. Les Indiens établis ici, et auxquels on enseigne la religion et la langue anglaise, sont des Macuxis, des Wapisianas et des Caraïbes mêlés à des Necanicaries, qui sont venus du Rio Branco. » Quand tout marchait ainsi à Waraputa, le Gouvernement de Demerara, s'inspirant de Schomburgk, décide l'occupation militaire de Pirara et fait un appel à l'expérience et au dévouement de Youd. (Cf. ordres au Commandant de l'expédition. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, 1, p. 78.) Voici comment Veness raconte ce nouvel épisode de la carrière toujours contrariée de Youd.

« Tout semblait prospérer, et M. Dayce, le catéchiste à Cartabo, fut détaché de la Mission de Bartica pour aller l'aider. A ce moment favorable, lorsqu'on pouvait légitimement compter sur un succès définitif, le Gouvernement pria M. Youd d'accompagner une expédition militaire, qu'on envoyait à Pirara pour affirmer les droits de la Grande-Bretagne sur le territoire contesté. Sa connaissance de la langue des Macuxis, ses relations avec les Indiens et son influence sur eux étaient inappréciables pour entretenir des rapports avec eux, et plus spécialement, pour procurer des vivres aux troupes. Cela n'était pas du goût de M. Youd, d'abandonner ses travaux évangéliques pour un emploi civil ; mais il lui sembla que, dans le cas dont il s'agissait, il n'avait pas d'autre alternative que d'obéir en sujet loyal. Son départ fut un événement désastreux pour son établissement naissant, car plusieurs Indiens, s'imaginant qu'on allait réparer les torts qu'on leur avait faits, quittèrent Waraputa pour accompagner l'expédition. On prit possession de Pirara, un fort y fut construit, et pendant sept mois, M. Youd travailla dans son ancienne résidence, parmi les troupes, à cette œuvre nouvelle, œuvre qui promettait bien moins que celle qu'il venait d'abandonner. Après

ces quelques mois, les soldats furent rappelés, le bruit s'étant répandu que les Brésiliens se préparaient à disputer la possession de la place, et l'on fit sauter le fort. Le prêtre catholique romain qui, à l'arrivée des troupes anglaises, s'était retiré au fort brésilien de S. Joaquim, revint au village, et M. Youd regagna en toute hâte Waraputa, qu'il trouva presque désert et ses cultures alimentaires pillées. Ce fut certainement le cœur gros qu'il s'y établit de nouveau et ressaisit les fils de l'œuvre abandonnée<sup>51</sup> »...

Dalton dit la même chose sur ce dernier mécompte de Youd et ajoute la scène finale :

« A peine s'était-il installé et avait-il réuni et établi autour de lui environ une centaine d'Indiens qu'une expédition militaire partait de Georgetown pour Pirara et il était prié d'accompagner les troupes en qualité d'interprète et de guide. S'étant incliné devant cette demande (car il savait qu'elle avait la sanction du Gouvernement), et croyant que l'expédition était faite dans l'intérêt des aborigènes, il partit avec le petit détachement de soldats, et beaucoup de ses Indiens le suivirent. Les Brésiliens de Pirara s'enfuirent à leur approche, et l'on vit bientôt le drapeau britannique flotter dans cette partie lointaine du *wild country* (pays sauvage)... La chapelle et l'édifice de la Mission furent rendus à un usage utile, un grand nombre d'Indiens se groupèrent dans le voisinage ; mais les mœurs immorales des soldats ruinèrent la cause de la religion et la tâche du pauvre missionnaire sembla désespérée. Le bruit qui se répandit de l'approche d'une force considérable de Brésiliens, obligea les soldats à se retirer, les Indiens disparurent et le missionnaire, étant retourné à Waraputa, trouva tout abandonné et désert. Sa santé, qui n'avait jamais été bien robuste, dépérit alors complètement ; découragé moralement, épuisé physiquement par les souffrances et la maladie, cet infortuné missionnaire traîna pendant quelque temps et mourut finalement, non sans qu'on soupçonnât qu'il avait été empoisonné par un Indien qu'il avait offensé sans le vouloir<sup>52</sup>. »

---

51. *Ten years of Mission Life in British Guiana* by the Rev. W. T. Veness, pub. by the Society for Promoting Christian Knowledge, p. 120-121.

52. *History of British Guiana* by H. G. Dalton, 1855, II, pp. 153-154.

L'Église anglicane fut unanime à regretter le sort du jeune missionnaire, instrument entre les mains de Schomburgk d'une œuvre entièrement étrangère à sa ferveur de catéchiste :

« Une expédition militaire fut envoyée de Georgetown quelque temps après ; elle reprit et garda Pirara pendant un certain temps. Nous sommes bien reconnaissants de ce qu'il n'y eut aucune effusion de sang dans cette querelle, devenue alors nationale, entre les empires de la Grande-Bretagne et du Brésil.

« Mais, comme on peut bien le concevoir, l'effet de cette seconde occupation militaire ne fut guère favorable à la propagation de l'Évangile et du Christ. L'œuvre qui avait succombé sous l'attaque charnelle de l'ennemi, ne pouvait être restaurée par des moyens semblables, qui achevèrent plutôt de la détruire<sup>55</sup>. »

Sur les proportions de l'œuvre religieuse de Youd dans l'histoire de la catéchisation des Indiens du Rio Branco, on ne saurait rien ajouter à ce qui a été dit par le Baron de Rio Branco :

« Ses travaux de propagande religieuse à Pirara pendant quelques mois (1858-1859) n'ont produit aucun fruit ni créé un titre en faveur de la Guyane Britannique. Le territoire où il avait essayé de s'établir ne pouvait pas être considéré *res nullius*, car il avait été occupé militairement par les Portugais et ensuite par les Brésiliens jusqu'à ce que la guerre civile, qu'on a appelée des « cabanos » eût mis le désarroi dans ces frontières. Youd avait déclaré aux autorités brésiliennes qu'il n'avait aucune commission du Gouvernement de la métropole ni de celui de la

---

55. *The Indian Tribes of Guiana*, by the Rev. W. H. Brett, London, 1868, p. 65.

colonie, et qu'il agissait seulement pour le compte de la Church Missionary Society. Il fut le seul prêtre étranger qui, par l'Essequibo, pénétra dans les limites du bassin de l'Amazone, où, depuis les premières années du xvii<sup>e</sup> siècle, des centaines de missionnaires portugais avaient déjà travaillé à attirer les Indiens à la civilisation. Vingt-quatre de ces missionnaires, dont seize jésuites et huit appartenant à d'autres communautés religieuses, y avaient trouvé le martyre et la mort entre les mains des sauvages dans la seule période de 1642 à 1757. » (*Mémoire sur la Question des Limites*, 1897, p. 45.)

#### IV

#### La Question des Bornes placées par Schomburgk.

Cependant le retrait des troupes anglaises ne mettait pas encore un terme à l'incident provoqué par Schomburgk. Au cours de cette expédition, celui-ci était allé (le 26 mars) jalonner les frontières de la Guyane Anglaise avec le Brésil, comme il l'avait fait pour le Venezuela. En arrivant au confluent du Tacutú et du Mahú, « j'ai revendiqué, dit-il, le Tacutú, au nom de Sa Très-Gracieuse Majesté comme limite sud-ouest de la Guyane Anglaise. » Cette même position avait été prise cinquante ans auparavant par les astronomes portugais ! Et la rivière était fortifiée par les Portugais depuis 1775 !

Il importe de remarquer les termes de l'acte de possession ou de délimitation possessoire que Schomburgk fit dresser le 5 avril. Après avoir gravé sur un arbre les initiales de la Reine, Schomburgk ajoute : « Et en témoignage de ce que les prétentions de Sa Majesté à la rive droite du Takutú comme frontière

sud-ouest de la Guyane anglaise ne se bornent pas de la source du Takutú au confluent du Mahú, j'ai marqué de trois flèches un arbre près de l'embouchure de la petite rivière Virua, qui se jette dans le Takutú à 3 milles au O.-N.-O., au-dessous de l'embouchure du Mahú, laissant pour des recherches futures la détermination du point extrême de la ligne de démarcation le long du Takutú. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 97.) Dès que Schomburgk leur avait communiqué qu'il allait fixer ces bornes, le Capitaine Leal et le Père José avaient protesté contre un pareil procédé. C'est Schomburgk lui-même qui le relate : « Je leur fis part que, d'après mes ordres, je serais forcé de remonter le Cotingo ou Xuruma, rivière que le Gouvernement Anglais revendiquait comme frontière, et je leur demandai s'ils avaient l'intention de m'en empêcher. Il me fut répondu que non, car, dans ce cas, ils agiraient contrairement à leurs instructions, mais qu'ils ne pouvaient reconnaître comme décisive aucune borne-frontière que je pourrais ériger ou tailler ; qu'au contraire, ils devaient protester contre une telle ligne de partage, à moins qu'elle n'eût la sanction du Gouvernement Brésilien. » (*Ibid.*, I, p. 91. Dépêche à Light du 28 février 1842.) C'est, en résumé, ce que le Père José dos Santos Innocentes dit dans sa dépêche du 1<sup>er</sup> mars. En apprenant que Schomburgk avait accompli ce qu'il menaçait de faire, et qu'il avait laissé un signal de possession et de domaine anglais au confluent du Mahú et du Tacutú, Leal et le Père José adressent, du Fort S. Joaquim, une autre protestation formelle : « Nous protestons, comme nous avons protesté, contre le Lieutenant-Colonel Robert Schomburgk, attendu que nous ne reconnaissons pas la validité de la démarcation et que nous la considérons comme une simple opération d'exploration

scientifique, et nous n'y prenons pas part. Et afin que cela soit su de tous, nous faisons cette protestation qui est signée de nous. » (*Ibid.* I, p. 98.)

La remarque que Schomburgk fait à Light sur la protestation brésilienne est significative : « Cette protestation, dit-il, est rédigée dans des termes qui font espérer les meilleurs résultats pour le but définitif de ma mission. Il était naturel de s'attendre à une protestation de la part des autorités brési-liennes près de la frontière contre certaines marques que j'ai établies le long de la rivière Takutú, et d'après ce que je savais du caractère emporté du Capitaine Leal, je m'attendais à recevoir une protestation rédigée dans les termes les plus violents, tandis qu'on se sert d'un subterfuge pour considérer ces marques comme ayant été faites seulement au cours d'un voyage d'exploration scientifique. » (*Ibid.* p. 115.) Il insinue, de la sorte, qu'il s'agissait d'une prise de possession : nous verrons plus loin le Gouvernement de la Reine le désavouer ouvertement sur ce point.

[Le passage suivant donne bien l'idée des perspectives illusoire et des renseignements qui ne s'appuyaient sur rien, que Schomburgk transmettait quelquefois au Gouverneur de la Guyane, ainsi que des intrigues personnelles et locales par le moyen desquelles il comptait pouvoir avancer la solution d'une question de cette importance. « Je suis heureux de dire qu'une opinion favorable au maintien de Pirara sous la domination anglaise prévaut parmi les habitants du Rio Branco et du Rio Négro. Il est peu douteux que la Province du Rio Négro ne soit séparée du Bas-Amazone, dont la capitale est Parà, et, dans ce cas, Manáos, ou Barra de Rio Négro, sera élevée au rang de chef-lieu de la nouvelle province et son commerce se diri-

gera vers Demerara. Les forts courants de l'Amazone rendent très incertain le voyage de retour de Pará à Barra, et un droit exorbitant sur les produits du sol, les impôts de la cité, les droits de port, tout concourt à rendre beaucoup plus avantageux pour les commerçants du Haut-Amazone et du Rio Négro d'avoir affaire à Demerara pour leurs besoins. Je sais même de bonne source que le Frère José est favorable au projet de transférer le commerce à Demerara et de laisser Pirara au pouvoir incontesté des Anglais<sup>54</sup>; mais je n'ai pu m'assurer encore s'il est d'avis de pousser la frontière anglaise jusqu'au Takutú. Il est certain cependant qu'il n'y a pas une entente cordiale entre le Commandant du Fort S. Joaquim et le missionnaire du Rio Branco, et que ce dernier n'épouse pas la haine du premier contre les Anglais. » (*Ibid.* p. 114.)

Le district judiciaire (*comarca*) du Rio Négro sera en effet élevé, quelques années après, à la catégorie de Province et Manáos en sera la capitale; mais, jusqu'à présent, on n'a pas vu Manáos prétendre à être un entrepôt de Georgetown, et *les forts courants* de l'Amazone n'ont pas empêché, non plus, son développement extraordinaire.]

De même que Leal et Santos Innocentes, le Président du Pará proteste aussi, le 1<sup>er</sup> août, contre les procédés de Schomburgk et achemine sa protestation au Gouvernement Britannique et au Gouverneur de Demerara, par l'entremise du Consul anglais. (*Ann. Mém. Angl.* II, p. 59 et 60).

---

54. « Le Père José a la réputation d'un homme inoffensif, bien intentionné, qui tire avantage de ses rapports avec les Anglais pour faire de temps à autre du commerce avec Georgetown; c'est son principal moyen d'existence. .. » (Light à Lord Stanley, 15 juillet 1842, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 58.).

« Le Soussigné, Président de la Province du Pará, vient d'être informé que le Commissaire Anglais pour la démarcation des limites entre l'Empire du Brésil et la Guyane Anglaise, sans attendre l'assistance de Commissaires Brésiliens munis de pouvoirs suffisants à cet effet, a non seulement pris des mesures, mais a dressé et fixé des bornes portant la légende suivante, 25 avril 1842, R. V., à l'embouchure des rivières Tacutú et Mahú, sur un territoire dont le Brésil a toujours été en possession et qu'il a toujours considéré comme partie intégrante de l'Empire; et le même Soussigné ne peut voir dans ce nouvel acte de prépotence qu'une infraction de plus aux principes du droit des gens, infraction qui, en même temps qu'elle paraît indiquer un système déterminé et résolu d'avancer par des usurpations ultérieures, est d'autant plus notable qu'elle est pratiquée au moment même où le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté la Reine d'Angleterre assure au Représentant de Sa Majesté l'Empereur du Brésil à Londres qu'il avait pris des mesures pour que l'affaire de Pirará ne fût pas poursuivie pour le moment. Aussi le Soussigné entend que, pour accomplir rigoureusement son devoir, il doit renouveler, comme de fait il renouvelle, la protestation du 2 mai de l'année courante contre l'invasion et l'occupation de Pirara; et il doit protester, comme de fait il proteste, contre le mesurage et la pose de bornes à l'embouchure des rivières Mahú et Tacutú, ainsi que contre tous mesurages et démarcations qui auraient été ou pourraient être faits de la part de l'Angleterre sans le consentement du Gouvernement du Brésil, afin qu'en aucun temps on ne puisse baser quelque prétention sur des faits dépourvus de l'ombre la plus légère de droit pour les justifier. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 116.)

A son tour, Aureliano Coutinho, à Rio de Janeiro, communiquait l'incident à la Légation Anglaise par sa Note du 3 octobre. Il commençait par se plaindre des faits accomplis et par ratifier la protestation du 1<sup>er</sup> mai du Commandant du Fort S. Joaquim :

« D'après les informations les plus récentes qui sont parvenues au Gouvernement de Sa Majesté Impériale de la part du Président de la Province du Pará, M. Schomburgk poursuivait ses travaux de démarcation et posait des bornes-frontières à l'embouchure des rivières Mahú et Tacutú avec cette



inscription : 25 avril 1842. R. V. Le missionnaire anglais Youd continuait à séjourner à Pirara, cherchant à détourner les Indiens Macuxis du giron de l'Empire, et une force britannique restait stationnée à une distance de 200 brasses de cette Mission, du côté de la rivière Rupununy. Ces nouvelles, si contraires aux promesses formelles faites dans le courant du mois d'avril *dernier* par M. le Secrétaire Principal de Sa Majesté Britannique, lord Aberdeen, que les ordres contre lesquels le Gouvernement Brésilien avait réclamé seraient rapportés, ont causé à Sa Majesté Impériale la plus pénible surprise; et le Soussigné, Membre du Conseil de Sa Majesté Impériale, Sénateur de l'Empire, Ministre et Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, a reçu l'ordre de Sa Majesté de s'adresser à M. Hamilton, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique et de lui demander de vouloir bien lui donner les explications nécessaires au sujet d'une contradiction qui peut, à première vue, paraître préjudiciable à la réputation de bonne foi si justement acquise par le Cabinet Britannique, en même temps qu'offensante pour la dignité du Brésil et peu compatible avec les rapports d'amitié existant entre les deux Gouvernements et avec l'accord récemment établi et qui résulte de la correspondance échangée sur la question de Pirará entre le Soussigné et M. Hamilton. La protestation faite le 1<sup>er</sup> mai par le Commandant du Fort S. Joaquim sur le Rio Branco, et le Missionnaire brésilien, Frère José dos Santos Innocentes, et ratifiée ensuite par le Président de la Province, contre le procédé arbitraire de cet agent britannique, ayant été communiquée au Consul de Sa Majesté Britannique au Pará et au Gouverneur de Demerara, le Soussigné doit supposer que ces actes de possession ne sont pas ignorés de M. Hamilton. Le Soussigné ne peut faire mention de ladite protestation sans la ratifier également, au nom du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, avec toute la force que lui inspire le bon droit du Brésil, démontré surabondamment dans sa Note du 8 janvier 1842 par le Soussigné qui se réserve de le prouver encore plus amplement quand, conformément à cet accord, la question de droit sera traitée par les Plénipotentiaires après les enquêtes auxquelles les deux Gouvernements ont donné ordre de procéder. Il en appelle, en attendant, à la rectitude de sentiments du Cabinet de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, 1, p. 184.)

Puis, se référant aux actes de Schomburgk : « En supposant même, comme le Soussigné est disposé à le croire, que

M. Schomburgk s'imagine simplement remplir une mission d'explorateur, était-il par hasard nécessaire ou convenable qu'il gravât l'Auguste Nom de Sa Majesté la Reine, comme semblent l'indiquer les initiales R. V. qu'on lit sur plusieurs bornes-frontières, placées en territoire brésilien ou, si l'on veut, litigieux et considéré comme neutre par le dernier accord entre les deux Gouvernements? Le Soussigné ne croit pas nécessaire d'insister auprès de M. Hamilton sur l'effet désagréable que de tels procédés doivent produire et sur les complications qui en peuvent résulter contre le gré et les intentions des Gouvernements respectifs. »

Hamilton répondait le 12 octobre :

« Il plaît à M. Aureliano de voir dans les actes de M. Schomburgk du mois d'avril dernier une violation de l'engagement pris par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique de révoquer les ordres dont s'est plaint le Gouvernement Brésilien ; mais ce fut, comme le démontre Son Excellence, dans ce même mois d'avril que cet engagement fut pris. Il semblerait donc que le contre-ordre qui devait être envoyé et qui, sans aucun doute, l'a été, ne pouvait, car c'était matériellement impossible, parvenir à M. Schomburgk, dans l'intérieur du pays, à l'embouchure des rivières Mahú et Tacutú, le 25 du même mois d'avril, et que, conséquemment, les représentations faites par le Gouvernement Impérial, dans les circonstances dont il s'agit, sont prématurées. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 188.)

Le Ministre du Brésil à Londres ayant soumis la question directement à Lord Aberdeen, celui-ci répond que ces bornes avaient été placées exclusivement dans un but scientifique et d'exploration ; si, malgré cette déclaration de sa part, Marques Lisboa insistait encore pour qu'on les détruisît, il enverrait des ordres à cet effet sans que cela signifiât l'abandon d'aucune prétention de la part de l'Angleterre :

« Vous m'affirmez avoir appris du Président de la Province du Pará que le Commissaire Anglais, sans attendre qu'un Commissaire Brésilien se fût joint à lui, avait établi au confluent des rivières Mahú et Tacutú des bornes destinées à délimiter la frontière anglaise; et vous me demandez de donner des ordres pour faire enlever ces bornes aussi vite que possible. En réponse, j'ai l'honneur de vous assurer que le Gouvernement de Sa Majesté considère que les bornes en question ont été établies seulement dans un but scientifique et d'exploration, se rattachant aux études topographiques de M. Schomburgk, et n'impliquent nullement une possession effective ou un droit positif de propriété de la part de la Grande-Bretagne sur les territoires où ces bornes ont été placées. »

« Le Gouvernement de Sa Majesté veut bien, comme dans le cas des ordres récemment envoyés à Pirara, faire toute démarche raisonnable afin d'aplanir les difficultés et d'empêcher des dissensions entre les autorités des deux États; et, au cas que le Gouvernement Brésilien, malgré la déclaration ci-dessus, serait mécontent que lesdites bornes fussent laissées en place, le Gouvernement de Sa Majesté ne fera aucune objection à ce qu'elles soient enlevées par le Commissaire Anglais; et je puis vous informer qu'on enverra à M. Schomburgk des instructions à cet effet.

« Mais je crois devoir affirmer en même temps que, bien que je sois tout disposé à satisfaire à vos réclamations sur ce sujet pour faire cesser le malentendu qui paraît exister au Brésil sur le but des explorations de M. Schomburgk, il doit être bien entendu que le Gouvernement de Sa Majesté n'abandonne aucun des droits que la Grande-Bretagne peut avoir sur tout territoire près de la jonction de la rivière Mahú et de la rivière Tacutú. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, p. 190.)

Marques Lisboa ne jugea pas acceptable une simple déclaration comme celle de Lord Aberdeen (Note du 1<sup>er</sup> Novembre) :

« Quoi qu'il en soit, par ses procédés irréguliers, virtuellement par vous désapprouvés, Mylord, M. Schomburgk a précisément fait le contraire de ce que vous désirez si cordialement; il a compliqué les difficultés existantes, et a donné lieu à des contestations entre les autorités des deux pays. Ces faits se trouvent avérés par les pièces officielles que j'ai reçues de Son Excellence le Président du Pará; il est de mon devoir, comme organe

compétent du Gouvernement Impérial, de déclarer à Votre Excellence que le double but qu'elle se propose ne serait pas entièrement atteint, si en complétant ma demande antérieure, que je renouvelle en cette occasion, Votre Excellence, sous les réserves qu'Elle a faites et dont je lui donne acte, n'ordonnait pas péremptoirement à M. Schomburgk d'enlever les bornes qu'il a si irrégulièrement posées. » (*Ibid.*, p. 192.)

Lord Aberdeen accéda à cette demande le même jour :

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour, se référant à la lettre que je vous ai adressée le 31 du mois dernier au sujet des bornes topographiques plantées par M. Schomburgk près du confluent des rivières Mahú et Tacutú, et demandant que, au lieu des ordres conditionnels que le Gouvernement de Sa Majesté propose de donner pour le changement des bornes en question, des ordres positifs soient envoyés à M. Schomburgk pour les retirer sans délai. J'ai le plaisir de vous informer, en réponse, que le Commissaire Anglais recevra des instructions à cet effet, conformément aux désirs que vous exprimez de la part de votre Gouvernement. » (*Ibid.*, p. 193.)

Il faut comparer le sens que Lord Aberdeen attachait à l'acte de Schomburgk avec celui que Schomburgk même lui prêtait dans la phrase que nous avons citée : « Je m'attendais à recevoir une protestation rédigée dans les termes les plus violents (de la part de Leal) tandis qu'il a recours au subterfuge de considérer que ces marques ont été simplement faites au cours d'un voyage d'exploration scientifique ». A son tour, le Gouverneur Light paraît être en désaccord avec Schomburgk : « Les autorités de Pirara doivent être parfaitement au fait que ces marques indiquent des présomptions et non pas une prise de possession ; on le leur a bien et dûment expliqué » (Light à Lord Stanley, 30 novembre, *Ann. Mém. Angl.* II. 71).

Le 30 janvier 1843, le Ministre Anglais à Rio de Janeiro

écrit au Ministre des Affaires Étrangères : « Les ordres relatifs à l'enlèvement immédiat et sans conditions des bornes selon la promesse que Lord Aberdeen a faite à M. Marques Lisboa dans sa lettre du 1<sup>er</sup> novembre n'ont pu, faute de temps, être transmis au Gouverneur de la Guyane Britannique par le courrier de cette même date, qui était déjà clos ».

L'ordre du Gouvernement Anglais n'avait pas été donné aussitôt qu'on le supposait à Rio de Janeiro; il était parti de Londres le 15 juin, avait été transmis de Georgetown le 15 juillet et Schomburgk ne le reçut à Pirara que le 22 août (*Ann. Mém. Angl.*, III, 155). Le 24, il annonce au Colonel Mattos, nommé Commissaire par le Brésil, que Pirara serait considéré provisoirement comme territoire neutre et que le détachement de troupes avait reçu l'ordre de partir; et il ajoute : « Conformément à mes instructions, je partirai dans deux semaines pour me rendre à l'embouchure de la rivière Cristaes ou Cotingo. A mon arrivée à l'embouchure de la rivière Xuruma, je me ferai un devoir de vous présenter mes civilités au Fort San-Joaquim. » Même après l'ordre de départ de l'expédition, il continuait à jalonner la frontière, c'est-à-dire, selon l'interprétation qu'il donnait à son acte, à en prendre possession. C'est alors qu'il place une borne à l'embouchure du Cotingo.

Les bornes sont cependant détruites. Le 24 mars 1845, Schomburgk, qui était venu de Georgetown à Pirara, écrit au Gouverneur que Fryer partait pour le Fort S. Joaquim et qu'il effacerait les marques gravées par lui « sur quelques arbres près du confluent du Mahu et du Tacutu et de l'endroit où le Zurumu ou Cotingo se jette dans cette même rivière » (*Ibid.* III. p. 139). En effet, le 22 avril, le Commandant Militaire du Rio Branco annonçait qu'elles avaient été oblitérées. « C'est avec la

plus grande satisfaction que j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que les bornes frontières placées par les Anglais sur les rivières Xurumú, Tacutú, à l'embouchure du Mahú et au Pirara, ont été enlevées par les ordres du Lieutenant-Colonel Schomburgk, Commissaire des limites de Sa Majesté Britannique » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 198.)

Il faut remarquer que Schomburgk avait procédé exactement de la même façon avec le Venezuela et que, devant les protestations du Gouvernement Vénézuélien, Lord Aberdeen avait fait effacer les marques mises par lui, en faisant la même déclaration qu'elles n'avaient pas pour objet d'indiquer le domaine et la suzeraineté de la Grande-Bretagne<sup>55</sup>.

## V

### La Neutralisation du Territoire contesté.

Le conflit matériel résultant de l'occupation militaire de Pirara par les Anglais fut terminé par l'accord de neutralisation du territoire contesté, jusqu'à la démarcation des frontières. Cet accord a été stipulé, dans les termes de la Note d'Aureliano Coutinho du 8 janvier 1842, par les deux Notes du 29 août, de la Légation Anglaise à Rio de Janeiro, et du 5 septembre, du Ministre des Affaires Étrangères du Brésil. Le 29 août, Hamilton écrit au Ministre des Affaires Étrangères :

---

55. Note de Lord Aberdeen à Monsieur Fortique, Ministre du Venezuela à Londres, du 11 Déc. 1841. (*App. to the British Case — Venezuela Boundary*, Vol. VII, p. 79.)

« Dans une Note datée du 8 janvier dernier et adressée par M. Aureliano de Souza Coutinho, Ministre et Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, à la Légation de sa Majesté Britannique à propos de l'occupation de Pirara par un détachement de forces brésiliennes, Son Excellence s'exprime de la façon suivante :

« Tout en se réservant de faire valoir ses droits en temps opportun, il consent donc à faire retirer de Pirara ses délégués ainsi que tout détachement militaire, et à reconnaître provisoirement la *neutralité* de cet endroit sous la condition énoncée par la Grande-Bretagne que les tribus d'Indiens restent indépendantes et en possession exclusive du terrain, jusqu'à la décision définitive des limites contestées; et que, par conséquent, aucune force anglaise ne puisse, non plus, demeurer dans ces parages, où devront seulement se trouver les ecclésiastiques des deux religions, catholique et protestante, employés à la civilisation des aborigènes et les sujets (sans caractère militaire) de chacune des deux Couronnes qu'il serait, par hasard, nécessaire d'employer à l'entretien des propriétés particulières, à des mesures de juridiction ou de surveillance et aux rapports déterminés par l'état de choses provisoire qu'il s'agit d'établir, et, sur ces points, les deux Gouvernements peuvent s'entendre par le moyen de leurs Plénipotentiaires. »

« Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, n'a pas tardé à donner à son Gouvernement connaissance de la Note précitée, et, en réponse, il a reçu l'ordre de communiquer au Gouvernement Brésilien que le Gouvernement de Sa Majesté acquiesçant à l'accord provisoire y établi par M. Aureliano, et persuadé que le Gouvernement du Brésil se conformera strictement à ces conditions a ordonné la retraite du détachement des troupes britanniques qui occupaient le territoire contesté du Pirara, dans le plus bref délai possible, et a expédié des ordres dans ce sens au Gouvernement de la Guyane Anglaise. (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 181.)

### Le 5 septembre, Aureliano répond :

« Le Soussigné, Membre du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Ministre et Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, accuse réception de la Note qui lui a été adressée, le 29 août dernier, par M. H. Hamilton, Envoyé Extraor-

dinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique se rapportant à la Note du 8 janvier de cette année, dans laquelle le Soussigné, vu la correspondance antérieurement échangée avec la Légation Britannique, s'exprimait de la manière suivante :

« Tout en se réservant de faire valoir ses droits en temps opportun, le Gouvernement Impérial consent donc à faire retirer du Pirara ses délégués ainsi que tout détachement militaire et à reconnaître provisoirement la *neutralité* de cet endroit, sous la condition, énoncée par la Grande-Bretagne, que les tribus d'Indiens restent indépendantes et en possession exclusive du terrain jusqu'à la décision définitive des limites contestées; et que, par conséquent, aucune force anglaise ne puisse, non plus, demeurer dans ces parages, où devront seulement se trouver les ecclésiastiques des deux religions, catholique et protestante, employés à la civilisation des aborigènes, et les sujets (sans caractère militaire) de chacune des deux Couronnes qu'il serait, par hasard, nécessaire d'employer à l'entretien des propriétés particulières, à des mesures de juridiction ou de surveillance et aux rapports déterminés par l'état de choses provisoire qu'il s'agit d'établir, et, sur ces points, les deux Gouvernements peuvent s'entendre par le moyen de leurs Plénipotentiaires.

« M. Hamilton termine sa Note en assurant qu'il a été chargé de notifier au Gouvernement Impérial que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, étant d'accord sur les mesures provisoires énoncées dans la Note précitée du 8 janvier, et persuadé que le Gouvernement du Brésil se conformera rigoureusement aux conditions énoncées, avait résolu que le détachement de troupes britanniques qui occupe le territoire disputé du Pirara s'en retirât le plus tôt possible, des ordres dans ce sens ayant été expédiés au Gouverneur de la Guyane Britannique.

« Le Soussigné s'est empressé de porter cette affaire à l'Auguste Présence de Sa Majesté l'Empereur et il a l'honneur de signifier à M. Hamilton qu'il a reçu l'ordre de lui communiquer que le Gouvernement Impérial adhère parfaitement à la mesure mentionnée dans la Note à laquelle il répond aujourd'hui. Le Soussigné est persuadé non seulement que, de cette façon, l'on évitera toute contestation qui pourrait survenir à l'occasion de la démarcation du territoire qu'on prétend litigieux, mais aussi que, la décision étant de la compétence des Plénipotentiaires des deux Nations, après l'examen nécessaire des titres de possession et les démarcations d'usage, l'on arrivera à une solution de la question, satisfaisante pour les



deux Nations et qui contribuera à resserrer davantage les liens d'amitié qui les unissent.

« En conformité de ce qui précède, le Soussigné écrira aussitôt que possible au Président de la Province du Pará afin qu'il expédie les ordres nécessaires pour la rigoureuse observation des conditions arrêtées dans la correspondance précitée, le Soussigné étant convaincu que, de son côté, le Gouverneur de la Guyane Britannique se conformera religieusement à l'accord établi entre les deux Gouvernements. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I., p. 182.)

Jusqu'à la conclusion de cet accord, le Brésil ne connaissait d'autre prétention anglaise que celle qui est formulée dans le *Mémorandum Ouseley* du 20 février, la ligne Mahú-Tacutú, et qui est renouvelée dans la *Note Hamilton* du 10 décembre. Cependant, quand l'accord avait été proposé, le conflit se limitait au village de Pirara. C'est ainsi que le comprend le Président du Pará dans sa dépêche à Aureliano du 26 octobre 1842. Il dit avoir expédié l'ordre d'éviter des collisions avec les Anglais dans le territoire neutralisé, mais que ceux-ci prétendraient peut-être considérer comme neutralisé un territoire plus étendu que celui que le Gouvernement Impérial avait en vue lorsque l'arrangement avait été conclu. « Le Gouvernement de Sa Majesté, ajoute-t-il, reconnaît comme neutre uniquement la localité de Pirara, mais nullement le territoire mesuré et délimité par Schomburgk après l'invasion de Pirara. » La première idée du Gouvernement Brésilien était, en effet, que cette neutralisation, ou modification de la possession brésilienne, devait se limiter à Pirara, et à ses environs immédiats. Aussi, quand Hamilton (*Note* du 17 août 1843) formule une réclamation contre certains faits qu'on alléguait s'être passés dans ces parages, Paulino de Souza répond aussitôt (*Note*

du 25 août) qu'il les ferait cesser, « s'ils sont reconnus exacts et ont été pratiqués dans les limites du territoire qui doit être considéré comme neutre jusqu'à ce que la véritable limite entre les deux pays soit définitivement fixée ». Cependant sans la neutralisation, étendue à tout le territoire qu'il plairait à la Grande-Bretagne de nous disputer, le Brésil aurait été placé dans l'alternative ou de subir en silence la spoliation, ou d'accepter la lutte qu'il avait voulu éviter. Le Gouvernement Brésilien était favorable à l'idée qu'en cas d'usurpation anglaise maintenue le Brésil affirmât son droit d'une façon quelconque. José Clemente Pereira, Ministre de la Guerre, écrivait au Président du Pará, le 30 octobre 1842 : « C'est un acte de grande prévoyance que d'avoir renforcé les garnisons des frontières ; et, quoique nous ne soyons pas en état de faire la guerre à l'Angleterre, si les forces de cette nation tentaient de commettre des actes de violente usurpation de quelque partie du territoire brésilien, Votre Excellence emploiera tous les moyens de résistance praticables avec la force armée, même dans le cas, qui est à craindre, que nos forces aient à céder à d'autres plus nombreuses, car il y a moins de mal à être vaincu qu'à permettre de porter atteinte à l'honneur et à la dignité nationale sans, au moins, y opposer quelque résistance qui les sauvegarde ». (*Ibid.*, p. 121.)

Certes, le Brésil, en stipulant la neutralité, n'avait en vue que le district envahi, c'est-à-dire celui de Pirara, tandis que les Anglais l'entendaient comme s'étendant à tout le territoire compris dans la ligne Schomburgk. Récemment la Grande-Bretagne aurait voulu pouvoir réduire la neutralisation au district de Pirara et garder sa liberté d'action dans le territoire disputé auquel, au début, il avait été si pénible pour le Brésil

d'admettre l'extension de l'accord. Le Gouvernement Brésilien, de son côté, qui avait proposé l'accord, quand il ne s'agissait que de Pirara, s'est toujours montré tout disposé à y comprendre les territoires à l'est du Mahú et du Tacutú, que l'Angleterre lui avait réclamés, mais a pensé, un moment, à en exclure le territoire entre le Mahú et le Cotingo, qui, même dans la proposition de Lord Aberdeen de 1844, resta en dehors de la prétention anglaise. Cependant toute la zone comprise dans le tracé Schomburgk est restée, de fait, sous l'influence de l'accord et a toujours été, depuis 1843, traitée comme étant *nullius in terra*.

Il est à remarquer que la neutralisation exclusive de Pirara et de la zone adjacente aurait impliqué le maintien de la possession brésilienne du reste du territoire contesté, car l'accès à ce territoire, du côté de la Guyane Anglaise, demeurerait ainsi empêché. La neutralisation du reste du territoire à l'ouest du Rupununi jusqu'au Tacutú et du territoire entre le partage des eaux et le Cotingo était donc une extension de l'avantage acquis par l'Angleterre. Elle ne pouvait pas avoir le territoire autour de Pirara neutralisé et, en même temps, avoir accès au territoire qui restait à l'ouest de manière à en acquérir la possession. Pour le Brésil c'était le contraire. La neutralisation de Pirara et de la zone environnante ne lui fermait pas l'accès à ses autres territoires du bassin du Tacutú. La neutralisation du territoire à l'ouest de Pirara était ainsi tout au profit des Anglais, puisqu'elle empêchait le Brésil de développer un territoire en sa possession, auquel la Grande-Bretagne, avec la neutralisation de Pirara, ne pourrait avoir accès. Pour le Brésil, la seule raison de laisser l'accord s'étendre jusqu'à ces territoires-là c'était, comme nous l'avons dit, qu'il n'avait

pas d'autre alternative pour échapper à une collision avec la Grande-Bretagne.

L'esprit de l'Accord de 1842 se trouve admirablement exposé dans la Note du 5 octobre de cette même année, par laquelle Aureliano réclame contre le procédé de Schomburgk d'ériger des bornes, avec les initiales de la Reine, en territoire neutre. Nous en reproduisons plus loin (page 167) le passage qui a été pour les deux pays, pendant les dernières soixante années, la loi de ce territoire.

---

## CHAPITRE III

### Déclaration officielle des prétentions anglaises (1843).

---

#### I

#### La Mission Araujo Ribeiro à Londres.

L'Accord de 1842 obligeait le Brésil à chercher sans retard une solution définitive, car c'était en réalité sa possession qui se trouvait empêchée. L'Angleterre ne perdait rien à laisser la question indéfiniment en suspens. Le territoire dont il s'agissait restait pour la Colonie entièrement en dehors de la zone qu'elle songeait alors à développer, tandis que, pour le Brésil, il était voisin de ses établissements du Rio Branco. L'existence à distance d'un jour et demi du Fort S. Joaquim en remontant la rivière, moins encore en la descendant, d'un territoire *nullius jurisdictionis*, dont il fallait respecter la neutralité, était un inconvénient, et pouvait devenir un danger. En outre, le développement de nos territoires du Tacutú était sacrifié à cause du voisinage de la zone que l'on

avait convenu de neutraliser, c'est-à-dire le district de Pirara. Pour la Guyane Britannique, cette neutralisation, nous l'avons dit, n'offrait aucun inconvénient, puisqu'elle n'avait aucun établissement à 5 degrés de latitude de Pirara. En 1843, le Gouvernement Impérial chargea donc de cette négociation à Londres son Ministre à Paris, Araujo Ribeiro, homme, à tous les points de vue, d'une culture supérieure. Après sa première entrevue avec Lord Aberdeen, Araujo Ribeiro formulait dans une Note du 5 novembre la proposition suivante :

« ART. 1. — Les terres appartenant aux Couronnes des deux Hautes Parties contractantes dans cette région de l'Amérique que l'on appelle Guyane seront limitées et séparées par une ligne de division qui, prenant naissance du côté de l'ouest dans la chaîne de Pacaraima, à l'endroit où commence le territoire appartenant à Sa Majesté Britannique, se continuera vers l'est, en suivant le prolongement de cette même chaîne, jusqu'à sa rencontre avec la source la plus septentrionale de la rivière Mahú, laquelle a pour affluent le Pirara et se jette dans la rivière Tacutú. De cette source, elle poursuivra dans la direction de la rivière Rupununi, ou Rupunuri, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive gauche de cette rivière, à l'endroit le plus proche du Mont Annay, qui se trouve, à peu près, par 4<sup>o</sup> de latitude Nord de la ligne équinoxiale.

« ART. 2. — Il est de l'intention des deux Hautes Parties contractantes que la ligne de démarcation décrite à l'article précédent laisse au Brésil, comme lui appartenant, toutes les terres arrosées par des sources, ruisseaux ou rivières dont les eaux coulent vers le sud et vers le Rio Branco et le Rio Negro ; et que, de même, elle laisse à la Guyane Anglaise, comme lui appartenant, toutes les autres terres arrosées par des sources, ruisseaux ou rivières qui, dans la direction opposée, vont grossir les cours d'eaux qui se déversent vers le nord. Pour obtenir ce résultat, la ligne de démarcation devra faire toutes les sinuosités que commanderont la direction et la situation des versants de ces eaux.

« ART. 5. — Du point où la ligne de démarcation rencontrera la rive gauche de la rivière Rupununi, ou Rupunuri, elle se dirigera vers le sud, le long de cette même rive, et ensuite elle la suivra jusqu'à la latitude de 2<sup>o</sup>

au nord de la ligne équinoxiale. De là, elle continuera vers l'est, suivant une autre ligne parallèle à l'Équateur, à cette même latitude de 2° Nord, et elle ira jusqu'au point où finissent, du côté de l'Orient, les domaines de la Couronne de Sa Majesté Britannique. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 206.)

Comme on le voit, la ligne Araujo Ribeiro était semblable à la ligne Schomburgk de la lettre à Buxton et, en partie, encore plus favorable à la Guyane Anglaise, attendu qu'elle prenait le Rupununi au quatrième degré Nord au lieu du troisième. Voici comment Araujo Ribeiro rapporte ce qui se passa dans l'entrevue qu'il eut avec Lord Aberdeen, le 15 novembre :

« J'ai eu aujourd'hui une entrevue avec Lord Aberdeen, qui m'avait invité à conférer avec lui au sujet de mon projet de limites. Il a commencé par dire qu'il ne voyait aucune difficulté qui pourrait nous empêcher de nous mettre d'accord sur cette question, que mon projet avait été soumis au Ministre des Colonies et que sur un seul point on demandait des modifications.

« Il protesta que ce n'était pas l'ambition de gagner du terrain qui lui inspirait cette modification, qu'ils en avaient assez, qu'ils ne se souciaient pas d'en avoir un peu plus ou un peu moins; que la véritable raison était la tribu d'Indiens établie au village de Pirara à qui ils étaient tenus, dans une certaine mesure, d'assurer protection, car ils avaient engagé leur parole. Et, prenant alors sur la table une carte de Schomburgk, il me montra tracées sur cette carte la ligne frontière de mon projet d'une part, et, d'autre part, une autre ligne qui, identique à celle-là, quant à la chaîne de Pacaraima, s'en détachait aux sources du Mahú, pour descendre le long de cette rivière jusqu'au Tacutú, puis remonter celui-ci jusqu'à ses sources pour rejoindre le tracé de mon projet au même point et à la même latitude de 2°. Il me montrait la bande de terre qui se trouvait entre les deux lignes, c'est-à-dire entre les rivières Rupunury et Tacutú, en disant qu'elle était de peu d'importance et qu'ils la réclamaient, non pas en raison du terrain, car ils n'en feraient pas le moindre cas, mais à cause des Indiens. J'observai que, s'ils ne faisaient pas cas du terrain, je ne voyais pas que les Indiens pussent fournir une raison suffisante pour que nous fussions privés de cette portion

de territoire, et que, s'ils tenaient à les garder sous leur protection, ils n'avaient qu'à les faire passer sur leur domaine, ou bien je m'engageais à ce que mon Gouvernement promet de ne point les molester mais de les bien traiter. Le Ministre me répondit, avec un rire sec et sur un ton moqueur, s'exclamant : *Nous fier à vos promesses! Nous fier à vos promesses!*... Surpris de tant d'aigreur je lui demandai quelle raison il avait de penser qu'on ne devait pas se fier à nos promesses. Il me répondit que nous avions fait beaucoup de promesses de bien traiter nos esclaves, mais que nous ne les avions jamais tenues. A quoi je répliquai qu'il était mal informé, que nos esclaves n'étaient point maltraités, que je n'avais même pas connaissance d'aucun pays à esclaves où ils fussent mieux traités. Il ajouta ensuite que la protection que nous avons coutume d'accorder aux Indiens consistait à les réduire en esclavage, ce à quoi je répondis qu'il était dans l'erreur, qu'au Brésil on ne réduisait pas les Indiens en esclavage. Il riposta que tout au moins nous les traitions en esclaves. Je ne pus m'empêcher, devant ce propos, d'objecter avec quelque véhémence qu'à en juger par les faits et par ce que l'expérience démontrait, le traitement que les Brésiliens imposaient aux Indiens, s'il était mauvais, était cependant bien préférable à celui qu'ils recevaient des Anglais; que c'était un fait notoire que la majeure partie des habitants des bourgs et des villages du Pará étaient des Indiens qui vivaient avec nous et qui partageaient notre bonne ou mauvaise fortune, tandis que, dans les établissements de la Guyane Anglaise, on ne trouvait pas d'indigènes parce qu'ils disparaissaient au contact des blancs; que, dans toutes leurs colonies, la présence de la race Anglaise était mortelle pour les indigènes; que, parmi nous, ils continuaient au moins d'exister, mais qu'avec les Anglais leur race s'éteignait complètement. *Ça tient à d'autres causes*, fut la réponse du Ministre. Puis, il continua à insister pour que j'acceptasse la ligne de démarcation proposée par lui; je lui répondis qu'il ne m'était pas possible de le faire, et, pour lui donner une raison, je lui dis que, par cette ligne, les principales sources du Rio Branco leur étaient attribuées, ce qui laissait nos frontières ouvertes de ce côté. Frontières ouvertes! répéta-t-il avec le même rire sec, qu'est-ce que des frontières ouvertes dans un pays comme celui-là, inhabité et ouvert de toutes parts? Sur ce, il me fallut lui expliquer ce que signifiait cette expression : à savoir qu'eux restant maîtres d'une des rives du Mahú et du Tacutú, ils navigueraient sur ces rivières, d'où ils voudraient étendre cette navigation, en descendant le Rio Branco et en la portant finalement jusqu'à



l'Amazone. Le Ministre écarta l'objection en disant qu'il était prêt à stipuler tous les engagements et conditions que je voudrais tendant à interdire, en tout temps, aux Anglais la navigation de toutes ces rivières; je me bornai à observer qu'aucune stipulation ne pouvait maintenant répondre de l'avenir, quand les bords des rivières indiquées seraient peuplés par ses compatriotes.

« Après une courte pause et quelque hésitation, lord Aberdeen renouvela les protestations qu'il avait déjà faites que son Gouvernement n'avait aucune ambition de gagner du terrain, qu'il n'en faisait pas de cas, qu'il en avait déjà beaucoup, etc., et répétant de nouveau qu'il n'avait en vue uniquement que la protection des Indiens de Pirara, il me demanda qu'au moins j'accordasse que ce village, voisin de la frontière que j'indiquais moi-même, appartenait au territoire anglais avec quelques milles de terrain alentour, que cela pouvait choquer la vue, sur une carte, que la ligne de démarcation formât en cet endroit comme un sac pour englober le village mentionné, mais qu'en définitive cela n'avait aucune importance; que ma ligne serait maintenue sur toute son étendue avec cette seule petite différence, laquelle était sans conséquence pour nous, mais l'était pour eux, parce qu'elle sauvegardait la protection promise.

« J'avoue à Votre Excellence que je me sentis alors fort perplexe et embarrassé, car mon adversaire me montrait l'exemple de la générosité, en abandonnant la presque totalité de ses prétentions et en n'insistant que sur un petit coin de terre qui en réalité ne me paraissait avoir aucune importance pour nous. Pour me donner le temps de réfléchir au moyen de sortir d'embarras, je pris la carte en mains, et après l'avoir examinée quelque temps, je déclarai que je ne voyais pas comment on pourrait, dans une convention, désigner cette boucle ou sac que devait faire la ligne de démarcation, qu'il n'y avait dans ce court espace ni rivières ni montagnes connues pour servir de limite; qu'il était probable que le village de Pirara, s'il n'avait pas encore cessé d'exister, ne tarderait probablement pas à disparaître et que d'ici à quelques années, il n'en resterait peut-être plus trace; et j'expliquai ensuite qu'un village d'Indiens comme celui-là avait une existence très précaire, que les tribus indigènes étaient nomades par nature, qu'elles ne se fixaient en un lieu que quand elles y trouvaient du gibier ou du poisson en quantité suffisante ou quand quelque autre raison extraordinaire les y engageait; que, dans le cas présent, c'étaient les missionnaires qui les y avaient attirés et les avaient fixés, mais que le mis-

sionnaire anglais étant mort, et le missionnaire brésilien étant parti, j'étais persuadé que tous ou la majeure partie des habitants du village avaient déjà disparu. Je fis observer, en outre, que la protection qu'on voulait exercer, visant les personnes, et non pas le lieu, il fallait s'arranger de manière que les Indiens passassent sur le territoire de la Guyane Anglaise et que, pour sauvegarder la susdite protection, on introduisit dans le traité un article déclarant que le Gouvernement du Brésil s'engageait à prêter tout le concours qui dépendrait de lui pour faciliter leur passage sur le territoire indiqué; et je terminai enfin en observant que cette insistance à proposer l'altération indiquée de la ligne me paraissait être un caprice qu'aucune raison plausible ne justifiait. Lord Aberdeen s'empressa de répliquer qu'il ne s'agissait en aucune façon d'une fantaisie, mais d'une question de point d'honneur et de parole engagée de la part du Gouvernement envers le Parlement et le public; qu'il avouait cependant ne pas savoir jusqu'à quel point était allé cet engagement parce qu'il n'avait pas lu la correspondance échangée à ce sujet, mais qu'il était certain, par le peu qu'il en savait, que les Indiens de Pirara avaient imploré la protection du Gouvernement Anglais et que celui-ci la leur avait promise; que finalement ce serait d'un mauvais effet au Parlement qu'on y présentât le traité de limites abandonnant le territoire de Pirara sans rien stipuler concernant la promesse faite aux Indiens.

« En réponse à cette objection, je me mis à expliquer que, quant à la demande de protection à laquelle on attachait tant d'importance, elle n'en méritait aucune en réalité; qu'au Brésil on n'avait considéré l'allégation de cette circonstance que comme le prétexte et non comme la véritable cause de l'invasion; que je pourrais lui prouver par des documents que ces mêmes Indiens ou ceux de ces mêmes régions étaient allés plus d'une fois au Fort de S. Joaquim demander protection et amitié au Gouvernement Brésilien ou à ses autorités, que c'était là une démarche qu'ils avaient coutume de faire pour obtenir les présents qui leur étaient ordinairement donnés dans ces occasions. Et, quant au jugement que pourrait faire le Parlement, j'objectai que ses membres devaient avoir connaissance de ce qu'étaient les tribus indigènes d'Amérique, qui changeaient constamment de demeure, et que si celle dont il s'agissait s'était fixée quelque temps à Pirara, cela était dû à la présence des prêtres dans cet endroit et surtout aux pièces de toile rouge, aux bouteilles d'eau-de-vie et à d'autres petits cadeaux du même genre dont ils renforçaient leurs prédications; mais que, cette cause ayant

cessé, il n'y avait plus de raison pour que les Indiens continuassent à séjourner dans cet endroit ou, tout au moins, pour qu'ils montrassent la moindre répugnance à l'abandonner, et qu'une fois qu'il serait stipulé qu'ils passeraient de l'autre côté de la frontière, où ils pourraient être protégés avec tout le zèle qu'on manifeste, le Parlement pourrait se déclarer satisfait.

« Le Ministre écouta ce que je lui dis, mais ne se montra pas ébranlé par toutes mes raisons et continua à insister sur la cession du village et de son district. Pour réfuter les difficultés naturelles dont j'invoquais l'existence comme s'opposant à ce que la ligne de démarcation pût décrire cette courbe avec clarté, il promit de faire rédiger un projet d'article qui devait faire cette description sans se heurter aux obstacles allégués ; mais, finalement, en présence de l'opposition que je continuai à faire, il prit le parti de me déclarer qu'il irait consulter de nouveau le Ministre des Colonies et que, d'après son avis, il déciderait si l'on maintiendrait la modification proposée de la ligne, ou si l'on s'en tiendrait à l'adjonction de l'article où le Brésil s'engagerait à protéger les Indiens. Je le priai de me faire la faveur courtoise de se décider pour la seconde alternative et nous demeurâmes d'accord que je viendrais chercher sa réponse après demain à trois heures et demie. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, 1, p. 208.)

Dans une autre entrevue, du 18 novembre, Araujo Ribeiro, en vertu de ce que lui avait dit Lord Aberdeen, présenta à celui-ci la rédaction d'un article se référant aux Indiens du village de Pirara pour être ajouté au traité de limites. Voici comment il rend compte de ce qui se passa dans cette séance ; la lecture de sa dépêche au Gouvernement Impérial est indispensable pour l'interprétation de la Note verbale que Lord Aberdeen lui adresse le lendemain :

« Je me suis rendu hier auprès de lord Aberdeen, en son Secrétariat d'État, à l'heure dont nous étions convenus, et, dès que j'y arrivai, un fonctionnaire de ce département me vint dire que le Ministre était allé à un conseil de cabinet qui l'occuperait toute l'après-midi, que si je n'en avais pas été prévenu, c'était sans doute par oubli et que, quand il serait de retour au Secrétariat, il m'enverrait un avis fixant un autre jour et une

autre heure pour me recevoir. Je reçus en effet, ce matin, cet avis me convoquant à quatre heures de l'après-midi et, m'étant présenté à l'heure dite, je n'obtins audience qu'après cinq heures.

« Lord Aberdeen me déclara que son collègue, le Ministre des Colonies, lui avait fait observer que le Parlement ayant été informé de la question soulevée à propos des Indiens du Pirara, il devenait nécessaire qu'on englobât ce village et son district dans le territoire de la Guyane Anglaise pour sauvegarder la dignité du Gouvernement; puis il en revint à son argument sur le peu d'utilité de ce petit coin de terre, s'efforçant de me persuader de ne faire aucune difficulté à le céder.

« En réponse à tout ce qu'il me dit dans ce sens, j'insistai, de mon côté, sur les arguments que j'ai déjà exposés à Votre Excellence, en ajoutant que, s'il était vrai que c'étaient les Indiens et non la terre que le Gouvernement Anglais entendait protéger, je lui proposerais un article qui, en servant ces vues, pourrait en même temps sauvegarder la dignité du même Gouvernement en contentant les gens les plus scrupuleux touchant la protection des indigènes. Je lui présentai en effet et lui lus, traduit en français, l'article n° 4 dont ci-joint la copie.

« Lord Aberdeen l'écouta avec attention et, cessant immédiatement d'insister sur la cession du village, se mit à discuter le texte de mon article pour me persuader d'y ajouter, à la fin, que Sa Majesté l'Empereur du Brésil s'engageait également à protéger les Indiens au cas qu'ils resteraient au Pirara. Je crus devoir m'y opposer, alléguant que ceux qui préféreraient rester sur le territoire brésilien seraient des sujets de la Couronne Brésilienne, et qu'un Gouvernement se plaçait en une fâcheuse posture en s'engageant envers un État étranger à protéger une certaine classe ou une partie de ses propres sujets. Lord Aberdeen répondit que l'Angleterre, considérant qu'elle faisait une cession de territoire, avait le droit de poser des conditions à cette cession et que la seule qu'elle imposait était l'engagement d'assurer ladite protection aux Indiens.

« Je rétorquai que le Brésil se considérait lui aussi comme faisant une cession de territoire, et était également en droit de s'opposer à ce qu'il vint encore s'ajouter à cette cession une condition désavantageuse. Il observa alors que si nous voulions stipuler que l'Angleterre s'engagerait aussi, de son côté, à protéger les Indiens, on pourrait se mettre d'accord sur ce point sans la moindre difficulté de sa part, mais il ajouta que nous n'avions aucun intérêt à une semblable stipulation. Je lui dis qu'en effet nous n'y

avons aucun intérêt et je commençai alors à lui parler de la différence qu'il y avait à cet égard entre un gouvernement faible et un gouvernement fort, et à lui exposer que, si l'Angleterre s'engageait envers le Brésil à protéger une tribu d'Indiens de sa Guyane, personne ne croirait qu'elle eût perdu pour cela quelque chose de sa dignité, mais que si c'était le Brésil qui s'engageait envers l'Angleterre les choses changeaient complètement d'aspect. Le Ministre reprit alors la carte, répétant encore que la cession du village et de son district n'était d'aucune importance et, comme je lui dis que le village ne se trouvait pas aussi près du Rupununi qu'il le supposait et que, si l'on élargissait un peu son district, la frontière pourrait toucher le Tacutú, il s'exclama qu'il était singulier que nous nous montrassions si jaloux de nos droits sur ces rivières et que nous eussions tant de crainte que les Anglais s'en rapprochassent, et cela dans un pays aussi désert que celui dont il s'agissait. Je lui répondis que nous n'avions aucune crainte à l'égard du Gouvernement actuel de l'Angleterre, mais qu'en faisant cette convention de limites ce n'était pas tant le présent que l'avenir que j'avais en vue. Je lui citai ce qui nous arrivait avec la France et lui dis qu'il n'avait pas idée des mortifications par lesquelles passait un petit État quand il avait à débrouiller des questions de frontières avec une nation puissante. Le Ministre insista à nouveau sur l'addition qu'il avait proposé au texte de mon article; mais je lui déclarai avec beaucoup de fermeté que je ne voyais aucune puissante raison qui pût justifier tant d'insistance de sa part sur une chose qui humilierait mon Gouvernement et j'ajoutai que, depuis quelque temps, l'Angleterre ne cessant *de nous chercher querelle à tout propos*, on considérerait, au Brésil, cette addition comme un autre motif ou une source de nouvelles querelles. Pour ce qui est des motifs de querelles, répartit le Ministre, il y en a déjà beaucoup et même trop pour que je cherche à en créer de nouveaux.

« Cette discussion se termina là-dessus comme les précédentes, Lord Aberdeen me disant qu'il lui fallait consulter son collègue, Ministre des Colonies, pour savoir s'il se contenterait de mon article tel qu'il était, en ajoutant que c'était ce Ministre et non lui-même qui aurait à répondre devant le Parlement de ce qui serait définitivement convenu. J'oubliais de relater qu'au cours de cette entrevue, lord Aberdeen m'ayant dit, sur une interrogation de ma part, qu'il lui semblait que les Indiens existaient encore réunis au Pirára, et que le ministre Youd avait été remplacé par un autre missionnaire, je lui déclarai que j'étais prêt, dans ce cas, à ajouter dans mon

article, aux mots : *qui ont formé le village de Pirara*, les suivants : *ou qui pourraient encore y exister.* » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 212.)

L'article proposé au comte d'Aberdeen par l'Envoyé du Brésil, dont il est question dans cette dépêche, était celui-ci :

« ART. 4. — Sa Majesté l'Empereur, voulant donner une preuve de la considération qu'il a pour la sollicitude manifestée par Sa Majesté Britannique à l'égard du sort des Indiens Macoxis ou Macussis qui formèrent le village de Pirara, se compromet à prêter l'assistance et la protection qui dépendra de Lui pour faciliter le passage de ces Indiens vers le territoire de la Guyane Anglaise dans le cas qu'ils préfèrent de devenir des sujets de la Couronne d'Angleterre. »

A la suite de l'entrevue qu'ils avaient eue, Lord Aberdeen écrit à Araujo Ribeiro :

« The Earl of Aberdeen presents his compliments to the Chevalier de Ribeiro and has the honour to inform him that he has referred to Lord Stanley, Her Majesty's Principal Secretary of State for the Colonial Department, the Article relative to the Macusi Indians which M. de Ribeiro has offered to add to the draft, proposed by him, of the convention intended to settle the boundary between British Guiana and Brazil.

« Lord Aberdeen begs to state to M. de Ribeiro, that although Her Majesty's Government would be prepared to adopt at once the modification of the line of boundary proposed by M. de Ribeiro by substituting the Rivers Mahu and Tacutu for the Rupununi, they will be under the necessity of consulting the Lieutenant Governor of British Guiana respecting the circumstances of the Indians in the immediate neighbourhood of Pirara and the present state of that settlement, before they can pronounce any opinion whith regard to the Article now suggested by M. de Ribeiro. Foreign Office, November 23, 1845. » (Traduction page 214. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, I.)

« Le langage employé par Lord Aberdeen dans sa dépêche, dit le Mémoire Anglais, p. 125, n'est pas trop précis, mais il

est évident que la ligne qu'il proposait était celle du Mahú et du Tacutú, et que rien ne justifie le Gouvernement Brésilien à soutenir, comme il l'a fait de temps en temps, que Lord Aberdeen aurait accepté la proposition de Senhor Ribeiro . » Ce que le Brésil avait ainsi compris est appelé ailleurs (p. 129) une « erreur extraordinaire ». C'est en s'adressant au Gouvernement Anglais lui-même et en contestant sa prétention actuelle que le Gouvernement Brésilien crut pouvoir alléguer, dans la correspondance diplomatique, l'attitude plus favorable qu'avait eue Lord Aberdeen en 1845, et qu'il connaissait par les informations d'Araujo Ribeiro. Cette attitude, en effet, même d'après ce qu'avoue le Mémoire Anglais, quoiqu'il trouve le langage de la note *pas trop précis*, n'est pas aussi extrême que l'aurait voulu Schomburgk. Que Lord Aberdeen n'avait pas demandé le Cotingo mais le Mahú, nous le savons par les dépêches d'Araujo Ribeiro, par la Note même de Lord Aberdeen, par l'admission du Gouvernement Anglais dans son Mémoire, connaissant ses archives comme il les connaît, et aussi par un Mémoire de Schomburgk du 26 Décembre 1844, que nous reproduisons des documents présentés par la Grande-Bretagne dans le litige avec le Venezuela.

Nous soulignons quelques passages de ce dernier document adressé à Lord Stanley :

« Comme il est probable que tôt ou tard la délimitation des frontières entre la Guyane Anglaise et le Brésil sera reprise par le Gouvernement de Sa Majesté, je me permets d'attirer l'attention de Votre Seigneurie sur les avantages que la ligne, telle qu'elle a été proposée par Votre Seigneurie et communiquée au vicomte Canning par M. le Sous-Secrétaire Stephen, dans sa lettre du 14 novembre 1843, offrirait à la Colonie Britannique sous le rapport politique, puisqu'elle conserverait le contrôle des voies de partage qui existent entre les affluents de l'Amazone et ceux de l'Essequibo. Seu-

lement, je vous demande la permission de faire observer que la ligne frontière, au lieu d'être tracée vers l'est, ou parallèlement à l'équateur, à partir des sources du Takutu (qu'à l'époque de la proposition de Votre Seigneurie on avait supposé se trouver sous le 2<sup>e</sup> degré de latitude, alors qu'à l'occasion de la reconnaissance actuelle de cette rivière, on a reconnu qu'elle se trouvait à 1<sup>o</sup> 46' de latitude Nord), devrait se continuer vers le sud-sud-est jusqu'aux sources de l'Essequibo et de là jusqu'aux sources du Corentyn, en suivant la direction du versant entre l'Essequibo et les rivières Caphiwuin ou Apinian et Wanamu, jusqu'à ce que cette ligne atteigne les sources de la rivière Cutari. Cette rivière est la source occidentale du Corentyn; le Curuni forme la source orientale. Une telle ligne de démarcation réserverait à la Guyane Anglaise le cours entier du plus noble fleuve de cette colonie, qui autrement tombe dans le Brésil dans son cours supérieur. Aucun Européen, ni aucun Brésilien, n'a jamais visité le Haut-Essequibo avant ou après mes explorations, et je ne puis m'imaginer sur quelles bases raisonnables le Brésil y établit des prétentions.

« Si un traité définitif est basé sur la proposition de Votre Seigneurie de reconnaître le Takutu et le Mahu comme rivières frontières entre le Brésil et la Guyane Anglaise, le village de Pirara et une partie des savanes seront dans les limites du territoire britannique et un des buts à désirer sera atteint non seulement au point de vue politique, mais aussi pour le bien des Indiens. Mais il y a une autre raison qui me donne la hardiesse de recommander, en toute soumission, à la décision de Votre Seigneurie de ne pas dévier vers l'est de cette ligne, c'est que la structure géologique de ce territoire ressemble d'une telle façon à celle de Villa Rica, dans Minas Geraes, qu'on estime être le district le plus riche du Brésil en métaux précieux, que, par analogie, on pourrait considérer ces régions avec intérêt.

« Parmi les spécimens géologiques que j'ai rapportés des rivières Takutu et Cotinga se trouve l'itacolumite, qui forme les plus riches mines dans Minas Geraes; et j'ai trouvé, près de la rivière Cotinga, un conglomérat qui ressemble de très près à la matrice du diamant du Brésil.

« Je ne prétends pas qu'on puisse dire avec certitude que ces régions contiennent de l'or en quantité ou des diamants à cause de la présence d'un roc semblable à celui qui contient ces pierres précieuses à Minas Geraes; mais, puisque Votre Seigneurie a déjà proposé de prendre les rivières Takutu et Mahu comme ligne provisoire, la structure géologique du district adjacent à leurs rives pourrait être une raison additionnelle de ne pas dévier



vers l'est de ces rivières, si le règlement de cette question venait à être de nouveau discuté. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 155).

Ce Mémoire a été, comme nous l'avons dit, présenté par la Grande-Bretagne dans sa preuve contre le Venezuela. S'il avait été également produit dans ce litige, qu'il intéresse au moins autant, nous demanderions copie de la lettre du 14 novembre 1845 du Sous-Secrétaire Stephen à Lord Canning, à laquelle se réfère Schomburgk. L'Arbitre, à qui appartient le droit de réunir tous les éclaircissements accessoires que les Parties sont en situation de fournir, peut cependant appeler au débat cette pièce importante.

Nous avons ainsi la confirmation par des documents anglais, à cette date même du 14 novembre 1845, de la première attitude de Lord Aberdeen rapportée par Araujo Ribeiro. Le Brésil prétend que la Note verbale de Lord Aberdeen, du 25 novembre, est la preuve officielle anglaise de l'exactitude de la relation que fait Araujo Ribeiro à son Gouvernement, c'est-à-dire, de l'acceptation par Lord Aberdeen, non, certes, formelle ou définitive, mais en principe et conditionnelle, de la limite par le Rupununi. Araujo Ribeiro rapporte que Lord Aberdeen avait d'abord demandé que le village de Pirara, avec quelques milles de terrain, demeurât compris dans le territoire anglais, mais qu'ensuite il avait consenti à discuter les termes de la garantie qu'Araujo Ribeiro avait offerte au nom de l'Empereur du Brésil. En effet, à la clarté de la dépêche d'Araujo Ribeiro à son Gouvernement, la Note de Lord Aberdeen ne peut être lue que d'une façon : « Le Gouvernement Anglais est prêt à adopter immédiatement la ligne Mahú-Tacutú; il lui faut, cependant s'entendre avec le Gouvernement de la Colonie pour

savoir si la limite par le Rupununi est acceptable, du moment que le Brésil s'engage à faciliter le passage dans le territoire anglais des Indiens qui réclameraient la suzeraineté britannique. Si elle n'était pas l'admission conditionnelle de la limite du Rupununi, le sens de la Note ne se comprendrait pas. » Si Lord Aberdeen n'y admettait pas cette limite, mais au contraire insistait sur la ligne Mahú-Tacutú, pourquoi annoncerait-il au Ministre du Brésil qu'il allait prendre l'avis du Gouverneur de la Guyane Anglaise au sujet des Indiens vivant dans le voisinage de Pirara et sur l'état actuel de cet établissement avant de pouvoir émettre une opinion relativement à l'article suggéré?

L'article en question avait été rédigé pour répondre à l'objection de Lord Aberdeen relative aux Indiens de Pirara; s'il n'était question que de la limite Mahú-Tacutú, le Gouvernement Anglais n'avait pas à se préoccuper du sort de ces Indiens, attendu que, dans ce cas, Pirara serait territoire anglais. La Note est ainsi le complément des dépêches du négociateur brésilien des 15 et 18 novembre et la contre-épreuve de ce qu'il y relatait.

La question, d'après la seconde de ses dépêches, aurait pris fin si Araujo Ribeiro avait accepté la proposition de Lord Aberdeen d'attribuer le territoire de Pirara à la Guyane Anglaise. C'était là une proposition non seulement de Lord Aberdeen, mais aussi, comme on le voit par l'historique de la seconde entrevue sur ce sujet, de Lord Stanley, depuis Lord Derby, dont le Foreign Office, dans cet intervalle, avait pris l'avis. La ligne de partage des eaux jusqu'au Mont Annai, du Rupununi et du parallèle 2° N. serait devenue, depuis 1843, la limite des deux nations si le Plénipotentiaire brésilien avait

consenti à laisser à la Guyane Anglaise le village de Pirara et une bande de terre pour le relier au Rupununi. L'aurait-elle été sans cette modification, si Araujo Ribeiro n'avait pas repoussé l'exigence de Lord Aberdeen que le Brésil garantît dans le traité la protection aux Indiens qui resteraient à Pirara ? Nous ne le croyons pas, non seulement parce que Lord Aberdeen ne montra pas qu'il avait pour une telle transaction l'assentiment du Ministre des Colonies, principalement responsable dans cette sphère du gouvernement, mais encore parce qu'on ne comprendrait pas qu'Araujo Ribeiro eût refusé, pour un tel motif, la reconnaissance de la frontière qu'il avait lui-même proposée. S'il s'est refusé à ajouter au nouvel article la clause dictée par Lord Aberdeen, ce fut, on peut en être sûr, parce qu'il lui sembla que le sort de son projet dépendait du Ministère des Colonies et, pour ce Ministère la cession effective de Pirara.

La Mission Araujo Ribeiro échoua bientôt après sur la proposition d'un traité de commerce qu'il voulait également conclure. Quant au traité de limites, il avait compris que la consultation faite au Gouverneur de la Guyane Anglaise équivalait au refus de la seule ligne qu'il pouvait accepter. Cette ligne est la même, dans la partie de la frontière non encore résolue par accord direct, que le Brésil défend à présent.

## II

### Fixation de la Prétention Anglaise par le Mahú.

L'importance, pour nous, de l'attitude de Lord Aberdeen et de Lord Stanley, en 1843, n'est pas seulement dans le fait

qu'ils avaient adopté, au moins en principe, la ligne Araujo Ribeiro, à l'exception seulement du village de Pirara. Si ce fait est contesté malgré la preuve diplomatique que nous offrons, nous n'y insistons pas. Il demeure cependant hors de doute, pour ce qui n'est pas contesté, que la première ligne proposée officiellement par l'Angleterre fut la ligne Mahú-Tacutú. Schomburgk, dans son rapport du 16 juillet 1859, avait formulé la prétention anglaise, et Lord Palmerston ainsi que Lord John Russell, d'accord avec le Gouverneur de la Guyane Anglaise, lui avaient donné carte blanche pour la démarcation, qu'il fera effectivement par le Cotingo et non par le Mahú. Ces Ministres de la Couronne, dont la responsabilité était bien différente de celle de l'explorateur étranger qui s'offrait à procéder à la démarcation, avaient présents, quant à ce point, les propres termes du rapport qu'il leur avait soumis. Dans cette pièce, qui est son Mémoire du 1<sup>er</sup>, du 16<sup>e</sup> juillet 1859, la frontière par le Cotingo était établie à peine comme un desideratum; outre le territoire que l'on acquerrait à l'ouest du Mahú, Schomburgk attachait une grande importance à cette région qu'il croyait, ainsi que nous l'avons vu, pouvoir être aussi riche en or et en diamants que le district de Villa Rica dans Minas Geraes; mais Schomburgk lui-même avait formulé la simple objection par laquelle le Brésil détruirait une telle prétention, rien qu'en en appelant au système même des divisions naturelles: la rivière la plus voisine de la ligne de partage dans le bassin amazonien n'est pas le Cotingo, mais le Mahú. Lord Aberdeen et Lord Stanley ne songèrent pas à demander au Brésil une frontière qu'il était impossible de justifier, d'après Schomburgk lui-même, constitué en cette question le seul et exclusif oracle de la Guyane Anglaise.

Il est certain que Schomburgk avait émis l'idée qu'on tentât d'obtenir du Brésil la frontière du Cotingo, « soit par cession ou autrement », mais le Gouvernement Anglais ne comptait pas suivre cette ligne dans la négociation diplomatique. Dans son Mémoire du 20 février 1841, la Légation Anglaise à Rio de Janeiro n'avait fait allusion qu'au Mahú et au Tacutú. L'attitude assumée par Lord Aberdeen et par Lord Stanley en 1845 fixe ce point pendant plus de cinquante ans. En effet, de 1845 à 1890, aucune proposition n'est faite par l'Angleterre; quand une autre est faite en 1891, presque cinquante ans après, par Sir Thomas Sanderson, c'est encore la ligne du Mahú qui est présentée. Tout récemment, la Grande-Bretagne montrera un plus grand intérêt pour la rive droite du Tacutú jusqu'au Cotingo et attachera même une plus grande importance à la partie du territoire qui se trouve entre le Cotingo et le Mahú, qu'à l'isthme situé entre le Rupununi et le Tacutú (proposition de Lord Salisbury du 24 mai 1898); mais il s'agit, dans ces divers cas, de propositions de transaction, et non de la ligne de droit.

Dans l'historique de la prétention anglaise, en ne tenant pas compte de ces dernières années, la ligne officielle de la prétention est ainsi la ligne Mahú-Tacutú. Nous regrettons, nous devons le répéter, que parmi les documents anglais ne figure pas la lettre, du 14 novembre 1845, du Sous-Secrétaire Stephen au vicomte Canning, dont parle Schomburgk dans son Mémoire du 26 décembre 1844, lequel n'est pas, non plus, produit par la Grande-Bretagne dans ce débat. Nous sommes certains que la correspondance échangée entre le Foreign Office et le Colonial Office, ou entre celui-ci et le Gouverneur de la Guyane Anglaise, ainsi que les notes prises, dans ces dépar-

tements d'État, à l'occasion des entrevues avec Araujo Ribeiro, ne démentiraient pas la correspondance officielle de l'agent brésilien, mais viendraient au contraire prouver, avec elle, que l'intérêt anglais se réduisait alors à la question de la Mission et des Indiens de Pirara, à cause de l'agitation protestante et philanthropique provoquée dans le Parlement et dont Schomburgk, dès le commencement, avait eu l'habileté d'entourer, comme de rites protecteurs indispensables, le noyau des acquisitions qu'il projetait.

## CONCLUSION

### La Prétention Anglaise œuvre exclusive de Schomburgk.

Nous avons achevé d'exposer, depuis ses premières origines jusqu'à sa formation définitive, l'histoire de la prétention anglaise. L'idée éclôt spontanément dans l'esprit de Schomburgk ; dès que celui-ci l'annonce pour la première fois, elle est aussitôt adoptée sans examen par le Gouverneur de la Guyane Anglaise; ensuite, elle est communiquée au Gouvernement Brésilien dans les termes mêmes de Schomburgk, — la frontière alternative du Cotingo étant écartée pour celle du Mahú, — mais cependant encore d'une façon dubitative, par la Légation de la Grande-Bretagne à Rio de Janeiro; enfin, elle est présentée formellement au négociateur Brésilien à Londres par le Secrétaire d'État des Affaires Étrangères comme étant la prétention de l'Angleterre, après avoir donné lieu à l'invasion à main armée du territoire brésilien par des troupes anglaises, conflit résolu par la neutralisation du territoire envahi. Tout cela a lieu entre les années 1838 et 1845. Cependant, comme Schomburgk avait décidé les missionnaires de Bartika à établir une nouvelle Mission à Pirara, comme, depuis qu'il avait visité l'intérieur de la Guyane Anglaise, il avait conçu le plan d'en lever la carte, et peut-être même de devenir le négociateur

des limites, qu'il s'offre à être plus tard <sup>56</sup>, on peut marquer la période de 1835 à 1845 comme celle pendant laquelle, avec les contradictions et les vacillations que nous avons signalées, a eu lieu dans son esprit l'élaboration complète de la prétention anglaise. C'est de cette manière que, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique du Sud, surgit une prétention étrangère aux territoires portugais du bassin amazonien du Rio Branco.

Nous avons démontré dans le *Premier Mémoire Brésilien* que, jusqu'à ce que se soit formée cette opposition anglaise, en 1840, jamais la souveraineté portugaise, depuis brésilienne, sur ce bassin, toujours reconnue par les Hollandais, n'avait été un instant mise en question par la Grande-Bretagne. Nous croyons avoir également démontré, dans ce *Second Mémoire*, que cette prétention, dont la date récente peut être indiquée d'une façon précise, avait été une conception tout individuelle du voyageur allemand Robert Schomburgk, désireux de faire pour le compte du Gouvernement Anglais la démarcation de toutes les frontières de la Guyane Anglaise avec le Venezuela, le Brésil et la Hollande. Nous possédons le journal de ses expéditions, sa correspondance avec les autorités anglaises de la Colonie et de la Métropole, et ces documents nous permettent de suivre la

---

56. « Telles sont les circonstances qui rendent si hautement désirable que le Gouvernement de Sa Majesté insiste, autant que les circonstances le permettront, auprès des Gouvernements intéressés dans la question, pour qu'on hâte le règlement des frontières; et si Votre Excellence considère que je possède les qualités nécessaires pour que cette négociation me soit confiée, mes services sont à la disposition du Gouvernement de Sa Majesté. » (Schomburgk à Lord Stanley, le 1<sup>er</sup> Nov. 1844. *Venezuela Boundary — App. to British Case*, VII, p. 57.)



marche de ses idées sur les limites et le procédé par lequel il arriva à composer la ligne connue sous son nom. Ce travail, nous l'avons fait. Nous avons montré comment, en 1855 et en 1856, la frontière entre le Brésil et la Guyane, telle qu'il l'avait trouvée établie, était formée par l'Annai et le Rupununi ; c'est là sa première révélation à la Société Royale de Géographie de Londres, révélation acceptée et accueillie comme étant conforme aux documents portugais du XVIII<sup>e</sup> siècle par son maître Alexandre de Humboldt qui les avait étudiés. Voilà quelle fut la première ligne-Schomburgk. Nous avons montré comment, en 1858, la limite était encore pour lui le partage des eaux et le Rupununi, plus la chaîne d'Acaray : « En tout cas, la ligne de partage des eaux entre les rivières qui sont tributaires de l'Essequibo d'un côté, et de l'Amazone de l'autre, constituerait la frontière la plus naturelle.... En là prolongeant, cette ligne frontière aboutit au Rupununi par le 5<sup>e</sup> degré de latitude et suit la rivière jusqu'à sa source. La division la plus naturelle serait, à partir de là, par la chaîne Acaray jusqu'aux sources de l'Essequibo. » (Lettre à Buxton.) Cette ligne, bien qu'elle ne soit qu'un simple développement de la première, présentée au Parlement dans une publication officielle du Gouvernement Britannique, peut être appelée la seconde ligne-Schomburgk. Cependant Schomburgk avait conçu l'espoir d'être employé à dresser la carte de la Guyane Anglaise. Dès 1858, nous le voyons s'offrir au Gouvernement pour ces travaux (Lettre à Light du 18 septembre 1858). Vu sa qualité d'étranger, il fallait, pour être préféré, que son projet de limites satisfît la Colonie en lui ouvrant les plus grandes perspectives. Il lui manquait, en effet, comme étranger, l'autorité nécessaire pour proposer une ligne qui ne fût pas extrême. « Je ne puis

être de son avis, écrivait par exemple le D<sup>r</sup> Hancock, sur la proposition d'abandonner au Brésil le territoire à l'ouest du Riponony et au sud du troisième degré N., et je ne puis comprendre, non plus, que la nature indique la chaîne Acaray comme la frontière de la Guyane Anglaise au sud. » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 55.) Il prévoyait ce genre d'opposition s'il continuait à s'astreindre à ses opinions de 1855 et de 1858. Mais il y avait une autre raison qui l'empêchait de proposer une ligne basée sur le droit ou sur l'histoire, c'est qu'il ne connaissait pas les précédents hollandais, anglais et portugais. Il lui manquait tous les éléments que le seul examen des lieux ne pouvait fournir. Sa proposition ne pouvait se baser, à défaut de l'appropriation matérielle du territoire, que sur la plus grande convenance anglaise. Nous avons montré qu'elle n'eut pas d'autre fondement.

Telle est la genèse de sa troisième ligne, que la Grande-Bretagne revendique aujourd'hui. C'est la seule solution du problème qui lui ait paru propre à atteindre le but qu'il se proposait, outre qu'elle satisfaisait l'ambition, qui alors déjà le possédait, d'agrandir l'Empire Britannique. Ainsi s'expliquent sa démarche auprès du Gouverneur de la Guyane Anglaise, en juillet 1859, et la présentation de son Mémoire sur la nécessité de la démarcation des frontières de la Colonie, avec le tracé déjà tout fait de cette démarcation. C'est lui qui en serait chargé; ce ne pouvait être que lui : « Si la proposition est acceptée, on peut commencer immédiatement les travaux topographiques. »

Il n'y a rien qui doive surprendre dans le procédé de Schomburgk; tout s'y explique par l'identification naturelle de sa vie avec l'objet auquel elle se trouvait circonscrite. Dans sa jeunesse, il avait aspiré à la science pure; mais, d'un côté, le cli-

mat équatorial, les privations de toutes sortes qu'il eut à endurer dans les déserts de la Guyane (« quelquefois nous ne rencontrions, pendant des mois entiers, pas une seule habitation humaine qui pût nous offrir le confort le plus élémentaire » — Schomburgk à Stanley, 1<sup>er</sup> nov. 44), avaient ruiné sa santé; d'un autre côté, la part qui lui échut, dans cette région, d'être son révélateur scientifique, l'emploi que, là, il donna à ses facultés incontestables d'explorateur, y avaient fixé son destin. Après tant de sacrifices, confiné dans cette spécialité, les forces diminuées (tout cela il l'alléguera dans sa correspondance avec le Colonial Office), son intérêt matériel autant qu'intellectuel était désormais d'associer sa fortune à la fortune de la Grande-Bretagne. Pour cela, il commençait par lui offrir au cœur des Guyanes, avec les perspectives imaginaires qu'il aimait à tracer, de vastes territoires, auxquels, si, un jour, ils étaient incorporés à la Couronne Britannique, l'historien aurait à attacher exclusivement son nom.

Jusqu'en 1842, il n'y a que ce que Schomburgk suggère. C'est lui seul qui, dans la Colonie, connaît la région; c'est de lui, l'exploration faite; de lui, les limites que tous acceptent, d'abord celle de l'Annay et du Rupununi, celle du partage des eaux et du Rupununi au sud du 5<sup>e</sup> degré de latitude, puis la ligne Mahú-Tacutú, ou bien, s'il était possible de l'obtenir, la ligne Cotingo-Tacutú; de lui, le Rapport au Gouverneur de la Guyane; de lui, l'idée d'établir d'avance les bornes sur la frontière (*Ann. Mém. Angl.*, III, 95); de lui, l'idée d'exiger du Brésil le retrait du détachement de Pirara (*Ibid.* 95), comme c'était lui aussi qui avait choisi Pirara pour siège de la Mission protestante qui devait provoquer le conflit, nécessaire pour l'invasion armée et pour l'interruption de la possession dont le

Brésil était investi; de lui, la suggestion de neutraliser Pirara et le territoire des tribus environnantes, mesure préliminaire pour arriver à la création, dans une longue suite d'années, d'un titre anglais de souveraineté basé sur un simulacre de plébiscite indigène (*Ibid.* III, 93); de lui, le Mémoire remis par la Légation Anglaise au Gouvernement Brésilien, en 1841, faisant, pour la première fois, allusion à un titre *probable* de la Grande-Bretagne; de lui, chaque argument présenté de la part de l'Angleterre, chaque suggestion, chaque attitude, excepté les solutions conciliatrices amenées par les événements et contre lesquelles il était impuissant à réagir, telles que le retrait de l'expédition, la destruction des bornes qu'il avait posées, l'offre en 1843, lorsque la prétention est définitivement formulée, de la frontière par le Mahú et le Tacutú, au lieu de son conseil extrême, la ligne du Cotingo.

La prétention a donc été tout entière, pièce par pièce, une création de Schomburgk, sans précédents pour la justifier, sans autre appui que, d'un côté, l'appel à l'intérêt philanthropique de l'Angleterre, par l'agitation autour de la persécution des aborigènes et, de l'autre côté, l'appel à sa susceptibilité protestante par l'agitation autour de l'expulsion du missionnaire anglais. Elle a été ainsi l'œuvre d'un Allemand, donc une conception étrangère, à laquelle, par là, manquaient la conviction et l'affirmation de leur droit, caractéristique des Hollandais, anciens maîtres d'Essequibo, et des Anglais qui leur avaient succédé dans cette possession, et qui, depuis 1781, n'avaient pas une seule fois compris ces territoires dans les limites de la Colonie.

LIVRE II

LE TERRITOIRE CONTESTÉ  
SOUS LE RÉGIME DE LA NEUTRALISATION

---

CHAPITRE I

L'attitude du Brésil.

I

La situation est la même depuis l'Accord.  
Un Rapport du Conseil d'État du Brésil.

Nous venons de voir dans le premier chapitre comment la prétention anglaise a été conçue par Schomburgk, ses incertitudes s'étant dissipées devant ses vastes plans ; l'atmosphère, d'abord extra-officielle, dont il l'entoura jusqu'à ce qu'elle prit corps dans l'opinion humanitaire et protestante de l'Angleterre ; les perspectives illimitées qu'il ouvrit à la Colonie pour faire accepter sur-le-champ sa proposition par ses auto-

rités, enfin l'adoption de ce projet par le Gouvernement Britannique et l'envoi à Pirara d'une « armée de conquête », comme l'appelle son frère Richard Schomburgk. Nous avons vu, d'un autre côté, que cette violence fut rendue inutile en droit par la protestation et l'attitude diplomatique du Brésil; que l'Angleterre retira ses troupes, et fit elle-même effacer les marques mises par Schomburgk; que les deux Gouvernements stipulèrent entre eux, comme solution du conflit matériel, la neutralisation du Territoire Contesté, dont le Brésil avait la possession immémoriale, pas une seule fois troublée depuis l'invasion espagnole de 1775, aussitôt repoussée.

C'est cet état provisoire de droit et de fait qui dure depuis lors.

Dès la mise à exécution de l'accord de 1842, le territoire neutralisé fut laissé entièrement aux Indiens. En 1843, la Commission créée par le Gouvernement Brésilien à l'effet d'explorer et d'examiner les terrains contestés par l'Angleterre arriva à Pirara et dressa la carte de ce district. D'une expédition anglaise qui plus tard pénétrera dans ces territoires pour en étudier la formation géologique, la Grande-Bretagne se fait un titre dans ce litige; le Brésil, pour sa part, plaide seulement quant aux deux expéditions qu'il y a envoyées, que, par leur caractère scientifique, elles n'ont pu aucunement contrevenir à la neutralisation stipulée.

Mais, si la juridiction brésilienne dans le territoire restait suspendue, le Gouvernement avait toujours son attention fixée sur la nécessité de régler au plus tôt la question des frontières à cause du grand préjudice que l'Accord provisoire lui causait. On verra la preuve de cette préoccupation dans le Rap-

port que nous produisons de la Section des Affaires Étrangères du Conseil d'État de l'Empire, en date du 28 septembre 1854. C'est une pièce secrète, écrite avec la plus grande franchise, et qui fait honneur à ce corps composé de l'élite des hommes politiques de l'époque et gardien des traditions de la politique nationale, aussi bien d'ordre intérieur que d'ordre extérieur. Les trois signataires de cette « Consulta », le Vicomte d'Uruguay (Paulino de Souza), le Vicomte de Maranguape (Lopes Gama) et le Marquis d'Abrantes (Vicomte d'Abrantes) furent tous Ministres des Affaires Étrangères, et le premier joua un grand rôle dans la politique de la Monarchie. On trouvera dans ce Rapport, en même temps que la démonstration du droit du Brésil à tout ce que nous ayons jamais réclamé, la justification de la ligne du partage des eaux comme étant celle qui aurait rendu plus facile la négociation d'un accord direct avec la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui que nous réclamons la ligne de droit, puisque aucune transaction n'a été possible, il nous fallait appeler l'attention sur le caractère de ce document, qui est un avis donné en vue d'une négociation diplomatique, et non pas d'un appel que le Brésil eût à faire aux voies de droit. Rédigé, comme ces consultations l'étaient, sous la pression des circonstances, par des hommes d'État surchargés d'autres occupations, sans aides qu'eux-mêmes, et un seul des Membres de la Section faisant tout le travail pour chaque affaire spéciale, cet Avis du 28 septembre 1854 révèle une étude approfondie de la question, malgré les imperfections qu'on y puisse relever, inévitables en tout ouvrage achevé dans un temps insuffisant.

Il fut cependant impossible au Brésil de trouver, excepté dans ces dernières années, une occasion favorable pour entre-

tenir le Gouvernement Britannique de la question; l'accord direct, d'ailleurs, ne pouvait pas donner de résultat, et la notion de l'arbitrage ne s'était point encore imposée, presque comme un droit de toute nation, pour la décision de conflits de cette nature. Pendant les soixante ans que nous avons ainsi attendu la solution de la question, le *statu quo* n'a pas été altéré, ou, pour être plus précis, n'a montré de tendance à se modifier, et c'était une simple tendance, que tout récemment quand il était trop tard pour qu'elle s'accroûtât. Dans les documents que nous produisons on rencontrera plusieurs représentations que les deux Gouvernements se sont faites l'un à l'autre au sujet de violations du régime convenu. Ce n'est qu'en ces dernières années que le Gouvernement Britannique, une ou deux fois, prétendit, en les faisant, s'arroger dans le territoire neutre une situation privilégiée incompatible avec la neutralisation.

## II

### Réclamations Anglaises et Brésiliennes.

Nous insérons les réclamations anglaises de 1844, 1845 et 1858. Leur langage est entièrement satisfaisant au point de vue de l'Accord. Jusqu'en 1888 aucune plainte n'a été portée. En 1883, les Commissaires Brésiliens chargés de la démarcation des frontières brésiliennes avec le Venezuela firent une exploration dans le territoire du Cotingo et du Mahú. En 1888, la Légation Anglaise à Rio trouva qu'il y avait lieu de faire des observations au Gouvernement du Brésil au sujet d'une courte visite que le Président de la Province d'Amazonas avait faite



au village de Pirara. Elle invoquait toujours l'Accord de 1842. Cette visite avait été déterminée par des rapports d'agissements anglais parmi les Indiens du Contesté. Le Ministre des Affaires Étrangères répondit en se plaignant à son tour de cette propagande, que le Chargé d'Affaires d'Angleterre contesta en invoquant le témoignage de Coudreau. En 1896, le Ministre du Brésil à Londres, Souza Corrêa, fit des remontrances au sujet d'un règlement divisant la Colonie en districts pour l'exploitation des gisements d'or, un de ces districts devant comprendre le Rupununi dont le Brésil disputait alors le cours supérieur, à meilleur titre, était-il convaincu, que la Grande-Bretagne lui dispute des territoires du bassin de l'Amazone. La réponse du Gouvernement Anglais donna entière satisfaction à la réclamation brésilienne : « La description, disait la Note de Lord Salisbury du 20 août 1896, ne comprend pas nécessairement le cours entier de l'Essequibo ou toute l'étendue et le nombre total de ses tributaires, et j'espère que le Gouvernement Brésilien acceptera cette interprétation comme la seule qui puisse être donnée à la troisième clause de ces règlements ».

En 1897, c'est le tour du Gouvernement Anglais de faire des représentations au sujet du bétail brésilien qu'il voulait empêcher de paître *sur le territoire anglais*. Le Gouvernement Brésilien répondit que des troupeaux brésiliens paissaient dans ces savanes depuis le xviii<sup>e</sup> siècle, et que les éleveurs brésiliens s'y trouvaient au même droit que les deux ou trois éleveurs et commerçants anglais. Il faut dire que l'arrivée de quelques Anglais pour trafiquer dans les territoires situés entre le Tacutú et le Rupununi, d'abord Bracey et de Roy, vers 1860, ensuite, vers 1877, Flint et Eddington, avait éveillé la susceptibilité brésilienne, et que des habitants de la rive gauche du

Tacutú commencèrent dès lors à s'établir aussi sur la rive droite au même titre que Bracey et de Roy sur la rive gauche du Rupununi, ou que Flint et Eddington à Pirara. Les autorités anglaises de la Guyane eurent cependant, mais seulement en 1898, l'idée de soumettre le territoire neutralisé à l'influence anglaise par le moyen d'un agent de grande activité qui entreprit différents voyages, en cours d'inspection, jusqu'à la rive droite du Tacutú, où le Gouvernement Anglais contestait, en 1888, au Président de la Province d'Amazonas le droit d'entrer. Nous étudierons plus loin les procédés de cet agent, Mr. M<sup>c</sup> Turk, contre lequel le Gouvernement Brésilien a, par deux fois, dû faire des représentations auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. La situation qu'il rencontra dans le Territoire Contesté était cependant si défavorable que ce n'aurait été que par une nouvelle invasion à main armée que le Gouvernement Anglais aurait pu penser à avoir raison des éleveurs, *vaqueiros* et Indiens brésiliens, qui y étaient établis. Les mesures coloniales violatrices de la neutralité, telles que la création de deux postes anglais, furent aussitôt répudiées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur la réclamation du Brésil. Nous aurons à revenir plus loin, en accompagnant le Mémoire Anglais, sur tous ces incidents, d'ailleurs sans conséquence ni portée.

## III

## Négociations diplomatiques.

D'un autre côté, le Gouvernement Brésilien avait, dès 1891, trouvé le Gouvernement de Sa Majesté Britannique mieux disposé à considérer de nouveau avec lui la question des frontières. Différentes solutions furent proposées de part et d'autre, mais le Brésil ne pouvait traiter que sur la base de la ligne qu'il revendique dans ce litige, car cette ligne signifiait déjà la renonciation à tout ce qui n'avait pas été possession effective permanente exercée et revendiquée par les Portugais, tandis que l'Angleterre, en prétendant à des territoires du bassin du Rio Branco, maintenait une prétention créée de toutes pièces en 1859, sans aucun antécédent jusqu'à cette date. L'accord direct étant impraticable, les deux Gouvernements convinrent, en janvier 1899, de soumettre leur différend à l'arbitrage.

Le Chapitre VIII du Mémoire Anglais s'occupe des négociations qui ont eu lieu pour le règlement direct de la question des frontières et qui n'ont pu aboutir. Les Notes échangées parlent d'elles-mêmes. Dès que les concessions réciproques en vue d'éviter les délais et les travaux d'arbitrage n'ont pas été acceptées et que les deux Parties ont dû recourir à la justice, il ne peut plus être question que de la ligne de droit ; toutes les lignes de transaction sont effacées.

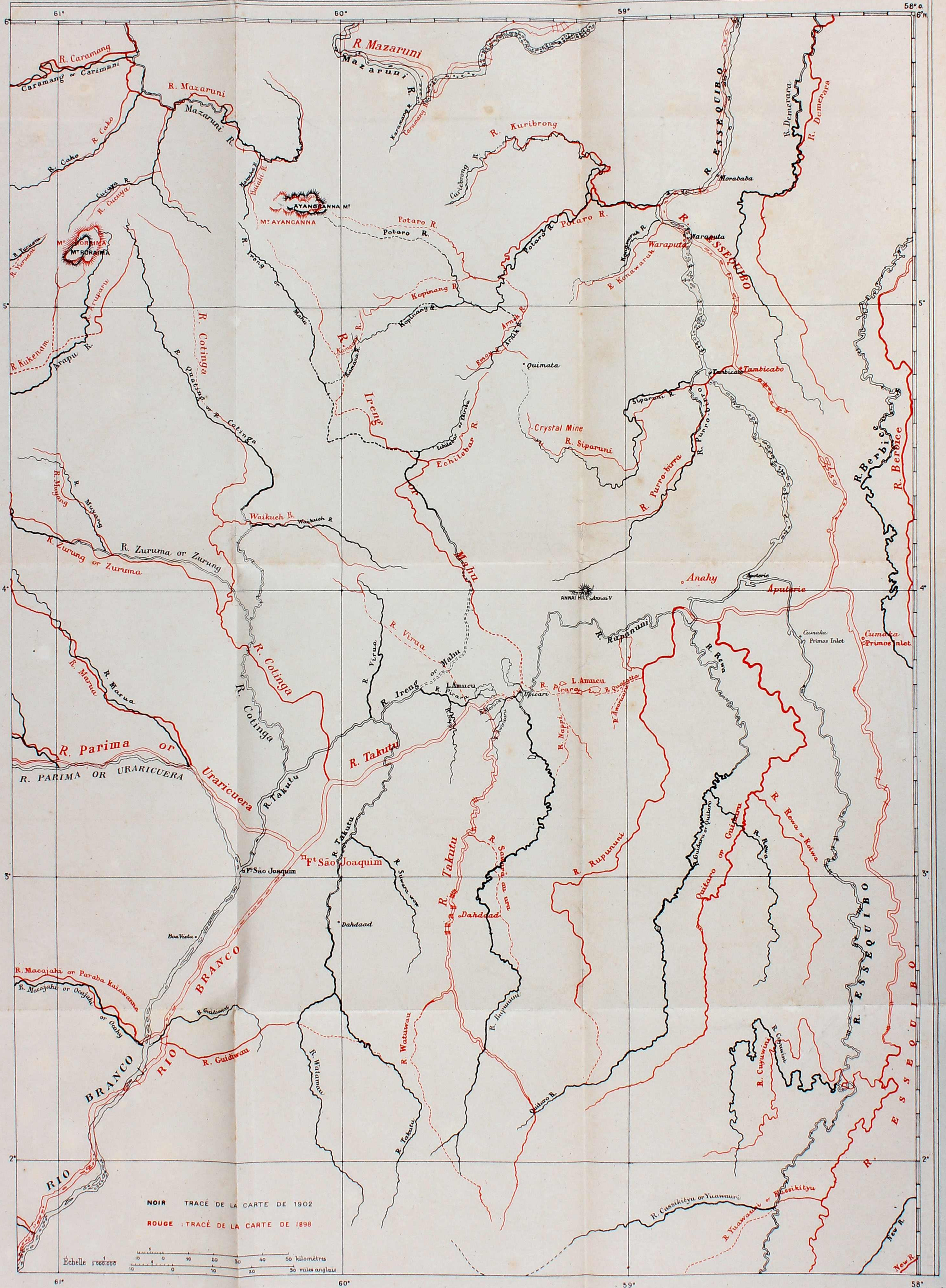
Nous ferons une seule remarque sur cette correspondance, qui importe à la décision de ce litige. Le Gouvernement Anglais

avait accompagné son projet de Traité d'Arbitrage d'une carte qui devait faire partie de la Convention. Voici la réponse du négociateur brésilien à cette proposition sur laquelle le Gouvernement de S. M. Britannique n'insista pas :

« Ce même article II fait référence à une carte qui serait annexée au traité pour mieux faire saisir le contour du territoire en litige. Je ne soulèverai pas d'objection contre la présentation à l'arbitre d'une carte géographique où se trouveraient les différents points de repère mentionnés dans le traité, pourvu que l'arbitre ne soit pas tenu de se régler d'après cette carte, mais seulement d'après le texte même du traité, et que la ligne du territoire en litige n'y soit pas tracée. La carte, qui accompagne la note de Votre Excellence ne me semble pas, cependant, bien remplir les conditions qu'elle a eues en vue. Cette carte est une réduction photographique, à une échelle trop petite, d'une carte qui a servi à l'arbitrage anglo-vénézuélien ; les indications y sont à peine lisibles, la partie à étudier y occupe une place relativement trop restreinte, et même quelques-uns des points figurant dans le traité, comme le Mont Annay, et les tributaires du Rupununi les plus voisins du Mont Annay n'y paraissent pas. » (Note du 10 octobre 1901.)

L'Arbitre n'est donc pas tenu de se régler d'après les positions données dans aucune carte spéciale aux cours de rivières, aux chaînes de montagnes, ou aux autres indications adoptées dans le texte du Traité pour signaler et enceindre l'aire litigieuse. Cette remarque est d'autant plus nécessaire que, si l'on compare la carte anglaise dressée pour ce litige avec la carte anglaise dressée il y a quatre ans pour le litige Anglo-Vénézuélien, et dont celle qu'il nous fut proposé en 1901 d'annexer officiellement au Traité était une réduction photographique, on





NOIR TRACÉ DE LA CARTE DE 1902

ROUGE : TRACÉ DE LA CARTE DE 1898

Echelle 1:500,000  
0 10 20 30 40 50 kilomètres  
0 10 20 30 40 50 miles anglais

COMPARAISON DES DEUX CARTES DU TERRITOIRE CONTESTÉ  
ENTRE LA GUYANE BRITANNIQUE ET LE BRÉSIL

présentées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Tribunal arbitral de Paris en 1898 et à S.M. le Roi d'Italie, en 1902.

reconnaîtra que, dans la carte spécialement dressée pour ce litige, il y a un écart très sensible à l'ouest dans le cours du Rupununi, du Tacutú, du Mahú et du Cotingo.

La constatation que nous faisons ici n'implique aucune censure. Du reste la carte anglaise actuelle se rapproche beaucoup plus que celle de 1898 de la grande carte de 1875. Notre but est seulement de justifier notre objection à ce qu'une carte quelconque fût officiellement jointe au Traité, et de signaler que, dans ce litige, ce qui marque le territoire contesté ce sont les cours d'eau et les chaînes de montagnes indiqués dans le Traité d'Arbitrage et non pas les positions astronomiques qui leur sont attribuées sur les cartes d'aucune des Parties. Il n'est pas nécessaire de dire que celle que nous avons fait établir n'est en aucun sens une carte officielle<sup>57</sup>.

57. Différences entre les deux cartes présentées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Tribunal Arbitral de Paris en 1898 et à Sa Majesté le Roi d'Italie en 1903.

*Village Annai :*

Carte de 1898. . . . .	58° 48'	long.	4° 2'	lat.
Carte de 1902. . . . .	59° 7'	»	3° 58'	»

*Mont Ayangcanna (pointe orientale) :*

Carte de 1898. . . . .	60° 5'	»	5° 21'	»
Carte de 1902. . . . .	60° 4'	»	5° 21'	»

*Fort Saint Joaquim :*

Carte de 1898. . . . .	60° 8'	»	3° 4'	»
Carte de 1902. . . . .	60° 21'	»	3° 1' 30"	»

## IV

**Projet de concessions anglaises dans le territoire en litige.  
Protestation du Brésil.**

Deux incidents très passagers devaient encore survenir après que cette solution fut décidée de part et d'autre.

En 1901, le Marquis de Lansdowne communiquait au

*Confluent du Cotingo (Surumú) :*

Carte de 1898. . . . .	60° 3'	»	3° 20'	»
Carte de 1902. . . . .	60° 11'	»	3° 22'	»

*Confluent du Mahú :*

Carte de 1898. . . . .	59° 31'	»	3° 35'	»
Carte de 1902. . . . .	59° 51' 30"	»	3° 22'	»

*Débarcadère de Pirara (Upicari) :*

Carte de 1898. . . . .	58° 57'	»	3° 41'	»
Carte de 1902. . . . .	59° 22'	»	3° 32' 30"	»

*Confluent du Rupununi :*

Carte de 1898. . . . .	58° 18'	»	4° 0'	»
Carte de 1902. . . . .	57° 6' 30"	»	4° 5'	»

Ces coordonnées prises sur la carte sont à une approximation de 30 secondes au plus. L'écart le plus fort est de 25 minutes en longitude pour le débarcadère de Pirara sur le Rupununi dans les deux cartes. Le confluent du Saraurú, sur le Tacutú, se trouve aussi éloigné dans les deux cartes de près de 25 minutes.

Si l'on compare les distances approximatives en ligne droite, on trouve :



Ministre du Brésil à Londres un mémoire du Secrétaire d'État pour les Colonies où il était question de concessions industrielles que le Gouvernement Anglais se proposait de faire pour la Guyane Britannique jusque dans le territoire neutralisé. Le Ministre du Brésil réclama aussitôt contre une telle violation de l'Accord de 1842 et des droits du Brésil sur le territoire, droits qui n'étaient que conditionnellement suspendus. La réponse du Foreign Office ne satisfit pas l'attente de la Légation du Brésil, qui dut adresser au Gouvernement de Sa Majesté Britannique une protestation formelle.

Du coude du Rupununi au confluent du Surumú (plus grande largeur du Contesté) :

Carte de 1898. . . . .	150 kilomètres.
Carte de 1902. . . . .	120 »
Carte de 1875. . . . .	134 »
Carte de l'Atlas Brésilien . . . . .	144 »

Du fort S. Joaquim au point le plus rapproché du Haut Tacutú :

Carte de 1898. . . . .	58 kilomètres.
Carte de 1902. . . . .	54 »
Carte de 1875. . . . .	56 »
Carte de l'Atlas Brésilien . . . . .	70 »

Distance la plus courte entre le Tacutú, au confluent du Surumú, et le Rupununi :

Carte de 1898. . . . .	36 kilomètres.
Carte de 1902. . . . .	53 »
Carte de 1875. . . . .	50 »
Carte de l'Atlas Brésilien . . . . .	51 »

En voici la teneur :

« Légation des États-Unis du Brésil, Londres, le 15 juin 1901.

« Monsieur le Marquis,

« J'ai eu l'honneur de recevoir la Note de Votre Excellence du 6 courant en réponse à la mienne du 1<sup>er</sup> mai dernier.

« Quand j'eus l'honneur d'accuser réception de la Note du 29 avril antérieur et du Mémoire sur les concessions que le Gouvernement Anglais se propose d'accorder dans la Guyane Britannique, j'étais sous l'impression que le document communiqué n'était pas encore un acte public du Ministère des Colonies, et j'ai cru suffisant de remarquer que la seule manière de ne pas violer ouvertement, non seulement les droits que le Brésil a toujours maintenus sur ce territoire, mais aussi la situation créée entre les deux nations par l'accord de 1842 et rendue définitive, jusqu'à jugement, par l'engagement mutuel d'arbitrage, était pour l'Angleterre de ne faire aucune concession intéressant le territoire contesté. Par la seconde Note de Votre Excellence, je vois cependant qu'il est question d'un acte entièrement achevé du Ministère des Colonies, puisque l'application en incombera désormais au Gouverneur de la Guyane Britannique, à qui Votre Excellence allait communiquer ma Note du 1<sup>er</sup> mai. Votre Excellence a bien voulu ajouter l'assurance que réserve serait faite dans les concessions des droits de souveraineté que le Brésil puisse acquérir en vertu de la décision arbitrale et qu'ils seraient à l'occasion respectés.

« Je me trouve ainsi, Monsieur le Marquis, sinon devant les préparatifs, au moins devant l'annonce d'une appropriation éventuelle de territoire brésilien égale à celle que Schomburgk a voulu faire en 1842 et dont, à la suite de l'accord intervenu, le Gouvernement de la Reine lui a donné l'ordre d'effacer les marques. Je ne tâcherai pas d'établir de nouveau les titres que le Brésil a tant de fois démontré avoir au territoire contesté; la discussion là-dessus ne saurait dorénavant se poursuivre que devant l'Arbitre que nous avons choisi; je me borne à signaler que pareille violation du *statu quo* aurait lieu à un moment où, moralement du moins, la question Lui est déjà affectée.

« Depuis 1842, en effet, jusqu'à aujourd'hui, le territoire contesté a été toujours traité par la Grande-Bretagne et le Brésil comme un territoire neutralisé, la délimitation future en dépendant de l'accord auquel les deux nations pourraient pacifiquement arriver. Pendant cette longue période, le Brésil a cru, une fois ou deux, devoir se plaindre de certains procédés de

quelques autorités de la Guyane, la Grande-Bretagne a fait à son tour deux ou trois réclamations contre des faits d'ordre secondaire; mais, tout le temps, le territoire a été traité, de part et d'autre, dans la correspondance diplomatique, comme un territoire devenu neutre pour les deux nations, chacune d'elles le reconnaissant comme sien, le faisant figurer dans ses cartes respectives, mais s'abstenant de tout acte dans lequel l'autre pût voir une tentative ou un semblant d'occupation exclusive.

« Entre les deux Gouvernements, pour reprendre l'expression du Mémoire brésilien du 25 octobre 1888, *il n'existe comme régime de frontière que cet accord de neutralité*. C'est un régime qui a son prix, puisque tous les incidents sérieux, comme ceux qui déterminèrent l'accord de 1842, ont pu être écartés jusqu'à aujourd'hui, où il serait trop tard pour qu'ils renaissent. Ce régime avait toute l'élasticité de l'esprit pacifique qui l'inspira, la neutralisation n'ayant de fait elle-même d'autres limites que celles des prétentions des deux pays.

« Je n'ai pas besoin d'insister sur l'écart qu'il y aurait entre cette franche et cordiale politique de neutralisation toujours suivie depuis soixante ans et une nouvelle politique de concessions, dans le territoire en litige, de la part d'une des deux Parties intéressées. Logiquement, on ne saurait tirer du fait du Mémoire qu'un malheureux présage pour la négociation de l'arbitrage. En effet, du point de vue de l'entente à laquelle les deux Gouvernements sont arrivés, je ne puis me représenter l'esprit qui l'a inspiré, ni quel en peut être le vrai but. S'il est un appel à l'esprit d'entreprise de la Colonie, il faudrait une confiance qui n'est pas commune en affaires pour que les capitaux anglais cherchent emploi à la veille de l'arbitrage dans des concessions litigieuses que le Brésil ne reconnaît pas. S'il s'agit pour l'Angleterre même de laisser à la dernière heure des signes indiscutables de sa possession du Contesté Anglo-Brésilien, tels que des rails de chemin de fer s'étendant jusqu'aux bornes qu'elle a fait enlever en 1843, nous serions devant une tentative d'occupation par la force d'un territoire déjà soumis par elle à l'arbitrage, et la date seule ôterait toute valeur juridique à l'emploi de ses incomparables ressources de grande puissance. Enfin, s'il ne s'agit que d'un document officiel destiné, par sa publicité et sa notification à la partie contraire, à servir de titre symbolique de *l'adverse holding* ou du *political control*, auxquels la stratégie des juristes anglais attache tant d'importance pour la construction de leur *case*, il suffit de la simple protestation de la partie adverse et que celle-ci allègue

la transaction arbitrale déjà agréée, pour inutiliser la précaution prise par eux, outre que rien n'empêche le Gouvernement Brésilien de publier et de notifier à la Légation Anglaise à Rio de Janeiro d'égaux fictions de droit. Toute une série d'effets juridiques que la loi civile a attachés, comme la prescription, au fait seul de la possession n'a d'autre fondement que la présomption que le propriétaire lésé aurait pu, dès la violation de son droit, en saisir la justice. En droit international, la partie lésée ne trouve pas à qui recourir, mais le Brésil, par son attitude en 1841, a bien démontré qu'il ne néglige pas son droit; tout ce qu'il était à sa portée de faire pour maintenir le domaine et la possession immémoriale qui lui sont échus il l'a aussitôt fait, et il le ferait de nouveau avec égale promptitude, le cas échéant.

« Je ne veux pas cependant m'arrêter à l'augure de pareilles déductions; j'aime mieux placer au-dessus de la logique du Mémoire, qui peut avoir été en lui-même un fait isolé, la logique des négociations, poursuivies pendant tant d'années déjà dans le même esprit de transaction et de concession et qui ont abouti à l'engagement d'arbitrage. Il serait, en effet, de tous points regrettable que la situation créée par l'accord de 1842 fût transformée en un pendant de la situation, résultant d'incidents de ce genre, qui rendit si difficile la solution du long différend entre l'Angleterre et le Venezuela. Ce ne sont pas les droits que le Brésil puisse acquérir par la décision arbitrale que je prie Votre Excellence de tenir en considération, comme Elle le promet; ceux-là sont hors de cause; c'est la neutralisation maintenue jusqu'à aujourd'hui de part et d'autre, c'est le *statu quo*, tel qu'il existait le jour où les deux Gouvernements sont convenus de s'en rapporter à un Arbitre.

« Dans tous les cas, Monsieur le Marquis, dès qu'il a été officiellement communiqué à cette Légation que l'Angleterre compte s'arroger des droits de souveraineté dans le territoire contesté s'étendant jusqu'au bassin, toujours et universellement reconnu brésilien, de l'Amazone, l'annonce prend le caractère d'une notification à laquelle, pour sauvegarder en tout temps notre droit, il m'incombe d'opposer une protestation formelle. Cette protestation, j'ai l'honneur de vous l'adresser par cette note, en priant Votre Excellence de vouloir bien m'en donner acte; mais je le fais avec l'entière conviction que les deux Gouvernements régleront cet incident inattendu de manière que, au lieu d'être un embarras à la conclusion du traité d'arbitrage, il les décide au contraire à l'avancer.

« J'ai, etc.

« Signé : JOAQUIM NABUCO.

« Le Très honorable Marquis de Lansdowne, K. G. »

Le Gouvernement Anglais donna acte à la Légation du Brésil de cette protestation :

« Foreign Office, le 18 juillet 1901.

« Monsieur. — J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 13 du mois dernier, protestant contre la mise à exécution du Mémorandum inclus dans ma communication du 6 juin, au sujet de concessions dans la Guyane Anglaise, comme ayant tendance à influencer le *statu quo* des portions du territoire qui est sur le point d'être soumis à l'arbitrage.

« Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas manqué de noter la protestation formelle que vous avez faite à ce sujet.

« J'ai, etc.

« Signé : LANSDOWNE.

« Senhor Nabuco, etc. »

Il n'a pas été cependant donné suite à cette politique contraire à l'accord de neutralisation. D'un autre côté, en septembre de la même année, la Légation Anglaise à Rio se plaignit que des sujets brésiliens avaient occupé des terres près de la serra Quano-Quano. Nous ne nous étions pas plaints de l'établissement, à différentes époques, de sujets anglais, sur le territoire contesté, tels que Bracey, de Roy, Melville, Eddington, Flint et autres. Le Traité d'Arbitrage était cependant déjà presque conclu; il n'y avait plus de place pour des questions incidentes.

## V

### Les intérêts brésiliens à l'est du Tacutú.

Les faits cités ci-dessus ne sont tous que des incidents occasionnels, qui n'ont pas troublé un seul instant l'harmonie

entre les deux nations limitrophes, et la situation du Territoire Contesté se maintint juridiquement et politiquement telle que l'accord de 1842 l'avait créée. Nous faisons allusion plus loin à un tableau des habitants et des propriétés agricoles ou d'élevage du Tacutú, par lequel on voit que le nombre des sujets et l'importance des intérêts brésiliens sur la rive droite ne sont pas à comparer au nombre de sujets anglais et aux intérêts qu'ils y représentent. En effet, nous n'y trouvons, selon l'information du Directeur des Indiens du Rio Branco, que six ou sept sujets anglais établis dans le Contesté actuel en 1902, presque tous entre la serra Quano-Quano et le Rupununi. Cette prépondérance de l'élément brésilien à l'est du Tacutú s'explique par la force même des choses, la rive abandonnée de la rivière devant bénéficier avec le temps de l'appropriation et de l'industrie de l'autre rive, où la juridiction brésilienne ne fut pas interrompue, séparée qu'elle se trouve de toute autre influence par le désert de l'Essequibo. Rien cependant, dans cette prépondérance toute naturelle, n'affecte la question de souveraineté, si ce n'est comme un indice de l'unité de tout ce bassin depuis sa première occupation.

## VI

### **Le Brésil ne base aucune prétention sur les changements survenus dans le Contesté pendant la neutralisation.**

Jusqu'en 1903 on ne pourrait signaler dans l'histoire de la prétention anglaise aucun fait qui soit venu modifier la situation établie en 1842. Nous avons soutenu dans le *Premier Mé-*

*moire Brésilien* que la question devait se trouver aujourd'hui au même point que lorsque le conflit fut suscité, et elle s'y trouve. Aucune des deux nations ne devait, en effet, bénéficier de la neutralité convenue. Si quelque avantage avait été apporté par ce régime à l'une d'elles, celle-là aurait été la première à le dénoncer, puisque la meilleure garde pour toutes deux était leur bonne foi réciproque.

Si une autre conception du devoir entre nations venait à prévaloir, la solution d'un conflit de cette nature pourrait être retardée par la partie à laquelle le retard profiterait jusqu'à ce qu'elle crût avoir acquis le titre qui lui faisait défaut au moment où le conflit aurait été suscité, ou bien jusqu'à ce qu'elle pensât avoir assez perfectionné, pour le présenter en justice, le titre incomplet ou irrégulier qu'elle possédait alors.

Il n'est pas besoin de dire que, dans cette question, nous n'attribuons pas une telle arrière-pensée à la Grande-Bretagne : la décision arbitrale ne lui a jamais été proposée pour qu'elle pût être soupçonnée d'avoir provoqué ou désiré aucun retard ; mais tel serait nécessairement l'effet d'une théorie qui permettrait aux parties contestantes d'acquérir de nouveaux titres, ou ce qui équivaut au même, de perfectionner leurs titres incomplets, pendant la durée du litige.

Il est certes, en droit, des cas où des avantages peuvent résulter de la négligence d'une des parties à repousser l'usurpation de l'autre et où la prescription rend parfait le titre qui, si ce n'était l'effet du temps, serait quelquefois délictueux ; mais, dans le cas présent, où les deux Parties n'ont cessé, pendant soixante ans, de se rappeler l'une à l'autre les obligations résultant de l'accord de neutralité, il ne saurait résulter de cet accord ni préjudice ni profit pour aucune d'elles.

Pour notre part, nous ne basons aucune prétention sur ce qui a pu se passer dans le Territoire Contesté après l'Accord de neutralisation provisoire. Cet Accord a suspendu notre possession tant que la question du titre des deux Parties ne serait pas réglée entre elles, et il est de toute évidence que, sous un tel régime, l'Angleterre n'a pas pu, aux dépens du Brésil, ni acquérir un nouveau titre, ni perfectionner son ancien titre, si elle en possédait un encore imparfait. On voit par la correspondance diplomatique que l'Accord de 1842 subsiste jusqu'à ce jour et n'a jamais été dénoncé par aucune des deux Parties. La question de savoir jusqu'où s'étend, d'après cet accord, l'aire neutralisée est, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, entièrement oiseuse, car il suffit de la neutralisation de l'espace entre le Rupununi et le Pirara pour empêcher l'expansion anglaise dans le Contesté. La frontière ne pouvait pas être neutralisée de son côté, quelque étroite que fût la bande de terre neutralisée, sans qu'il lui devint impossible de porter sa juridiction ou son influence dans le reste du Contesté. Il lui aurait fallu en effet, pour cela, sauter par-dessus la zone neutre. L'intérêt de la Grande-Bretagne était donc que la neutralisation s'étendît le plus loin à l'ouest afin de suspendre la possession brésilienne et d'empêcher le développement de la région par le Brésil dans la plus grande mesure possible. Pour nous, l'intérêt était naturellement tout contraire; mais, comme il a été dit, la neutralisation était, sauf la résistance armée, la seule ressource du Brésil contre une nouvelle invasion, et elle avait ainsi forcément la même étendue que celle de la prétention anglaise.

L'Accord avait été proposé par nous en ces termes (Note d'Aureliano Coutinho du 8 janvier 1842) :



« Tout en se réservant de faire valoir ses droits en temps opportun, le Gouvernement Brésilien consent donc à faire retirer du Pirara ses délégués, ainsi que tout détachement militaire, et à reconnaître provisoirement la neutralité de cet endroit, sous la condition, énoncée par la Grande-Bretagne, que les tribus d'Indiens restent indépendantes et en possession exclusive du territoire jusqu'à la décision définitive des limites contestées; et que, par conséquent, aucune force anglaise ne puisse, non plus, demeurer dans ces parages, où pourront seulement se trouver les ecclésiastiques des deux religions, catholique et protestante, employés à la civilisation des aborigènes, et les sujets (sans caractère militaire) de chacune des deux Couronnes, qu'il serait, par hasard, nécessaire d'employer à l'entretien des propriétés particulières, à des mesures de juridiction ou de surveillance et aux rapports déterminés par l'état de choses provisoire qu'il s'agit d'établir, et sur ces points les deux Gouvernements peuvent s'entendre par le moyen de leurs Plénipotentiaires. »

On remarquera dans cette Note la réserve que le Gouvernement Brésilien faisait, à la suite de la proposition ci-dessus. quant à la souveraineté territoriale des tribus indiennes :

« Le soussigné ne croit pas nécessaire de protester contre toute conséquence ou induction que l'on pourrait tirer de la faveur ainsi accordée aux Indiens, soit indépendants, soit déjà entièrement soumis à la domination brésilienne. Le droit des gens, les principes de toutes les Puissances qui possèdent des colonies, et l'unanimité de la société chrétienne garantissent suffisamment les droits inhérents aux nations civilisées quant

aux tribus sauvages qui habitent les régions découvertes par les Européens, et amenées à la civilisation.

« L'Angleterre, elle-même, a le plus grand intérêt à réprimer les exagérations d'une philanthropie aveugle, et elle s'est prononcée si explicitement contre les titres de propriété que la cupidité ou l'ambition prétendaient fonder sur des contrats de permutation célébrés avec des tribus sauvages, qu'il n'est pas nécessaire que le Brésil se prémunisse, auprès du Gouvernement illustre et prévoyant de Sa Majesté Britannique, contre un précédent qui viendrait attaquer par la base tout l'ordre social établi hors de l'Europe. »

Les termes proposés par le Gouvernement Brésilien furent acceptés *tels quels* par le Gouvernement Anglais (Note de la Légation Anglaise du 29 août 1842) et communiqués par lui aux autorités de la Guyane dans le texte même de la note d'Aureliano : « dans laquelle vous trouverez les termes précis de l'Accord proposé de la part du Brésil et adopté par la Grande-Bretagne<sup>58</sup>. »

---

58. Lord Stanley au Gouverneur Light, le 15 juin 1842 :

« J'ai reçu vos dépêches me faisant savoir l'occupation de Pirara par un détachement de troupes britanniques. J'ai conféré à ce sujet avec le comte d'Aberdeen qui m'a appris que le Gouvernement Brésilien avait proposé au Ministre de Sa Majesté à Rio un Accord dont la substance est que, en attendant l'arrangement de la question des frontières, chacune des Parties devra retirer de Pirara, et du Territoire Contesté, toutes les autorités civiles et devra reconnaître provisoirement la neutralité de ces localités et de ces districts, restant entendu que les tribus d'Indiens demeureront indépendantes et en possession exclusive du Territoire Contesté et qu'aucun sujet d'aucun des deux États ne restera à Pirara sauf les ecclésiastiques protestants et catholiques employés à la civilisation des abori-

## VII

## L'attitude du Brésil définie dès 1842.

Notre interprétation des effets juridiques et politiques de l'Accord a été formulée une fois pour toutes dans la Note d'Aureliano Coutinho du 3 octobre 1842. Il nous suffirait d'opposer le seul passage qui suit, comme fin de non recevoir à toute la partie du Mémoire Anglais (Chapitres VI et VII), où il est question de droits acquis par la Grande-Bretagne sous le régime de la neutralisation :

« Quand le Gouvernement Impérial consentit à considérer comme neutre le territoire contesté jusqu'à ce qu'après enquête faite on fixât définitivement, par le moyen de Plénipotentiaires, les véritables limites de l'Empire avec la Guyane Anglaise, il avait pleine confiance que cette condescendance, sous laquelle transparaissait la plus grande modération, serait récompensée par un acte de rigoureuse justice, et cette espérance paraissait se réaliser grâce aux promesses faites à l'Envoyé

---

gènes et à l'exception aussi des civils de chacune des deux nations dont la présence pourrait être requise pour l'entretien des propriétés particulières et pour des raisons de juridiction et de surveillance provisoires. Le Gouvernement de Sa Majesté a pensé qu'il était juste d'acquiescer à cette proposition et je dois donc vous signifier la volonté de Sa Majesté que les troupes britanniques se retirent en conséquence de Pirara dans le plus bref délai qu'il sera possible. Pour votre gouverne, je joins un extrait de la lettre adressée, le 8 janvier dernier, par M. Aureliano de S. e O. Coutinho à M. Hamilton où vous trouverez les termes précis de l'Accord proposé de la part du Brésil et accepté par la Grande-Bretagne. » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 52.)

Brésilien à Londres. Il convient d'observer ici que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, en se prêtant à admettre un état de choses provisoire et suspensif, agissait de conformité avec un précédent mémorable qui ne peut manquer d'être connu du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, par cela même que les intérêts britanniques y sont liés et qu'il a la garantie solennelle de la Grande-Bretagne.

« En 1700, le Portugal et la France étaient engagés dans une controverse analogue à celle actuellement pendante entre le Brésil et l'Angleterre. Un fort portugais avait été construit sur un territoire que les Français considéraient comme étant à eux; mais les deux Gouvernements, s'inspirant des principes de justice et du désir de maintenir les relations d'amitié existantes, se mirent d'accord pour recueillir, dans un délai déterminé, les documents et données nécessaires pour élucider la question de propriété. A cette fin, ils convinrent, par le Traité du 4 mars 1700, d'entamer des conférences et de laisser en l'état la question en litige jusqu'au jour où elle serait résolue définitivement. Dans l'intervalle, les Portugais ne pourraient, non plus que les Français, élever ni occuper aucun fort dans le territoire contesté, ni y établir aucune habitation fixe ou comptoir. Tous les villages et tribus d'Indiens existant sur l'étendue du territoire en litige devaient rester dans le même état où ils se trouvaient alors. Les sujets des deux Couronnes devaient s'abstenir de toute infraction aux dispositions provisoires arrêtées entre les deux Gouvernements, lesquels, pour plus de sûreté, promettaient dans une clause expresse que « cet accord provisoire ne donnerait à aucune des deux Parties aucun droit de jouissance ou de propriété sur les terres en question, dont le titre de possession restait indécis ».

« Et, bien qu'il n'existe pas entre le Brésil et l'Angleterre une convention semblable, il y a du moins l'accord ci-dessus mentionné, proposé par l'une des Parties et accepté par l'autre, et dans lequel le *statu quo* est compris et doit être exécuté dans le même sens qui vient d'être indiqué. Les intentions, plus que les paroles et les promesses, étant ce qui influe davantage sur les relations internationales et ce qui décide du sort de toute contestation accidentelle, et ces intentions étant les plus loyales du côté du Gouvernement Impérial, il est à présumer que le Gouvernement Britannique répondra comme il convient à des dispositions si bien faites pour perpétuer l'harmonie entre les deux Nations. C'est dans cette conviction que le soussigné adresse la présente Note à M. l'Envoyé de Sa Majesté Britannique, en le priant de vouloir bien fournir sur les faits indiqués les explications qu'ils rendent nécessaires. »

L'attitude du Brésil a été définie dans cette Note de manière à rendre impossible de sa part tout appel à des faits survenus sous le régime de la neutralisation du Territoire. L'Angleterre, cependant, prétend avoir acquis de nouveaux titres à l'ombre de cette neutralisation. Nous soutenons qu'elle aussi était liée par l'interprétation brésilienne, loyalement formulée, des conséquences de l'Accord.



## CHAPITRE II

### Analyse du Chapitre VI, du Premier Mémoire Anglais.

---

Pour pouvoir examiner les nouveaux titres invoqués par la Grande-Bretagne à la même lumière que celle où elle les présente, il nous faut suivre mot à mot l'exposition qu'elle en fait. Nous ferons plus tard un travail analogue pour la partie historique et la partie cartographique du Mémoire Anglais. De cette manière, tous les titres soumis à l'auguste Arbitre à l'appui de la prétention anglaise auront été éprouvés, sans qu'aucun ait été altéré ni dans le fond ni dans la forme, en même temps que l'entourage logique et les proportions de chacun avec l'ensemble de la preuve auront également été conservés. C'est cette double obligation, de fidélité absolue dans la manière de rendre la pensée contraire et d'investigation complète de la question, qui nous force à reproduire textuellement le Mémoire Anglais presque entier.

## I

## La Théorie du Mémoire Anglais.

La partie du Mémoire Anglais qui a trait à la période postérieure à l'Accord de 1842 commence au Chapitre VI, que nous allons étudier. Il s'y trouve cependant, à la fin du Chapitre V, une allusion, qui déjà annonce l'argument qui va se dérouler. Nous devons donc en tenir compte. Après avoir cité la Note brésilienne du 5 septembre 1842, qui scelle la négociation de l'Accord, le Mémoire Anglais termine ainsi :

PAGE 92. — « On peut dire que cette note mit fin à l'affaire de la collision qui avait eu lieu sur la frontière. Désormais, les deux Gouvernements ont généralement observé d'une façon loyale les conditions arrêtées par l'échange des notes citées plus haut. Pendant soixante ans le Gouvernement britannique s'est abstenu d'occuper définitivement une région qui s'est trouvée sous l'influence de ses prédécesseurs hollandais pendant un siècle et demi et qui, de tout temps, a été libre de toute ingérence portugaise.

« Pour ce qui regarde les deux Gouvernements, il est permis de dire que depuis cette époque la question des frontières est entrée dans la sphère de la discussion diplomatique, dont il sera question dans un des chapitres suivants.

« Mais pendant que la diplomatie a laissé passer soixante ans sans se mouvoir ni avancer, le territoire en litige fut laissé libre, pour ainsi dire, d'achever son propre destin ; les informations dont nous disposons au sujet de la marche des événements pendant ces soixante années sont d'une importance considérable en déterminant la nationalité de la zone à laquelle la question se borne à présent. »

La théorie du Mémoire Anglais est contenue dans ce dernier paragraphe : pendant soixante ans les deux Gouvernements ont maintenu l'Accord de neutralisation, mais le terri-



toire, laissé libre d'achever son propre destin, a eu, pendant ces soixante années, le temps de l'accomplir, et il l'a fait de telle manière que sa nationalité a été rendue définitivement anglaise. Nous allons assister dans les Chapitres suivants du Mémoire Anglais à la marche de ces événements.

## II

### L'effet sur les Indiens du Territoire • de la reconnaissance exécutée par Schomburgk.

Le Chapitre VI a pour titre : « L'Histoire de la Zone depuis 1842 jusqu'à nos jours ». Les cinq premiers paragraphes, de la page 92 à la page 93, relatent les reconnaissances faites par Schomburgk. Avec, à la marge, le sous-titre « Schomburgk comme Autorité principale », le Mémoire Anglais continue :

PAGES 94-95. — « La reconnaissance exécutée par M. Schomburgk exige une considération toute particulière, parce qu'elle a eu une influence notable sur l'histoire du territoire dont il s'agit. Schomburgk était éminemment et avant tout un explorateur scientifique. C'est au cours d'une expédition purement scientifique qu'il avait formulé ses conclusions au sujet de la frontière méridionale de la Guyane britannique; et lorsque, plus tard, il était employé par le Gouvernement britannique, il n'a dépassé dans aucun détail la ligne qu'il avait proposée d'abord. Ses rapports prouvent qu'il a eu soin de vérifier toutes les données tant historiques que géographiques. C'est lui qui le premier a suivi le Takutu, le Rupununi, et l'Esséquiibo jusqu'à leurs sources, et il est probable qu'il est, même de nos jours, le seul Européen \* qui ait pénétré la chaîne des Acarai

---

\* M. Coudreau ne fit que longer l'extrémité occidentale de la chaîne.  
(Note du Mémoire Anglais.)

et à la ligne de partage des eaux entre le Haut Trombetas et les cours supérieurs de l'Esséquibo et du Corentin. C'est encore lui qui a découvert le Mont Roraima. Aucun nom ne se lie d'une façon si intime à la zone entière qui est aujourd'hui en litige que celui de Schomburgk, et il n'y a personne qui puisse parler avec une autorité égale à la sienne au sujet d'une question de frontière dans cette région.

« Les conclusions formulées par Schomburgk ont aussitôt été adoptées par les géographes les plus distingués. Mais, sur les lieux mêmes, sa reconnaissance a eu des effets encore plus frappants. Le résultat de ses travaux était notoire parmi les Indiens, qui savaient bien par où il avait passé et à quels points de la frontière occidentale de la zone il avait posé ses bornes, tandis que les Brésiliens n'avaient rien fait pour reconnaître aucune partie de la zone. Les Indiens ne tardèrent pas à comprendre que l'arrangement conclu entre les deux Gouvernements leur assurait, dans les limites de la ligne tracée, la protection provisoire du Gouvernement britannique, auquel ils s'étaient, alors comme aujourd'hui, entièrement attachés.

« Le Gouvernement de Sa Majesté britannique est d'avis que cette conviction a contribué puissamment à établir une ligne de frontière bien reconnue et que, pour résoudre la question de frontière, il est juste de tenir compte des sentiments des habitants du territoire dont il s'agit. »

Il y a dans ce paragraphe un écheveau de propositions qu'il nous faut débrouiller. Nous discuterons en son temps l'idée qui y domine du commencement à la fin et qui est de faire peser dans la balance du jugement les sentiments attribués aux Indiens. Nous étudierons la réalité de ces sentiments et leur importance comme élément juridique dans une question de possession hollandaise ou portugaise, telle qu'est essentiellement, d'après les deux Mémoires, le présent litige. Nous étudierons aussi le plébiscite anticipé, organisé dans le Mémoire Anglais, de Macuxis, d'Uapixanas et d'Atorais en faveur de la nation-

lité anglaise. Quant à présent, nous nous bornerons à étudier l'effet supposé de la démarcation Schomburgk sur le moral des habitants de cette région.

Il n'est pas douteux que, dès 1842, il devint manifeste pour une partie de la région, dans la mesure où des sauvages peuvent acquérir de semblables notions, que l'Angleterre réclamait ce territoire au Brésil. C'est réellement de cette époque que date une telle conviction; ce fut, parmi eux, la première contradiction opposée à l'influence, toujours reconnue, du Fort S. Joaquim à l'ouest du Rupununi et dans le bassin du Tacutú, du Mahú et du Pirara. Cependant rien ne pouvait suggérer aux Indiens l'idée que le Brésil eût abandonné ses droits possessoires. « Schomburgk, dit le Mémoire Anglais, avait posé ses bornes, tandis que les Brésiliens n'avaient rien fait pour reconnaître aucune partie de la zone. » Mais les générations d'Indiens des savanes, de 1781 à 1787, avaient vu les expéditions scientifiques portugaises exécuter des opérations semblables sur ces mêmes rivières; elles avaient même vu les Portugais faire prisonnière, en 1775, la troupe espagnole qui s'y était introduite et, d'après Storm, les avaient secondés dans cette capture; quant aux Indiens contemporains de Schomburgk, il est vrai qu'ils n'avaient vu, eux, que le gouvernement pacifique et incontesté, sans aucun changement avant son arrivée, du Fort S. Joaquim, dans la dépendance et au service duquel étaient, parlant d'une façon générale, leurs différentes tribus.

Rien de ce qui s'était passé n'était de nature à ébranler parmi eux le crédit des Brésiliens. Ils avaient vu la mission protestante s'établir à Pirara, mais ils l'avaient vue abandonner Pirara, et ils restèrent catholiques, conservant leurs noms de

baptême; ils avaient vu Schomburgk placer des bornes, mais ils avaient vu ce même Schomburgk les détruire; ils avaient vu une force anglaise occuper Pirara, mais ils l'avaient vue partir quelques mois après et vivre, tout le temps qu'elle y était restée, dans l'attente d'une attaque des Brésiliens, ainsi qu'en fait foi le journal du Commandant, prêtant l'oreille à des bruits, forgés certainement par les Indiens eux-mêmes, et d'un tel effet que, dans la suite, les biographes de Youd leur ont attribué la retraite de l'expédition. Ils avaient vu, pendant l'occupation, le Capitaine Leal venir au camp anglais réclamer les déserteurs (*Journal de Bingham, Ann. Mém. Angl.*, II, p. 50). Ils voient ensuite ce que voyait Fryer, lieutenant de Schomburgk (5 janvier 1843, *Ibid.*, II, p. 73) : que les Brésiliens restaient maîtres du bétail des savanes; que le Fort S. Joaquim demeurait toujours là, tandis que disparaissait, presque jusqu'à l'embouchure de l'Essequibo, l'ombre même d'une force militaire ou de police quelconque de la Colonie; que la garnison de ce fort était doublée et qu'on projetait des dépenses pour sa reconstruction, à laquelle on disait que cent hommes étaient employés (*Ibid.*, II, p. 73). Ce qu'ils savaient, c'est ce que Fryer avait entendu dire aux Capitaines Leal et Coelho, qu'on attendait quatre Commissaires qui allaient placer des bornes, à la façon de ce que Schomburgk avait fait, dans la chaîne des Monts Pacaraima, au village d'Annai et à l'embouchure du Siparuni, comme faisant partie des domaines de l'Empereur du Brésil (*Ibid.*, II, p. 74). Ce qu'ils voient, c'est, en effet, Schomburgk ne revenir à Pirara, en 1843, que pour porter témoignage de l'effondrement de l'entreprise tentée, sur ses conseils, par le malheureux Youd; c'est que, en partant, il a devant les yeux la grande croix de bois dressée sur la place par

le Missionnaire brésilien, et qui reste comme le symbole d'une ancienne tradition qui n'avait pas été détruite<sup>59</sup>. Ce qu'ils voient, c'est qu'avec le départ de l'expédition, en avril 1845, et la destruction des bornes, disparaît complètement l'influence

---

59. « Le 50 avril, j'ai dit adieu à Pirara et ce ne fut pas sans un sentiment de regret que je jetai un dernier regard sur la hutte qui m'avait servi de demeure pendant de si longs mois. car, tout humble qu'elle semblât en comparaison des constructions européennes, je mettais en contraste le bien-être dont j'avais joui à son abri avec les souffrances des nombreuses nuits que j'avais passées sous la voûte des cieux. Les ruines du presbytère près duquel ma route passait au commencement de mon voyage, ses murs noircis attestant la cause de sa destruction et le souvenir de celui qui l'avait habité autrefois, dont j'avais été témoin de l'arrivée en cet endroit et sous la sage et bienveillante direction duquel j'avais vu la semence de notre religion chrétienne déposée dans le cœur des sauvages, mais fauchée avant de permettre à la moisson d'arriver à une maturité parfaite, tout cela se réunit pour me remplir de tristesse. La grande croix de bois qui avait été dressée en face de la chapelle au temps que les Brésiliens possédaient le village, et qui ne pouvait m'inspirer, à moi protestant, les mêmes sentiments qu'aux catholiques romains, apporta cependant quelque soulagement à ma peine; elle parlait d'espérance, l'espérance que des jours meilleurs pourraient encore luire pour les pauvres êtres abandonnés qui, à peine initiés aux bienfaits de notre religion, étaient de nouveau abandonnés à eux-mêmes et à la nature.

« Tandis que je m'avançais vers l'embarcation, à Wai-ipukari, des souvenirs m'assaillaient. Dans quelles dispositions différentes j'avais, à plusieurs reprises foulé le même chemin depuis la première fois que j'avais traversé les savanes en 1855 en compagnie du Lieutenant (depuis Capitaine) Haining jusqu'aujourd'hui! Et la cause de la religion, celle de l'humanité avaient-elles progressé pendant ce long espace de huit ans? Hélas! non. Les ruines de Pirara, presque pas une hutte habitée, les chemins bien entretenus qui traversaient le village pendant le séjour du missionnaire chez les Macusis envahis par les mauvaises herbes, pas un être humain pour nous accueillir de son cordial « Tombowai », tout cela répondait non! » (*Journal of The Roy. Geog. Soc.*, Vol. 15, p. 2.)

anglaise des frontières du Rupununi. A ce moment même, c'est encore au Fort S. Joaquim qu'ils voient Fryer, le lieutenant de Schomburgk, aller faire les provisions de farine dont il a besoin pour son voyage (*Ibid.*, II, p. 73, et III, p. 142). Le seul effet sensible pour eux de l'expédition sera une terrible épidémie de petite vérole importée, d'après Schomburgk, par les embarcations qui étaient venues chercher les soldats anglais (*Ibid.*, III, p. 159). Ce qu'ils voient, c'est que, lorsque le Commandant Militaire du Rio Branco visite Pirara en avril 1845 et y trouve arboré le pavillon anglais, il y hisse aussi le pavillon brésilien qui est salué par les détonations d'un mortier (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, I, p. 199, le Commandant du Rio Branco au Président du Pará.). Ce qu'ils voient enfin, c'est que, depuis la retraite de Schomburgk, pas un seul Anglais ne traverse le Rupununi dans le cours de presque vingt ans, quand y apparaît un marchand, Bracey (1860), et aussitôt après un autre, De Roy, dont le séjour dans le Territoire Contesté sera un des titres allégués par la Grande-Bretagne. Rien donc de ce qu'ils ont vu, quant aux résultats des opérations topographiques de Schomburgk, n'était de nature à causer la suggestion décrite ci-dessus.

### III

#### L'autorité de Schomburgk.

Nous dirons aussi un mot de la remarque du Mémoire Anglais au sujet de Schomburgk, laquelle, du reste, ne fait que confirmer ce que nous avons plusieurs fois avancé quant au crédit illimité donné par la partie contraire aux décisions de

Schomburgk. Comme on le voit, son autorité est mise au-dessus de toute autre: « Il n'y a personne qui puisse parler avec une autorité égale à la sienne au sujet d'une question de frontière dans cette région. » Nous admettons volontiers que l'autorité de Schomburgk soit grande, quant à la géographie physique de la région; quant à la question de limites, il n'a pu l'étudier, la masse des documents produite dans ce litige lui étant entièrement inconnue. Pour ce qui est de son autorité comme explorateur du territoire en litige, elle disparaît cependant entièrement devant celle de ses prédécesseurs, les astronomes et géographes portugais, dont les travaux cartographiques, qui ont fait l'admiration de Humboldt et des grands géographes français, étaient déjà achevés bien avant que Schomburgk fût né.

## IV

## La situation jusqu'en 1860.

PAGE 95. — « Le Gouverneur Light proposa d'envoyer un fonctionnaire de temps en temps pour veiller à ce que la neutralité de la zone fût respectée : cette proposition fut approuvée par le Gouvernement britannique : mais, à partir de 1843, et pendant un nombre d'années, ni l'un ni l'autre des deux Gouvernements ne paraissent avoir exercé aucune ingérence dans la zone contestée. Au mois d'octobre 1843, le bruit courait qu'un Indien brésilien aurait été tué à Pirara par suite de voies de faits dont il se serait rendu coupable; et au cours du mois suivant on se plaignit aux missionnaires stationnés à Waraputa que des Indiens auraient été maltraités près de Pirara par des Brésiliens errants. D'autre part, un certain nombre de sujets britanniques qui s'occupaient d'un projet de colonisation, paraissent avoir entrepris un voyage d'exploration

dans ces régions. Mais à part ces incidents, il ne paraît pas qu'un événement quelconque ne se soit produit dans la zone pendant plus de quatorze ans. Les prétendus outrages furent démentis par le Gouvernement brésilien en réponse aux représentations faites à ce sujet par la Grande-Bretagne. Le Brésil alléguait, par contre, que la mission anglaise établie à Waraputa servait d'asile à des Brésiliens mal disposés<sup>60</sup>. Les représentations faites par le Gouvernement britannique semblent avoir entraîné, au mois de janvier 1845, une visite du Commandant du Fort de São Joaquim à Pirara<sup>61</sup>. Mais on cessa bientôt, de part et d'autre, de faire valoir ces plaintes.

---

60. Cette Mission avait été fondée le 1<sup>er</sup> février 1842 par Frei José dos Santos Innocentes sur la rive méridionale de l'Uraricoera, en amont du confluent du Majary, et elle est restée au même endroit tout le temps qu'elle a été desservie. La Mission à Pirara avait cessé avec l'invasion anglaise.

61. Voici comment, à propos de cet incident, Frei José dos Santos Innocentes décrit, en 1845, les relations cordiales des Indiens de Pirara avec le Fort S. Joaquim : « Les Indiens de Pirara vivent tranquillement et paisiblement dans leurs huttes ainsi qu'a pu le reconnaître João Henrique de Castro, chargé de cette mission, lorsque le tuxaua Miguel, accompagné de quatre Indiens, étant arrivé à ce fort pour acheter un canot fut traité très poliment par tout le monde et se retira très satisfait, » (*Ann. Mém. Ang.* II. p. 85.)

La troupe qui avait envahi Pirara avait pour instructions de compter surtout sur le chef Pasico, recommandé par Schomburgk (*Ann. Mém., Ang.* V. III. p. 142, Schomburgk à Light) comme étant le fils de l'ancien chef Macuxi de Pirara. En 1845, le Commandant du Fort S. Joaquim fait une enquête à Pirara au sujet de faits dont la Légation Anglaise s'était plainte, sur une dénonciation venue de Waraputa : « et ayant encore demandé au tuxaua Pachicu si quelque meurtre ou quelque outrage y avaient été commis, il me répondit négativement qu'on n'avait jamais entendu parler d'une telle chose mais que si rien de semblable avait eu lieu, ce ne pouvait être qu'à Waraputa même où il y a des soldats et des gardiens de troupeaux qui ont déserté d'ici et sont là-bas avec le missionnaire, M. Pollitt ». Rapport du Commandant du Fort S. Joaquim. (*Ann. Mém. Angl.* II p. 85.) On voit que le chef indien était en très bons rapports avec le fort et qu'on ne s'y doutait pas qu'il eût des préférences pour les Anglais.



« L'intérêt que le Brésil portait à la zone en litige s'évanouit presque aussi rapidement qu'il avait surgi d'abord, et avant la fin de 1852 la mission brésilienne, au moyen de laquelle le Frère José avait autrefois espéré de supplanter M. Youd, s'était transportée à Porto Alegre, situé sur les bords du Rio Branco<sup>62</sup>.

« Toutefois, ces régions n'étaient point tout à fait hors de la portée des négriers venant du territoire brésilien. Un Indien atorai, qui avait reçu du Gouvernement britannique un brevet de Capitaine, se plaignit en 1857 de plusieurs outrages de ce genre. Ces plaintes étaient appuyées par un Anglais, qui se trouvait dans la zone à ce moment, à la recherche de minéraux. A la suite des représentations faites au Gouvernement brésilien, celui-ci donna aussitôt des instructions destinées à mettre fin aux déprédations dans le territoire des Indiens situé au delà de la ligne revendiquée par la Grande-Bretagne.

« Pendant à peu près trente ans après l'année 1857, les archives officielles sont absolument muettes au sujet de la région en litige, dont l'histoire doit donc être recherchée ailleurs. Cette histoire prouve que les indigènes habitant la zone, dès qu'on les laissa en paix, reprirent, tout naturellement, les habitudes de leurs ancêtres et le commerce avec

62. L'incident auquel le Mémoire Anglais fait allusion est le rapport fait à un Indien de Waraputa qu'Evaristo avait tranché la tête à un Macuxi, José Teixeira, ancien déserteur du Fort. C'est, au contraire, Evaristo, dont les Anglais, tout en se méfiant de lui, comptaient se servir à Pirara (Voy. *Ann. Sec. Mém. Brés.*, l. p. 79, Instructions au Commandant de l'expédition anglaise) et qu'ils accusaient de trahison pour avoir aidé les Brésiliens (*Ann. Mém. Angl.* v. II, p. 80, Bernau à l'Évêque de la Guyane) qui avait été assassiné. Les assassins s'étaient réfugiés dans la Mission protestante de Waraputa, sur l'Essequibo, selon ce que Frei José apprit des tuxauas de Pirara. (*Ibid.*, v. II, p. 82). Il faut remarquer cette plainte du Gouvernement Brésilien contre l'asile que trouvaient dans la Mission anglaise de l'Essequibo les soldats déserteurs et les criminels qui ensuite venaient commettre des déprédations dans les plaines de Pirara et voler le bétail national. (Note de Limpo de Abreu du 3 juin 1845. *Ibid.* v. II p. 82.) La Légation Anglaise promet une enquête et des mesures préventives (Note de Hamilton du 26 juin 1845. *Ibid.* v. II p. 83.)

« les hommes de la mer » (Parana-Kiri), dont ils reconnaissaient la juridiction. »

Il faut retenir la constatation principale du passage ci-dessus, que rien ne s'est passé dans le Territoire Contesté qui puisse être invoqué comme un titre anglais jusqu'à l'année 1860. De « prétendus outrages » contre les Indiens sont dénoncés et démentis; un certain nombre de sujets britanniques qui s'occupaient d'un projet de colonisation paraissent avoir entrepris un voyage d'exploration vers la frontière du Brésil, mais on ne dit pas où ils sont allés, et ce voyage, si c'est celui d'un M. Dawson, est décrit dans le Mémoire Anglais (*Ann. Mém. Ang.*, II, 86) comme un « voyage à la rivière Rupununi ». Pour le reste, aucun événement ne s'est produit dans la zone « pendant plus de quatorze ans », — ce qui nous amène à 1857, — que des plaintes mal fondées de gouvernement à gouvernement, plaintes qu'on cesse bientôt de faire valoir. En 1858, il y a de nouveau des représentations faites au Gouvernement Brésilien au sujet de l'enlèvement d'Indiens de la tribu Atoraï. « La scène de ces incursions de pillage est à une telle distance de notre poste le plus avancé, » dit la Note de la Légation Anglaise du 17 avril 1858 (nous prenons note de cet aveu), « que cela en empêche même la connaissance officielle et plus encore toute tentative pour les réprimer ou les prévenir<sup>63</sup>. » Ces Indiens, d'après la déclaration anglaise, habitaient le territoire du Rupununi. Comme on l'aura remarqué, l'incident de 1858 ne crée pas un nouveau titre

---

63. Cette note n'est pas donnée dans la série des documents anglais. On la trouvera dans *Ann. Sec. Mém. Brés.*, II, p. 76.

en faveur de l'Angleterre. « Pendant à peu près trente ans après l'année 1857, continue le Mémoire Anglais, les archives officielles sont absolument muettes au sujet de la région en litige dont l'histoire doit donc être recherchée ailleurs. » Cette histoire, il la fera commencer vers 1860.

## V

## Commerçants Britanniques dans la Zone.

Sous le sous-titre : « Commerçants Britanniques dans la Zone », le Mémoire Anglais expose les faits suivants :

PAGES 96-97. — « Vers 1860, John Bracey, « créole intelligent », s'installa à Dar-auau, ou Dow-rawow, un endroit situé sur la rive gauche du Rupununi et entre les limites de la zone en litige. Il se livra au commerce avec les Indiens qui habitaient les bords du Takutu et les régions voisines situées au delà de ce fleuve, et il apprit la langue macuchi. Vers 1864, un autre commerçant, appelé Guillaume de Roy, ou Rooy, vint s'établir près du même endroit. L'arrivée de Roy eut pour conséquence que Bracey se transporta à Quatata, station située près du village abandonné de Pirara. Mais il n'y resta pas longtemps. Il descendit le Rupununi pour se fixer à Quimata, lieu situé en dehors de la zone. Là Bracey s'établit et fit le commerce jusqu'à sa mort.

« De Roy avait d'abord été employé à Georgetown dans un magasin beaucoup fréquenté par les Indiens de la savane. Depuis environ 1864 jusqu'à sa mort, il demeura à Dar-awow, et il visitait de temps en temps la ville de Georgetown, où il avait aussi un domicile. Ses opérations commerciales s'étendaient jusqu'au Takutu, et même jusqu'à la région située au delà de ce fleuve. Il ignorait les langues indiennes, et se reposait, en cela, sur sa femme, qui les connaissait.

« Vers la même époque — et certainement avant 1870 — un nommé Christy s'établit à Galinamata (ou, plus correcte-

uent Carina Mata), village macuchi situé dans la savane, à peu de distance au nord des montagnes de Canaku et à une journée de marche du Takutu. Il faisait un commerce régulier avec les Indiens, en faisant venir ses marchandises de Georgetown.

« D'autres commerçants ambulants trafiquaient avec les Indiens qui habitaient les alentours de Pirara, notamment Cornellisen et Cephass, et il est à remarquer que l'un et l'autre se servaient de la langue créole-hollandaise pour leurs transactions de commerce. Cephass paraît avoir pénétré plus loin que les autres, puisqu'il a poussé non seulement jusqu'au Takutu sans pourtant le franchir, mais jusqu'aux régions habitées par les Atoçais, qui s'étendent vers les sources mêmes de l'Esséquibo.

« Parmi ces commerçants qui séjournaient dans les savanes pendant la période de 1860 à 1890, John Bracey paraît avoir été reconnu par les Indiens à titre de protecteur. L'avis qu'il donna aux Brésiliens au mois de novembre 1870 fait ressortir la façon dont il réclamait, au profit des tribus indiennes, les garanties de leur nationalité britannique. Cet avis ne manqua évidemment pas d'être efficace, et les Brésiliens qui erraient au delà du Takutu le respectaient. »

Ainsi nous avons comme titres anglais :

1° Le séjour, vers 1860, à Dar-auau ou Dow-rawow, sur la rive gauche du Rupununi, d'un créole intelligent nommé John Bracey qui, ayant appris la langue Macuchi, commerçait avec les Indiens du Tacutu et des alentours. Les références de ce fait sont l'affirmation de deux fonctionnaires de la Guyane Anglaise, M. im Thurn et M. Mc. Turk. D'après le Mémoire Anglais, Bracey séjourna peu de temps dans le Territoire Contesté et transféra sa résidence près du débarcadère de Quimata.

2° La venue, en 1864, d'un autre commerçant appelé Guillaume de Roy, ou Rooy, ancien employé à Georgetown dans un magasin très fréquenté par les Indiens. La référence est au rapport de Mc. Turk où il est dit : « *La plupart des Indiens, en*

venant à Georgetown, fréquentaient ce magasin », « beaucoup fréquenté, dit le Mémoire Anglais, par les *Indiens de la savane* ». Il n'y a pas la moindre preuve que ces Indiens appartenissent au territoire Contesté, lequel ne comprend pas toute la savane. La référence du Mémoire est seulement le rapport de M. Mc. Turk.

5° L'établissement, avant 1870, à Galinamata ou Carina-Mata, village Macuchi voisin de la serra Quano-Quano, à un jour de marche du Tacutú, d'un Anglais qui commerçait avec les Indiens et faisait venir des marchandises de Georgetown. La référence est également à M. Mc. Turk.

4° Le passage de commerçants ambulants qui trafiquaient avec les Indiens voisins de Pirara et dont on cite deux : Cornellissen et Cephass. Ce dernier semble avoir pénétré jusqu'au Tacutú et jusque chez les Atorais, lesquels s'étendent jusqu'aux sources de l'Essequibo.

La référence est à M. Mc. Turk, lequel dit de Cornellissen : « Cornellisson n'avait pas d'établissement fixe pour son commerce, mais arrivait chaque année ; il suivait généralement la rivière Siparuni et son affluent, le Tacutú (sic), jusqu'aux sources de l'Ireng et les environs » (*Ann. Mém. Angl.* II, 5<sup>e</sup> partie, p. 5). Cephass résidait principalement à Apoterie, au confluent de l'Essequibo et du Rupununi. La référence est à la page 98 de la Partie II du Vol. II de l'Annexe au Mémoire Anglais. Elle devrait être à la partie I, à moins que ce ne soit pour justifier la rédaction du Mémoire qui dit, en généralisant, « d'autres commerçants ». En effet, dans ce document, im Thurn dit connaître trois commerçants de Georgetown qui ont été à Pirara, deux constamment, depuis sa visite en 1878 ; mais aucun d'eux n'était Anglais.

5° Bracey est représenté comme un protecteur connu des

Indiens et comme ayant adressé aux Brésiliens un avis de ne pas enlever par la force des Indiens de la frontière anglaise, ce qui montre qu'il réclamait pour les Indiens les garanties de leur nationalité britannique. C'est un papier envoyé en 1870 à un Indien uapixana, nommé Ambrosio, résidant sur le Swarawow (Saraurú), affluent du Tacutú.

6° Vers 1877, deux commerçants britanniques, Flint et Eddington, s'établissent à Pirara. Il n'est pas dit pendant combien de temps. Il n'y a pas de référence. Elle doit être faite à M. im Thurn.

Nous trouvons que les faits de commerce anglais dans la région, invoqués par l'Angleterre, sont bien insignifiants pour une période de soixante années et constituent une base trop étroite pour une prétention nationale. Nous nous refusons à voir de possibles acquéreurs de territoire, et d'un territoire neutralisé, dans deux ou trois commerçants qui, d'ailleurs, ne nous sont connus que par des informations suspectes, sans qu'on sache le genre et l'étendue de leur commerce ni les tribus qu'ils fréquentaient. Si la souveraineté des territoires en litige pouvait être obtenue à ce prix, elle dégènerait en une affaire d'achalandage<sup>64</sup>. On verra plus loin que le Brésil oppose à ces faits isolés toute l'appropriation de la rive droite du Tacutú par les éleveurs brésiliens.

---

64. Nous sommes forcés de reproduire, sur ce commerce anglais du Rupununi, les témoignages tels que nous les rencontrons. Voici ce que dit à ce sujet le voyageur français H.-A. Coudreau, cité par la Légation Anglaise à Rio de Janeiro et dont la marque restera ineffaçable dans la géographie de ces régions. Nous regrettons de ne rien pouvoir changer à son style, puisqu'il s'agit d'un document, et nous lui laissons toute la responsabilité

## VI

## Contradiction à signaler

De ces renseignements anglais, le seul qui indique une certaine activité dans les relations avec les Indiens, sans qu'on puisse savoir lesquels, est la mention faite de De Roy. Ce nom

de ses jugements sur les personnes; il faut dire qu'il est beaucoup plus sévère dans sa façon de qualifier un certain Fernando, qui déployant le drapeau brésilien, dit-il, était entré dans les malocas des Atorradis :

« Les Brésiliens se tourmentent fort de cette zone neutre : ils accusent les Anglais d'embaucher les Indiens et d'entretenir des agents sur le territoire brésilien. J'ai entendu quelquefois, il est vrai, quelques Indiens du Takutu, dire, quand ils étaient ivres : « I am Englishman », mais on aurait tort d'attacher à ces faits isolés plus d'importance qu'ils n'en méritent. La vérité est que les deux Anglais établis au Repunani ne donnent point leurs marchandises aux Macouchis et aux Ouapichianes par pur esprit de propagande, mais bien, au contraire, que les Indiens n'obtiennent un fusil à un coup, valant vingt francs, qu'en échange de deux mois de travail. Les Macouchis, les Ouapichianes et les Atorradis de la frontière, sont beaucoup moins civilisés que ceux des bords du Rio Branco, les hommes vont de calembé et les femmes de tangué. Les deux maisons anglaises du Repunani me font l'effet de se préoccuper beaucoup plus de payer le moins possible leurs Indiens que de leur apprendre à écorcher la langue de Shakespeare. (*Voyage au Rio Branco*, Rouen, 1886, p. 55.)

Et dans un autre passage :

« Adieu Ouaraip. Si les chauvins brésiliens se donnaient la peine de faire ce voyage, ils n'auraient pas une si grande ire contre l'Angleterre, qui ne s'occupe nullement d'eux de ce côté-là. Tout ce qu'on raconte de l'activité anglaise sur la frontière est faux. James Percy, à Duruwow, est un vieux brave homme très ivrogne, qui a pour monomanie de faire dans chacune des tribus voisines le plus grand nombre possible d'enfants. Il en a douze qu'il a reconnus et adoptés; il en a de mères ouapichianes, atorradis, macu-

figure en effet dans la correspondance diplomatique entre les deux gouvernements. En 1888, le Gouvernement Britannique s'étant plaint que le Président de la Province d'Amazonas était entré dans le Territoire Contesté, le Gouvernement Brésilien fit remarquer que certains sujets anglais cherchaient à engager des Indiens dans la zone neutre et qu'une fiscalisation quelconque de leurs agissements devenait nécessaire. Entre autres remarques, il observait à propos de De Roy (Note du Ministre des Affaires Étrangères au Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne du 25 mai 1888) :

« Les conditions esquissées en 1842, sans la précision nécessaire, subsistent donc depuis plus de quarante ans. Le Gouvernement Impérial, loin de les élargir par une interprétation libérale, leur a donné un rigoureux accomplissement. Il paraît cependant que le Gouvernement de Demerara n'a pas agi de même. Après l'Accord, le sujet britannique William de

---

chis, paochianas et négresses. C'est sa manière à lui de faire de la propagande. Je rencontrai un de ses fils au passage du Repunani. Son père l'avait précédemment envoyé passer un an à Demerara pour le désauvagiser un peu. Le jeune homme était en quête de sa sœur et de sa maman. Depuis quatre ans passés elles n'étaient pas apparues à la maison du vieux Percy. Percy junior, depuis trois semaines, battait la forêt et la prairie pour retrouver ces deux membres de sa famille. Rien. Il y a un autre Anglais à Cuandou Cuando. On le dit marié, mauvais, dur, avare, âpre au gain. Les Indiens l'exècrent. En somme, ces deux messieurs, si tant est qu'ils font de la propagande annexionniste, ont si mal réussi, que je puis affirmer qu'il n'existe pas, de Caiïrrit à la Pacaraïma, plus de dix Indiens capables de comprendre en anglais, autre chose que les deux vocables « match » et « Goddam ». (*Ibid.*, p. 47.) Sur Coudreau voir comment la Légation Anglaise à Rio de Janeiro le cite dans sa Note du 25 mai 1888 à l'appui de son affirmation qu'il n'existait pas de propagande anglaise dans le territoire contesté. (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, II, p. 85.)



Roy est venu s'établir sur la rive gauche du Rupunuri en y fondant des maisons de commerce, une fabrique de filets de coton, et un dépôt de bois tirés de la montagne Quano-Quano. Il n'y a pas longtemps qu'il a dit à un Brésilien, qui est allé le visiter, qu'il s'était établi en cet endroit parce que le Gouverneur de la Colonie lui avait dit que ce territoire était britannique. De cette façon, des relations commerciales qui exigent un mouvement continu de personnes se sont formées entre Demerara et le territoire neutralisé. »

La Note Brésilienne se plaignait aussi que le Gouvernement de la Colonie employât des agents dans le Contesté et que « ses compatriotes établis à Pirara » (ou Quatatá dans le voisinage de Pirara où le Mémoire Anglais place pendant quelque temps Bracey) séduisirent les Indiens à leur cause; ces sujets anglais doivent être les mêmes que ceux dont il a été question dans le Mémoire Anglais<sup>65</sup>.

La Légation Anglaise (Note du 25 mai) tint pour exagérés les renseignements donnés au Gouvernement Impérial : « A la page 291 du livre de M. Coudreau (2<sup>e</sup> volume), dit-elle, ce Monsieur, qui est loin d'être partial pour la Guyane Anglaise, est enclin à attacher peu d'importance à la propagande attribuée autrefois à cette Colonie, et les renseignements que je possède s'accordent sous ce rapport avec ceux de M. Coudreau. »

De Roy s'était établi sur la rive gauche du Rupununi, à l'est

---

65. Il faut dire que le rapport de Mr. Mc. Turk sur les commerçants de la Savane (*Ann. Mem. Angl.*, II, partie III, p. 5), fait en 1901, mentionne également, à la date de 1895, un Johnson établi au confluent du Suwarawow. (Saraurú).

du partage des eaux ; on peut voir l'endroit sur la carte anglaise du Territoire Contesté. Dès que des familles brésiliennes s'établissent sur des terres voisines de la Serra Quano-Quano, dans le voisinage du Tacutú, le Gouvernement Anglais fait des remontrances au Gouvernement de la République :

« Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu du Gouverneur de la Guyane Anglaise un rapport exposant que certains Brésiliens ont occupé des terres à la pointe sud-ouest des Monts Kanuku près du confluent des rivières Suwarawow et Takutú ; et il a été décidé d'avertir ces personnes, à la première occasion qu'un fonctionnaire de la Guyane Anglaise visitera le district, qu'elles se trouvent sur un territoire revendiqué par la Grande-Bretagne. En portant les faits ci-dessus à la connaissance de Votre Excellence, je suis chargé par le Marquis de Lansdowne de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu qu'ils se sont produits sans que le Gouvernement Brésilien en ait eu connaissance, et qu'aucun acte d'occupation ou de juridiction ne sera reconnu par lui en aucun territoire revendiqué par le Gouvernement de Sa Majesté, tant que sera pendant le résultat du prochain arbitrage. » (Note du 5 septembre 1901 du Ministre de S. M. Britannique, à Rio de Janeiro.)

Il est impossible de concevoir une plus grande inégalité dans la manière d'interpréter l'Accord, puisqu'il serait loisible aux Anglais, mais interdit aux Brésiliens, de s'établir dans le Territoire Contesté et d'y négocier. Nous préférons croire que la Note de Sir Henry Dering désavouait les procédés semblables de la part de sujets anglais, et pourtant ce sont ces mêmes procédés que le Gouvernement Anglais invoque aujourd'hui à l'appui de son titre. Il les justifie donc de la part des Brésiliens.

## VII

Comparaison des éléments et des intérêts anglais  
dans le Contesté  
avec les éléments et les intérêts brésiliens.

Il ne faut pas nous représenter cette partie du territoire comme étant ou ayant été le théâtre d'opérations commerciales très étendues faites avec les tribus sauvages. « Les Macouchis, les Ouapichianes et les Atorradis de la frontière sont beaucoup moins civilisés, dit Coudreau, que ceux du bord du Rio Branco; les hommes vont de calembé et les femmes de tangué. » Les Indiens, prétend-il, n'obtiennent des marchandises de deux Anglais établis au Rupununi qu'en échange de mois de travail. Les descriptions de voyage dans le Territoire Contesté, comme celles de Brown ou de im Thurn, ne nous montrent hors du Tacutú que la solitude la plus complète et la vie indienne la plus primitive, avec, de temps à autre, des vestiges de la pénétration portugaise parmi ces tribus, et bien au delà du Rupununi. Tandis que les descendants d'Anglais et d'Indiennes, dont parle Coudreau, ne sont encore qu'une famille, les descendants des déserteurs de S. Joaquim et des *vaqueiros* des fazendas nationales forment une nouvelle race que im Thurn nous montre distribuée sur toute la frontière et avec des qualités qui doivent lui assurer l'influence sur toutes les autres<sup>66</sup>.

---

66. « Un soir nous arrivâmes à une hutte sur le ruisseau Paripie, appartenant à des Indiens métis brésiliens. Ces gens, appelés Nikari-Karus, sont des hybrides tenant des Brésiliens et des Indiens de différentes tribus. Leur

La proportion des Anglais établis dans le Contesté actuel a été toujours insignifiante par rapport à celle des Brésiliens. L'un des Anglais mentionnés, de Roy, mort depuis, se trouvait sur la rive gauche du Rupununi. Quant à Melville, qui était sur le Tacutú et qui y était arrivé en 1891, la situation, telle

---

véritable résidence est sur la frontière du territoire britannique et du territoire brésilien et ceux qui, en petit nombre, se sont établis sur l'Essequibo sont des déserteurs des forts de la frontière et des fermes d'élevage où, tout au moins jusque tout récemment, le travail qu'on leur faisait faire était forcé. Sauf sur deux points, les usages de ces gens diffèrent à peine de ceux des naturels du territoire anglais. Ils font de la farine de leur cassave au lieu d'en faire du pain et, pour la fabrication de leurs hamacs, ils emploient du coton teint, généralement bleu ou jaune, au lieu de coton blanc, et la maille en est plus serrée, parfois différente de celle de l'Indien ordinaire. A Yucarisi, à un mille ou deux après Paripie, il y a un autre de ces établissements brésiliens; plus loin, en remontant la rivière, à Arinda, il y en a un troisième; et il y en a encore un autre sur la rivière Roopoonooni, près de Anahee. C'est là tout, je crois. » (*Among the Indians of Guiana*, in Thurn. p. 17.)

Il veut dire que c'est tout jusqu'au Rupununi, puisqu'il nous parle aussitôt après d'un autre établissement, qu'il appelle Euwari-Manakuroo, peu éloigné du Tacutú :

« Les habitants de cet endroit sont très mélangés; car, parmi les Nikari-Karus, il y a plusieurs Macusis et aussi une Piriana, femme grasse au delà de toute description et, par conséquent, surtout dans son état de nudité, laide à ne pas pouvoir le dire. On sait peu de chose des Nikari-Karus, qui forment un groupe hybride tenant d'un côté des Portugais brésiliens et de l'autre des Indiens, peut-être Wapianas. Leur langue est une forme très corrompue du portugais que les personnes qui parlent le portugais correct peuvent à peine comprendre, comme nous nous en aperçûmes lorsque nous emmenâmes Chirura au Brésil pour nous servir d'interprète. L'usage le plus frappant parmi eux est peut-être celui, que quelques-uns d'entre eux ont emprunté à diverses tribus d'Indiens brésiliens, de se limer toutes les dents en pointe très aiguë, ce qui donne à leur visage une expression des plus

qu'il la décrit en 1896<sup>67</sup>, et telle que Flint la décrit<sup>68</sup> aussi vers la même époque, est toute d'occupation et de contrôle du territoire par les *fazendeiros*, ou *rancheiros*, brésiliens. Un

sauvages et très hideuse. J'ai déjà cité diverses autres particularités de ces gens; mais il me faut ajouter qu'ils diffèrent aussi de la plupart des Indiens de la Guyane par l'habitude qu'ils ont de demeurer dans de grandes maisons plusieurs familles ensemble. Les enfants d'Euwari-manakuroo, peut-être à cause du sang européen qui coule dans leurs veines, jouaient et chantaient d'une façon enfantine bien rare chez les Indiens de race pure; et les femmes mêmes se mêlaient à leurs jeux, ce qui est encore plus extraordinaire. » (*Ibid.*, p. 58.)

Plus loin, il dit que les Nikari-Karus sont des métis de Macusis et d'Indiens de quelque tribu brésilienne, ou peut-être de Macusis et de Brésiliens d'extraction portugaise. (*Ibid.*, p. 159.)

67. « Je réside dans ce district depuis cinq ans et je désire faire savoir à Votre Excellence que les propriétaires de « ranchos » brésiliens ont peu à peu, pendant ces sept dernières années, établi des « ranchos » sur la rive anglaise des rivières Takutu et Cotinga ou Surumu. J'ai marqué sur la carte incluse la position et le nombre de têtes du bétail qui est nourri dans ces « ranchos ». Vu la profonde connaissance que j'ai des gens, dont je parle la langue, et du pays qu'ils occupent, Votre Excellence peut avoir confiance que les renseignements donnés sont corrects. Il a été payé au Gouvernement Brésilien, pendant ces trois dernières années, une taxe de 200 réis par tête en même temps qu'un impôt sur les maisons d'habitation et sur les parcs d'élevage. Les « rancheiros » de ce côté de la ligne de Schomburgk protestent contre ces impôts en déclarant qu'ils croient que le terrain qu'ils occupent est un territoire contesté ». (Mr. Melville au Gouverneur Sir A. Hemming, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 107.)

68. « Les rives entières de la rivière Takutu sont maintenant occupées par des Brésiliens qui tous ont des troupeaux paissant sur les terres britanniques. A l'extrême pointe des Monts Canuku, un individu appelé Ozorio possède un « rancho »; un autre, dont le nom est, je crois, Fabian, arrive presque au Nappi, près de l'Ireng; la Compagnie Nationale d'Élevage du Brésil à un vaste établissement s'étendant presque jusqu'à la rivière Pirara; plus bas, sur le Takutú, entre l'Ireng et le Cotinga, Cavalcanti a un

document qui jette une grande lumière sur la question est le Rapport, imprimé dans le Mémoire Anglais, du Commissaire Mc. Turk, envoyé dans la région en litige en 1898. Nous analysons ce document plus loin. Toute la vie et l'intérêt de la région coulent, pour ainsi dire, vers l'ouest et non vers l'est, viennent du Tacutú lui-même et non du Rupununi, sont alimentés par les fermes d'élevage, toutes de *stock* et de débouché brésiliens. Le commerce de Roy et d'autres Anglais du Rupununi est ainsi une quantité entièrement négligeable quant à la nationalité du territoire. La plus grande partie de leurs petites opérations devaient être sur le Rupununi même. A Ouaraïp, aux sources de la rivière, rive droite, village Atorradi, Coudreau en trouve des vestiges :

« Le *great attraction* de Ouaraïp est un petit lot de cinq chevaux mansos que les nègres ont acheté de l'Anglais du bas de la rivière en échange de canots qu'ils lui fabriquent ici, » (*Voyage au Rio Branco*, Rouen, 1886, p. 47) et encore ces trois ou quatre nègres sont Brésiliens » (*Ibid.*, p. 119).

Dans une certaine mesure, le *statu quo* de 1842 s'est modifié dans le Contesté sans qu'aucun des Gouvernements ait songé à encourager ce changement, excepté, peut-être, comme il est montré plus loin, le Gouvernement Anglais dans ces dernières années, par l'intervention de son agent Mr. Mac Turk et par d'autres tentatives avortées; mais cette situation

---

« rancho » et d'autres encore plus loin que lui, dont je ne connais pas les noms. J'avais l'intention de solliciter du Gouvernement la concession (droit d'occuper) d'un terrain; mais il m'est impossible d'obtenir un endroit convenable avec façade sur la rivière. Je voudrais bien savoir si les Brésiliens ont le droit d'occuper les terres britanniques ». (Mr. Flint à Mr. Mc. Turk, *Ibid.*, p. 111.)

n'a rien qui soit favorable à la cause anglaise. Les échanges faits par de Roy sont annulés par la prépondérance des éléments brésiliens, même de commerce, partout où il a pu négocier à l'ouest du Rupununi. D'un côté du Contesté il n'y a, en effet, jusqu'à la côte, que le désert, le manque absolu de ressources; de l'autre, il y a le contact constant avec Bôa Vista, l'influence exercée sur toute la région par ce grand centre de développement amazonien qu'est devenu Manaos. Si ce n'était l'accord de neutralisation de 1842, le territoire en litige aurait déjà été bien développé par le Gouvernement de l'État d'Amazonas, lequel, pour éviter les rapides du Rio Branco, vient d'achever une grande route carrossable de 132 kilomètres, dont 80 dans la forêt vierge et plus de 50 à travers la savane, entre Caracahy et Bôa Vista. Aussi, pour établir un titre quelconque sur ce territoire, le Mémoire Anglais se trouve forcé d'invoquer la prédilection manifestée par les Indiens en faveur du régime britannique.

Nous discutons plus loin ce point qui semble capital pour l'Angleterre; mais, quant au prétendu commerce anglais, le Brésil soutient que quelques transactions de commerce faites par des particuliers, qu'ils fussent Anglais ou Brésiliens, dans le Territoire Contesté pendant le régime de neutralisation convenu entre les deux nations, n'ont aucune portée pour ce litige. Nous demeurons convaincus qu'il n'y a pas à comparer, quant à leur importance, les opérations ou intérêts de cette nature qui peuvent être classés comme anglais avec ceux qui peuvent être classés comme brésiliens, mais nous n'invoquons, de notre côté, aucun titre postérieur à l'Accord de 1842. Pour ce qui concerne cette période, la seule allégation du Brésil est que le territoire en litige ayant été neutralisé, il s'est trouvé,

pendant ces dernières soixante années, empêché de le développer, ce qu'autrement il n'aurait pas manqué de faire.

Le tableau que nous dressons ci-dessous du nombre de résidents du Tacutú suffit à démontrer que, dans le bassin de cette rivière, tout l'intérêt est brésilien.

### VIII

#### Tableau des propriétés sur les deux rives du Tacutú.

Voici le résumé des propriétés existant sur les deux rives du Tacutú d'après les informations envoyées du Rio Branco à notre Mission Spéciale sur la demande adressée au Gouverneur de l'État de l'Amazone à la suite de la publication des documents insérés dans le Mémoire Anglais. Nous le faisons d'après le tableau des résidents établis sur la rivière Tacutú, imprimé dans les *Annexes* de ce Second Mémoire, vol. II, à la fin.

#### I. — Dans le territoire contesté :

Propriétés de tout ordre situées sur la rive droite du Tacutú en amont du confluent du Surumú, ou entre cette rivière et le Rupununi, c'est-à-dire dans le territoire litigieux, et appartenant à des :

- a) Brésiliens;
- b) Anglais.

#### a) Appartenant à des Brésiliens :

1. *Burgo Andreas*, rive gauche du Surumú, de Bento Aranha (1 maison).



2. *Baixa do Surumú*, sur la rive gauche du Surumú, de Espiridião José d'Andrade (1 maison).

3. *Maravilha*, sur la rive gauche du Surumú, de Raymundo Antonio da Silva (1 maison).

4. *Cuancuan*, sur la rive gauche du Surumú, de Benigno Marajó (1 maison).

5. *Cuancuan*, sur la rive gauche du Surumú, de João Peres da Silva (1 maison).

6. *S. Antonio*, de l'embouchure du Surumú à celle du Chirihini, de Manoel José de Andrade (2 maisons).

7. *Maravilha*, du Chirihini au Chuminá, de Manoel Vieira Accioly Cavalcante (2 maisons).

8. *Maravilha*, du Chirihini au Chuminá, de Francisca Eudoxia Collares (1 maison).

9. *Maloca*, sources du Chirihini, de Pedro Cavalcante (Brésilien Macuchi) qui a sous ses ordres 37 Macuchis (1 maison).

10. *Carapanatuba*, du Chuminá au Cuchúa, de Marcos Vieira da Silva (1 maison).

11. *S. João*, du Cuchúa au Viruaquin, de Raymundo Garcia d'Almeida (1 maison).

12. *Conceição*, de l'embouchure du Mahú sur la rive droite jusqu'en face du Pirara, de José Amancio de Lima (3 maisons).

13. *Burgo Manaú*, de l'embouchure du Pirara à la rive droite du Mahú, de Doceo et Amanda Aranha, administré par João Lambé (1 maison).

14. *Burgo Santos Inocentes*, rives gauches du Mahú, Pirara et Naipú et droite du Manari, administré par le Capitão Magalhães (Tuchaua Brésilien Macuchi) ayant sous ses ordres 841 Macuchis (34 maisons).

15. *Burgo Baixa do Macuchi*, rive gauche du Mahú et droite du Pirara, de Raymundo Chefe (1 maison).

16. *Burgo Neengahiba*, de l'embouchure du Pirara sur la rive gauche, de Olivia Aranha, administré par Henrique Tahurame (1 maison).

17. *Burgo Icamyaba*, de l'embouchure du Naipú sur la rive droite du Pirara, de Josephina Aranha, administré par Guilherme Uairá (1 maison).

18. *Burgo Miranda Reis*, rive gauche du Pirara, droite du Maipú et lac Amacú, de João Aranha, administré par Daniel Tacá (1 maison).

19. *Manari*, embouchure du Mahú, rive gauche, de Pedro Marques Garrido, administrée par João Baptista da Silva (1 maison).

20. *Burgo Dourado*, des terres de Pedro Garrido à la rive droite du Mucumucú, de Gabriel Pereira da Silva (1 maison, du Campo Limpo à Boaventura da Silva).

21. *Burgo Dourado*, des terres de Pedro Garrido à la rive droite du Mucumucú, de Boaventura da Silva (1 maison, des terres de João Pereira da Silva à la rive droite du Mucumucú).

22. *Burgo Dourado*, des terres de Pedro Garrido à la rive droite du Mucumucú, du Capitão Candido Sandi (Tuchaua Brésilien Macuchi) ayant sous ses ordres 120 Macuchis (1 maison, de la rive gauche du Mucumucú aux terres de Paschoal Gomes da Silva).

23. *Burgo Dourado*, des terres de Pedro Garrido à la rive droite du Mucumucú, de Paschoal Gomes da Silva (1 maison, des terres du Capitaine Candido à celles de Hygino Luiz Pereira).

24. *Burgo Dourado*, des terres de Pedro Garrido à la rive

droite du Mucumucú, de Hygino Luiz Pereira (1 maison, des terres de Paschoal Gomes da Silva à la rive droite du Cumucumucú).

25. *S. José du Tacutú*, de la rive du Cumucumucú à la droite du Cuaré, de Ozorio Francisco Mendes (1 maison).

26. *Burgo Carneiro de Campos*, de la rive droite du Cuaré à la gauche du Chaharahuau, administré par le Capitaine Cardoso (Tuchaua Brésilien Uapichana) ayant sous ses ordres plus de 250 Uapichanas (8 maisons).

27. *Pimenta Bueno*, entre les montagnes Ossada et Chiri. de Euphrasio (Tuchaua Brésilien Uapichana) ayant sous ses ordres plus de 50 Uapichanas (1 maison).

28. *Sant' Anna Nery*, sur la rive droite du Chaharahuau et gauche du Repuni, de José Bixiga (Tuchaua Brésilien Uapichana) ayant sous ses ordres plus de 40 Uapichanas (1 maison).

29. *Acahuicli*, entre Cuanocuano et Campo Limpo, de Cuamirica Ineri (Brésilien Uapichana) (1 maison, maloca abandonnée du Tuchaua Cardoso).

30. *Inajá*, entre l'Inaia, Cuanocuano et Cuare, de Chico Pirara (Brésilien Uapichana, décédé) (1 maison).

31. *Burgo Barros Level*, entre Campo Limpo, Dourado. Cuanocuano et Mucumucú : 22 chefs de famille Brésilien Macuchis (27 maisons).

b) Propriétés appartenant à des Anglais :

1. *Maloca*, entre Chaharahuau et les montagnes Quano-quano, de Ambrosio (Tuchaua Anglais Uapichana), à présent au service de Henry Melville avec 20 Uapichanas (1 maison).

2. *Tarenamuita*, entre les montagnes Quano-quano et le

Rupununi, de Richard Richil, qui habite dans la maloca du Tuchaua Magalhães et s'occupe de l'industrie extractive du suc de maçaranduba (1 maison).

3. *Tarenamuita*, entre la Serra de Cuanocuano et le Rupununi, de Naïpe (Tuchaua Anglais Macuchi), qui a une maloca et quelques Macuchis (1 maison).

4. *Ipocaré*, entre la Serra de Cuanocuano et le Rupununi, de John Park, qui est dans la maloca de Naïpe et se dit missionnaire Protestant (1 maison).

7. *Luaimeta*, entre la Serra Cuanocuano et le Rupununi, de Christovão Christy, qui est dans la maloca de Magalhães (1 maison).

Outre ces propriétés de sujets anglais, deux autres sont signalées quoique hors du territoire neutre :

*Essequibo*, sur la rive droite du Rupununi et gauche de l'Essequibo, de Henrique Colin Melville, qui a abandonné sa fazenda Arará du Chaharahuau sur laquelle il payait des droits au municipio de Bôa Vista (1 maison).

*Moça Poucklen*, rive droite du Rupununi, de Will. Roy, décédé, et la fazenda est abandonnée et sans bétail (1 maison).

## II. — Hors du territoire en litige :

Propriétés situées sur la rive droite du Tacutú en aval du confluent du Surumú et appartenant à des Brésiliens :

1. *Burgo Tenreiro Aranha*, Maloca du Teihú, administré par le Capitaine Ignacio (Tuchaua Brésilien Macuchi) qui a sous ses ordres 202 Macuchis (1 maison).

2. *Burgo Manóá*, rive droite de l'igarapé Anahuaité, administré par les Capitaines Ildenso et Luiz (Tuchauas Brésiliens Macuchis) et par le Capitaine Manoel Henrique Amaro (Tuchaua Brésilien Uapichana) ayant sous leurs ordres 295 Macuchis, 261 Uapichanas, 42 Uaricunás et 23 Aturahis (3 maisons).

3. *Frechal*, rive droite du Surumú, de Sebastião José Diniz (1 maison).

4. *Burgo Andreas*, rive droite du Surumú, de Bento Aranha (1 maison).

Il n'y a pas de propriétés appartenant à des Anglais.

Propriétés situées sur la rive gauche du Tacutú et appartenant à des Brésiliens.

1. *Cachoeirinha*, igarapé Cachoeirinha, de João Pereira da Silva (1 maison).

2. *Cachoeirinha*, igarapé Cachoeirinha, de Antonio Ferreira Lima, administrée par Pedro Cabo (1 maison).

3. *Arapari*, igarapé Cachoeirinha et de l'Arapari au Calangro, de Sebastião José Diniz, administrée par Camillo Mineiro (2 maisons).

4. *Tipucú*, du Calangro à Monoi, de Antonio Gomes Pereira Bastos (2 maisons).

5. *Murará*, entre le Murará et l'Onça, de Rita Capitary (Brésilienne Macuchi) (3 maisons).

6. *Frechal*, rive droite du Surumú (Central). Ce sont des retiros de Sebastião José Diniz (3 maisons).

7. *Burgo Uaiuricaua*, administré par le Capitaine Iainai (Tuchaua Brésilien Uapichana) ayant sous ses ordres 163 Uapichanas (1 maison).

8. *Papagaio*, du Monoi au Milho, de Antonio Gomes Pereira Bastos (1 maison).

9. *S. Benedicto*, du Milho au Cuchuá, de Lauriano José Pereira de Leão (1 maison).

10. *S. Francisco*, du Cajueiro au Tamaruhá, de Francisco Antonio Ribeiro y Peres, décédé (6 maisons).

11. *S. Lourenço du Lac*, du Tamaruhá au Lac de S. Lourenço, de Delphina Bueno Level (3 maisons).

12. *S. Lourenço du Lac*, du Tamaruhá au Lac de S. Lourenço, de Delphino Bueno Gauthierres, administrée par Domingos Martins Vidal (1 maison).

13. *Burgo Parima*, du lac S. Lourenço avec des terres de Antonio Nogueira Barreto, de Eduardo Antonio d'Almeida, administré par 4 capitaines Macuchis avec 336 Macuchis (5 maisons).

14. *Muratu*, du Burgo Parima aux terres en friche, de Antonio Nogueira Barreto (3 maisons).

15. *Tucunaré*, des terres en friche au rio Urubú, de Sebastião José Diniz, retiro de sa fazenda Quitanhaú (1 maison).

16. *Quitanhaú*, du fond des fazendas du Tacutú au Quitanhaú, de Sebastião José Diniz (1 maison).

Il n'y a pas de propriétés appartenant à des Anglais.

Comme on le voit, tous les établissements dans cette zone sont brésiliens, à trois ou quatre exceptions près, et la seule influence s'y exerçant par le commerce, l'élevage, le travail agricole, l'emploi des Indiens, la propriété et la résidence permanente, est brésilienne, en rapports continuels avec Bôa Vista et Manaos.

Nous imprimons dans les Annexes trois tableaux :

Le premier donne la liste des résidents établis dans le district du Tacutú, non seulement de ceux du territoire litigieux, mais aussi de ceux de la partie de ce bassin qui ne nous est pas contestée. On verra par ce tableau que, en même temps que tous les résidents du territoire litigieux, à très peu d'exceptions près, sont Brésiliens, ils s'appuient sur les établissements du reste du district, ce qui crée une communauté absolue d'intérêts brésiliens entre la rive droite et la rive gauche. Par contre, les intérêts anglais, existant dans le Contesté sur une si petite échelle qu'il est douteux qu'il en existe encore aucun à l'heure actuelle, ne trouveraient, à l'est de l'aire litigieuse, jusqu'à l'embouchure presque de l'Essequibo, que la solitude absolue, le manque de toutes les ressources, excepté celles des sauvages dans leurs malocas, s'ils voulaient par hasard s'appuyer, non pas sur le centre voisin de Bôa Vista, mais sur le premier établissement de la Colonie.

Le second tableau est celui de l'enregistrement de terres fait à Bôa Vista par des propriétaires établis au Tacutú.

Le troisième, celui de l'enregistrement des marques, signes et cachets du bétail et des chevaux fait aussi à Bôa Vista par les mêmes propriétaires.

Le Gouvernement Brésilien n'exerce sur le territoire neutre aucune juridiction, mais ses habitants, qui font le commerce par le Tacutú, vont faire ces enregistrements à Bôa Vista pour la facilité et la garantie de leurs opérations en territoire bré-

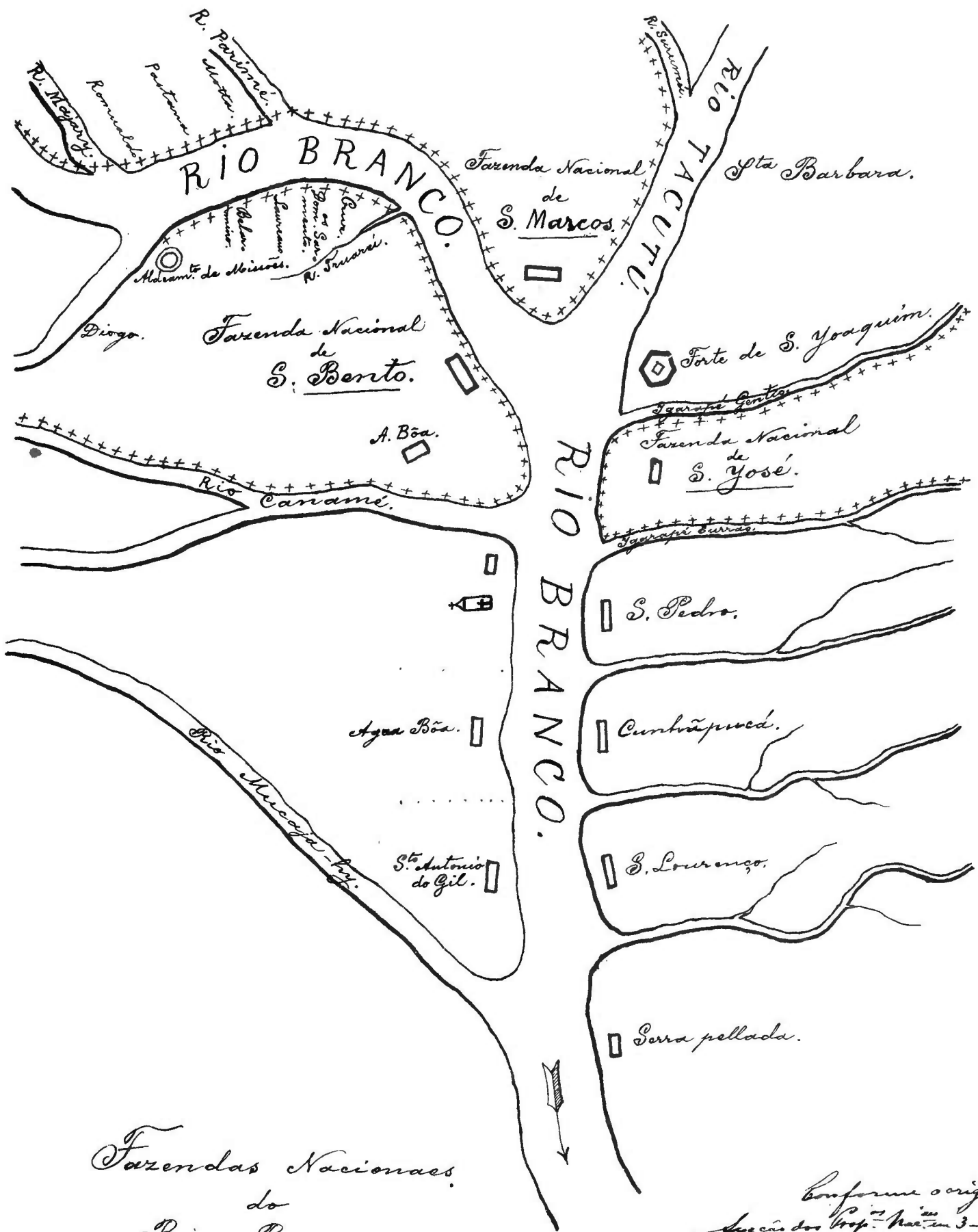
silien, pour l'identification de leur bétail, et quand il s'agit de terrains, comme preuve de leur occupation *bona fide*.

Ces trois documents suffisent à montrer que tous les intérêts établis à l'est du Tacutú sont brésiliens. Certes, on aurait pu en créer d'autres officiellement, mais les deux Gouvernements ne se sont pas livrés à une semblable concurrence. Laissé à lui-même, à ses propres ressources, le territoire n'avait d'autres graines à recueillir et à faire fructifier que celles qui tombaient sur lui du côté du Rio Branco.

Les intérêts brésiliens de la rive gauche et de la partie non contestée de la rive droite et ceux de la région voisine du Rio Branco étaient, en effet, les seuls qui pussent s'étendre naturellement sur le Territoire Contesté. Tous les autres auraient représenté soit l'excentricité de quelque habitant de Demerara, ami de la vie sauvage, comme Bracey ou de Roy, allant s'interner parmi les Indiens du Rupununi, et en profitant, ou bien auraient eu le caractère de tentatives de la Colonie pour que l'élément anglais figurât aussi de quelque façon dans le territoire en litige, afin que sa marque brésilienne, naturelle et spontanée, toujours grandissante, ne restât pas sans aucune contre-partie jusqu'au moment de la sentence.

Nous donnons ci-joint la copie d'une carte qui accompagne la dépêche du 31 octobre 1865, adressée au Président de la Province d'Amazonas par le Commandant Gabriel A. R. Guimaraes. On y voit l'emplacement des différentes fazendas autour du Fort S. Joaquim. Ce petit plan ne s'étend que jusqu'au confluent du Surumú, c'est-à-dire à la limite du territoire neu-





Fazendas Nacionais  
do  
Rio Branco.

Conforme o original  
Secção dos Prop. Nac. em 3-4-902  
Christiano do Valle  
Cheludor

Cópia do mappa que acompanhava o officio de 31 de Outubro de 1865, dirigido ao Presidente do Arrazonas pelo Major Gabriel A. R. Guimarães.  
Secção dos Proprios Nacionais, em 28 de Março de 1902.  
de Franca Almeida e Sá.



tralisé, et ne donne que la façade des propriétés sur les rives gauches du Tacutú et du Rio Branco. Si, cependant, l'on place ces fazendas sur une carte de la région entre le 62° et le 58° degré de longitude ouest de Greenwich et entre le 6° et le 2° degré de latitude nord, on verra qu'elles sont, avec le Fort S. Joaquim et les autres établissements brésiliens du Rio Branco et de ses affluents, les seuls établissements qui y existent.

## IX

### Explorateurs anglais dans le Territoire contesté.

Sous le titre « Reconnaissance géologique faite par les Anglais », le Mémoire passe à invoquer un autre ordre de faits.

PAGE 98. — « Pendant les années de 1869-71 M. Sawkins et M. Brown firent l'exploration de toute la partie méridionale de la Guyane britannique. Ces messieurs avaient été chargés par le Gouvernement Colonial de faire une reconnaissance géologique de la colonie. Les deux collègues partirent ensemble pour faire leur premier voyage vers le sud, et résolurent ensuite de prendre des directions différentes. Brown gagna l'embouchure du Rupununi le 6 janvier 1869, passa par Annai et le débarcadère de Pirara à la savane, et se dirigea ensuite vers le nord pour pénétrer jusqu'à la chaîne de Pacaraima et à Roraima. Il retourna par la même route et regagna le débarcadère le 24 février. Après avoir examiné l'endroit où se trouvait autrefois Pirara, il se mit à explorer une partie de l'Ireng (Mahu). Il quitta enfin le Mora le 22 mars pour descendre le Rupununi. Au cours du second voyage, Brown accompagna Sawkins jusqu'au 30 septembre 1869. Les explorateurs se séparèrent encore ce jour-là, et Brown alla remonter le Rewa,

ou Quitaro. Sawkins, de son côté, remonta toujours le Rupununi jusqu'au 16 octobre. Il franchit ensuite les savanes et s'avança jusqu'aux montagnes de Canaku, pour regagner ensuite le Rupununi au débarcadère d'Annaï, le 2 novembre. Son voyage se prolongea à l'est de la zone, tandis que Brown, cette fois, explora la région située entre le Rewa et le cours principal du Rupununi. Les deux voyageurs se trouvèrent de retour à Georgetown le 2 décembre 1869. Brown entreprit seul la troisième expédition. Après avoir exploré l'Esséquiho à peu près jusqu'à sa source pendant les mois d'octobre et de novembre 1870, il retourna au Rupununi et l'ascendit jusqu'à Karinambo. Il s'installa à Karinambo, et se mit d'abord à explorer le Takutu. Il traversa ensuite une partie de la savane, mais s'occupa surtout de la Cotinga et de l'Ireng (Mahu). Il explora ces fleuves plus complètement qu'on ne l'avait jamais fait auparavant, et ses études ont servi à introduire des corrections très importantes dans la géographie de cette région. Ce travail l'occupait du 25 décembre 1870, jusqu'au 14 février 1871. C'est à la fin de cette exploration que Brown visita le « Fort de São Joaquim, poste-frontière brésilien », et qu'il constata l'existence des deux estancias de San Bento et de San Miguel situés sur les bords du Parima et à l'ouest du Fort de São Joaquim. Entre le 24 février et le 10 avril Brown parcourut presque toute la partie méridionale de la zone en litige. Il ne paraît pas nécessaire de parler dans le présent Mémoire du voyage aux sources du Corentyne entrepris par Brown dans la même année. »

Nous remarquerons, en passant, cette déclaration que MM. Sawkins et Brown avaient été commissionnés par le Gouvernement de la Guyane Britannique pour faire une reconnaissance géologique de la Colonie jusque dans le territoire contesté. Quand des Commissaires brésiliens pénétrèrent dans le même territoire pour la démarcation de notre frontière avec le Venezuela, la Grande-Bretagne, comme nous allons le voir, jugea nécessaire « de soumettre à un examen soigneux cette violation apparente de ses droits » (*Mém. Angl.*, p. 102).

Brown rencontra au Fort S. Joaquim la même hospitalité que Waterton et Schomburgk, et n'a pas été pris pour un *tres-passer*, comme le Mémoire Anglais appelle les Commissaires brésiliens.

Revenant à l'argument du Mémoire Anglais, nous ne lui opposerons pas les noms et les travaux de tous les savants étrangers qui ont traversé le territoire brésilien en y faisant des explorations scientifiques sans que leurs nations respectives aient réclamé comme leur appartenant les territoires qu'ils ont parcourus, quelquefois les premiers. Rien que dans la carte que nous avons reproduite de von Martius (Atlas, p. 82), *Tabula Geographica Brasiliae et terrarum adjacentium exhibens itinera botanicorum*, on trouvera les routes de plusieurs de ces savants dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>, et, dans la seconde moitié, ils auront été tout aussi nombreux. En toutes circonstances, le Brésil aurait offert aux géologues anglais en question les mêmes facilités qu'il offrit à tous les autres savants et qui furent un des titres pour l'élection de l'Empereur Dom Pedro II à l'Institut de France.

Si de telles explorations scientifiques créaient un titre quelconque, l'Angleterre pourrait également nous disputer le

---

69. Cette carte contient l'itinéraire des voyages de Velloso (17..), Alexandre de Humboldt (1799-1804), Langsdorff (1805, 1814, 1829), Eschwege (1810-1821), Sellow (1815), Prince Maximilien et Schott (1815-1817), A. St-Hilaire (1816-1823), Spix et Martius (1817-1820), Mikan (1817-1818), Thad. Haenke (1790-1817), Pohl (1817-1821), Natterer (1817-1832), Pöppig (1827-1832), Schomburgk (1835-1839), Gardner (1841-1846), Prince Adalbert (1842-1845), Castelnau, Weddel (1843-1848), Rob. Spruce (1849), Alcide d'Orbigny (1826-1833), Ruiz et Pavon (1778-1788). La plupart de ces itinéraires traversent le territoire brésilien.

cours du Tapajoz et du Purús à cause des travaux de Chandless, la France alléguerait des droits sur le cours du Jary, à cause des explorations de Crevaux, et l'Allemagne pourrait prétendre au cours supérieur du Xingú à cause de celle de von den Steinen.

Si, cependant, le Mémoire Anglais prétend qu'il ne s'agit pas simplement d'une exploration scientifique, mais d'un acte de juridiction anglaise, il allègue alors une violation de l'accord de neutralité, et une telle violation ne saurait entraîner aucun effet juridique. Le Brésil, de son côté, ne pense à invoquer ni les travaux de la Commission de 1843, ni ceux de la Commission de 1884.

## X

### Le témoignage de Brown.

Le Mémoire continue en empruntant à un livre de Brown, *Canoe and Camp Life*, quelques allusions à l'influence anglaise dans le Territoire Contesté (c'est nous qui avons marqué par des numéros les différentes allégations) :

PAGE 99. — « Quelques passages tirés du livre écrit plus tard par Brown au sujet de ses voyages font allusion, d'une manière fortuite et, partant, intéressante, à l'influence britannique qui dominait la zone réclamée aujourd'hui par le Brésil et qui avait pour résultat naturel de la faire dépendre de la colonie britannique.

1. « En parlant d'un endroit situé près d'Annai, l'auteur dit :

• « J'engageai, dans le village, pour nous accompagner à titre d'interprète, un Macuchi appelé Henry. Cet homme, ayant longtemps

habité le « Grove », avait appris un peu d'anglais et parlait très bien le patois hollandais. »

2. « Dans le passage suivant, Brown parle d'un commerçant anglais qui florissait dans la zone :

« Un jour, un blanc, qui s'appelait Christy, accompagné d'un Indien brésilien\*, remonta la rivière pour visiter l'habitation de celui-ci, qui se trouvait sur les bords du Rupununi et dans les montagnes de Canucu. Il s'arrêta pour causer avec nous, et nous dit qu'il était venu pour troquer ses marchandises contre des hamacs. »

5. « Un autre passage fait voir que les Brésiliens respectaient à cette époque la ligne tracée par Schomburgk. En voici le texte :

« A Berkutone, [village situé près des montagnes de Canaku] nous apprîmes que les déserteurs du fort avaient franchi le Takutu et traversé le village en route pour le Rupununi. Deux hommes à cheval les avaient suivis jusqu'aux bords du Takutu seulement. »

4. « Voici une allusion intéressante aux Atorais :

« Après avoir levé le camp [dressé sur le haut Rupununi], nous nous dirigeâmes vers l'ouest, et nous arrivâmes au village de Cartunariba, habité par un Atorai nommé Robert, qui parlait anglais assez bien et qui se faisait appeler « Capitaine de la nation atorai. »

5. « Citons encore un extrait tiré du même livre :

« Arrivés au village de Daruwow, nous sommes descendus à une vaste maison appartenant à un jeune Indien atorai, qui s'appelait Christian. Celui-ci prenait de grands airs aussi bien que Robert. Il portait des habits et prétendait être le Chef des Indiens atorais par droit de naissance. C'était un Indien comme on n'en rencontre que rarement. Car il avait été envoyé par son père, l'ancien Chef primitif des Atorais, à l'école du « Grove » à Georgetown, où il avait appris

---

\* « Pour l'explication de ce terme, voir le passage suivant tiré de l'œuvre de M. im Thurn, « Among the Indians of Guiana », page 17 :

« Un soir, nous arrivâmes à une cabane située dans la crique de Paripie, et qui appartenait à des Indiens Brésiliens demi-sang. Ces individus, qu'on appelle Nikari-Karus, sont des hybrides nés de Brésiliens et d'Indiens de différentes tribus. Leur vrai pays se trouve sur la frontière des territoires anglais et brésilien, et le petit nombre de ces individus qui se sont installés sur l'Esséquibo sont des déserteurs venant des postes-frontière et des *estancias*, où il y avait, encore tout récemment au moins, le système de la corvée. » (Note du Mémoire anglais.)

à lire, à écrire et à calculer. Il parlait anglais couramment, et me demanda les dernières nouvelles. »

6. « Dans un autre passage, Brown fait allusion à Bracey comme habitant à Dar-awow :

« Un commerçant créole de la côte, du nom de John Bracey, avait une maison dans le village, mais pour le moment il n'était pas chez lui. Il était parti pour le « Grove » accompagné de la plupart des habitants avec des hamacs achetés aux Indiens. »

« Vers 1877, deux commerçants britanniques, Flint et Eddington, s'établirent à Pirara. »

1. Brown engagea comme interprète un Macuchi appelé Henry. Il dit dans son rapport de 1871 : « Le métis brésilien qui avait été mon interprète wapisiana pendant mon voyage au Quitaro en 1869, n'a pas pu venir ».

2. Il rencontre un blanc appelé Christy, accompagné d'un Brésilien, à la maloca duquel, située entre le Rupununi et les Monts Quanoquano, Christy se rendait pour acheter des hamacs. Cet Indien, le Mémoire Anglais nous l'explique, était un « Nikari-karu » quoique Brown lui-même ne le dise pas. Il est vrai que Brown raconte auparavant, dans son livre, qu'il rencontra près du confluent du Rupununi un petit établissement d'Indiens brésiliens, qui devaient être des Nikari-karus. Il y a dans Brown, sur ces Indiens, un détail très intéressant qui les représente plutôt comme des agents de la pénétration de l'influence brésilienne, parmi les autres Indiens, dans le territoire qu'ils habitent. Brown dit que, lors de sa visite au Commandant du Fort S. Joaquim, ne sachant pas un mot de portugais, il avait eu recours à un interprète, Johannes. « Johannes avait appris des Brésiliens qui vivent sur l'Essequibo voisin de l'île Yucurite, une langue nommée Nicariecaru, et un des



soldats la savait aussi. En lui disant en anglais ce que je voulais dire au Commandant, il le répétait au soldat en Nicarie caru, et celui-ci le transmettait en portugais au Commandant. »

3. La juridiction brésilienne s'arrêtait certes au Tacutú, non par respect de la juridiction anglaise, mais par respect de l'Accord de neutralité. Cependant, comme on le voit par ce passage, les déserteurs du Fort tâchaient de gagner le Rupununi. C'était là le chemin qu'ils avaient toujours suivi. On peut considérer cet élément comme servant plutôt à étendre l'influence brésilienne dans le pays par la langue, les habitudes, le vasselage politique et religieux. Même par suite de leurs liaisons avec les Indiennes, les déserteurs, qui, en se cachant, ne cherchaient qu'à se dérober au service régulier du Fort, étaient entièrement gagnés aux mœurs et à la vie de la savane.

4. Il faut dire que, près de Cartunariba, Brown fut dévalisé par les Indiens qui l'accompagnaient. Ce Robert dont il parle, qui se disait chef des Atorais, possédait un poney brésilien, et à Cartunariba même Brown rencontra deux *vaqueiros* qui s'étaient enfuis d'une des fazendas voisines du Fort S. Joaquim. Comme on le voit, tout ce monde vivait ensemble, et la seule influence présente partout dans la région était l'influence brésilienne.

5. Nous sommes ici presque sur la rive du Rupununi, à un mille à peine de la rivière. C'est le point où viendra s'installer de Roy. Bracey s'y trouvait alors, comme il est dit ensuite. Les Anglais employaient naturellement les quelques

Indiens qui avaient été à Georgetown. Le père de cet Atorai était donc un Indien anglais d'au delà du Rupununi. Le Mémoire Anglais dit lui-même : « C'était un Indien comme on n'en rencontre que rarement ». Brown est encore plus expressif dans sa proportion : « C'est un Indien en dix mille, *in ten thousand* ».

6. Ce fait du commerce de Braccy, de Flint et d'Eddington a déjà été analysé. Comme on le voit, il n'y a rien dans le livre de Brown qui donne l'impression de faits ayant « pour résultat naturel de faire dépendre la zone en question de la Guyane Anglaise ». Tout au contraire, l'impression que laisse le livre *Canoe and Camp Life in British Guiana* est que, dans tout l'immense « intérieur » parcouru, on ne se trouve en contact avec les ressources de la vie civilisée qu'au moyen du Fort S. Joaquim et des fazendas brésiliennes du Rio Branco. Brown semble s'abandonner comme Waterton et Schonburgk lui-même au plaisir de rencontrer dans la solitude absolue de ces déserts l'abri hospitalier du Fort<sup>70</sup>.

---

70. « Le Commandant, dit-il, retourna avec une bouteille de Allsopp's pale ale. Versant le contenu dans un grand verre, il me le présenta en s'inclinant et l'expression de son visage disait clairement : « C'est la plus gracieuse offrande que je puisse vous faire, *senhor Englishman*, » et elle l'était en effet parce que cinq mois et dix jours étaient passés sans que j'en eusse goûté une seule fois. A trois heures nous dînions, la *senhora* (la femme du Commandant Abreu) présidant, avec trois de ses quatre petits enfants assis à table. Le repas m'a paru une fête, servi, comme il l'était, sur une table avec des verres, de la vaisselle, une nappe, etc., et consistant en viande sèche, volaille et différentes préparations de *farinha*. Après le dîner on nous sella trois chevaux; je montai l'un d'eux, et, accompagné d'un soldat, je fis une longue promenade dans la grande prairie verte... Sur la rive occiden-

## XI

## Le témoignage d'im Thurn.

L'Angleterre invoque ensuite comme titre « les Voyages d'im Thurn » :

PAGE 100. — « Environ sept ans après la reconnaissance géologique de la Guyane britannique accomplie par Brown et Sawkins, c'est-à-dire en 1878, un autre voyageur anglais, im Thurn, séjournait pendant une période considérable chez les Indiens à Pirara, et acquérait ainsi une connaissance des Macuchis et des Uapichianas plus intime qu'aucun voyageur ne l'avait fait auparavant. Son ouvrage sur les Indiens est un livre classique dans la littérature de ce genre. L'auteur constate que les Indiens étaient sujets britanniques, dans leur

---

tale du Parima ou du Rio Branco, il y a une fazenda du Gouvernement appelée S. Bento avec trois mille têtes de bétail, tandis que sur la rive orientale, plus haut, est la fazenda appelée S. Miguel. Une grande embarcation avec un abri fait de feuilles de palmier est employée à transporter le bétail à Manaus, de petits bateaux à vapeur remontant le Rio Branco, pour aller le chercher, jusqu'aux rapides en aval du fort et, au moment de ma visite, on en attendait un apportant les provisions, avec vingt soldats pour remettre le Fort en ordre.... Le lendemain, le Commandant nous fit présent de la moitié d'un bœuf qu'on venait d'abattre, regrettant de ne pouvoir nous offrir rien de plus précieux au moment de notre départ, et me demanda d'accepter son hospitalité, pour un jour encore. »

De son côté, le Commandant brésilien écrit, en rapportant la visite de Brown : « Je lui ai offert l'hospitalité qu'il était en mon pouvoir. Cependant il n'a fait aucune question sur l'état de notre frontière, sur la puissance ni la sûreté du Fort, et il avait tous les dehors d'un homme du monde de grand savoir; et le lendemain, il est parti avec sa suite qui se composait d'Indiens de sa nation. » (*Ann. Sec. Mem. Brés.*, II, p. 125.)

opinion ainsi que dans la sienne. La seule allusion qu'il fait à la question de frontière mérite d'être citée en entier :

« A notre arrivée à Yarewah, sur le Takoutou, nous trouvâmes les deux pirogues que nous avions louées, et nous voilà encore partis par eau. Cette fois, pourtant, au lieu de suivre une rivière dans le bassin de l'Esséquiibo, nous descendions le versant de l'Amazone. Le Takoutou se jette dans le Rio Branco, celui-ci se joint au Rio Négro, et le Rio Négro débouche dans l'Amazone à Manaos. Depuis Yarewah, la frontière entre les territoires brésilien et britannique suit, d'abord, le Takoutou jusqu'à son confluent avec le Cotinga, qui vient du nord pour se confondre ensuite avec celle-ci. C'est cette ligne que la Commission de Délimitation, présidée par Sir Richard [sic] Schomburgk, a tracée en 1840; elle est acceptée en effet par les deux États, malgré les prétentions vagues qu'ont élevées les Brésiliens (comme je l'ai déjà fait remarquer) au terrain compris entre le Takoutou et le Roupounouni. Le commandant de St-Joaquim, gentilhomme brésilien instruit, qui est le principal fonctionnaire qui demeure sur la frontière, reconnu absolument, au cours de la conversation, la ligne que je viens d'indiquer. J'ai été porté à faire ces observations parce que cette partie de la frontière se trouve ordinairement indiquée inexac-tement même dans les meilleurs atlas anglais\*; et il est fort à désirer que cette ligne, aussi bien que celle qui sépare la Guyane britannique du Vénézuéla, soit tracée plus correctement. »

« Citons encore la description que fait M. im Thurn du Fort São Joaquim et des alentours à cette époque :

« Ce fort a été construit par les Portugais il y a plus d'un siècle. Ce n'est qu'une maison à deux chambres, au-dessous de laquelle se trouve la prison, le tout entouré d'un rempart. Lors de la visite faite en ces lieux par Schomburgk vers 1840, il y avait une Mission de Jésuites avec une chapelle et quelques maisons. Tout cela a disparu, et il ne reste que le fort et la rangée de baraques basses qui servent de casernes aux soldats. Depuis beaucoup d'années on n'y a guère fait de réparations, et puisque, dans son état actuel, le fort est absolument inutile comme poste militaire, les autorités brésiliennes ont l'intention, dit-on<sup>71</sup>, de l'abandonner. Il en est certainement temps;

---

\* (Note du *Mém. angl.*) « C'est trop généraliser. Voyez le chapitre suivant, qui traite des cart-s. »

71. Ce *dit-on* ou *are said* ne se trouvait pas dans ce récit la première fois qu'il a été publié (*Proceedings of the Roy. Geog. Society*, 1880, II, p. 483). L'affirmation était positive.

les portes ne se ferment jamais, — en effet, il n'en reste qu'une; aucune sentinelle ne monte la garde sur les remparts, aucun clairon n'y sonne. »

« A cette époque l'*estancia* brésilienne la plus proche de la zone dont il s'agit se trouvait à l'ouest de la Cotinga, en face du confluent de cette rivière avec le Takutu. »

Le livre de Mr. im Thurn sur les Indiens de la Guyane est certainement un livre plein d'intérêt et de vivacité intellectuelle, mais ses hypothèses ethnologiques n'ont pas encore été assez bien contrôlées pour qu'il puisse être considéré comme un livre « classique ». Nous tenons cependant cette qualification pour bien méritée, pourvu qu'elle soit attribuée d'une façon provisoire, ou jusqu'à plus ample examen. Il peut bien arriver que ces mêmes études, dont la matière première changera toujours par suite des nouvelles adaptations des tribus, ne puissent plus être refaites par d'autres et que ses théories restent ainsi acquises à la science. Son ethnologie n'a, en tout cas, aucune portée, ni politique ni historique, pour ce litige, et nous sommes heureux de nous associer aux éloges qui lui ont été décernés.

Si ses conceptions anthropologiques ou philologiques ne peuvent être éprouvées dans l'état actuel de ces connaissances, ses affirmations, quant aux faits courants qui nous concernent, le peuvent bien facilement. Nous n'aurons d'ailleurs besoin d'en appeler qu'à sa propre autorité contre les témoignages que le Mémoire Anglais a pris dans son livre. Il faut dire pourtant que Mr. im Thurn est un employé du Colonial Office, très zélé pour l'agrandissement de l'Empire et, en particulier, pour les intérêts de la Guyane Britannique. Les tendances de sa

vocation et de sa carrière font, pour tout ce qui peut affecter les frontières de la Colonie, encourir à son jugement une certaine suspicion, dont il faut tenir compte.

Il n'y a rien dans les passages cités qui jette la moindre lumière sur cette question, excepté l'aveu, que le Mémoire a trouvé nécessaire de mitiger, de la résistance que la ligne Schomburgk rencontrait encore à cette époque même dans les meilleurs atlas anglais. La complaisance excessive attribuée au Commandant du Fort pour les opinions que son hôte émettait sur les limites ne peut révéler qu'une connaissance très imparfaite de l'anglais chez ce fonctionnaire. Nous demanderions à confronter les témoignages si un tel colloque devait être pris en considération. De même quant au renseignement qu'on lui a donné, en 1878, que le Fort allait être abandonné, et puis en 1882 (*Ann. Mém. Angl.* II, p. 98) qu'il avait été abandonné; il y répond lui-même en 1888 — : « Le Fort continuait à exister comme *le centre officiel des grandes et florissantes fazendas de bétail, propriété du Gouvernement Brésilien.* » (*Ibid.*, p. 100.)

Nous avons vu ce que le Mémoire Anglais a pu récolter dans le livre d'im Thurn; nous demandons, à notre tour, à y glaner après lui.

D'abord, la description de la solitude absolue, de l'abandon complet où le pays a été laissé jusqu'ici, de manière à être encore aujourd'hui une parfaite *terra incognita*, l'impénétrabilité de la forêt. On se demande, en lisant ces pages, sur quoi l'Angleterre pourrait s'appuyer pour s'attribuer la souveraineté de la Guyane Anglaise à quelques milles de la côte, n'étaient les grandes conventions du droit international, contre lesquelles le Mémoire Anglais se prononcera plus loin, qui

ne se restreignent pas à l'appropriation matérielle, effective, de chaque hectare.

« On peut dire que le pays se compose de quatre régions situées l'une à la suite de l'autre, parallèlement à la ligne de la côte. La région la plus avancée ou région du sucre, qui est la plus rapprochée de la mer, est la seule qui soit actuellement cultivée et habitée d'une façon sérieuse. A côté de celle-ci se trouve la région des bois de construction, d'où seule jusqu'ici on a pu tirer du bois et l'envoyer sur le marché à un prix rémunérateur. Elle s'étend vers l'intérieur jusqu'aux plus basses cataractes des différentes rivières. Il est actuellement impossible de couper du bois avec profit en amont de ces cataractes, à cause de la difficulté qu'on éprouverait pour le transporter, une fois coupé, au marché de l'autre côté; ce qui fait qu'une ligne imaginaire, à peu près parallèle à la côte, coupant chacun des grands fleuves à leurs plus basses cataractes, marque la limite la plus éloignée de la côte de cette région. Cette contrée ne possède que fort peu d'habitants: quelques bûcherons, blancs et noirs; quelques Indiens, voilà tout.

« Les deux autres régions sont complètement inhabitées, sauf par quelques Indiens dispersés au loin qui appartiennent à quatre ou cinq tribus différentes. La région des forêts suit immédiatement celle des bois de construction; et enfin, le plus loin de la côte, vient la région des savanes. La première est partout couverte d'épaisses forêts que la hache du bûcheron n'a pas touchées jusqu'à présent....

« La situation du sol de ces trois régions est généralement basse, et le terrain est plat et marécageux, bien que, dans la région des forêts, la surface unie soit parfois brisée par des collines en pente, par des montagnes isolées, et même par des chaînes basses et sans importance.

« La dernière région se compose de la savane de l'intérieur. Il faut la distinguer des prairies, qu'on nomme aussi savanes, des régions de la côte et de la forêt. Presque tous les petits affluents de ces régions ont leur source dans des marécages sans arbres, qui sont couverts d'eau pendant une grande partie de l'année; on les appelle savanes. De plus, le long des berges des rivières Berbice et Corentyn, souvent non loin de la mer, il se trouve des espaces considérables de prairies découvertes; ceux-ci aussi se nomment savanes. Mais la savane principale, celle qui forme la région de la savane, est, de tous les terrains de la Guyane Anglaise, le plus éloigné de la mer; il touche au Brésil, dont il n'est séparé que par le Cotinga et le Takutu; et il

se prolonge sans interruption importante jusqu'à la grande prairie qui occupe une si grande partie de l'intérieur de l'Amérique du Sud. Notre portion de ce vaste champ a une étendue d'environ 14000 milles carrés. Là se trouvent situées les seules montagnes considérables de la Guyane Anglaise. »

Nous laisserons de côté ce calcul, emprunté à Schomburgk, pour ne retenir que l'impression de cette désolante solitude. Déjà Brown nous avait fait la même peinture de l'intérieur de la Guyane Anglaise : « La partie civilisée et cultivée de la Colonie est comprise dans un espace très étroit, le long de la côte. Au delà de cet espace se trouvent des marécages, ensuite des terrains élevés et boisés, et finalement des montagnes et des savanes s'étendant vers le sud, le tout à l'état de nature, et servant de repaire aux bêtes fauves et à différentes tribus d'Indiens. Cette partie, entre les plantations de sucre et les confins de la Colonie, est connue sous le nom de l'« intérieur » ; et, à l'exception de quelques établissements sur les rives du cours inférieur du Berbice, du Demerara et de l'Essequibo, elle reste encore aujourd'hui dans le même état qu'au temps de Raleigh ». (*Canoe and Camp Life in British Guiana*, C. Barrington Brown, Londres, 1877<sup>72</sup>.)

72. Un résident anglais, le Lieutenant-Colonel Thomas S. St-Clair, nous donne, d'ailleurs, dans un livre fort curieux (*Residence in the West Indies*, Londres, 1854), les causes premières de cet abandon de l'intérieur de la Colonie :

« La frontière sud, dit-il, comme dans le reste de nos établissements dans la Guyane, n'est pas déterminée, ce qui, néanmoins, ne fait rien pour le moment, car les Européens dans ce pays semblent craindre de quitter la côte, désirant apparemment ne pas s'exposer à la colère des naturels indiens ni à la vengeance de leurs esclaves noirs, et ils restent en conséquence en vue de leurs vaisseaux. »



La description des difficultés de la pénétration dans l'intérieur et de sa solitude continue dans les pages suivantes. Nous reproduisons à peine quelques-uns des traits les plus saillants de cette description, mais tout le récit du voyage sur l'Essequibo et le Rupununi et du passage des cataractes ou bien des bancs de sable est à noter :

« Les rives de l'Essequibo au-dessus de Aretaka sont presque inhabitées, même par des Indiens; dans les quelques centaines de milles de pays que nous avons traversés entre Aretaka et l'embouchure du Rupununi, nous n'avons rencontré que trois ou quatre établissements! »

Les traces d'habitation qu'il signale sur l'Essequibo jusqu'au Rupununi (et au delà, nous l'avons déjà vu) sont de métis de Portugais, descendants des soldats ou des *vaqueiros* de S. Joaquim :

« Un soir, nous arrivâmes sur les bords du ruisseau Paripie, qui appartient à des Indiens métis brésiliens. Ces Indiens, appelés Nikari-Karus, sont de race brésilienne et de race de diverses tribus indiennes. Leur vraie patrie est sur la frontière des territoires britannique et brésilien; et le petit nombre qui s'est établi sur l'Essequibo se compose de déserteurs des forts de frontière et des fermes à bestiaux, où, jusqu'à une époque récente du moins, le travail qui y était fait était forcé. Sauf sous deux rapports, les habitudes de ce peuple diffèrent à peine de celles des naturels indiens du territoire anglais. Ils font de la farine de cassave, au lieu d'en faire du pain; et dans la fabrication de leurs hamacs il se servent de coton de couleur, généralement brun ou jaune, au lieu de coton blanc, dont le tissu est plus serré et diffère un peu de l'étoffe ordinaire. A Yucarisi, à un ou deux milles au delà de Paripie, se trouve un autre de ces établissements brésiliens; plus en amont de la rivière, à Arinda, il y en a un troisième; et un autre est situé sur la rivière de Roopoonooni, près d'Anahee. Je crois que ce sont les seuls. »

Les résultats de l'occupation anglaise sont signalés dans

ce passage à l'endroit que nous soulignons; n'étaient les « Brésiliens », le voyage aurait été encore plus pénible pour im Thurn :

« Comme un si grand nombre de nos hommes étaient malades et que nos provisions étaient alors complètement épuisées, ce fut avec grand plaisir que, le quatorzième jour après notre départ d'Aretaka, nous atteignîmes l'emplacement d'un ancien établissement hollandais à Arinda, où s'est actuellement fixée une famille de métis brésiliens. Quelques touffes de beaux caféiers, restés longtemps sans soins, marquent seules l'emplacement de l'ancien établissement hollandais nommé « Poste Arinda » dans la carte publiée par Hartsinck en 1770. C'était le plus haut sur cette rivière, à l'exception d'une petite plantation, une succursale probablement, dont on voit encore des traces à Ouropocari, à quelques milles en amont.

« Les Hollandais s'étaient avancés si loin sur la plupart des rivières que si le pays eût été laissé entre leurs mains, il serait aujourd'hui complètement utilisé. *Mais quand leur autorité ne s'étendit plus que sur le district relativement restreint de Surinam, l'intérêt qu'ils portaient à toute la Guyane se refroidit, et le développement de la colonie subit un arrêt dont elle n'a pas encore commencé à se remettre.* Arinda est maintenant à douze heures de marche, des limites civilisées, et cet endroit ne contient actuellement qu'un groupe de quatre huttes indiennes habitées par des Nikari-Karus et par des Portugais. »

Nous entrons maintenant dans le Territoire Contesté. On remarquera le caractère, pour ainsi dire, temporaire des établissements indiens :

« Quatata est dans une situation élevée, à moins d'un demi-mille de l'établissement de Pirara, qui n'existe plus maintenant, mais qui, il y a quarante ans, fut le théâtre d'une dispute entre le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Brésilien<sup>75</sup>. »

---

75. Comp. Quelch (*Timehri*, juin 1895) : « D'autres grands établissements Makusi qui figurent sur nos cartes, tels que Karinambo, Larinakru

(Cela quant à Pirara. Pour Quatata, il nous dira en 1888 (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 100) :

« Il n'est peut-être pas inutile de noter ici que l'ancien établissement de Pirara, ou Quatata (les deux endroits ne sont qu'à une distance d'un quart de mille l'un de l'autre), qui était, au moment de ma visite en 1878, un des plus grands établissements indiens que j'ai jamais vus, est maintenant complètement abandonné par les Indiens, parce que les terrains qui l'entourent sont impropres à la culture de la cassave. »

Nous donnerons maintenant la visite aux établissements brésiliens. Auparavant, il faut mentionner la rencontre, sur la route de l'établissement de Enwari-Manakuroo, d'Indiens qu'il appelle Nikarikarus, « groupé mal défini de métis de Portugais brésiliens, d'un côté, et d'Indiens, peut-être des Wapianas, de l'autre, » parlant « une espèce de portugais fort corrompu, devenu incompréhensible pour ceux qui parlent le portugais pur ». Nous avons vu qu'il avait été au Fort; de là il est allé parcourir les *fazendas*. En lisant cette description, on dira si le centre et l'attraction de la zone en litige ne se trouvent pas là :

« Après avoir passé un jour et une nuit fort agréables avec le Commandant, qui nous fit un récit très intéressant des fermes qui sont placées autour du fort et qui nourrissent des milliers de bestiaux, nous commençâmes notre voyage de retour, ayant l'intention de rendre visite à quelques-unes de ces fermes en retournant.

« On laisse presque entièrement le bétail qui se trouve sur ces fermes aux soins de la nature. Ces fermes furent établies vers la fin du siècle dernier, mais elles furent détruites, et leur bétail dispersé par la savane, pendant l'époque révolutionnaire. Quand l'ordre régna de nouveau, le bétail, dont le nombre s'était, pendant ce temps, beaucoup accru, ne fut pas tout

---

et Pirara, ont entièrement disparu, et plusieurs villages moindres sont maintenant, pour ainsi dire, déserts. »

rassemblé; on en laissa la plus grande partie errer et se multiplier en liberté. Une fois par an, on rassemble un certain nombre des plus jeunes de ces bestiaux sauvages dans le parc fortement palissadé qui forme le point central de chacune de ces fermes gigantesques qui se partagent la savane. Ce bétail, une fois marqué au fer rouge, est mis en liberté toute la journée, et parqué de nouveau pendant la nuit. De temps en temps, de grands troupeaux descendent le Rio Branco jusqu'à Manaus, ville brésilienne la plus rapprochée, et de là ils sont répartis le long de l'Amazone. On abat aussi une grande quantité de têtes dans les fermes; la viande, après avoir été découpée en tranches minces, est légèrement salée et séchée au soleil, puis on lui fait descendre l'Amazone, et on l'y vend.

« A la ferme centrale du district réside un fonctionnaire du gouvernement, qui répond de tout le bétail de sa région. Il n'a pour aides que quelques vaqueiros, dont quelques-uns sont des Brésiliens de basse classe, d'autres des métis de Brésiliens et d'Indiens, mais dont la majeure partie se compose d'Indiens de la région. Presque tout le travail de ces *vaqueiros* se fait sur des chevaux petits mais forts, qui, lorsqu'on ne s'en sert pas, errent quasiment en liberté par la savane. Toute la nourriture nécessaire s'obtient sur place. Comme viande, on permet aux hommes de tuer une quantité déterminée de bétail pour leur usage personnel, et ils ont à leur disposition le lait, dont, néanmoins, comme c'est toujours le cas, sauf chez le bétail qui est en état de domesticité complète, la quantité est très petite. Le gibier abonde, le cerf surtout. On cultive, dans les fermes principales, la cassave, dont on fait de la « farine », farine grossière mais excellente, qu'on distribue deux fois par mois au personnel de toutes les fermes. Les légumes, tels qu'ignames, pommes de terre et plantains, et les fruits, n'ont qu'une faible production, sauf dans les champs des Indiens, où, néanmoins, ils viennent si bien, qu'on pourrait évidemment les cultiver avec profit autre part.

« Des détails statistiques publiés par le Gouvernement Brésilien dans une description du pays, imprimée pour l'Exposition de 1876 à Philadelphie, donnent une idée des profits que l'on retire de cette industrie. (*Suit une transcription de la publication officielle brésilienne*).

« Donc, comme il a été dit, environ 14000 milles carrés de ces savanes, situées de ce côté-ci, côté du Haut Takutu et du Cotinga, font partie de notre territoire. Probablement la seule différence qui existe entre les plaines anglaises et les plaines brésiliennes consiste en ce que dans les premières

les terrains élevés et les collines détachées sont en plus grand nombre que dans les dernières.

« La vie d'un éleveur dans ces savanes ne déplairait certainement pas à beaucoup d'individus qui sont incapables de trouver du travail plus près de leur patrie. La nourriture du bétail s'y trouve en abondance, et celle de l'homme ne demande que quelque travail pour s'y trouver aussi en abondance égale. La cassave, les ignames, les plantains, les fruits y viennent bien. Le gibier, tel que cerfs, porcs sauvages, oiseaux et poissons, y abonde. Une certaine quantité de bestiaux qu'on y élèverait assurerait un surplus de nourriture. On y trouverait une main-d'œuvre suffisante. Il y a beaucoup d'Indiens qui habitent cette région, actuellement dans l'oisiveté, mais que, comme ils appartiennent aux mêmes tribus que les Indiens qui font le travail des fermes brésiliennes, ou à des tribus semblables, les soins et la bienveillance pourraient transformer en utiles vaqueiros; on pourrait facilement aussi se procurer du côté brésilien de la frontière les chevaux nécessaires pour la conduite du bétail à demi sauvage.

« La seule difficulté réelle pour l'établissement de semblables fermes serait celle du transport du bétail à la ville. La distance entre Georgetown et les savanes anglaises doit être à peu près égale à celle qui se trouve entre Manaos et la plus éloignée des fermes brésiliennes sur le Rio Branco et la Takutu; mais les rivières situées de notre côté du versant qui, en cet endroit, sépare réellement le territoire anglais et le brésilien, sont plus obstruées de roches et plus difficiles à naviguer, que ne semblent être celles de l'autre côté. Cette circonstance n'offrirait, il est vrai, que peu d'obstacles au transport de la viande marinée ou autrement séchée ou salée; mais on éprouverait des difficultés considérables pour transporter à la ville le bétail vivant, sauf au plus fort de la saison des pluies, jusqu'au moment où l'on aura construit un chenal pour de grands bateaux à fond plat, tels que ceux qu'on emploie pour le transport du bétail sur les rivières brésiliennes, en faisant sauter les roches aux endroits les plus mauvais des chutes, ou bien qu'on aura taillé un chemin à travers les broussailles. La construction d'un tel chemin serait probablement au-dessus des forces d'une entreprise particulière, mais si jamais le gouvernement entreprend sérieusement la tâche de « développer le pays », un de ses premiers soins devra être de construire l'une ou l'autre de ces voies publiques.

« Notre première halte après notre départ de Saint-Joaquim eut lieu à la ferme qui est attachée au fort. Elle était confiée aux soins réunis d'un

Vénézuélien d'apparence brutale et d'un Macusi, le plus civilisé de sa race que j'aie jamais vu; le fils de ce dernier servait d'aide à ces deux hommes et, par sa complète connaissance du macusi et du portugais, semblait être doué de la même intelligence que son père, mais il ne paraissait pas avoir entièrement mis de côté les usages barbares, puisqu'il avait les dents limées et peintes selon la coutume indienne.

« Nous manquions beaucoup de viande et de farine, deux denrées que nous avions espéré pouvoir nous procurer dans cet endroit, ce qui fit qu'il ne nous fut pas agréable d'apprendre que nous ne pouvions obtenir ni l'une ni l'autre à ce moment. Néanmoins, les offres que nous fîmes de poudre, de plomb et de capsules, tentèrent le Macusi, qui nous apporta une petite quantité de farine, et peu après le Vénézuélien offrit de nous vendre un ou plusieurs bœufs. Nous acceptâmes cette offre sur-le-champ, et le prix d'un jeune taureau fut fixé à trois quarts de livre de poudre. »

Nous ferons remarquer cet aveu que les Macusis vivent bien en contact avec les Brésiliens; ils constituent en effet un élément d'une certaine importance dans nos établissements. Nous aurons à revenir sur ce point.

« Le lendemain nous partîmes tard, et comme nous avions contre nous un très fort courant, ce ne fut qu'à midi, le lendemain, que nous atteignîmes Anaikim, ou Saint-Anton, comme l'appellent les Portugais, la ferme située le plus haut sur le Takutu, et occupant l'angle formé par la jonction de cette rivière avec le Cotinga. Cette ferme ressemble beaucoup à celle qui a déjà été décrite, sauf que la maison, bâtie en argile et avec galerie, est bien supérieure, et qu'elle est située à une grande distance de la rivière. Une provision d'eau abondante se trouve cependant sous la main; elle se trouve dans une série curieuse de longs étangs, qui ont l'air d'être les traces d'un ancien lit de la rivière Cotingo. La ferme est dirigée par trois jeunes Brésiliens, de classe très supérieure à celle des surveillants de la ferme du Fort; l'un de ceux-ci, cependant, avait les dents limées en pointe.

« Je suis enclin à croire que ce fut sur cette ferme qu'un autre voyageur (Brown) crut voir des troupes de bestiaux sauvages. Ce fut certainement dans le voisinage qu'il vit ces bestiaux; et comme cet écrivain ne parle pas de la ferme d'Anaikim, il est probable qu'il ne savait pas qu'elle

existât. Le bétail erre au loin et, comme il a été dit, presque à l'état libre; même, lorsque les eaux sont basses, il traverse le Cotingo, et ses propriétaires brésiliens doivent venir le chercher sur le territoire anglais. C'était donc une erreur naturelle de la part d'un voyageur qui voyait du bétail dans une région où il ne connaissait pas de ferme, que de le prendre pour du bétail sauvage. »

Nous ferons une dernière citation. Im Thurn parle plus d'une fois de la crainte de mauvais traitements de la part des Brésiliens, manifestée par les Indiens, bien qu'il dise lui-même : « Dans aucun cas, autant que j'ai pu le vérifier, ces visiteurs étrangers ne se sont conduits d'une manière illégale dans ces dernières années. » On verra, par le passage qui suit, que leur crainte n'était pas moindre en ce qui concerne les Anglais :

« Le mois de juin arriva, et il était grand temps de penser à retourner à Georgetown; mais il sembla d'abord impossible de se procurer des Indiens ou de prendre possession de nos canots. Les Indiens étaient fort peu disposés à nous accompagner, en partie parce que la nourriture était encore si rare qu'il fallait s'attendre à de maigres rations pendant le voyage, et en partie, comme ils le disaient, parce qu'un détachement de soldats anglais était en marche pour venir à Georgetown capturer des Indiens pour le service militaire. Presque tous les voyageurs dans l'intérieur ont entendu cette même rumeur; elle a probablement pour cause la tradition confuse des expéditions à la chasse d'esclaves que les Brésiliens, il y a à peine quarante ans, avaient l'habitude de faire chez ce peuple, mêlée à d'autres traditions sur la visite de soldats anglais à Pirara en 1840. Quelle que soit l'origine de cette rumeur, elle forme un prétexte constant pour les Indiens quand ils ne sont pas disposés à endurer la fatigue d'un voyage. L'autre difficulté qui retarda notre retour immédiat à la côte fut que des Indiens étrangers avaient trouvé mon canot au bord de l'eau et l'avaient emporté. »

Nous prétendons que l'impression générale laissée par la lecture des pages du livre d'Im Thurn qui ont trait au terri-

toire contesté sera celle-ci : que sans la création des établissements portugais du xviii<sup>e</sup> siècle, sans la conquête portugaise et sans la domestication des tribus sauvages, sans les ressources créées par la fondation dans la savane des grandes *fazendas*, dont l'action, avec celle du Fort, rayonne très loin dans l'intérieur, une expédition comme la sienne aurait été impossible dans ces régions, dès l'Essequibo même.

Le paragraphe qui suit dans le Mémoire Anglais n'a point de rapport avec le territoire en litige :

« Les expéditions organisées par M. McTurk en 1878, par M. Whitely en 1885, et par M. im Thurn et M. Perkins en 1884, dans le but de faire l'ascension du Mont Roraima, n'ont guère touché à la partie septentrionale de la zone; nous n'en faisons mention que pour appeler l'attention à l'énergie des explorateurs britanniques dans les parties les plus éloignées de la colonie. M. Perkins constate, en passant, que les Indiens de Koncarmo, endroit situé sur le haut Ireng ou Mahu, avaient été convertis du paganisme à la suite des visites qu'ils avaient faites à une mission britannique établie sur le Potaro. Un ou deux ans après, Koncarmo même est devenu un poste missionnaire. »

## XII

### Le Mémoire Anglais et la Commission Brésilienne de 1883.

Sous le titre *Allégations d'Empiètement brésilien*, le Mémoire Anglais s'engage maintenant dans une démonstration où nous avouons qu'il nous est pénible de le suivre.

En 1878, le Gouvernement Brésilien nomma une Commission chargée d'effectuer, pour sa part, la démarcation des frontières entre le Brésil et le Venezuela stipulées par le traité du



5 mai 1859. Cette Commission, composée d'un nombreux personnel du corps du génie, à la tête duquel avait été placé le Lieutenant-Colonel Lopes de Araujo, quitta Rio de Janeiro en janvier 1879, se rendit d'abord au Rio Negro, et, au retour de quelques travaux dans le bassin de cette rivière, séjourna à Manaos jusqu'en janvier 1882, époque où elle reprit ses explorations. En ce qui concerne le territoire contesté, elle partit, au mois de décembre de cette même année, du Fort S. Joaquim et se partagea en deux expéditions dont l'une devait explorer les sources du Cotingo, l'autre celles du Mahú. Leur examen de ces deux rivières est décrit dans leurs rapports respectifs. Le Gouvernement de Rio de Janeiro ayant déclaré qu'il était inutile de déterminer la position du Mont Annay, les Commissaires mirent fin à leurs travaux au commencement de 1885 et rentrèrent à Manaos. La grande carte et les rapports de la Commission furent présentés aux Chambres de l'Empire par le Ministre des Affaires Étrangères, depuis Conseiller d'État, Soares Brandão, dans son Rapport de 1884. C'est cette Commission que le Mémoire Anglais accuse d'avoir inventé son itinéraire, et de n'avoir « jamais mis le pied dans la zone en question » :

« Ce n'est qu'au cours de l'automne de 1887 que l'attention du Gouvernement de Sa Majesté a été attirée au rapport présenté en 1884 à l'Assemblée Générale Législative du Brésil par le Ministre des Affaires Étrangères. Une annexe jointe à ce rapport parut posséder une grande importance relativement à la question des frontières. C'était le rapport d'une Commission mixte de Brésiliens et de Vénézuéliens sur la démarcation de leur frontière commune. Ce rapport contient, entre autres, un récit de ce que les Commissaires auraient accompli dans la zone en litige au cours des années 1885 et 1884; et sur la carte attachée au rapport, une ligne de frontière se trouve

tracée qui laisse absolument à côté les revendications de la Grande-Bretagne. Le rapport aussi bien que la carte se trouvent reproduits dans l'Annexe au présent Mémoire.

Le Gouvernement britannique décida aussitôt de soumettre à un examen soigneux cette violation apparente de ses droits. Il chargea le Gouverneur de la Guyane britannique d'envoyer immédiatement dans le territoire réclamé par la Grande-Bretagne un fonctionnaire capable, accompagné d'une escorte suffisante, pour s'informer au sujet de ces empiétements. M. im Thurn, qui venait de passer au service du Gouvernement, fut choisi, et partit de Georgetown le 5 janvier 1888. Même avant de partir il déclara qu'il y avait lieu de douter si les Commissaires avaient, en effet, jamais mis le pied dans la zone en question. Ses observations à cet égard méritent bien d'être citées :

« J'ai séjourné à Pirara, qui est tout près d'Annaï, pendant à peu près cinq mois en 1878, et j'ai acquis une connaissance parfaite des Indiens (Macuchi et Uapichiana) de cette contrée. En 1884 j'ai été à Roraima, où j'ai fait la connaissance des Arekouna qui habitent cette région. Par conséquent je connais par observation personnelle les deux extrémités de la ligne-frontière. Toutefois, il y a une partie de cette région, d'une étendue incertaine mais peu considérable, et située vers le milieu de la ligne, que je ne connais pas moi-même, et que les Commissaires brésiliens ne connaissent probablement pas non plus.

« Les Indiens établis autour de Pirara et de Roraima se tiennent certainement pour sujets anglais; ils parlent anglais outre leurs propres langues, et tout leur commerce se dirige vers la côte de la Guyane britannique. De plus, ils appellent d'un nom qui signifie « étranger » tous ceux qui viennent du côté du Brésil, et ils se montrent très timides vis-à-vis de ces « étrangers ». Cependant, pas un seul d'entre eux, ni à Pirara en 1878, ni à Roraima en 1884, n'a fait aucune allusion à aucune visite qu'auraient faite des Commissaires brésiliens ou vénézuéliens.

« Le Fort S. Joaquim, situé sur le Rio Branco, était, lors de ma visite à Pirara en 1878 — ainsi qu'il l'avait été depuis quarante ans au moins — l'avant-poste brésilien le plus proche à notre frontière, et, à cette époque, le Commandant du fort, avec lequel j'ai passé deux jours, m'a dit plus d'une fois qu'il ignorait absolument l'existence d'une montagne appelée Roraima. En vue du caractère très remarquable de Roraima, cette ignorance de la part d'un tel fonctionnaire tend certainement à prouver que la montagne n'avait aucune importance politique pour les autorités brésiliennes. D'ailleurs, plusieurs bandes d'Indiens m'ont déclaré, vers la fin de 1882, quatre ans

après ma visite, que le Fort São Joaquim avait été abandonné et était tombé en ruines. Puisque la garnison avait été réduite, même en 1878, du nombre très considérable dont parle Schomburgk, à un nombre très faible, et puisque le Commandant lui-même m'a dit que son Gouvernement avait l'intention d'abandonner cet avant-poste, il paraît plus que probable que cet abandon ait eu lieu avant 1882. Ceci indiquerait encore plus clairement que jusqu'à cette époque les Brésiliens étaient complètement indifférents à toute ligne spéciale de frontière dans cette direction.

« Cependant, on prétend seulement que les Brésiliens et les Vénézuéliens ne commencèrent à agir de concert dans ce voisinage qu'entre les années 1880 et 1884. Autant que je sache, aucun Anglais qui eût pu rendre compte de ses observations n'a passé près de Pirara depuis ma visite. Mais je connais au moins trois commerçants de Georgetown qui y ont passé depuis, dont deux ont constamment visité ces régions. J'ai causé plusieurs fois, et encore au mois de novembre 1886, avec ces commerçants au sujet du district de Pirara. Mais jamais je n'ai entendu parler d'une visite de la part des Brésiliens. D'ailleurs, quant au voisinage de Roraima, je suis presque sûr qu'aucun Brésilien n'y avait pénétré avant la date de ma visite faite en 1884. »

« Le 15 mars, M. im Thurn était de retour à Georgetown. Son rapport confirma l'opinion qu'il avait déjà exprimée dans l'exposé que nous venons de citer : c'est-à-dire que les Commissaires brésiliens et vénézuéliens n'avaient pas personnellement pénétré dans la zone. M. im Thurn s'était rendu à Quimata, situé sur le Rupununi, et avait visité l'établissement de John Bracey; de là il était allé à Annai et avait franchi les hauteurs dans la direction de Roraima. Il avait interrogé tous les Indiens qu'il avait rencontrés. Il avait en outre visité l'endroit où les anciens villages de Pirara et Quatata avaient autrefois existé. Tous les deux avaient été abandonnés, quoique les villages voisins fussent à peu près dans le même état que lorsqu'il avait été sur les lieux en 1878. M. im Thurn dut conclure très nettement qu'aucune incursion brésilienne au delà de la ligne de Schomburgk n'avait eu lieu :

« A Quimatta même, ou tout près, habite M. John Bracey, qui y a passé une partie de chaque année depuis vingt-six ans; c'est un créole intelligent qui, pendant tout le temps qu'il a habité ces parages, paraît avoir eu des relations d'amitié assez rares avec les Indiens, relations qu'il maintient aujourd'hui. Si l'on se rappelle la rapidité extraordinaire avec laquelle les nouvelles se répandent parmi les Indiens, et combien ces gens s'empressent de se communiquer les

uns aux autres les informations qu'ils ont pu gagner, il devient impossible de s'imaginer que des Commissaires brésiliens ou vénézuéliens ou d'autres étrangers aient pu entrer dans notre territoire, en franchissant le Takoutou, sans que M. Bracey en fût immédiatement averti. Aussi est-ce de M. Bracey que j'ai obtenu les renseignements que je vais détailler plus loin. Quelque temps après, j'ai marché, ou plutôt grimpé — puisque toute la contrée est fort montagneuse — depuis Annahee (Annaï) jusqu'à ce que l'on voie le Mont Roraima (les deux points dont les Commissaires ont parlé spécialement), en me faisant renseigner par tous les Indiens que j'ai rencontrés. Puisque, à part les quelques sentiers indiens qui mènent de l'un de leurs villages éloignés à l'autre, il n'y a aucun moyen de traverser le pays, il est tout à fait impossible qu'une Commission brésilienne-vénézuélienne, n'importe quelle troupe d'étrangers ou de blancs, ait pu parcourir la contrée à l'insu des Indiens. J'ai eu soin, donc, de recueillir de ces Indiens tous les renseignements possibles, soit en sens affirmatif, ou autres, au sujet du récit de M. Bracey. Ces renseignements peuvent se résumer ainsi :

« M. Bracey me dit qu'il y a environ trois ans le bruit courait souvent qu'un nombre de Cariwa (*i. e.*, Brésiliens) s'approchait du Takoutou, et que ceux-ci avaient l'intention de le franchir pour visiter Quimatta et Annahee (Annaï); mais cette expédition, quand même elle se serait approchée de notre territoire, n'y est jamais parvenue. (Je ferai remarquer, en passant, que la date de ces bruits fait penser qu'ils se rapportaient à la Commission dont il a été fait mention.) D'autre part, les Indiens affirmaient, il y a environ dix ans, que les Brésiliens se proposaient de construire une chaussée entre les *estancias* situées de leur côté du Takoutou et un point situé sur l'Amazone, qui devait passer par notre territoire de Tarroma (c'est-à-dire, la région comprise entre les sources de l'Esséquiho et le Rewa); mais ce travail n'a jamais été commencé. D'ailleurs, quelques Brésiliens, éleveurs de bestiaux, sont venus de l'autre côté du Takoutou de temps en temps, bien que par de longs intervalles, et ont franchi la rivière et sont entrés dans notre territoire afin d'engager quelques Indiens à travailler sur leurs fermes. A l'exception de ces incidents, il n'y a pas eu de relations entre les deux rives du Takoutou depuis un quart de siècle.

« Les points principaux de ce récit ont été confirmés par tous les Indiens que j'ai rencontrés. Il est donc à supposer que les Commissaires brésiliens-vénézuéliens n'ont jamais personnellement mis le pied sur cette partie du territoire britannique, et bien qu'ils aient violé nos droits en théorie, en traçant leur ligne du Mont Annahee au Mont Roraima, ils ne l'ont fait qu'en imagination. C'est sans doute pour expliquer ce défaut qu'ils ont déclaré « qu'ils n'ont pas parcouru

la ligne entière tracée sur la carte, mais qu'ils en ont déterminé certains points, et ensuite qu'ils ont complété la ligne entre ces points ». Il faut évidemment entendre par cela qu'ils n'ont mis le pied sur aucune partie du territoire britannique qu'ils réclament. »

« Quelque étrange que cela paraisse, il ne peut y avoir le moindre doute que les détails donnés par les Commissaires brésiliens dans leurs rapports sont en grande partie, soit imaginaires, soit empruntés d'autres rapports et basés sur l'ouï-dire. C'est, en effet, ce que le Gouvernement brésilien a admis plus récemment, et, de plus, leur carte même les condamne.

« Cependant, M. im Thurn recueillit des renseignements qui le portèrent à croire que les Commissaires brésiliens s'étaient approchés du Takutu. Il apprit qu'il y avait communication entre les éleveurs de bestiaux brésiliens et les Indiens établis à l'est de la ligne de Schomburgk, c'est-à-dire, du côté britannique de celle-ci. »

Nous avons tenu à reproduire les pièces de l'enquête sur laquelle s'est basé le Mémoire Anglais pour attaquer la véracité des Commissaires Brésiliens. On ne pourrait imaginer une enquête plus illusoire. Le rapport de la Commission, rapport inséré, en 1884, dans le Rapport annuel du Ministère des Affaires Étrangères, distribué aux Chambres et connu des Légations, disait que les Commissaires Brésiliens avaient été dans le Mahú et le Cotingo au commencement de 1885. C'est cinq ans après que M. im Thurn est envoyé sur les lieux afin de contrôler cette affirmation. Va-t-il au Cotingo ? Refait-il la route du chef de l'expédition brésilienne ? Va-t-il au Mahú ? Recommence-t-il l'itinéraire du Capitaine Benjamin ? Nullement. Il va à Quimata afin d'interroger John Bracey, un individu nomade s'il en fut, et toujours absent ; il va jusqu'au Mont Annai et, de là, jusqu'à apercevoir le Roraima, « en me faisant renseigner par tous les Indiens que j'ai rencontrés ». Mais les Commissaires Brésiliens n'avaient pas

prétendu être allés de ce côté-là. Im Thurn, en 1888, pouvait l'ignorer, n'ayant pas été muni d'un exemplaire de leur rapport; mais le Gouvernement Anglais le savait lorsqu'il attaquait leur véracité, puisqu'il reproduit ce rapport dans son Mémoire. Nous n'avons besoin de rien ajouter. Nous ne contestons la véracité d'aucun itinéraire de voyageur anglais, im Thurn entre autres, encore moins contesterions-nous celle d'une Commission Royale, dont les travaux auraient été soumis au Parlement Britannique.

Le Gouvernement Anglais, après avoir représenté comme une pure supercherie le rapport de la Commission Brésilienne, tâche, cependant, de l'utiliser pour les besoins de sa cause, ce qu'il avait déjà fait dans le litige avec le Venezuela, mais, dans ce dernier cas, sans prévenir le Tribunal Arbitral de la fausseté de ces témoins, reconnue, d'après lui, depuis l'enquête im Thurn.

### XIII

#### Le témoignage de la Commission.

Voici l'usage que le Mémoire Anglais fait à son profit des travaux de la Commission inculpée :

PAGE 105. — « Les Commissaires brésiliens n'ayant pas mis le pied à l'est de la Cotinga ou du Takutu, il est d'autant plus important de relever leur aveu au sujet des sentiments d'amitié pour la Grande-Bretagne dont étaient inspirés les Indiens habitant non seulement la zone en litige, mais aussi — si on en peut croire le rapport des Commissaires — bien à l'ouest de la zone, c'est-à-dire dans un territoire que le Gouvernement de Sa Majesté britannique n'a pas l'intention de réclamer. Voici un passage tiré de ce rapport :

« Des établissements d'Indiens qui appartiennent ou au Brésil ou au Vénézuéla se trouvent tout le long de cette chaîne [*i.e.*, celle de Pacaraima]. Les Macuchis et les Aricunas habitent les hauteurs; les Uapichianas se tiennent aux parties basses. Malgré le fait que ces établissements se trouvent dans le territoire de l'une ou l'autre des nations mentionnées ci-dessus, les autorités de Démérara ont essayé jusqu'ici de les séduire, en déclarant que les Indiens étaient sujets anglais, et en installant des écoles à l'usage des Indiens, auxquels ils enseignent déjà la langue anglaise.

« Dans quelques-uns des établissements, j'ai rencontré plusieurs Indiens qui étaient en possession de documents écrits en anglais. Malgré toutes nos instances, malgré même l'offre de leur donner sur-le-champ les cadeaux qu'ils désiraient le plus, le cas qu'ils faisaient de ces documents était tel que je n'en ai pu obtenir un seul. Nulle part dans cette région peut-on rencontrer un Indien qui sache prononcer le mot *sim* en portugais ou en espagnol, tandis qu'ils savent tous dire *yes*. Voilà le résultat obtenu par les Anglais qui, peu à peu, catéchisent les Indiens selon leur propre système.

« Le commerce des Indiens passe directement à Démérara, bien que de cette façon ceux-ci soient obligés à aller beaucoup plus loin qu'il ne leur faudrait, s'ils entraient en rapports avec les Indiens de la vallée qui sont renseignés sur nos dépôts nationaux.

« Pour prouver qu'ils ne descendent jamais à San Marcos, je ferai remarquer qu'ils se sont montrés très étonnés lorsqu'ils voyaient pour la première fois, au pied de la chaîne, les chevaux et les bœufs que nous avions amenés. L'arrivée de la Commission fut un grand événement à leurs yeux, puis qu'ils ne connaissaient, pour la plupart, que des hommes qui ressemblaient à leur propre race. »

« Les mots « qui appartiennent ou au Brésil ou au Vénézuéla », que nous venons de citer, ne font évidemment qu'exprimer une supposition mise en avant par les auteurs du rapport. »

Il n'y a rien qui ait quelque importance pour ce litige dans les renseignements donnés par les Commissaires qui ont remonté le Cotingo. Le territoire dont il y est question avait été exploré par les Portugais depuis le xviii<sup>e</sup> siècle. Les Indiens restés en liberté, et dont l'indépendance stipulée par l'Accord de neutralisation de 1842 a été toujours respectée par les deux nations, ont pu, quelques-uns, être approchés par des Indiens

commerçant avec les Anglais. Il faut nous souvenir que nous sommes sur le versant de la Serra Pacaraima, dans le voisinage du Roraima. On arrive au Roraima, en venant de Georgetown, par plusieurs routes, entre autres celle qu'ont suivie Schomburgk, Brown et Eddington, en remontant le Rupununi et en passant par Pirara; celle de Mc Turk et de Boddam-Wetham, en remontant le Mazaruni; et encore celle par laquelle on doit remonter le Potaro et traverser la savane (im Thurn, *Among the Indians*, p. 85). Quelques rapports ont pu s'établir, par toutes ces routes, entre des Indiens de la région et des gens venant de Georgetown et y allant, surtout des expéditions organisées en vue de l'ascension du Mont Roraima. C'est ainsi qu'on trouve dans cette région des Indiens qui savent quelques mots d'anglais. Il est vrai que, d'un autre côté, les Brésiliens sont accusés d'aller prendre des Indiens entre le Cottingo et le Mahú pour le service des *ranchos* : « Pendant notre voyage au Roraima, quand nous nous trouvions entre les rivières Cottingo et Ireng en territoire Britannique, les habitants de tous les établissements que nous rencontrions se cachaient de nous autant qu'ils le pouvaient, parce que, selon ce qu'ils nous dirent, ils nous prenaient pour des Brésiliens qui venaient les enlever pour les emmener dans les *ranchos*, au travail forcé, et vraiment ils ne furent tout à fait rassurés que quand ils se rendirent compte que nous n'étions pas des Brésiliens, mais des Anglais, ou, comme nous le leur avons appris, « le peuple de la Reine Blanche ». (M. Quelch au Secrétaire du Gouvernement, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 107.)

Quant aux prétendues écoles, im Thurn lui-même se charge de la réponse : « Quant à l'assertion des Brésiliens, qu'une école missionnaire anglaise a été établie dans le voisinage de



Pirara, en territoire qui est maintenant, en théorie, réclamé par le Brésil, je crois pouvoir la faire remonter à une rumeur, qui est parvenue aux oreilles des Commissaires absents, de l'établissement de la Mission sur la rivière Potaro, et d'une autre Mission beaucoup plus proche de la frontière, à Konkarmo, sur la rivière Ireng, qu'on a maintenant l'intention de fonder au plus tôt et dont je n'ai entendu parler moi-même que lors de ma dernière expédition. Il paraît que depuis que j'ai été à Konkarmo, en 1884, le Chef des Indiens de cet endroit a pris l'habitude de visiter les fermes brésiliennes de bétail au delà du Takootoo, pour troquer des hamacs contre des porcs vivants, des canards, etc., et, comme cet homme se montre très fier du « pasteur » qui, d'après ce qu'on lui a promis, doit prochainement être établi à Konkarmo, il est à peu près certain que voilà l'origine de l'assertion des Commissaires Brésiliens et Vénézuéliens ». (*Ann. Mém. Angl.* vol. II, p. 100.)

On voit, d'après ce passage, que c'était un Indien en relations avec les Anglais, et visitant même, pour son commerce, les *fazendas* brésiliennes, qui avait fait naître la légende en voulant se vanter de ce qu'on lui avait promis un « parson ».

Il s'agit cependant, dans le rapport cité par le Mémoire Anglais, de terrains entre le Venezuela et le Brésil. Le commerce qu'on dit que ces Indiens faisaient avec le Demerara ne devait être que fort insignifiant et, en outre, excessivement indirect, puisqu'ils n'avaient jamais vu de blancs, ni de chevaux, ni de bœufs. C'étaient des Indiens entièrement sauvages. « J'ai remarqué, dit le Commissaire brésilien, que les Aricunas de quelques *malocas* proches de la source du Cotingo étaient sauvages. Dans une de ces *malocas* ils voulaient se venger sur l'ex-

pédition de l'invasion de leurs domaines; cependant, comme j'avais emmené avec moi le *tuxaúá* des Macuchis et avais, en outre, offert à leurs chefs des cadeaux de vêtements, de verroterie, etc., ils devinrent moins méfiants et nous envoyèrent offrir aussi leurs présents de beijú, caxiry et pajauarú. » (*Ann. Sec. Mém. Brés.*, II, pp. 150 et 151.)

Voici, d'un autre côté, quelques extraits du rapport de l'expédition qui a remonté le Mahú. Les membres de cette expédition quittent le Fort S. Joaquim le 7 décembre 1882, en emportant des provisions pour quarante jours sur neuf chevaux de somme, avec trois Indiens pour guides. Le 16, ils traversent le Tacutú en faisant passer les chevaux à la nage. Les bœufs qu'ils emmenaient pour abattre pendant le voyage s'enfuient quand ils se trouvent sur la rive droite du Mahú, et ils doivent revenir au Fort pour faire de nouveaux arrangements; ils prennent alors de la viande salée. Selon im Thurn et le Mémoire Anglais, tous ces détails seraient inventés.

En janvier 1883, ils sont de nouveau en route, arrivent le 10 sur les bords de l'Unamará, affluent de droite du Mahú, prennent dans une *maloca* de Macuxis un guide qui les accompagne volontiers, et parviennent à une autre *maloca* au delà de laquelle les chevaux ne peuvent plus avancer, à cause de la difficulté des chemins dans les montagnes. Le 13, ils sont sur les bords du Mahú, à 4° 7' 25" N., à côté de la cachoeira Parauáhutuhy.

Le 14, toujours sur la rive droite, ils passent le confluent du Carabarecurú, qui entre par l'autre rive, puis la cachoeira Araparú, et, plus haut, passent sur la rive gauche.

Le 15, ils sont à la cachoeira Caronan, à 4° 9' 5", qu'ils croient être la cachoeira Urueburú des explorateurs portugais

du xviii<sup>e</sup> siècle. Le 19, ils aperçoivent une nouvelle *maloca* dont les habitants étaient absents; le 20, ils arrivent au confluent de l'Ukiripá, à 4° 22' 25", et rebroussement alors chemin. Au retour, ils trouvent chez eux les habitants de la *maloca* qu'ils avaient aperçue. « Le *tuxaia*, dit le commandant, s'offrit volontiers à nous servir de guide jusqu'à une autre *maloca* qu'il y avait plus bas, et de cette façon nous fûmes conduits de village en village jusqu'à la grande cachoeira de Caronan, où nous sommes arrivés le 23, ayant parcouru depuis l'Ukiripá jusque-là une zone que nous supposions être déserte et qu'au contraire nous trouvâmes semée de nombreux villages de Macuchis, *tribu extrêmement obligeante et bonne, qui nous a beaucoup aidés dans toutes les expéditions que nous avons entreprises dans ces régions du Rio Branco.* (Ann. Sec. Mém. Brés., II, pp. 152 et suivantes.)

C'est nous qui avons souligné. Comme on le voit, les Indiens de la région ont tous très bien accueilli l'expédition brésilienne. Leur indépendance avait été une obligation contractée par les deux Parties de l'Accord de 1842 et avait été respectée par l'une et par l'autre. Ce régime ayant déjà duré jusqu'alors pour plus de deux générations, les expéditions brésiennes, aussi bien celle du Cotingo que celle du Mahú, ont rencontré chez ces tribus indiennes du Territoire Contesté ce sentiment de la plus parfaite indépendance.

L'attitude anglaise vis-à-vis de cette Commission de 1885 est, cependant, absolument contradictoire. Comme on l'a vu par l'usage qui en a été fait dans le litige anglo-vénézuélien, et qui en est fait dans celui-ci, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique veut utiliser le témoignage de cette Commission dans la partie où il croit avoir découvert quelques assertions

brésiliennes en sa faveur ; mais, par contre, comme cette exploration brésilienne du Cotingo et du Mahú peut servir de contrepoids à l'allégation fondée sur l'exploration anglaise de Brown, il conteste, en même temps, l'entrée des Commissaires brésiliens dans le territoire contesté. Il entache ainsi de pure invention le même rapport sur lequel il s'appuie, et s'est appuyé dans un autre litige. La contradiction de cette attitude devient encore plus frappante quand le Mémoire Anglais ajoute : « *Les Commissaires brésiliens n'ayant pas mis le pied à l'est du Cotingo ou du Takutú, il est d'autant plus important de relever leur aveu au sujet des sentiments d'amitié pour la Grande-Bretagne des Indiens habitant la zone en litige.* »

#### XIV

### Le Président de la Province d'Amazonas visite le Contesté en 1888. Réclamations anglaises.

Le Mémoire Anglais continue sous le même titre :

PAGE 106. — « A l'époque où le rapport de M. im Thurn parvenait aux mains du Gouvernement Britannique, le bruit courait que le Président des Amazonas avait visité le territoire neutre; mais cet incident n'a guère d'importance, puisque cette visite n'avait pas de caractère officiel. Il s'en ensuivit une réclamation officielle adressée au Gouvernement de la Grande-Bretagne au sujet de la présence d'agents britanniques à Pirara et d'un instituteur anglais à San Marcos. Il est évident qu'il n'y avait rien pour justifier une plainte de la sorte, et il est difficile à comprendre comment on a pu la porter sérieusement. »

Le Gouvernement Brésilien montra en cette occasion que l'accord de neutralisation absolue était, pour lui, toujours en vigueur. La réclamation anglaise était basée sur le même Accord.

PAGE 106. — « Jusqu'ici, il n'y a, dans l'histoire du haut Rio Branco, aucun développement à signaler pour ce qui concerne le côté du Brésil. »

Certes aucun développement n'a été signalé en ce qui concerne l'influence anglaise. Nous n'alléguons pas le développement de la nôtre.

## XV

### L'Agent Anglais Mc Turk dans le Territoire contesté. Rapport de son premier Voyage.

Sous le titre « Collisions récentes sur le Tucutú », nous trouvons ensuite :

PAGE 106. — « Pendant les dix ans qui viennent de s'écouler l'occupation brésilienne s'est, pourtant, étendue peu à peu sur le territoire compris entre le Fort de São Joaquim et le Takutu, de façon à amener des conflits entre les Brésiliens et les sujets britanniques établis dans la zone contestée.

« Au mois de novembre 1892, De Roy détourna de son chemin un prêtre brésilien, qui passait à « Dowrawow », sur le Rupununi, pour enlever de jeunes Indiens. A la fin, le prêtre, abandonné par ses compagnons, eut recours au commerçant anglais pour faciliter son retour dans le territoire brésilien. Au mois d'octobre 1894, des soldats brésiliens entrèrent en conflit avec les Indiens établis à l'est de la Cotinga, de façon à exiger l'intervention d'un fonctionnaire britannique. Le 11 novembre, 1894, De Roy défendit encore une fois le territoire

qu'il habitait contre une bande de Brésiliens qui s'étaient proposés de s'en emparer pour y élever des bestiaux. A cette occasion, ainsi que dans l'année suivante, le Takutu fut reconnu également par les colons brésiliens et britanniques comme la frontière réelle. »

Ces faits, par trop insignifiants, dont il est impossible de vérifier l'intention, la localisation certaine et les détails, sont en contradiction avec l'allégation que les colons brésiliens reconnurent le Tacutú comme la limite anglaise. Les colons anglais se plaignent au contraire, comme Flint, que tous les terrains des deux rives du Tacutú sont occupés par des fazendas d'éleveurs brésiliens (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 111), et le Commissaire Anglais Mc Turk, comme nous allons le voir, écrit au Gouvernement Colonial : « Les Brésiliens sont en train de s'emparer lentement, mais sûrement, de la rive droite du Tacutú ».

En effet, le Mémoire Anglais nous dit aussitôt après :

PAGE 107. — « Au mois de mai 1896, le Gouvernement de la Guyane britannique apprit que les Brésiliens s'efforçaient d'établir des *ranchos* à l'est du Takutu. Comme réponse à la dépêche qui portait ces nouvelles à sa connaissance, le Gouvernement britannique chargea le Gouverneur de la colonie de s'informer de leur exactitude. Il y eut un délai inévitable avant qu'il fût possible d'exécuter ces instructions, et au mois de juillet 1897, une dépêche télégraphique annonça que les Brésiliens étaient en train d'occuper la rive droite du Takutu. Des renseignements plus détaillés suivirent. Quatre sujets brésiliens au moins avaient poussé leurs opérations au delà du Takutu, et avaient donc pénétré dans la zone. Ils avaient évidemment mis des obstacles à ce que Montagu Flint, sujet britannique, s'établît dans ces parages, et ce dernier les avait, par conséquent, dénoncés.

« M. McTurk, Commissaire spécial de la colonie chargé de l'administration du district de l'Esséquibo, fut envoyé, par les ordres du Gouvernement de la Grande-Bretagne, avec mission

de faire un rapport sur ces empiétements. Il partit du Massaruni pour la frontière brésilienne le 29 novembre 1897, et arriva le 16 décembre au débarcadère de Quimata. Il convoqua une assemblée d'Indiens à cet endroit. Les Indiens se déclarèrent à l'unanimité sujets britanniques, et prièrent le Commissaire de les protéger contre les Brésiliens; ils se plaignirent en même temps de ce que les bestiaux des éleveurs brésiliens ravageaient leurs terres. M. McTurk saisit l'occasion pour munir un des Chefs indigènes d'un brevet signé du Gouverneur, par lequel ce Chef fut formellement nommé Capitaine des Macuchi. M. McTurk se porta ensuite au Takutu, où il arriva le 23 décembre. Entre cette date et le 16 janvier il visita toutes les *ranchas* établies à l'est et au nord du Takutu, c'est-à-dire dans la zone dont il est question. Il reçut des éleveurs britanniques une pétition écrite, à laquelle plusieurs Brésiliens déclarèrent qu'ils s'étaient associés. Cette pétition demandait au Gouvernement britannique une concession formelle de terres et la protection contre les pertes causées à leurs bestiaux. Le 7 janvier M. McTurk réunit les Indiens à Dadad. Un nombre de *rancheros*, dont tous, à trois exceptions près, se disaient Brésiliens, assistèrent à cette assemblée. Le Commissaire anglais fit savoir à tous que, tant qu'ils demeureraient à l'est du Takutu, il faudrait qu'ils obéissent aux lois britanniques. Il tint aux Indiens le même langage qu'il avait tenu à Quimata, et les avertit qu'il fallait vivre à l'amiable avec les *rancheros* et adresser toutes leurs plaintes au Gouvernement britannique. Il nomma un certain Ambrose capitaine et officier de paix de Tawar-wow. Il établit aussi un poste à Dadad, situé sur la rive orientale du Takutu, et désigna M. H. P. C. Melville, comme gardien. Celui-ci s'était établi en 1891 à Dadabouk dans une *rancha*, située sur la rive droite du Takutu. Il y rencontra d'autres personnes, comme l'on a déjà dit, qui habitaient la zone, et qui se croyaient placées sous la protection du pavillon britannique. »

Nous nous trouvons ici en face de faits et de documents qui seraient d'une grande importance comme violations par la Grande-Bretagne de l'accord de neutralisation du territoire si le Gouvernement de S. M. Britannique n'avait suivi une

tout autre politique que celle du Gouverneur de la Colonie et de son agent.

En effet, voici tout d'abord ce que nous trouvons dans la dépêche du 15 février 1898 du Gouverneur Anglais à M. Chamberlain (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 113) : « Cet officier actif et zélé semble avoir accompli la tâche difficile et laborieuse qui lui avait été confiée de la même façon habile et complète qui lui est habituelle. Il a réussi à dissiper tout sentiment de méfiance chez les habitants du district, indigènes ou autres. Il a obtenu de ceux qu'on nomme Rancheros, dont la majorité se compose de sujets brésiliens, une reconnaissance de fait de la domination anglaise sur la rive droite de la rivière Tacutú, une demande de permis d'occupation, des terres où ils se sont établis, et une promesse de payer une taxe juste et équitable pour lesdites terres. Il me semble inutile d'en dire plus long sur l'importance de cet aveu de la souveraineté anglaise de la part des colons et de leur désir de devenir des occupants reconnus du terrain sous le régime de la loi britannique. »

Nous avons, d'autre part, le rapport du 5 février 1898 de Mc. Turk lui-même (*Ibid.*, p. 114). Il arrive, le 24 décembre 1897, à la résidence du Vénézuélien Pedro Level, « Don Pedro », qui était allé le recevoir et dont la ferme est sur la rive gauche du Tacutú; là, il prend un canot, appelé, dit-il, dans ces parages, *montaria*, — on rencontre partout l'influence du Portugais, — et, du 1<sup>er</sup> au 9 janvier, reste chez Melville, aussi sur le Tacutú (la fazenda de Melville est appelée Tawar-wow; Tawar-wow et Dahdaad sont un seul endroit<sup>74</sup>), visite la résidence d'Osorio, celles de Marcos, d'Andrade, enfin tous les éta-

---

74. Déclaration de Melville, *Ann. Mem. Angl.*, II, p. 150.



blissements des Brésiliens du Tacutú<sup>75</sup>. Voici maintenant comment il raconte sa conférence avec les « rancheros » du territoire chez Melville :

« Pendant que j'étais à Dadaad, les Indiens y venaient continuellement, et aussi quelques-uns des rancheros qui avaient appris mon arrivée. A l'exception de Melville, Bentley et Buckley, les rancheros de notre côté du Takutú sont tous Brésiliens. J'expliquai à ceux des rancheros qui étaient présents que tous ceux (sans exception) qui résidaient sur la rive droite du Takutú se trouvaient en dedans des frontières de la Colonie de la Guyane Anglaise et étaient tenus d'obéir à ses lois; que le Gouvernement ne désirait aucunement les molester tant qu'ils se soumettraient à ces mêmes lois; et que ceux auxquels cette condition ne plairait pas n'avaient qu'à traverser le Tacutú et à passer sur le territoire brésilien, en emportant tout ce qui leur appartenait, et que personne n'y mettrait obstacle.

« Ils se déclarèrent parfaitement satisfaits de rester où ils étaient, disant seulement qu'ils comptaient, en vivant sous le Gouvernement Britannique, recevoir la même protection qui

---

75. L'idée que le district devait être riche en gisements d'or est signalée par Mc Turk:

« L'aspect du pays et la quantité relativement considérable de quartz et d'autres roches qui prédominent dans les parties de la Colonie où l'on trouve de l'or, me font croire que, si l'on y faisait une prospection convenable, on trouverait dans ce pays de l'or en quantité rémunératrice, surtout au sud de la chaîne Canaku. Cette opinion est confirmée par les assertions de MM. Bentley et Buckley, tous les deux mineurs expérimentés, qui me disaient qu'ils peuvent découvrir « la couleur » presque partout. » (Mc. Turk au Secrétaire du Gouvernement, à Georgetown, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 116.)

était accordée aux personnes qui habitaient les autres parties des Possessions de Sa Majesté.

« Ils se plaignirent de ce que les Indiens empoisonnaient les eaux et avaient abattu à coups de fusils, pour les manger, plusieurs de leurs bêtes, et ils déclarèrent qu'ils se disposaient à réclamer la protection du Gouvernement Brésilien, qui, ils le savaient, la leur accorderait promptement, mais que, maintenant, ils s'adresseraient d'abord au Gouverneur de la Guyane Anglaise.

« Je répondis que Son Excellence, j'en étais convaincu, leur accorderait entière protection, et que personnellement je prendrais, en son nom, toutes les mesures qui seraient en mon pouvoir pour maintenir l'ordre dans le district, et que le Gouvernement Brésilien, n'ayant pas de juridiction sur la rive droite du Tacutú, ne pouvait leur accorder aucune réparation, ni, en aucune façon, y exercer d'autorité territoriale.

« Je dis que je savais que leurs plaintes relativement à la destruction de leur bétail étaient justes, mais que c'était souvent leur faute, car ils n'exerçaient pas une surveillance suffisante, et même, dans certains cas, ne surveillaient pas du tout leurs bestiaux qui s'égarèrent dans les champs de cassave des Indiens et détruisaient leurs plantations, et comme ceux-ci n'en obtenaient aucune réparation, il était tout naturel qu'ils leur rendissent la pareille en tuant le bétail qui leur portait préjudice.

« Quant au fait de manger les animaux qu'ils avaient tués, je ne pouvais trouver aucune excuse à cette conduite des Indiens et je promis que je ne manquerais pas de faire à ceux-ci de très sérieuses observations à ce sujet. Ils dirent que cela les satisfaisait et le lendemain ils me donnèrent le **Mémoire**

inclus pour être présenté à Son Excellence le Gouverneur.

« Avant de quitter la maison d'Andradé, le 15 janvier, je lui expliquai, à lui et à d'autres Brésiliens qui se trouvaient présents, qu'ils étaient en territoire britannique, et à quelles conditions ils pourraient y rester. Ils se montrèrent tous parfaitement satisfaits, et dirent qu'ils espéraient que le Gouverneur leur délivrerait des « concessions » légales des terrains occupés par eux.

« J'ai aussi fait une visite aux ranchos d'Eduardo et de De Lima au confluent de l'Ireng, leur ai tenu les mêmes propos, et j'ai reçu d'eux la même réponse. » (M. Mc. Turk au Secrétaire du Gouvernement, à Georgetown, *Ann., Mém. Angl.*, II, pp. 115-116.)

Comme on l'a vu, l'agent Anglais se permettait d'intimer aux résidents Brésiliens l'ordre de se retirer du territoire neutre s'ils ne voulaient pas légitimer leur possession par des concessions du Gouvernement de Demerara, auquel ils auraient à payer des taxes, et les forçait, pour ne pas se trouver ruinés d'un jour à l'autre, à signer la pétition à ce Gouvernement reproduite dans le Mémoire Anglais (*Ann.* II, p. 120) et qui lui vaut les éloges du Gouverneur. Il faut dire que, d'après les déclarations de Melville, la plupart des signatures n'étaient pas authentiques<sup>76</sup>. Il fait des discours aux éleveurs ainsi qu'aux Indiens qui empoisonnaient l'eau que buvait le bétail,

---

76. « Je voudrais mentionner que je ne crois pas que toutes les signatures sur la pétition donnée à M. Mc. Turk soient authentiques, car j'ai appris que des domestiques, sans autorisation, l'ont signée au nom de leurs maîtres, et que d'autres personnes l'ont signée pour des parents qui ne les y avaient pas autorisés. » (Déclaration de Melville à Georgetown, *Ann. Mém. Angl.* II, p. 130).

comme si l'autorité pour redresser leurs griefs mutuels lui appartenait exclusivement. Il va encore plus loin, il distribue des titres de « Capitaines » et de « Constables » ; il nomme Melville « Postholder », créant un poste anglais à Dadaad, et un autre à Quimata ; il constitue avec des Indiens ayant des noms anglais, John Bull, Ritchie, Snap, une sorte de police. Ses lettres patentes, il est assez curieux de le remarquer, sont expédiées en Portugais, telle, par exemple la nomination de Melville.

Il faisait tout cela dans une région jusqu'où arrivaient, comme il le dit lui-même, les petits bateaux à vapeur brésiliens :

« Dans les conditions actuelles, tout le commerce de ces régions — et, d'après ce que l'on dit, il est considérable — transite par Manaos, ville sur l'Amazone, accessible aux plus grands paquebots. Des bateaux à vapeur plus petits remontent les tributaires de l'Amazone jusqu'à une certaine cataracte dans le Rio Branco et, dans la saison favorable, jusqu'à l'embouchure de l'Ireng et même en amont de la maison de Don Pedro. » (M. Mc. Turk au Secrétaire du Gouvernement, à Georgetown, *Ann. Mém. Angl.*, II, p. 417.)

Il exerçait cette intervention contre les éleveurs qu'il reconnaissait être tous des Brésiliens, à l'exception de trois, à peine, et dont le commerce, comme nous venons de le voir et il le répète, était fait entièrement par le Rio Branco :

« Vu la manière dont ils vivent, je trouve qu'ils ont été, eux et les Indiens, très tolérants pour leurs empiétements réciproques ; mais il n'est pas probable que cette attitude continue à mesure que le nombre des rancheros augmentera et que les causes de désaccord deviendront plus fréquentes. Le pays est

évidemment un pays de pâturage et, sauf une partie relativement petite, il n'est pas propre à une culture étendue. Je crois qu'on développerait matériellement les ressources de la Colonie, si l'on offrait des avantages aux colons qui viendraient s'installer sur le Tacutú, en dedans de nos frontières ; surtout à ceux qui, par une pratique constante et une éducation spéciale dès leur jeune âge, ont acquis l'expérience de l'élevage du bétail de toutes espèces.

« A cause de l'absence de toutes facilités de transport et de la difficulté de rencontrer un débouché, le bétail et les produits du district n'ont qu'une valeur peu élevée et, jusqu'à un certain point, les Rancheros mènent une vie patriarcale et à moitié nomade, conduisant leurs bestiaux par un trajet de nombreux milles à travers les savanes jusqu'à Manaos sur l'Amazone, et rapportant de cet endroit les objets nécessaires à leur existence que leurs *ranchos* ne produisent pas. »

## XVI

### Réclamation anglaise contre la présence du bétail brésilien à l'est du Tacutú.

Avant que l'Agent Anglais tentât d'effectuer, de cette façon sommaire, l'occupation du territoire neutralisé, le Gouvernement à Londres avait réclamé de la Légation du Brésil des ordres pour empêcher le bétail brésilien de paître sur le « territoire anglais » du Tacutú (Note de Lord Salisbury du 14 juillet 1897).

Monsieur Souza Corrêa, Ministre du Brésil, répondait en ces termes (note du 21 juillet) à cette sommation inattendue :

« Je ne manquerai pas de porter à la connaissance de mon Gouvernement le fait dont votre Note fait mention et qui exige la détermination qu'il devra prendre en vue de maintenir le *statu quo* sur le territoire contesté, pendant les négociations de frontières que nous poursuivons. Qu'il me soit néanmoins permis d'observer, sans préjudice de la question, que dans les plaines situées à l'est du Tacutú et du Mahú le bétail introduit par les Portugais dès la fin du xviii<sup>e</sup> siècle était déjà assez nombreux et se multipliait rapidement, ainsi qu'en fait foi le récit de voyage de Schomburgk, publié dans le t. VI du *Journal of the Royal Geographical Society* (pp. 255 et 282). Ces troupeaux de bétail sont peut-être les mêmes auxquels se rapportent les nouvelles qui sont parvenues à Georgetown. »

Et revenant sur ce point dans sa Note du 9 mars 1898, il ajoutait :

« Le territoire dont il s'agit n'est pas un territoire anglais, comme paraissent le croire les autorités de la Colonie, mais bien un territoire en litige entre le Brésil et la Grande-Bretagne. S'il est permis à des Anglais de s'établir sur ce territoire, d'y faire le commerce et d'utiliser le bétail qu'ils y ont trouvé et dont parle Schomburgk, Votre Seigneurie conviendra certainement que les représentations des autorités de la Colonie contre les éleveurs et les commerçants brésiliens qui usent du même droit ou de la même liberté que les sujets anglais, n'ont aucun fondement. »

## XVII

Réclamation brésilienne contre l'attitude  
du Commissaire Mc Turk.

La Légation du Brésil, mise télégraphiquement au courant de l'attitude de l'Agent Anglais dans le Tacutú, demanda des explications au Gouvernement de S. M. Britannique. M Souza Corrêa disait dans sa Note du 24 février 1898 au Marquis de Salisbury :

« Le 9 de ce mois j'ai eu l'honneur d'informer verbalement le Foreign Office que, suivant un télégramme que le Gouvernement Fédéral avait reçu du Gouverneur de l'État de l'Amazone, la rive droite du Tacutú, jusqu'à son confluent avec le Cotingo, venait d'être occupée par des sujets britanniques se disant officiellement autorisés à agir de la sorte.

« Je reçus alors l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, ignorant ce fait, ne le tenait pas comme véridique, et qu'un rapport serait demandé à son délégué à Georgetown, par l'intermédiaire du Ministre des Colonies.

« Le 20, j'ai encore remis particulièrement copie d'une communication ultérieure du Ministre des Relations Extérieures, me transmettant un télégramme du 16 courant, par lequel le Gouverneur de l'État de l'Amazone avait confirmé la première nouvelle, en ajoutant que l'occupation avait été effectuée sous la direction de M. Mc. Turk, se disant commissaire britannique, qui avait arboré le pavillon de la Colonie en exigeant des habitants de la localité qu'ils eussent à prêter obéissance aux lois britanniques.

« Cette infraction à l'accord du 29 août et du 3 septembre 1842 n'a certainement pu être autorisée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui jusqu'à présent ne paraît pas avoir connaissance des faits en question, ainsi qu'il m'a été assuré; mais pour cela même, il est de mon devoir de renouveler, au moyen de cette Note, la demande que hier j'ai eu l'honneur d'adresser verbalement à Votre Seigneurie, pour que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique prenne par télégraphe les mesures qu'il jugera nécessaires à la fin de désapprouver l'invasion pratiquée par les autorités subalternes de la Colonie, en ordonnant qu'elles se retirent immédiatement du territoire en litige. »

Le 4 mars suivant, Lord Salisbury expliquait à la Légation du Brésil les mesures que le Gouvernement avait prises ou avait l'intention de prendre à la suite de l'enquête que M. Mc. Turk avait terminée :

« Le rapport de M. Mc Turk n'a pas encore été reçu au Colonial Office, mais le Gouverneur par intérim de la Colonie a télégraphié, en réponse aux questions de M. Chamberlain, que toutes les demandes de concessions de terres sur la rive droite du Tacutú faites par des colons avaient été renvoyées par M. Mc Turk au Gouvernement Colonial, pour être soumises au Secrétaire d'État. Deux postes ont été provisoirement établis, l'un à Quimata sur le Rupununi, et l'autre à Dahdaad, qui est sur le Tacutú, mais au sud du troisième degré de latitude. »

Son Excellence, cependant, ajoutait :

« Dans le but d'écartier tout risque de malentendu, des instructions ont été données par M. Chamberlain pour que le « post-holder » quitte ce dernier endroit.

« Il ressort du télégramme de M. Boyle que même si M. Mc



Turk a visité la localité mentionnée dans les rapports du Gouverneur de l'Amazone, il n'a pas hissé le pavillon britannique et n'a rien fait pour affirmer la souveraineté britannique. »

La Légation du Brésil ne pouvait pas se déclarer satisfaite. Le 9 mars, M. Souza Corrêa s'adressait à Lord Salisbury :

« Je suis persuadé que Votre Seigneurie ne manquera pas de reconnaître et de faire comprendre au Gouverneur de la Guyane Britannique que l'établissement, même provisoire, d'un poste anglais sur le territoire neutre est contraire aux engagements réciproques pris par le Brésil et la Grande-Bretagne et très clairement formulés dans les Notes échangées le 29 août et le 5 septembre 1842, à Rio de Janeiro, entre le Ministre de Sa Majesté Britannique et le Ministre des Affaires Étrangères du Brésil.

« Le village indien de Dadaade (Dahdaad), au sud du Cati-vaurú, entre cet affluent et la rive droite du Tacutú, par 2° 55' de latitude nord, se trouve sur un territoire que personne ne contestait au Brésil avant 1840, et qui est devenu *nullis jurisdictionis* à la suite de l'arrangement de 1842. L'Agent du Gouvernement Colonial n'avait donc aucun droit d'y établir un poste, et il a dû certainement agir contre l'esprit des instructions qui lui enjoignaient de ne commettre aucun acte de nature à soulever les objections du Gouvernement Brésilien.

« Je ne trouve sur aucune carte la position de Quimata, sur le Rupununi, où, d'après les renseignements reçus par le Foreign Office, Mr. Mc Turk vient d'établir un autre poste provisoire. Si Quimata se trouve en amont du confluent de l'An-nay, je prie Votre Seigneurie de vouloir bien obtenir du Colonial Office l'expédition des ordres nécessaires pour le retrait de ce poste, car le territoire des deux rives du Rupu-

nuni en amont de l'Annay est réclamé par le Brésil, et aucune occupation officielle n'y peut avoir lieu sans violation et rupture de l'arrangement de 1842.

« La Note de Votre Seigneurie m'apprend en outre que, d'après le télégramme du Gouverneur de la Guyane Britannique au Colonial Office, toutes les demandes de concessions de terres sur la rive droite du Tacutú, remises à Mr. Mc Turk, ont été adressées de Georgetown au Secrétariat d'État des Colonies. Je suis certain que Votre Seigneurie et M. Chamberlain seront d'accord avec moi sur ce que des concessions de ce genre ne doivent être faites, ni par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, ni par le Gouvernement du Brésil, sur la partie du territoire contesté neutralisée en 1842, c'est-à-dire sur la partie comprise entre le Tacutú et le Mahú à l'ouest, le Rupununi et l'Annay à l'est.

« Je crois devoir rappeler à Votre Seigneurie qu'à l'occasion d'une visite rapide, et sans aucun appareil officiel, faite aux plaines du Pirara, en 1888, par Mr. Pimenta Bueno, alors Président de l'Amazone, le Gouvernement de la Guyane Britannique, considérant que la présence d'un fonctionnaire brésilien sur le territoire neutre était une violation de l'arrangement de 1842, avait télégraphié cette nouvelle au Colonial Office, et que la Légation de Sa Majesté Britannique, à Rio de Janeiro, avait immédiatement reçu des instructions pour faire à ce sujet des représentations au Gouvernement Brésilien. Tous les détails de cet incident se trouvent dans les Notes des 19 avril et 25 mai 1888, du Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique, et des 21 avril et 25 mai, du Ministre des Affaires Étrangères du Brésil.

« Mr. Pimenta Bueno avait fait sa visite comme simple

particulier et n'était resté sur le territoire neutre que deux jours. Il s'était borné à interroger quelques Indiens.

« Mr. Mc Turk, d'après le télégramme du Gouverneur de la Guyane Britannique, a pénétré sur le territoire neutre en sa qualité d'officier de la Colonie, et il ne s'est pas borné à y faire une enquête, car, pour l'établissement de deux postes provisoires, il a cru pouvoir modifier le *statu quo* que les deux Gouvernements de Londres et de Rio de Janeiro se sont toujours efforcés de maintenir loyalement, et auquel il est important que des autorités subalternes ne portent aucune atteinte, surtout maintenant que des négociations se poursuivent ici dans l'esprit le plus amical pour régler définitivement la question de frontières.

« Il est donc très naturel que les agissements de Mr. Mc Turk aient produit une certaine émotion dans l'État de l'Amazonie, mais le Gouvernement Fédéral a toujours compris que le Gouvernement de la Reine était absolument étranger à ces faits et qu'il ne saurait les approuver. »

Nous avons dit, à cause des ordres expédiés par le Colonial Office au sujet des postes créés par Mr. Mc Turk dans le territoire contesté, que le Gouvernement Britannique n'avait pas adopté la même ligne de conduite que les autorités de la Guyane. En effet, M. Chamberlain télégraphiait le 25 février 1898 au Gouverneur de Demerara, après les représentations faites le 9 février par le Ministre du Brésil : « En réponse à votre télégramme du 24 février, le Postholder doit être retiré de Dahdaad le plus tôt possible. Pas justifié par le troisième paragraphe de ma dépêche du 10 août; » et, le 31 juillet 1900, le Marquis de Salisbury répétait à la Légation du Brésil que le Gouvernement Britannique « adhérait à sa résolution de ne

pas établir de poste sur le territoire revendiqué par les deux Parties ».

### XVIII

#### Second voyage de M. Mc Turk au Tacutú. Nouvelle Réclamation du Gouvernement Brésilien.

Nous allons voir, cependant, que le Gouvernement Brésilien eut de nouvelles raisons pour attirer l'attention du Foreign Office sur l'attitude de l'Agent Anglais. Le Mémoire Anglais continue :

PAGE 108. — « Presque immédiatement après le départ de M. McTurk, M. Melville se rendit à Manáos, sur le Rio Négro, pour y faire des affaires. Il y fut interrogé par le Chef de Police. Un compte rendu rédigé en portugais prétend résumer ses déclarations. Mais ce document, quoique signé par M. Melville, reproduit ses réponses d'une manière tout à fait inexacte, ainsi qu'il appert, d'ailleurs, de sa lettre du 28 avril, adressée au Secrétaire du Gouvernement<sup>77</sup>. A la suite de cette interrogation, le Gouvernement brésilien a cru devoir se plaindre que les Anglais avaient occupé officiellement la rive droite du Takutu jusqu'au confluent de la Cotinga. Une correspondance fut échangée entre le Ministre du Brésil et le Secrétaire d'État à Londres. Dans le but d'empêcher tout malentendu, le Gouvernement britannique donna sur-le-champ aux autorités colo-

---

77. Ce que Melville a déposé à Manaos (*Ann. Mém. Ang.*, II, 127) est d'accord avec ce que M. Mc. Turk rapporte et avec la déclaration de Melville faite à Georgetown (*Ibid.*, p. 129), excepté quand, dans sa déposition à Manaos, il prétend avoir lui-même été contraint par le Commissaire Anglais à reconnaître la souveraineté anglaise sur ce territoire.

niales des instructions de retirer le gardien de poste de Dadad.

Pour exécuter ces instructions, M. McTurk se rendit encore une fois dans la zone. Il partit de Rockstone, sur l'Esséquibo, le 10 mars, 1898, arriva à Quimata le 26 mars, et quitta le district le 13 avril, après avoir accompli, autant que cela était possible, l'objet de sa mission. Il apprit à cette occasion que les Brésiliens étaient en train d'établir un poste à l'embouchure du Takutu.

« Un an passa, pendant lequel on n'entendit plus parler de la zone contestée, mais alors le Gouvernement de Sa Majesté fut averti par la voie télégraphique qu'un assassin brésilien s'était échappé dans ce territoire, et qu'il s'y trouvait en ce moment en liberté. Le Gouvernement de Sa Majesté, en premier lieu, proposa au Gouvernement du Brésil que celui-ci fit poursuivre le meurtrier dans la zone, sans préjudice de la question de droit. Mais il résulta des renseignements recueillis plus tard que le crime avait été commis dans la zone même. Presque en même temps, les autorités anglaises apprirent que les Brésiliens coupaient du bois près des montagnes de Canaku, et qu'au commencement de l'année des Brésiliens avaient passé à l'est de la Cotinga dans le but de s'emparer de quelques Indiens arecuna.

« A la suite de ces incidents, M. McTurk fut envoyé de nouveau dans la zone afin d'arrêter l'assassin et de faire un rapport sur la situation dans ces régions. Il partit de l'Esséquibo le 6 novembre, 1899, et, après un voyage très difficile, il atteignit Annaï le 25 novembre. Il parcourut la zone entière malgré de nombreuses difficultés de toute espèce, arrêta le criminel fugitif, et repartit du débarcadère de Pirara le 2 janvier 1900. La cause fut entendue plus tard au Tribunal de Police de Hyde Park à Démérara. Elle échoua faute de preuves suffisantes.

« M. McTurk, dans son rapport sur cette visite, dit que la plupart des bruits qu'on avait fait parvenir au Gouvernement étaient faux ou exagérés. Cependant, il trouva qu'on avait arboré un drapeau brésilien à Waricapooroota, situé à l'est du Takutu, et il l'avait fait baisser et emporter. Il essaya d'arrêter un Brésilien nommé Pasqual, contre lequel on avait porté plainte, mais cet individu se réfugia au delà du Takutu. M. McTurk hissa d'ailleurs le pavillon britannique sur la maison de Pasqual et y passa la nuit. Il termine son rapport par une remontrance vigoureuse dont voici le texte :

« Les Brésiliens sont en train de s'emparer lentement, mais sûrement, de la rive droite du Takutu. Leurs fonctionnaires se rendent dans la contrée et la déclarent une partie du Brésil, tandis qu'on se moque de moi et des autres fonctionnaires du Gouvernement de la colonie et qu'on nous traite en personnages sans importance, qui ne font que jaser et qui n'ont point d'autorité. Il faut se rappeler que les personnes auxquelles je fais allusion, et même les fonctionnaires, ne sont qu'à moitié civilisés, et qu'ils ignorent la procédure lente et circonspecte de la loi anglaise. Si ce n'est que pour inspirer le respect, le Gouvernement devrait faire observer ses ordres et manifester, d'une façon évidente, son intention d'imposer et de maintenir son autorité. »

M. McTurk finit par conseiller la nomination d'un gardien de poste chargé de soutenir l'autorité britannique dans le district. »

A l'occasion de cette dernière visite du Commissaire Anglais au Tacutú, le Gouvernement Brésilien a dû faire de nouveau des représentations au Gouvernement Britannique. Dans sa note du 11 juin 1900, le Chargé d'Affaires du Brésil à Londres, M. Oliveira Lima, disait en effet à lord Salisbury :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que j'ai reçu de mon Gouvernement des instructions dans le but de soumettre à l'attention du Gouvernement de Sa Majesté la Reine quelques nouveaux faits relatifs à M. Michael Mac Turk, le même Commissaire du district de l'Essequibo et du Pomeroon, dans la Guyane Britannique, et protecteur d'Indiens, dont feu M. de Souza Corrêa a déjà dû se plaindre par la Note du 24 février 1898. Les faits que cette fois-ci j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Seigneurie, ont rapport à la visite que ce fonctionnaire a faite au Tacutú au mois de décembre dernier, apparemment pour vérifier l'emplacement d'un bourg agricole ou établissement d'Indiens autorisé et fondé par le Gouvernement de l'État de l'Amazone. Dans ce voyage,

M. Mac Turk, qui n'était qu'un officier de la Colonie, chargé d'une enquête sur une supposée infraction de la part du Brésil à la neutralité du territoire, s'est conduit comme si le territoire neutre appartenait de fait à la Guyane Britannique, ou comme s'il avait pour mission de le réduire à l'obéissance.

« En effet, d'accord avec les informations officielles transmises de la frontière, il s'y est présenté dans le plein exercice de son autorité militaire et policière, en uniforme et suivi d'une escorte, laissant en outre dans son campement du Mauary, jusqu'à son retour du Cotingo, un grand nombre d'Indiens et de nègres qu'il avait ensuite employés, d'après les riverains, à la construction, dans un endroit nommé Uauacapurita, d'un grand bâtiment destiné à loger les troupes de la Colonie lors de sa prochaine expédition, annoncée pour le décours de l'année courante.

« Le Sous-Lieutenant Commandant du Fort S. Joaquim (Rio Branco) a procédé en personne à une rigoureuse enquête sur place, comprenant l'interrogatoire d'une douzaine de témoins, qui ont fourni des renseignements unanimes sur la façon d'agir de M. Mac Turk. Ces renseignements portent que M. Mac Turk ne s'est pas contenté de menacer de sévir contre ceux dont les sentiments brésiliens lui étaient connus mais qu'il est allé lui-même chez Paschoal da Silva, soupçonné d'avoir porté la nouvelle de son arrivée au Commandant du Fort de S. Joaquim afin de l'arrêter et de l'emmener prisonnier. Ne le trouvant pas chez lui, il n'a renoncé à son projet qu'après l'avoir attendu toute une nuit dans sa propre maison, où, comme marque d'autorité, il avait fait hisser le pavillon anglais, qu'il porta constamment arboré sur la barque dont il s'est servi pour parcourir ces fleuves. Cependant, il emporta de la hutte de

l'Indien Magalhães un drapeau brésilien qui s'y trouvait planté comme moyen de protection dès la précédente visite de M. Mac Turk. De plus, il s'empara, chez un interprète du bourg Manôa, de son titre de nomination, laissant à sa place une constatation de la saisie.

« Je ne crois pas devoir raconter à Votre Seigneurie d'autres manifestations de pouvoir et puissance auxquelles M. Mac Turk s'est livré pendant son voyage, peut-être pour mieux frapper l'imagination d'une population qui ne comprend pas son idiome et dont il ne parle pas lui-même la langue.... Néanmoins, pour prouver à Votre Seigneurie que M. Mac Turk s'y est conduit comme si cette région était de son ressort, il me suffira de placer entre les mains de Votre Seigneurie la copie du document qu'il a laissé chez l'interprète Macuxi, et où il déclare que la rive droite du Tacutú, en amont du confluent du Cotingo, fait partie du territoire de la Colonie.

« De pareils faits sont de nature à semer la discorde et la crainte parmi les habitants de cette région pacifique, et, malheureusement, non seulement ils peuvent, mais, selon l'assurance de M. Mac Turk, ils doivent se renouveler sous peu.

« Mon principal but en les portant à la connaissance de Votre Seigneurie, qui certainement les ignore, est d'en empêcher la répétition. Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine qui, en 1898, à si courtoisement reconnu le bien fondé de la réclamation présentée par feu M. Souza Corrêa, et, dans l'esprit de la Convention de 1842, ordonna l'évacuation du poste de Dahdaad, ne pourra certes pas manquer maintenant de faire cesser l'envahissement par M. Mac Turk d'une zone de territoire neutre où l'arbitrage devra régler prochainement les limites de la juridiction de chacun des deux pays.... »



Les documents de l'enquête à laquelle les autorités brésiliennes de la frontière ont fait procéder se trouvent dans les *Annexes, Second Mémoire Brésilien*, II, (pp. 125 et suiv.) Les faits qu'elles ont constatés sont d'accord avec ce que M. Mac Turk relate lui-même dans son rapport du 30 janvier 1900 (*Ann. Mém. Angl.*, II, 136). On voit par les documents de l'enquête que tout le territoire où le Commissaire Anglais a voulu faire montre de sa juridiction exclusive est au pouvoir des Brésiliens qui s'y sont établis, et que ces propriétaires brésiliens ne reconnaissent pas l'autorité anglaise. Aussi, partout où l'agent anglais avait passé, l'autorité brésilienne est allée tranquilliser les résidents quant à la sûreté de leurs personnes et à l'indépendance du territoire de toute juridiction étrangère.

Le passage ci-après de son rapport montre à lui seul comment, même vis-à-vis des Brésiliens qui avaient à se plaindre d'autres Brésiliens, il prétendait que son autorité était la seule : « Le même jour (7 décembre), vers quatre heures du soir, après mon arrivée au Manari, j'aperçus, descendant le Takutú, un certain Boaventura da Silva, Brésilien, que j'avais rencontré à l'occasion de mes visites antérieures dans cette région. Il entra, en m'apercevant, et me dit qu'il était en route pour Bôa Vista pour se plaindre et demander réparation de ce qu'un certain Pasqual, autre Brésilien qui, comme lui, habite la rive droite du Tacutú, en dedans de la Colonie, avait abattu à coups de fusil trois de ses bœufs. Je persuadai à cet homme de s'arrêter et de me donner des détails, lui disant que c'était à moi qu'il devait adresser ses réclamations et que les autorités brésiliennes n'avaient aucune juridiction dans les limites de la Colonie, où les événements

s'étaient passés, et que je lui ferais accorder une réparation si cela était possible. Après quelque hésitation, il fit une déclaration, et d'après ce qu'il me dit, ainsi que ceux qui l'accompagnaient, il me parut n'y avoir aucun doute que Pasqual avait, de propos délibéré, tiré sur trois de ses bœufs, et avait aussi menacé de le tuer. Je lui conseillai de rentrer chez lui, et lui promis de faire arrêter Pasqual à mon retour du Cotingo. A mon retour du Cotingo, je me rendis chez Pasqual pour l'arrêter, mais il avait traversé le Takutú et était allé chez Aranha, menaçant, d'après ce que plusieurs personnes m'ont dit, d'arracher mon drapeau et de me tuer. Comme mon prestige aurait été fort diminué si j'avais laissé ces gens penser que je craignais Pasqual. j'allai camper dans sa maison à 10 heures 55 du matin du 14 décembre, j'y hissaï le drapeau, et j'y restai jusqu'au lendemain matin... » (*Ann. Mém. Angl.*, II, p. 158). Et pourtant il reconnaît lui-même que la rive droite du Tacutú était entièrement occupée par les Brésiliens.

Au passage cité plus haut dans le Mémoire Anglais nous pouvons ajouter la description qu'il fait de sa propre situation dans le pays, qu'il prétendait gouverner :

« Je suis le seul agent de ce Gouvernement qui visite ces parages, et pendant que je suis sur le Tacutú ou dans son voisinage, en dedans toutefois des limites de la Colonie, ma situation est des plus désagréables. Les rancheros sont les gens les plus bienveillants et les plus hospitaliers, et montreraient volontiers des égards envers moi, mais ils n'osent le faire, car on leur en sait mauvais gré après mon départ, et tout en désirant vivement que je profite de l'abri de leurs maisons pour la nuit, cependant, en vue de leur tranquillité future, ils préfèrent me voir coucher sur l'herbe et je suis

obligé de le faire pour leur éviter des désagréments. Cela fait tort à ma réputation et diminue beaucoup le prestige de la Colonie, puisqu'une de ses autorités peut être traitée de cette façon, tandis qu'un agent brésilien d'une position bien peu supérieure à celle d'un garde national est reçu avec toute sorte de considération et de respect. Il y en a d'autres, même, qui ne cherchent pas à cacher le mépris qu'ils éprouvent pour moi, et il m'est nécessaire de faire semblant de ne pas m'apercevoir de beaucoup de choses qui se passent près de moi, ou de ne pas les comprendre. » (*Ibid*, II, p. 140.)

Aucun argument d'influence britannique dans le territoire contesté ne saurait ainsi être construit sur les tentatives du Commissaire Mac Turk pour y établir la juridiction anglaise. En premier lieu, il n'a pas réussi; en second lieu, s'il avait pu réussir, c'eût été en violant l'Accord de neutralisation, et une telle violation, tellement récente qu'elle appartient à la période de l'élaboration du Traité d'arbitrage, n'aurait pu avoir d'autre effet que de nous faire revenir au point où les deux Parties se trouvaient à l'égard l'une de l'autre quand l'Accord provisoire de 1842 est intervenu, c'est-à-dire, qu'elle aurait abouti au conflit matériel et à l'invasion armée. Ce que cet incident prouve, au contraire, c'est l'expansion naturelle de l'élément brésilien sur la rive droite du Tacutú, due à la proximité des fazendas nationales et du débouché de Bôa Vista pour l'industrie de l'élevage qui s'y est établie, la seule qui puisse y prospérer pour le moment, et due aussi aux rapports et aux attaches, aujourd'hui séculaires, entre la population du territoire, à quelque race qu'elle appartienne, et les descendants des anciens Portugais, tandis que l'élément anglais reste encore sur la côte, toujours à une immense distance, ne pouvant pas,

comme l'élément brésilien, contigu et homogène, se propager par tout ce territoire.

## XIX

### Solution de l'incident Mc Turk.

Le Mémoire Anglais continue :

PAGE 110. — « Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté, ayant déjà entamé des négociations avec le Brésil au sujet de la frontière, se prononça contre la nomination d'un gardien de poste dans la zone en litige.

« En même temps le Marquis de Salisbury affirma la nécessité de faire visiter le territoire en litige, et d'observer les mouvements des Brésiliens. Il rappela au Ministre du Brésil que depuis longtemps ce territoire avait été regardé comme faisant partie de la colonie britannique.

« Voici le texte de la note dans laquelle il explique l'opinion du Gouvernement britannique :

*« Foreign Office, le 31 juillet, 1900.*

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas manqué de remettre au Ministère compétent votre note du 11 du mois dernier, dans laquelle vous vous plaignez des mesures prises récemment par M. Mc Turk sur la frontière entre la Guyane Britannique et le Brésil. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Secrétaire d'État de Sa Majesté pour les colonies a reçu du Gouverneur de la Guyane Britannique des rapports détaillés sur les procédés de M. Mc Turk. Le Secrétaire d'État s'est assuré que le Gouvernement brésilien a été mal renseigné à plusieurs égards, et que M. Mc Turk n'a rien fait qu'on puisse considérer comme une violation des droits que le Brésil pourrait revendiquer dans cette contrée.

« Aux yeux du Gouvernement de Sa Majesté, le seul moyen propre à empêcher des malentendus et des plaintes tels que nous venons d'examiner serait de pousser, immédiatement et sans interruption, à leur conclusion définitive les négociations au sujet de la delimitation de la frontière dans la région en question.

« En attendant cette conclusion, le Gouvernement de Sa Majesté, tout en adhérant à son intention de ne pas établir un poste dans le territoire revendiqué par les deux Puissances, est d'avis qu'il est absolument nécessaire que des fonctionnaires britanniques continuent, ainsi qu'ils l'ont fait jusqu'ici, à visiter de temps en temps et à surveiller à l'avenir ces régions, qui ont été regardées depuis beaucoup d'années comme faisant partie de la colonie britannique. Néanmoins, le Gouvernement brésilien peut être sûr que ces fonctionnaires recevront les ordres les plus formels de se conduire avec discrétion, et d'avoir égard à la position des fonctionnaires brésiliens qu'ils pourront rencontrer.

J'ai l'honneur, etc.

*Signé* : SALISBURY. »

Nous ne pouvons rien opposer aux principes contenus dans cette note, qui reconnaissait la neutralisation provisoire du territoire. Si nous nous plaignions que les Anglais voulaient y étendre leur autorité, les Anglais prétendaient, de leur côté, (voir les allégations de M. Mac Turk) que la nôtre s'y trouvait établie de fait. En 1900, nous tombions d'accord avec le Gouvernement de S. M. Britannique que le seul moyen d'empêcher les plaintes réciproques était la délimitation effective de la frontière. L'arbitrage était convenu en principe. Il n'était pas de notre intérêt de susciter des questions incidentes, d'un caractère tout théorique.

## XX

### Conclusions du chapitre VI du Mémoire Anglais.

Voici le résumé du chapitre que nous analysons :

PAGE 111. — « L'histoire du territoire est maintenant arrivée à l'époque où se sont terminées les négociations dont le présent arbitrage est le résultat.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique affirme que l'histoire de la zone depuis les premières années du dix-neuvième siècle jusqu'aujourd'hui prouve que l'influence britannique y a toujours prédominé, et que les empiétements récents des Brésiliens ne sont justifiés par aucun titre fondé en droit. »

Nous n'avons pas besoin de réfuter cette synthèse, après avoir examiné un à un les faits invoqués par la Grande-Bretagne. Elle n'en a pas produit un seul qui puisse lui servir de titre. Si des faits de cette espèce pouvaient compter dans ce litige, ceux que l'Angleterre possède à son actif ne seraient pas à comparer en nombre ni en importance avec ceux que le Brésil vient d'établir pour sa part, sans toutefois les invoquer comme des titres.

Le Mémoire Anglais ajoute :

« Il convient de rappeler que la frontière entre la Guyane britannique et le Vénézuéla a récemment été le sujet d'un arbitrage, et que la ligne désignée par le Tribunal d'Arbitrage comme la vraie frontière entre la Guyane britannique et le Vénézuéla dans cette région est la ligne de la Cotinga et du Takutu. En prononçant cette décision le Tribunal a déclaré qu'il avait statué sans préjudice de la question à résoudre entre la Guyane britannique et le Brésil. »

Le Brésil n'était pas représenté à cet arbitrage, et le Venezuela n'a pas réclamé le territoire disputé au Brésil par la Grande-Bretagne. Pour cette sentence nous nous rapportons aux pages 8 à 12 du *Premier Mémoire Brésilien*. Le Tribunal a sauvegardé les droits du Brésil. Il a exclu du territoire en litige le Venezuela qui représentait l'Espagne. Dans cette partie, la frontière était en effet entre le Portugal et la Hollande.

## Conclusion

---

### La Démonstration faite.

Nous venons de parcourir la partie du Mémoire Anglais relative à l'histoire du Contesté depuis la neutralisation et nous pouvons la résumer par une expression du Mémoire Anglais appliquée à une période antérieure, en disant que, de 1845 jusqu'au moment où nous écrivons, cette histoire est « une page blanche ».

Si nous ajoutons cette vérification à celles que nous avons faites auparavant, voici, en fait de preuves que nous tenons pour définitives, le chemin que nous avons parcouru depuis le Premier Mémoire :

1. Nous avons montré, dans le Premier Mémoire, qu'il n'a jamais existé de prétention hollandaise et qu'il n'a pas, non plus, jusqu'en 1840, existé de prétention anglaise sur le territoire en litige, tandis que ce territoire fut toujours, jusqu'alors, universellement reconnu comme portugais, possédé et administré dans les mêmes conditions que le reste du Brésil par le Portugal, revendiqué par lui à main armée la seule fois qu'il y surgit une prétention contraire, d'ailleurs de caractère temporaire et accidentel, de la part de l'Espagne.

2. Nous avons montré, dans la première partie de ce Second Mémoire, que cette prétention anglaise de 1840, sans aucun précédent historique, fut l'œuvre exclusive du géographe allemand Herr, depuis Sir, Robert Schomburgk.

5. Nous avons montré en même temps que, par l'effet de cette prétention de 1840, le territoire brésilien fut envahi par la force armée anglaise en 1842, mais que le conflit matériel fut évité par l'accord aussitôt intervenu entre les deux Gouvernements pour la neutralisation de l'aire litigieuse jusqu'à la démarcation des frontières.

4. Nous avons montré, dans la seconde partie de ce Second Mémoire, qu'aucun changement intéressant ce litige n'est survenu dans le territoire contesté depuis qu'il a été neutralisé, s'il pouvait en survenir aucun qui affectât la souveraineté du territoire, tenue en suspens par l'Accord de 1842, tant qu'il durerait.

Tout cela ayant été avéré, comment la prétention anglaise se soutient-elle? Si elle n'a pas eu de précédents avant 1840, et si, après 1840, grâce à l'attitude du Gouvernement Brésilien et puis à l'Accord de neutralisation, l'invasion à main armée de notre territoire a été frustrée des conséquences qu'autrement elle aurait pu avoir dans un laps de temps aussi long que les soixante ans déjà écoulés, comment cette prétention peut-elle être formulée historiquement et juridiquement?

Ceci nous amène à la dernière étape de l'histoire de la prétention anglaise de 1840 : sa justification devant l'Arbitre.



LIVRE III

LA PRÉTENTION ANGLAISE  
DEVANT L'ARBITRE

---

CHAPITRE I

La charpente du Mémoire Anglais

---

I

Le titre historique hollandais.

Si l'on parcourt le Mémoire Anglais du commencement à la fin, voici comment on trouve justifiée la prétention anglaise. Nous avons d'abord la justification au point de vue historique :

1. Le Territoire Contesté a été découvert par les Hollandais; et ils avaient exploité cette contrée dans tous les sens et pour tous les objets d'une occupation bienfaisante, longtemps

avant l'apparition des Portugais sur le Rio Branco (p. 176).

2. Le Gouvernement Hollandais, en s'abstenant de toute remontrance et de toute action quand les Portugais se fortifièrent au confluent du Tacutú, a sans doute abandonné tous les droits qu'il avait acquis au sud et à l'ouest du Fort São Joaquim. Mais seulement jusque là (p. 151).

3. En effet, au [point de vue du droit international, s'il y a occupation par le premier découvreur et qu'un autre occupant vienne ensuite s'y installer, ce dernier ne peut déplacer le premier arrivé qu'en tant que son occupation est effective et qu'elle est acceptée, soit par celui-ci, soit par ceux qui ont hérité de ses droits (p. 152).

4. Or, pendant plusieurs années après la fondation du fort, les Hollandais ont poussé leur occupation d'une manière encore plus vigoureuse et plus déterminée qu'auparavant (pp. 151-152).

Voilà quelle est la théorie positive du droit de l'Angleterre dans ce litige en ce qui concerne son titre historique.

Nous avons longuement discuté d'avance dans le Premier Mémoire, et nous le faisons à nouveau dans le tome II de ce Second Mémoire, chacun des faits sur lesquels cette théorie prétend se baser dans le passé, c'est-à-dire avant 1840. Deux des propositions que nous avons choisies comme chaînons de l'argumentation historique anglaise, la deuxième et la troisième, n'appartiennent cependant pas aux chapitres du Mémoire Anglais que nous étudions dans le second volume, nous les

analyserons donc ici même. Voici d'abord le passage où on les rencontre :

« PAGES 151-152. — « Le Gouvernement brésilien ne peut prétendre qu'en avançant son poste frontière jusqu'au Fort de São Joachim en 1776, il ait acquis des droits quelconques à la zone. . . . .  
 . . . . .  
 Le Gouvernement hollandais, en s'abstenant de toute remontrance et de toute action à cet effet, a sans doute abandonné tous les droits qu'il avait d'abord acquis au sud et à l'ouest du Fort de São Joachim. Mais c'était tout. L'établissement de ce poste-frontière sur la ligne ou près de la ligne qu'on supposait être la limite de la province du Rio Negro ne pouvait pas exercer d'influence sur l'occupation de la zone par les Hollandais. Au fait, pendant plusieurs ans après la fondation du fort, les Hollandais ont poussé leur occupation d'une manière encore plus vigoureuse et plus déterminée qu'auparavant. »

Nous ne contestons pas que les Hollandais, en ne réclamant pas contre la construction du Fort S. Joaquim au confluent du Tacutú, auraient par là abandonné les droits auxquels, par hasard, ils auraient pu prétendre; mais nous soutenons que, s'ils n'ont pas fait de remontrances, c'est parce qu'ils ne s'attribuaient pas de tels droits, au sud et à l'ouest, pas plus qu'au nord et à l'est jusqu'à leurs possessions de l'Essequibo. En effet, la construction du fort supposait un large rayon d'action au nord et à l'est aussi bien qu'au sud et à l'ouest, et elle signifiait la domination du bassin entier du Tacutú et de l'isthme jusqu'au Rupununi. Nous opposerons cependant une contestation absolue à la dernière proposition du passage ci-dessus. Après l'établissement du fort, le contrôle des Portugais dans la région devint complet et permanent et il fut aussi bien connu par les Hollandais que l'existence même du fort; les détache-

ments portugais parcouraient les rivières, pénétraient dans les terres, réduisaient les Indiens, formaient, avec les Indiens, des villages qui furent depuis abandonnés pour les grandes *fazendas* de bétail; leurs géographes et astronomes, à la tête d'expéditions militaires, faisaient les relevés du territoire; les ordres les plus sévères pour empêcher les entrées des étrangers étaient en vigueur. Il n'y a pas un seul fait qu'on puisse citer d'*opposition hollandaise* à ce régime. La Hollande assista à l'établissement des Portugais sur le Tacutú dans le même esprit qu'elle avait vu l'établissement des Espagnols, expulsés par les Portugais, c'est-à-dire comme à un fait qui se passait au delà de ses frontières et qui ne la concernait nullement. Les rapports politiques de la Hollande avec le Portugal étaient de nature à ne lui inspirer aucun souci de ce voisinage, préférable, pensait-elle, à celui de l'Espagne qui lui contestait l'Essequibo même en aval de sa jonction avec le Rupununi.

D'ailleurs, les Portugais, dont la juridiction s'étendait jusqu'au Rupununi, n'eurent jamais à expulser les Hollandais, (ils arrêtaient et poursuivaient à peine quelques intrus), ce qu'ils auraient inévitablement fait, comme pour les Espagnols, si les Hollandais avaient jamais envahi le territoire. D'un autre côté, le petit poste Arinda, sur le Rupununi, presque abandonné depuis des années déjà, disparaissait, comme la dernière trace de leur présence en amont des chutes de l'Essequibo, peu de temps après la domination complète de l'isthme entre le Tacutú et le Rupununi par les expéditions et les patrouilles portugaises.

Mais le nœud vital, au point de vue historique, de la prétention anglaise, telle qu'elle est présentée, tient dans la première proposition, formulée d'une manière différente

quelque part ailleurs : « Les Hollandais avaient l'entière jouissance de la zone en litige environ cent cinquante ans avant la fondation du fort S. Joaquim par les Portugais. » C'est sur cette théorie que repose toute la construction historique et juridique du Mémoire Anglais. La Grande-Bretagne se présente dans ce litige, prétendant que tout le bassin du Rio Branco (par les mêmes arguments, elle pourrait y ajouter celui du Rio Negro, et nous ne saurions dire si le Mémoire Anglais ne l'ajoute pas) fut à un certain temps hollandais et qu'il est resté hollandais, et puis, par cession, anglais, excepté dans la partie jusqu'où l'occupation portugaise est arrivée, délogeant graduellement les Hollandais, disons-le, sans qu'ils eussent jamais de remontrances à faire, encore moins de résistance à opposer. Cette occupation portugaise de second arrivé qui déplace le premier occupant, seulement parce que celui-ci n'a pas fait valoir ses droits, se serait arrêtée au fort de S. Joaquim, et à la portée de ses canons. Nous avons démontré que, outre les canons, qui étaient fixes, il y avait les canots armés, les chevaux et les détachements du fort pour effectuer l'occupation de toute la région réclamée par le Portugal et l'assujettissement et l'utilisation des tribus circonvoisines; il y avait les explorations géographiques; en un mot, la domination exclusive de tout le territoire aujourd'hui en litige dans des conditions où l'intérieur de l'Essequibo ne fut jamais dominé par les Hollandais. Mais nous ne discutons pas en ce moment le titre portugais; nous ne voulons regarder que le titre hollandais, c'est-à-dire le titre prêté aux Hollandais du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup> siècle, qui ne l'ont pas connu, par les Anglais du xx<sup>e</sup>. Nous disons du xx<sup>e</sup>, et non du xix<sup>e</sup>, parce que Schomburgk n'eut aucune idée de la construction historique que le récent

Mémoire anglais a, pour la première fois, présentée au nom de la Hollande.

## II

### La théorie juridique de la découverte et du commerce hollandais avec les Sauvages.

Ce titre que l'Angleterre prétend fonder sur les traces introuvables d'un commerce hollandais avec les Indiens de l'Amazone, presque aussi fabuleux que le Lac Doré lui-même, est un titre qui, s'il pouvait, par hasard, être avéré historiquement et être sanctionné par le droit, deviendrait aussitôt un titre portugais, pouvant s'étendre jusqu'aux sources de l'Essequibo et du Corentyn. Il y a dans ce que nous venons de dire trois propositions :

1. Ce commerce supposé ne pourrait jamais être un titre;
2. S'il était un titre sur le Rio Negro et le Rio Branco, ce serait un titre portugais;
3. Ce titre, d'après la manière dont l'Angleterre l'étend jusqu'au Rio Negro et au Rio Branco, pourrait être étendu par le Brésil jusqu'à l'Essequibo et le Corentyn.

I. — Pour mieux étudier la théorie anglaise par rapport à une partie de verroterie quittant Kijkoveral dans l'Essequibo, destinée aux Indiens du Rio Negro, nous supposerons d'abord qu'il s'agit d'établir un titre hollandais par ce commerce *avant* que les Portugais se fussent rendus maîtres de l'embouchure du Rio Negro après le voyage de Pedro Teixeira et par

l'expédition de Pedro da Costa Favella, c'est-à-dire dans la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

L'argumentation serait celle-ci : Un convoi hollandais partait d'Essequibo vers le Rio Negro, descendant le Rio Branco ; la destination de ce commerce était le Rio Negro, c'est-à-dire l'Amazone ; *donc* tout le bassin du Rio Branco et du Rio Negro doit être aux Hollandais, à titre de découverte et d'usage, excepté la partie effectivement occupée depuis par les Portugais sans que la Hollande la revendiquât. •

Nous prétendons que l'on ne peut pas construire un pareil titre. En effet :

1. Il n'est parti d'*Essequibo* pour le Rio Branco ou le Rio Negro aucun convoi dont il soit resté trace dans les papiers de la Compagnie, ou dans les documents portugais ;

2. Ce que les documents portugais mentionnent se rapporte aux territoires déjà occupés par le Portugal et aux Indiens soumis par lui, et ce serait alors de la contrebande hollandaise, soit directe, soit indirecte, avec ces Indiens et dans ces territoires, ce qui ne crée aucun titre pour les contrebandiers.

3. Mais, quant à ces entrées supposées de Hollandais, œuvre probablement de l'imagination des colons pour justifier les guerres contre les Indiens qu'on voulait réduire en esclavage, il n'est pas question des Hollandais d'Essequibo, dont les Anglais sont les successeurs, mais de ceux de Surinam.

4. Nous prétendrions, quant à ce dernier point, que les Anglais ne pourraient pas faire acte, deux siècles après, *au nom*

*de la Hollande*, de faits que celle-ci ignore, ou dont en tout cas elle n'a tenu aucun compte, et qui, s'ils étaient des titres *hollandais*, appartiendraient aux Hollandais de Surinam, donc encore à la Hollande elle-même.

Quant à la démonstration que ce commerce supposé aurait plutôt des relations avec les Hollandais de la côte de Surinam :

a). Nous trouvons dans un rapport du Commandant d'Essequibo du 22 juin 1750 que la « route directe des tribus qui venaient de l'Orénoque et du Corentyn et qui traversaient le pays pour faire la guerre et trafiquer plus loin » était par le Rupununi; et, dans un rapport de la Cour politique d'Essequibo, du 15 juin 1724, que les Maganouts étaient les alliés des Indiens de la nation Badou, dont le chef était en rapports avec le Posthouder hollandais de la rivière Corentyn :

« Cet Arune a dit depuis au Posthouder de la rivière Corentyn, près de Surinam, que si on lui rendait sa sœur, lui et les Maganouts seraient satisfaits. Nous lui avons fait savoir qu'on l'enverrait à Berbice ou au Corentyn afin de lui être ensuite rendue, et sur ces entrefaites il est parti chez les Maganouts; depuis nous n'avons entendu rien ni de l'un, ni des autres... » (*Annexe au Mémoire Anglais*, I, p. 23).

Et voici ce que dit Schomburgk, — nous le citons non pour son autorité quand au fait lui-même, mais pour son indication sur place d'une route par où ce commerce pourrait se faire : « On faisait descendre seulement quelques-uns des esclaves par l'Essequibo; la plupart étant amenés à Surinam par le sentier qui, du débarcadère Primoss, traverse la rivière



Berbice jusqu'au Corentyn, et ce sentier est appelé, parmi les indiens macousis, le « sentier des esclaves » ou « Tuari Yemori ». (Schomburgk, *Journal of the Roy. Géog. Soc.*, XV, p. 96). »

b). Dans la Relation par Frey Francisco de S. Manços de son exploration du Trombetas (1728), document très important pour montrer la nature de l'œuvre des missionnaires portugais et que nous avons reproduit en entier (*Ann. Prem. Mém. Brés.* III, p. 42), on voit que la nation Paramancari était la première qui recevait des Hollandais des marchandises qui étaient distribuées et échangées contre des esclaves parmi toutes les autres nations établies sur les rivières qui se jettent dans une autre qu'il appelle Urucurin, affluent du Trombetas (le Couroucouri de Coudreau?) Ces Hollandais ne pouvaient être que ceux de Surinam; mais, d'après la description qui est faite, dans le document, du mécanisme de leur commerce, ils ne sortaient pas de chez eux pour avoir des esclaves pris dans tout le bassin du Trombetas; ils donnaient de la marchandise à la première des tribus de ce bassin, avec laquelle ils étaient en contact parce qu'elle habitait aussi le bassin du Corentyn, où arrivaient leurs propres Indiens.

c). Donc s'il y avait là un titre hollandais ancien ce serait un titre de la colonie de Surinam, et non de celle d'Essequibo, c'est-à-dire un titre aujourd'hui encore hollandais, et non anglais.

5. Mais quand même le transit aurait eu lieu par le Rio Branco, quand cette route eût été celle par où passaient ces convois ou ce commerce, ce qui n'est nullement prouvé, ou

ce dont il n'existe aucune trace, pour parler plus exactement, cet itinéraire ne créerait pas un titre de souveraineté :

a) D'abord, parce que ce passage, dont il ne reste pas de trace, ne serait pas une « découverte ». On ne peut pas en effet appliquer ce terme de « découverte » aux voyages d'Indiens dans leurs propres pays; et il n'y a pas de découverte sans notice du pays découvert, de sa situation géographique, de la date et des noms des découvreurs, ni, pour qu'elle produise des effets juridiques, sans mention de la Nation par laquelle elle a été faite et de la possession prise par elle, ou, s'il s'agit de particuliers, sans déclaration expresse de la prise de possession, de l'objet de cette possession, et sans la ratification d'une telle acquisition par la Nation à laquelle elle profiterait.

b) Parce qu'en aucun cas, un commerce de cette nature, l'échange de verroterie contre des drogues ou des esclaves indiens, rare, à de très grands intervalles, par des routes et à des époques inconnues, de durée également inconnue, sans que l'on sache à qui l'initiative et la responsabilité en appartiennent, ne pourrait à lui seul conférer la souveraineté sur le bassin entier d'un fleuve, — au cas qu'il pût la conférer, ce que le Droit international rejette, même sur la localité, où la réalité de ces opérations serait avérée, et où il serait prouvé qu'elles étaient régulières, constantes, et exclusives.

c) Même, supposant la « découverte », que nous nions absolument, celle-ci aurait dû être suivie d'une possession quelconque, tandis que le territoire est resté au pouvoir des tribus indiennes, jusqu'au moment où les Portugais les ont assujetties et ont incorporé leurs terres à la Couronne.

En effet, comme dit Lord Stowell, cité par Sir Travers Twiss<sup>78</sup>, « dans des contrées nouvellement découvertes, où l'on a l'intention d'établir un titre pour la première fois, on fait généralement quelque acte de possession, et on proclame celui-ci comme une notification du fait. » — « La théorie moderne, dit Westlake, est si éloignée d'attacher de l'importance aux actes de simples particuliers, que Holtzendorff ne considère pas comme donnant naissance à un titre la découverte faite même par un officier commissionné, à moins que l'intention de son gouvernement d'acquérir la souveraineté territoriale ne soit prouvée, et qu'une prise publique de possession ne la fasse connaître au monde en général<sup>79</sup>. »

d). Il n'y a pas de « règles de Droit international moderne » par lesquelles on puisse expliquer la distribution des territoires de l'Amérique entre les diverses nations qui se la sont partagée. Elle a été partagée au xvi<sup>e</sup> siècle, à peu près comme elle le serait aujourd'hui, bien qu'elle l'ait été alors entre des nations qui n'auraient plus aujourd'hui part au partage. On ne peut pas dire en quoi les idées du xvi<sup>e</sup> siècle diffèrent à ce sujet de celles du xix<sup>e</sup>, mais quelque fautive qu'elles paraissent à ceux qui peuvent découvrir la différence, le fait auquel elles ont présidé a été ratifié par une prescription déjà de quatre siècles. Pour s'expliquer cependant comment cette distribution s'est ainsi consolidée, ou légitimée, il faut en premier lieu tenir compte de l'attitude réciproque des nations partageantes, laquelle fut de respecter le titre des autres afin

---

78. *The Oregon Question*, p. 288.

79. *Revue de Droit International*, t. XXV, 1895, n<sup>o</sup> 1, p. 258.

que leur propre titre fût respecté. (Cf. note à Andres Bello, *Principios de Derecho Internacional*, Madrid, 1883, I, p. 512)<sup>80</sup>. Mais justement à cause de cette règle, qui seule explique le maintien jusqu'à ce jour de la distribution primitive, pour que le titre de chacune fût valide, ou existât, il fallait qu'il fût connu des autres, qu'il fût public et notoire, qu'il fût l'objet d'une entente avec les nations limitrophes.

e). Or, jamais par aucun acte connu, direct ni indirect, la Hollande n'a prétendu avoir découvert ou possédé, en aucun temps, des territoires dans le bassin du Rio Negro, y compris celui du Rio Branco.

6. La domination portugaise dans ces conditions, aussi bien dans le bassin du Rio Negro que sur celui du Rio Branco, qu'un tel commerce avec les sauvages ait ou n'ait pas eu lieu,

---

80. Voici la Note à Bello de Martinez Silva :

« En primer lugar, la regla de Vattel y de Martens quedó derogada de hecho en América por la conducta de las Naciones europeas. Las más poderosas de ellas, — España, Portugal, Francia, Inglaterra, Holanda, — fundaron colonias en América en el siglo XVI, y todas ellas se dijeron dueñas, no sólo de los territorios ocupados de hecho, sino de vastas porciones, sobre las cuales no ejercían ni llegaron á ejercer acto alguno de ocupación ó de dominio efectivo. Como los títulos en que cada cual apoyaba sus pretensiones eran igualmente deficientes, por acuerdo tácito y por mutuo provecho, convinieron en respetar-se en esas posesiones irregulares. La derogación de la regla, hecha así de un modo tácito, vino á hacerse expresamente después por varios tratados solemnes entre las potencias europeas, por los cuales se hicieron entre sí cesiones y permutas de extensos territorios que figuraban en sus respectivas cartas coloniales, pero sobre las cuales no habían ejercido ningún acto de ocupación efectiva por medio de la colonización. » (*Principios de Derecho Internacional*, Andrés Bello, Madrid, 1883, I, p. 513).

s'exerça entièrement sur des territoires dont la possession n'avait jamais été acquise, ni même prétendue, par aucune autre nation.

II. Jusqu'ici nous avons discuté en supposant que ces prétendus faits de découverte et d'exploration auraient eu lieu avant l'occupation portugaise du Rio Negro ; mais, s'ils sont arrivés depuis, ils peuvent encore moins, admettant en droit une échelle de non-valeurs, servir de titre à l'Angleterre, car ils ne sont alors qu'un commerce clandestin.

En effet :

1. Ces commerçants, — il est très invraisemblable, et il n'existe aucune confirmation ni aucune constatation de ce fait, qu'ils fussent eux-mêmes de nationalité hollandaise, — entraient dans le territoire en se cachant des missionnaires et du chef du fortin (document cité du 26 juillet 1697). Ils seraient ainsi venus trafiquer avec des Indiens soumis à la Couronne du Portugal dans le territoire de celle-ci.

2. Or, la contrebande, ou le commerce clandestin, est un titre de souveraineté, non pas pour la nation dont les sujets introduisent, directement ou indirectement, les marchandises prohibées, mais pour celle qui défend et poursuit ce trafic, et aux sujets de laquelle ces marchandises sont destinées.

Donc, s'il y a des traces d'un commerce hollandais avec les Indiens du Rio Negro et du Rio Branco, il y a là un titre portugais et non hollandais.

3. Même, en supposant que ces agents hollandais pénétraient

pour trafiquer avec les Indiens dans des régions qui n'étaient pas encore soumises aux Portugais d'une manière effective, admettant que ces régions appartiennent au territoire aujourd'hui en litige, ou que ce territoire en fasse partie, la preuve qu'il ne s'agissait pas d'une occupation c'est que la zone de ces opérations particulières, toutes problématiques, impossibles à déterminer quant à l'endroit, aux tribus, au genre, à l'étendue et à l'importance des transactions, à leur régularité, ainsi qu'à leur durée et aux intervalles de l'une à l'autre, se rétrécissait à mesure que l'occupation portugaise s'effectuait, sans qu'il s'élevât de contestations de la part d'aucune nation, ni d'aucun individu lésé, et sans qu'il restât, dans les archives, des autres nations qu'on suppose intéressées, le moindre vestige de telles opérations, encore moins de l'intention, chez aucune, de s'en servir pour quelque tentative de revendication, qui n'a jamais été mise à effet.

III. Nous avons prétendu encore davantage dans notre troisième proposition. Avec des titres tels que ceux que la Grande-Bretagne présente dans ce litige, fondés sur le commerce avec les Indiens, c'est nous qui pourrions demander une partie des bassins de l'Essequibo et du Corentyn.

En effet, la théorie historique la plus vraisemblable de ces prétendus faits, jamais avérés, n'est pas celle que le Mémoire Anglais représente. Il met en avant un commerce de Hollandais allant eux-mêmes de l'Essequibo au Rio Negro trafiquer avec les Indiens vassaux des Portugais. Si ce n'était pas avec les Indiens vassaux des Portugais et dans les territoires portugais, les documents officiels portugais ne feraient pas exclusivement allusion à des bruits, non à des faits réellement

avérés, d'entrées de Hollandais. Nous avons montré que dans ces documents la tradition est que les Hollandais, ou leurs agents, ou leur marchandise, seraient venus de la colonie de Surinam et non de celle d'Essequibo.

Prenons Ajuricaba, qui aurait représenté, selon la construction anglaise, le moment le plus prospère de ce commerce pour les Hollandais. Nous avons constaté que les Manaos, à l'époque d'Ajuricaba, étaient non les alliés mais les ennemis des Hollandais ; ils ne furent jamais leurs alliés, ni leurs amis ; nous avons constaté qu'à cette époque ils attaquèrent la colonie d'Essequibo et que, depuis, celle-ci avait mis leurs têtes à prix ; nous avons constaté qu'ils étaient en rapports avec des Indiens de la rivière Corentyne, près de Surinam ; nous savons qu'ils habitaient le Rio Negro, sur la rivière Hibiaá, où leur pouvoir fut détruit par les Portugais, et nous savons que, tant que ce pouvoir ne fut pas détruit, les Portugais avaient, dans cette partie de leurs domaines, autant d'esclaves qu'ils en pouvaient « rançonner ». (Instructions du Gouverneur du Maranhão, à Lourenço Belforte, du 3 décembre 1737, Art. XII, voir *Ann. Mém. Angl.*, I, p. 56.)

Tous ces faits considérés, la théorie la plus probable est que les Manaos fournissaient les esclaves directement aux Portugais du Rio Negro et indirectement aux Hollandais de Surinam, voulant garder leur indépendance vis-à-vis des premiers qui occupaient leur rivière, mais ennemis des Hollandais de l'Essequibo, à cause de leur inimitié avec les Caraïbes.

De cette manière, le commerce par le moyen des Manaos serait autant un commerce hollandais qu'un commerce portugais. Ils se fournissaient d'armement autant chez les Hollandais que chez les Portugais : « Lesdits barbares qui sont bien four-

nis d'armes et de munitions qui leur ont été données par les Hollandais, et aussi par ceux qui allaient les rançonner et attaquer, contrairement à nos Ordonnances Royales ». (Ordonnance du 17 février 1724.)

Les renseignements donnés au Roi étaient très exagérés alors, en vue de la guerre qu'on voulait faire à ces Indiens pour les asservir; nous avons vu que, quand ils sont allés attaquer les Hollandais d'Essequibo, on remarqua qu'ils n'avaient aucun armement sérieux, et, quand ils ont été soumis par les Portugais, on ne leur en trouva aucun, et leur innocence fut ainsi reconnue plus tard. « Ajuricaba avait promis obéissance et loyauté aux Portugais, déclaré vouloir servir Votre Majesté et reçu cinquante rançons pour cinquante esclaves. Le Rév. Père était très content et satisfait, il lui envoya des ouvriers pour lui construire une maison.... » (Lettre du 26 sept. 1727 de Joaõ da Maia au Roi.)

Les documents portugais postérieurs à la guerre contre les Manaos, montrent combien elle fut regrettée et blâmée par les autorités de la Métropole, qui donnèrent raison aux Pères de la Compagnie. Nous en avons cité déjà quelques-uns, et nous possédons une note d'autres pièces, existant à la Bibliothèque Nationale de Lisbonne, que nous n'avons pu donner n'en ayant pas reçu les copies à temps. Ce seraient selon cette note, que nous transcrivons :

« 1730, le 21 mars. Sur la guerre que le Gouverneur a fait faire aux Indiens du Rio Negro d'où il est résulté beaucoup de violences et d'outrages pratiqués dans l'intérieur (*sertões*) contre les Indiens et les Missionnaires, ce qui a été cause que plusieurs Religieux et le « Provedor » du Trésor du Pará ont porté plainte contre ledit Gouverneur.



« 1731, le 24 février. Sur ce qu'ont écrit le V. Provincial de la Compagnie de Jésus du Maranhão et le Provincial de S. Antoine du Pará, et sur la représentation qu'a faite le V. Provincial de l'Ordre du Mont-Carmel du même État contre Belchior Mendes de Moraes à cause de la guerre injuste faite par celui-ci aux Indiens Manaos de l'intérieur du Rio Negro.

« 1736, le 15 août. Réponse du D<sup>r</sup> Francisco Duarte dos Santos aux ordres qui lui ont été donnés de faire une enquête judiciaire sur la guerre que Belchior Mendes de Moraes a faite aux Indiens Manaos. Il est d'avis que l'on défende aux Gouverneurs et aux Auditeurs des Indiens, de prélever aucun profit sur les esclaves que l'on fait dans l'intérieur. »

Si donc un argument pouvait être fondé sur le commerce des Manaos ce serait un argument en faveur du Portugal, tiré de la pénétration dans l'Essequibo et le Corentyn d'une peuplade aguerrie du Rio Negro, vassale des Portugais, injustement châtiée par ceux-ci, qui avaient douté sans raison, comme il le fut prouvé par des enquêtes, de sa fidélité, mais depuis incorporée à la population stable du Rio Negro et élément dévoué de la conquête portugaise sur tout ce bassin<sup>81</sup>.

---

81. Elle forma en effet la base de nombreux villages qui y furent créés, tels que Aracari, Bararóá, Caboquena, Cumarú, Jahú, Lama-longa, Mariuá (Barcellos) et Manaos. « D'eux descendent déjà plusieurs familles respectables du Rio Negro.... A cause de leur importance, la capitale du Haut-Amazone s'honore de porter leur nom. » Araujo e Amazonas, *Diccionario Topografico, Historico, Descriptivo da Comarca do Alto-Amazonas*, Recife, 1852.

## III

**La découverte a été Portugaise.**

Les faits historiques une fois établis, toute la théorie du découvreur premier occupant, dont le titre ne cède qu'à une possession contraire effective et reconnue par lui, tombe d'elle-même.

Historiquement, le Mémoire Anglais ne s'appuie que sur ces traces de découverte et de commerce avec les sauvages, c'est-à-dire sur des principes qui, s'ils devaient prévaloir contre toute invasion postérieure, auraient donné gain de cause au Venezuela contre la Grande-Bretagne dans le dernier litige, puisque les Espagnols et non les Hollandais avaient découvert l'Essequibo lui-même.

Ainsi, par exemple, dès le xvr<sup>e</sup> siècle, il était déjà question, sur les cartes espagnoles, d'une communication entre l'Essequibo et l'Amazone : nous trouvons dans une carte espagnole du xvi<sup>e</sup> siècle que nous publions, intitulée « Mapa de los Rios Amazonas, Esequivo ó Dulce y Orinoco y de las Comarcas Adyacentes », mention d'un de ces voyages fait en 1553 par un cacique indien. Comme on le voit d'après cette carte, tous ces territoires étaient alors considérés des « comarcas adyacentes » des possessions espagnoles dans l'Amazone, l'Essequibo et l'Orénoque. En 1596, Keymis écrit au sujet de l'Essequibo : « Sur cette rivière, que nous appelons maintenant Devoritia, les Espagnols prétendent construire une ville. » Si l'argument de découverte a quelque valeur indépendamment des faits subséquents et contre eux, nous dirons que, dans toute l'Amé-

rique du Sud, il n'y a eu que deux découvreurs, l'Espagne et le Portugal. Or, nous pouvons invoquer, dans ce litige, le droit de l'un et de l'autre. En effet les deux Couronnes de Portugal et d'Espagne étant alors unies, tous les titres espagnols sur la partie qui est restée acquise au Portugal seraient bons contre la Hollande, et nous les joindrions à ceux des Portugais si, pour établir notre droit, il était besoin de vérifier, parmi tant de récits fabuleux, à quelle nationalité appartenaient les premiers Européens qui ont fait des trocs avec des Indiens se prétendant plus ou moins voisins de l'Eldorado.

Quand bien même un titre antérieur de cette nature aurait existé, ce que nous contestons, le territoire en litige ayant été découvert par les Portugais, nous prétendons que l'occupation portugaise, sans opposition, du Tacutú, du Surumú, du Mahú, du Pirara, et de l'isthme jusqu'au Rupununi, l'aurait annulé, aussi bien qu'elle l'a annulé, d'après le Mémoire Anglais lui-même, quant au Rio Branco. Mais le titre antérieur n'a jamais existé. Les Troupes de Rachat portugaises ont conquis partout des territoires auxquels jamais aucune autre nation n'avait eu accès. Nulle part les Portugais n'ont provoqué de résistance, par le simple fait qu'ils furent les premiers découvreurs et occupants.

#### IV

#### La seconde assise de la Prétention Anglaise.

Historiquement, la Prétention anglaise n'a que cette base que nous avons appelée préhistorique, pour tout le reste elle se limite à contester les titres portugais; mais une telle base

était trop insuffisante pour que la Grande Bretagne pût soumettre la cause en litige à la seule épreuve de l'histoire. Il était nécessaire de l'appuyer sur d'autres fondements que les prétendus titres hollandais du xvii<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire du temps où, selon les cartes hollandaises, on ne connaissait de l'intérieur de la Guyane que trois choses : la cité de Manôa avec son immense réservoir d'or, la tribu des hommes sans tête et les Amazones. Il a été ainsi construit une autre théorie dont nous reproduisons les thèses principales :

1. Au point de vue géographique, la zone est rattachée au bassin de l'Essequibo, par où il est plus facile d'y pénétrer et par où se fait son commerce (pp. 150, 175).

2. La ligne du partage des eaux n'étant pas un trait physique bien prononcé du pays, il vaut mieux rechercher une ligne plus facile à tracer avec précision et à reconnaître, surtout quand il s'agit d'un pays où il est de la première importance pour les tribus indigènes de savoir exactement quelle est leur frontière (pp. 152, 153).

3. La frontière du Cotingo et du Tacutú est celle qui est indiquée par la nature pour cette région, et c'est probablement à ce titre qu'elle a contribué à limiter l'étendue du territoire ouvert à l'occupation hollandaise (pp. 153, 154).

4. L'adoption de la frontière revendiquée par la Grande-Bretagne serait favorable au bien-être des indigènes. Autrement les Indiens qui ont recours à la protection de la Grande-Bretagne et qui n'aiment pas le Gouvernement du Brésil,

seraient obligés de changer de nationalité et de quitter les régions qu'ils ont habitées pendant plusieurs générations (p. 175).

Il n'y a pas là des titres, il n'y a que des motifs.

Ces différents motifs n'ont pas de force juridique, puisqu'il s'agit dans cette question de droits déjà acquis quand elle fut suscitée, et non pas de droits encore à acquérir. Ils seraient peut-être de bons considérants, mais non pas pour une sentence, et seulement pour les actes d'un Congrès qui pourrait accorder des compensations territoriales à la nation lésée dans son droit, à cause du plus grand avantage politique d'une autre frontière ou de la considération que l'on voudrait montrer pour les préférences de certaines tribus sauvages.

Nous montrons longuement dans ce Second Mémoire en contestation à ces points :

1° Que la zone est rattachée au bassin du Rio Branco, par où se fait son commerce, d'où est venue toute la vie qui l'anime, tous les intérêts y créés; qu'elle fait un tout ou une unité avec la zone dont Bôa Vista est le centre;

2° Que, dans ce litige, la frontière, doit être tracée d'après la preuve que chaque Partie aura faite de son droit et non d'après les besoins politiques ou économiques de la région, dont l'expropriation n'a pas été convenue;

3° Que si c'est par hasard la ligne de partage des eaux qui représente le droit des deux Parties et non aucune des deux frontières qu'elles réclament, cette ligne doit former la frontière entre elles, à moins de concessions réciproques qu'elles pourraient se faire librement et dans la jouissance entière de leur souveraineté.

4° Mais que si l'Arbitre se reconnaissait investi du droit de tracer une frontière moins sujette à contestations qu'une ligne de partage qui devrait être jalonnée dans toute son extension à travers des territoires non peuplés, la frontière visible qui se présente le plus près de la ligne de partage pour la remplacer n'est pas celle du Cotingo et du Tacutú, ni celle du Mahú et du Tacutú, mais celle du Mahú et du Rupununi. Du Cotingo, il ne peut pas être question, puisque bien avant le Cotingo on rencontre le Mahú ; quant au Tacutú, la frontière par le Mahú et le Rupununi serait la ligne qui s'écarterait le moins de l'équité, puisque l'espace que le Brésil gagnerait sur la ligne de partage avec la frontière par le Rupununi est, de beaucoup, moins considérable que celui que la Guyane Anglaise gagnerait avec la frontière par le Mahú, tandis que la frontière par le Mahú et le Tacutú serait tout entière au seul préjudice du Brésil.

Nous avons traité tous ces points ailleurs. Il ne nous reste qu'à considérer la dernière proposition, à savoir : la question des Indigènes.



A Macusi Indian in full dancing dress.

UN MACUSI PARÉ POUR LA DANSE

Frontispice de *Among the Indians of Guiana*,  
par EVERARD F. IM THURN, Londres, 1883.





## CHAPITRE II

### La Question des Indigènes.

---

#### I

#### Le sort des Indiens garanti par le Traité d'Arbitrage.

Il nous faut rappeler, avant de commencer cette discussion, que le sort futur de ces Indiens a été autant que possible sauvegardé dans l'un et l'autre sens, quant aux effets de la sentence, par cette disposition du Traité d'arbitrage :

ART. 11. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que les Indiens et autres personnes vivant dans une partie quelconque du territoire en litige, qui pourra être adjugée par la sentence de l'Arbitre aux États-Unis du Brésil ou à la colonie de la Guyane Anglaise, auront, dans les dix-huit mois à compter de la date de la sentence, le droit et la faculté de s'établir sur le territoire de la Colonie ou sur celui du Brésil, suivant le cas, eux-mêmes, leurs familles et leurs biens mobiliers, et de disposer librement de leur propriété immobilière, et lesdites Hautes Parties contractantes s'engagent réciproque-

ment à leur fournir toutes facilités pour l'exercice de ce droit d'option.

Cette clause reconnaît leur propriété mobilière et immobilière, leur droit d'en disposer librement, et cela sous l'engagement réciproque des deux Parties.

## II

### La première attitude de l'Angleterre à leur égard.

On se souviendra que la première attitude prise par la Grande-Bretagne pour faire valoir sa prétention fut d'exiger que le Brésil respectât l'indépendance du territoire de ces tribus. Voici comment le Mémoire Anglais se réfère à ce point, auquel il n'attache pas d'importance :

PAGE 114. — « A cette époque, le Gouvernement britannique paraît ne s'être pas occupé des faits de l'histoire relevés dans ce Mémoire ; il était disposé à regarder les Indiens comme indépendants jusqu'alors. En avertissant le Gouverneur de la Guyane britannique de la nomination de M. Schomburgk comme Commissaire de Limites, il le chargea de résister « à tout empiétement sur Pirara ou sur le territoire voisin de la frontière occupé jusqu'ici par des tribus indiennes indépendantes ».

« Le Ministre de la Grande-Bretagne à Rio tint le même langage dans le mémoire qu'il adressa au Ministre des Affaires Étrangères du Brésil en date du 20 février 1841 :

« Le Gouvernement portugais n'a jamais étendu son occupation effective à l'est du Fort de São Joaquim sur le Rio Branco, en s'opposant aux réclamations que les Espagnols faisaient valoir au sud et les Hollandais à l'est. Les derniers étaient en possession du territoire arrosé par les affluents de l'Esséquibo, tandis que les régions intermédiaires, qui s'étendent jusqu'au Rio Branco, sont occupées encore

aujourd'hui — comme elles l'étaient alors — par les Macuchis, les Atoaraïs, les Uapichianas, les Tarumas, et les Ouayawais, tribus indiennes qui ont toujours été regardées comme indépendantes, et qui ont exprimé le désir d'être placées sous le protectorat de la Grande-Bretagne. »

« Mais il importe peu que les Indiens soient regardés comme déjà soumis, à cette époque, à la suzeraineté britannique, ou comme réclamant la protection britannique pour la première fois à l'occasion de l'alarme de l'irara. Il est bien clair qu'ils désiraient se soumettre au régime britannique. »

Il nous semble, au contraire, que cela importe beaucoup. L'allégation du droit territorial des Indiens par le Gouvernement Anglais prouvait que la Grande-Bretagne n'avait pas de titre propre sur ces territoires. Le processus de l'incorporation à la Colonie de la région désirée devait commencer par l'établissement d'un protectorat. « Le territoire est purement indien, dit le Gouverneur Light à Lord Stanley, le 30 novembre 1842, et les Brésiliens l'usurpent. Les Indiens, contents de la protection anglaise, céderaient à sa puissance. A l'avenir, le district réclamé, selon M. Schomburgk, pourra être utile à l'Angleterre, et pour cette raison, nous devons insister à le réclamer. »

Mais si ces Indiens et leur territoire étaient indépendants de la souveraineté anglaise en 1841, cette souveraineté n'aura pas pu s'établir depuis, puisque l'Accord de neutralité fut conclu en 1842 à l'effet principalement de sauvegarder leur indépendance jusqu'à la détermination des frontières. Nous avons donc seulement à considérer le poids que peut avoir, dans la balance où seront pesés les titres historiques des deux Parties, le prétendu désir de ces Indiens que le territoire devienne territoire anglais.

## III

## Le principe invoqué par le Brésil dès 1842.

La pensée du Brésil sur ce point a été bien définie dans la Note d'Aureliano du 8 janvier 1842 :

« Le soussigné ne croit pas nécessaire de protester contre toute conséquence ou induction que l'on pourrait tirer de la faveur (la neutralisation du territoire en litige) ainsi accordée aux Indiens, soit indépendants, soit déjà entièrement soumis à la domination brésilienne. Le droit des gens, les principes de toutes les Puissances qui possèdent des colonies, et l'unanimité de la société chrétienne garantissent suffisamment les droits inhérents aux nations civilisées quant aux tribus sauvages qui habitent les régions découvertes par les Européens, et amenées à la civilisation. L'Angleterre, elle-même, a le plus grand intérêt à réprimer les exagérations d'une philanthropie aveugle, et elle s'est prononcée si explicitement contre les titres de propriété que la cupidité ou l'ambition prétendaient fonder sur des contrats de permutation célébrés avec des tribus sauvages, qu'il n'est pas nécessaire que le Brésil se prémunisse, auprès du Gouvernement illustre et prévoyant de Sa Majesté Britannique, contre un précédent qui viendrait attaquer par la base tout l'ordre social établi hors de l'Europe. »

De même la Section des Affaires Étrangères du Conseil d'État disait dans son Rapport du 28 septembre 1854 :

« Il ne s'agit pas d'Indiens indépendants, mais du droit sur le territoire. Ces hordes errantes ne constituent pas des nations souveraines et indépendantes selon le Droit des Gens.

Elles sont sujettes à la juridiction et à l'autorité des Nations Civilisées et des Gouvernements réguliers et reconnus, auxquels appartient le territoire occupé par lesdites hordes.

« Si l'Angleterre a droit au territoire habité par les Indiens, ils sont ses sujets, et il ne s'agit plus de simple protection. Si le territoire est brésilien, les Indiens sont sujets de l'Empire, et toute promesse faite auxdits Indiens ne peut porter préjudice au droit du Brésil sur le territoire qu'ils habitent. »

Nous prétendons, en effet, que le territoire en litige ne saurait être adjugé à la Grande-Bretagne sur un tel fondement, sans qu'un principe entièrement nouveau fût introduit dans la délimitation politique du Nouveau-Monde, principe que toutes les Puissances Américaines, y compris la Grande-Bretagne, ont été jusqu'ici unanimes à repousser.

« Aucune règle de droit public, disaient aux Plénipotentiaires Britanniques les Plénipotentiaires Américains chargés de négocier la paix en 1814, n'a été jusqu'à présent plus universellement établie entre les Puissances européennes qui possèdent des territoires en Amérique, et aucune n'a été acceptée par la Grande-Bretagne d'une manière plus inflexible et uniforme que celle de ne pas souffrir, de la part d'une Puissance Étrangère, l'intervention dans les relations entre les souverains reconnus du territoire et les Indiens y établis. Si l'on n'admettait ce principe, on ne pourrait rien comprendre aux stipulations qui fixent les limites, en Amérique, des Nations civilisées possédant des territoires habités par des tribus d'Indiens<sup>82</sup>. »

---

82. « ... No maxim of public law has hitherto been more universally

« Dans l'affaire de la nation Cherokee contre l'État de Georgie, jugée en 1831 par la Cour suprême des États-Unis, écrit Westlake avec sa grande autorité, M. le juge Johnson a résumé les faits comme suit: « Ils (les Indiens) n'ont jamais été reconnus comme ayant la souveraineté sur le territoire qu'ils occupaient. Il serait oiseux de s'enquérir aujourd'hui de la valeur du principe que la découverte a créé un droit de souveraineté sur le pays découvert. Lorsque les nations peuplées et civilisées qui se trouvaient au delà du Cap de

---

established among the powers of Europe possessing territories in America, and there is none to which Great Britain has more uniformly and inflexibly adhered, than that of suffering no interposition of a foreign power in the relations between the acknowledged sovereign of the territory, and the Indians situated upon it. Without the admission of this principle, there would be no intelligible meaning attached to stipulations establishing boundaries between the dominions in America of civilized nations possessing territories inhabited by Indian tribes.... » (Gand, 24 août 1814; signé : John Quincy Adams, James A. Bayard, H. Clay, Jonathan Russell, Albert Gallatin. *United States Papers*, 1811-1815, p. 597, T. B. Wait et Sons, Boston, 1815.)

Notre attention a été appelée sur ce document par un manuscrit de valeur, dont le titre traduit est *Discours historique et politique sur les exigences britanniques aux limites de la Guyane anglaise avec l'Empire du Brésil*, par Manoel José Maria da Costa e Sá. Quand ce litige fut suscité par l'Angleterre en 1841, Costa e Sá, qui était un savant portugais, écrivit à Lisbonne cette dissertation, accompagnée de nombreux documents, et l'offrit, par l'entremise du ministre brésilien, Antonio Menezes de Drummond, à l'Empereur Dom Pedro.

Nous regrettons de ne pouvoir donner ce mémoire à cause de son étendue et aussi des réserves qu'il y faudrait faire; en effet, sa donnée principale est que le Brésil dans cette région confinait à l'Espagne et non pas à la Hollande, c'est-à-dire que l'auteur adopte la prétention extrême des cartographes espagnols du xviii<sup>e</sup> siècle, tandis que ce qui ressort des documents portugais est que la nation voisine était la Hollande.

Bonne-Espérance furent visitées, le droit de découverte devint le fondement d'un droit exclusif de commerce avec ces nations, et se borna à cette limite. Lorsque la partie orientale de ce continent, et spécialement la partie que nous habitons, fut découverte, comme on la trouva occupée par une race de chasseurs, à peine unis en société par une ombre de gouvernement organisé, le droit fut étendu à une absolue appropriation du territoire, à son annexion au domaine de celui qui avait fait la découverte. Il n'est pas douteux que le droit de souveraineté aussi bien que celui de l'occupation du sol fut notoirement affirmé et exercé par les Européens qui avaient découvert le pays. C'est de cette source que nous faisons dériver nos droits, et il n'y pas d'exemple d'une cession de pays par une nation indienne où le droit de souveraineté soit mentionné comme une partie de l'objet cédé. » De même, dans l'affaire Johnson contre M'Intosh, jugée par la Cour suprême des États-Unis en 1823, le Chief Justice Marshall décrit en ces termes la marche uniformément suivie : « Tandis que les différentes nations d'Europe respectèrent le droit des indigènes comme occupants, elles affirmèrent la haute domination comme résidant en elles-mêmes et elles revendiquèrent et exercèrent, comme conséquence de cette haute domination, le pouvoir de concéder le sol alors qu'il était encore en la possession des indigènes. Il a été universellement entendu que ces concessions conféraient au concessionnaire un titre, sans autre restriction que le droit d'occupation des Indiens. » La Cour fut d'avis que les Indiens pouvaient transférer à des tiers ce qui leur appartenait à eux-mêmes, mais la seule chose qui leur appartenait était l'occupation du sol pour les besoins de la chasse et de leur culture très limitée, sans que, en aucun cas, ce droit pût

aller jusqu'à une propriété absolue à l'encontre de la Couronne d'Angleterre ou des États-Unis qui ont succédé à celle-ci ; de telle sorte que le transfert d'un terrain par des Indiens aurait pour effet d'incorporer à la tribu, en tout ce qui concernait le terrain en question, celui au profit duquel il était fait. Les Indiens ne possédaient rien qui ressemblât à la souveraineté, telle qu'on l'entend en Europe et en Asie, car ils étaient à peine « unis en société par une ombre de gouvernement organisé ». Or, un pareil gouvernement peut seul ajouter la conception et la réalité de la souveraineté à la possession qui résulte de l'occupation à titre privé. N'en possédant ni la conception ni la réalité, ils ne pouvaient la transférer à autrui. » (*Revue de Droit International*, 1893, N° I, p. 246.)

« La situation des Indiens sauvages, écrivait aussi, dans son Mémoire de 1897, le Baron de Rio Branco, en se référant aux auteurs américains, est la même au Brésil que dans les autres États de l'Amérique. Ils vivent sous la tutelle de l'État, et ne sont que des *domestic dependent nations*, n'ayant aucun droit d'aliéner à des étrangers les terres qu'ils occupent ou qu'ils parcourent \* . »

---

\* « Indian tribes within the United States do not constitute foreign nations. They are regarded as in a state of pupilage, and may more correctly be denominated domestic dependent nations. » (WHARTON, *A Digest of the International Law of the United States*, Washington, 1888, t. II, p. 531.) — « Aboriginal inhabitants in a savage state have not such a title to the land where they dwell or roam as entitles them to confer it upon persons from another country », écrivait le Secrétaire d'État FISH le 12 juin 1875 (WHARTON, II, 534). — « The principle is, that the Indians are to be considered merely as occupants, to be protected while in peace in the possession of their lands; but to be incapable of transferring the absolute title to any



Les principes invoqués par le Brésil sont, en effet, ceux qui ont présidé à toute la colonisation de l'Amérique et à l'appropriation de ses vastes espaces par les nations européennes. Dans la distribution politique de ces territoires, le sentiment des Indiens n'a jamais compté. Il n'y a pas, dans tout le Continent Américain, un seul territoire qui soit possédé par aucun État à un titre ressemblant à un plébiscite ou à un *referendum* indien. Il n'y a nulle part de frontières tracées ou rectifiées d'après un tel système. L'Amazone et l'Essequibo couvrent d'immenses aires et il n'y a pas, dans toute leur étendue, un pouce de terrain dont la souveraineté soit due « à la prédilection évidente » des Indiens, invoquée dans le Mémoire Anglais comme le principe d'après lequel les frontières doivent être tracées dans cette partie de leurs bassins. Lorsque tant de millions d'Indiens ont disparu ou se sont fondus sans exercer ce droit de préférence, pourquoi les Macuxis, les Uapixianas, les Arecunas, ou ce qui pourrait rester de leurs tribus, seraient-ils recherchés dans leurs *malocas* et recensés en vue du plébiscite qui devrait décider du sort du territoire? Si un tel principe pouvait être admis, l'Arbitre ne se contenterait certainement pas des suffrages exprimés par devant la police anglaise, mais ferait procéder à une enquête de nature à le satisfaire quant aux vœux intimes des vrais sauvages. On verrait alors ceux-ci reculer de plus en plus dans les solitudes inexplorées pour fuir l'armée des racleurs politiques qu'ils prendraient pour des envahisseurs après

---

other than the Sovereign of the country, who has an exclusive right to extinguish the Indian title of occupancy either by purchase or by conquest. » (KENT, *Commentaries on American Law*, passage cité et adopté par SIR TRAVERS TWISS, *The Law of Nations*, édit. de 1887, § 135). — (Note du baron de Rio Branco, *Mémoire*, p. 96.)

les soixante ans d'abandon où leur territoire a été laissé. Et pourquoi les sauvages seuls seraient-ils consultés? Ne tiendrait-on pas compte aussi de la nationalité brésilienne des éleveurs, ou rancheros, établis sur la rive droite du Tacutu et des Indiens ou métis d'Indiens qui les servent à un titre quelconque ou qui vivent à leurs entours, au lieu de mener encore la même vie qu'avant la découverte de l'Amérique?

#### IV

#### Les dépositions d'Indiens devant l'Autorité Anglaise.

Nous avons discuté cette prétention en principe; discutons maintenant les faits invoqués. Pour démontrer que les Indiens du territoire contesté veulent la domination Anglaise, le Mémoire Anglais insère une série de dépositions reçues par M. Mc Turk ou par M. Melville.

Nous n'analyserons pas ces dépositions une par une, comme nous avons fait pour les autres références du Mémoire Anglais. Elles sont toutes uniformes, et rédigées en vue d'un résultat politique qui dépasse la conception de ces tribus à l'état sauvage et même à l'état domestique. Le Mémoire Anglais ne fait figurer dans son recensement que 32 Indiens. S'il fallait organiser une manifestation en sens contraire, nous pourrions présenter des dépositions du même genre bien plus nombreuses. La plupart des témoins ont moins de soixante ans et n'ont pu, ainsi, connaître le territoire que depuis sa neutralisation, c'est-à-dire depuis que les Brésiliens y ont interrompu leur possession et leur contrôle. Le Brésil prétend que la question en jugement n'est pas à qui ce territoire doit être

adjudgé pour mieux complaire aux désirs des tribus très parsemées qui l'habitent, mais à qui le territoire appartenait lorsque le conflit de droits fut établi et la neutralisation stipulée. Or, la plupart de ces témoins, comme nous l'avons dit, n'étaient pas nés alors, et ceux qui étaient nés n'étaient, en 1840 et 1842, que des enfants. D'un autre côté, les dépositions sont reçues et rédigées de manière à n'inspirer aucune confiance. Les Indiens ont dû comparaître devant l'autorité anglaise, répondre à des questions dont ils ne comprenaient pas la portée et qui étaient traduites par un interprète, lui-même agent anglais, dont nous ne connaissons que la partialité. On ne dit pas, non plus, la langue qu'ils parlaient.

Ces Indiens, en somme, disent tous que de leur vie le territoire n'a été *cariwa*, mais *paranakiri*, et qu'ils sont *paranakiri-puitolebè* et non pas *cariwa-puitolebè*. Uapixanas et Macuxis, ainsi qu'un Atorai emploient les mêmes expressions, que le Mémoire Anglais nous traduit comme voulant dire : *cariwa*, Brésilien : *paranakiri*, Anglais ; *puitolebè*, sujet. On ne nous explique pas comment, pour des Macuxis, *cariwa* veut dire *Brésilien*. Nous avons vu que les Caraïbes étaient leurs grands ennemis, qui les tuaient, les vendaient, et l'on prétend même, les mangeaient. Serait-ce le nom de cette terrible tribu qu'ils auraient donné, depuis, aux Brésiliens ? Le génie de leur langue n'admettrait pas une telle dérivation, formant même néologisme. L'explication est bien simple. « *Caryba* », en langue générale brésilienne, veut dire homme blanc, portugais<sup>85</sup>.

---

85. « *Caryba homem branco* (Portuguez), ein Weisser (Portugiese). (V. Martius, *Diccionario Tupi*, lettre C, dans *Beiträge zur Ethnographie und Sprachenkunde Amerika's zumal Brasiliens*, II, *zur Sprachenkunde*, Leipzig, 1867.)

D'un autre côté *paranakiri* (*paraná*, mer, *cari*, homme) est une expression de la même langue signifiant homme habitant près de la mer, ou venu de la mer. Au Brésil, nous avons, d'une extrémité à l'autre, plusieurs rivières Paraná, et aussi Parana-guá, Paranahyba, Paranamirim, Paranan, Paranary, Parana-tinga, Parapanema, etc.<sup>84</sup>. Cela montre que ces Indiens parlent quelque peu la Langue Générale Brésilienne, laquelle « pendant plus d'un siècle a été le plus puissant véhicule pour la civilisation des Indiens, non seulement au Brésil, mais aussi dans quelques territoires contigus. » (Von Martius, note 85, ci-contre.) Les témoins anglais sont ainsi, sans s'en douter, des témoins de l'influence que les Portugais ont exercée, surtout au moyen de l'uniformité du langage, sur les races les plus diverses avec lesquelles ils sont entrés en contact. Ces témoins eux-mêmes devaient peut-être, pour la plupart, leur survi- vance et les croisements qui ont mélangé leur sang à cette influence que von Martius nous a décrite dans quelques pages remarquables<sup>85</sup>.

84. Le Commissaire Mc. Turk ne connaissant pas la langue générale, dit, dans son rapport: « Paranakiri signifie un homme blanc et plus particulièrement un Anglais. Les mots puitol et puitolebè sont les équiva- lents wapésiana et macuxi pour les mots anglais « serviteur » ou « sujet ». Le mot « Caraiwa » s'applique aux Brésiliens; mais, en même temps, je ne me souviens pas d'avoir entendu un Indien parlant en anglais d'un Brésilien l'appeler autrement que Portugee ». (*Ann. Mém. Angl.*, II, III<sup>e</sup> partie, p. 2.)

Les Atorais actuels seraient d'après lui des métis d'anciens esclaves brésiliens. (*Ibid.*)

Déjà en 1728 nous rencontrons dans la Relation du frère Francisco de S. Manços, de l'ordre de la Merci, qui a découvert le cours du Trombetas (*Ann. Prem. Mém. Brés.*, III, p. 44) ce nom de *Paranancari* donné à une tribu de

Le Mémoire Anglais cependant ajoute :

PAGE 122. — « L'antiquité du nom Paranakiri est indiquée par un fait assez curieux mentionné dans la déposition de la vieille Macuchi Sara. Cette déposition est ainsi conçue :

« Sara, ayant prêté serment, déclare solennellement et sincèrement :  
« Je suis une Indienne macuchi et je m'appelle Sara. Je suis née

---

l'intérieur qui recevait des Hollandais des marchandises pour les distribuer parmi les Indiens des différentes rivières qui déversent dans l'« Urucurin. »

85. « En naviguant, il y a plus de quarante ans, sur les grandes rivières des provinces du Pará et du Haut-Amazonas, et n'ayant devant moi que des déserts rarement visités, je n'ai trouvé dans mon entourage que des Indiens. Ceux-ci formaient l'équipage de mon canot, où le plus souvent j'étais le seul blanc et, à chaque instant du jour et de la nuit, je faisais de ces Indiens l'objet de mes observations, dont l'intérêt scientifique augmentait par la sympathie que l'homme doit à l'homme. Une des impressions les plus profondes que j'aie ressenties dans ces moments de contemplation a été que le caractère de la société au milieu de laquelle je vivais changeait entièrement selon les langues et les dialectes dont elle faisait usage. Quand ils parlaient tous la langue générale, le plaisir, le contentement et le travail régnaient parmi eux; ils prenaient la rame sans ordre du chef, et, si un des plus jeunes entonnait quelque-une de leurs chansons, tantôt burlesques, tantôt galantes, il était bientôt accompagné par tous les autres et même le vieux Jacumaüva (le barreur), renonçant à son autorité sévère, accompagnait d'une voix cassée les refrains de sa jeunesse. Parfois le chant avait un caractère sérieux ou religieux, si les Indiens avaient été catéchisés dans quelque village (aldeia) populeux. Arrivés à terre les Indiens, sans en avoir reçu l'ordre, se rassemblaient pour préparer le dîner ou pour passer la nuit; les uns s'occupaient des différents services, tantôt la pêche, tantôt la chasse, pendant que les autres portaient le bois, allumaient le feu, suspendaient les hamacs, etc. Enfin, très peu de jours suffisaient pour établir parmi tous ces gens, qui parlaient une seule langue, une certaine organisation des occupations; l'ordre, la tranquillité, la gaieté même, régnaient au sein de cette grande famille voyageuse. Mais si, par hasard, quelques « Indiens des bois » (Indios do matto) entraient dans cette confraternité, l'élément limpide de notre société se troublait aussitôt. Ceux-ci, qui ne comprenaient pas la langue

à Pukasimamputipo, endroit situé sur l'Iring, que j'ai habité pendant beaucoup d'années. J'ai maintenant environ soixante-dix ans. Jamais je n'ai entendu parler de cette contrée comme pays des Kariwa [Bré-

---

des autres, obéissaient de mauvaise volonté et lentement aux ordres que je donnais par signes ; inactifs ou paresseux, ils accompagnaient, comme s'ils étaient trainés de force, les actions de la compagnie ; en retard, de mauvaise humeur, dégoûtés de cette allégresse à laquelle ils ne prenaient point part, dédaignant tout ce qu'on leur montrait et qu'ils ne connaissaient pas encore, taciturnes entre eux et se méfiant de tout le monde. Et ces dispositions, condition de l'homme rude et ignorant, devenaient encore plus manifestes lorsque, comme il arrivait souvent, presque tous les rameurs appartenaient à des tribus différentes, chacun ignorant le langage des autres. Bien que tous ces pauvres malheureux se trouvassent au même degré de culture et de ressources, étant nés dans des conditions identiques et élevés à la même école de l'état de nature, dominés par des passions et des besoins pareils, ils ne se concertaient pas spontanément pour obtenir les mêmes avantages et pour arriver au même but dans la vie. Ce qu'ils faisaient, c'était par commandement, et ils obéissaient, timides ou féroces, avec l'intention mal déguisée de rompre à la première occasion ce joug pénible que le blanc leur imposait par le charme de ses cadeaux : eau-de-vie et verroteries, stimulants de la glotonnerie et d'une vanité futile et presque animale. Le canot plein de ces sauvages me donnait l'impression d'une cage que l'Européen, armé des fils de fer de la ruse et du courage, aurait construite autour d'un nombre d'oiseaux de proie. Mais ce triomphe, dont je me réjouissais dans la journée, de ma suprématie sur des hommes qui, pour être muets, n'en étaient que plus redoutables, je le payais par des nuits sans sommeil et par la peur qui doit poursuivre la sentinelle exposée à des ennemis mortels. Pendant ces nuits, j'ai eu l'occasion de méditer sur la misère actuelle d'une grande race humaine et sur le sens de cette parole profonde, que c'est comme malédiction que Dieu a établi la confusion des langues.... »

« Celui qui connaît par sa propre expérience la difficulté de saisir dans la bouche de l'Indien des expressions isolées et de les fixer par écrit, sans équivoque possible, au moyen des lettres de l'alphabet européen, celui-là doit se rendre compte que le voyageur ne peut rien faire de plus et qu'il lui faudrait résider de longs mois, même de longues années, au milieu des

siliens], et je n'ai jamais vu de Kariwa. Les hommes ont toujours acheté leur poudre et leur plomb, et les femmes leur drap et leur verroterie, aux Paranakiri [Anglais]. Lorsque j'étais encore enfant j'entendais toujours enseigner aux perroquets à dire : « Les Paranakiri viennent avec la verroterie et le drap! » comme mes petits-enfants le leur enseignent aujourd'hui. Je veux rester ce que j'ai toujours été, une « Paranakiri Petolebe » [sujette anglaise]. »

Toutes ces dépositions tournent sur cette phrase : « Je n'ai jamais entendu dire que le pays fût aux Cariwas », ce qui est naturel, le Brésil, depuis soixante ans, ayant respecté l'accord de neutralisation. Mais les vendeurs ambulants du temps que Sara était enfant n'étaient certes pas des Anglais. Aucun Anglais, sauf deux autres voyageurs, n'avait pénétré dans ces régions avant l'arrivée de Schomburgk.

---

Indiens pour arriver à une compréhension grammaticale des langues indiennes et pouvoir s'imprégner du génie de ces langues. Comme toute la vie des sauvages se passe dans le mouvement et l'agitation, leurs jargons sont exposés à des modifications et à des variations continuelles. Ce miroir de l'état moral ne se conserve chez eux, ni par la tradition de l'écriture, ni par l'autorité d'un culte religieux ou politique. Les mots que Estacio de Sá et Salvador Corrêa avaient entendus de la bouche des Tamoyos, en 1560, dans la Baie de Rio de Janeiro, ou ceux que le malheureux premier Évêque du Brésil a entendus de ses assassins, les féroces Cahetés, en 1556, ne ressemblaient pas au langage employé par les Tupis de notre temps. Le caractère différent que la Langue Générale présente dans les provinces du Sud, dans les pays limitrophes et dans celles du Nord, s'explique ainsi par l'instabilité perpétuelle de ces idiomes. Et ce changement aurait eu des proportions encore plus accentuées s'il n'avait été arrêté par les efforts de Joseph de Anchieta, de Manoel da Vega et d'autres Jésuites qui ont établi par écrit la langue des Tupis, et qui, en fixant les règles grammaticales et en la modifiant, ont jeté les fondements de cette « *Lingua geral ou franca* » qui, pendant plus d'un siècle, a été le plus puissant véhicule de la civilisation parmi les Indiens, non seulement du Brésil, mais de quelques-uns des territoires voisins. » (Martius, *Ibid.*, p. IX-XIII.)

Nous connaissons la légende, recueillie par Humboldt, du perroquet des Atures, que personne ne pouvait comprendre, car il parlait seul la langue d'une race disparue. Il serait tout aussi impossible aujourd'hui de savoir quels étaient les « paranakiris » signalés par le perroquet que cette vieille femme avait entendu dans son enfance ; mais on peut déjà remarquer que ce perroquet ne parlait pas le macuxi, mais la langue générale. L'influence portugaise était arrivée jusqu'à lui. S'il fallait, dans ce litige, rechercher la trace indiquée par les perroquets du Mahú, nous ferions observer d'abord que ces oiseaux vivent longtemps, et ensuite que, s'ils répètent tous cette même phrase, on y devrait certainement reconnaître la tradition du temps où les marchands portugais pénétraient dans le territoire contesté en partant de S. Joaquim. L'éducation de ces oiseaux semble être très conservatrice parmi les gens du peuple, leur langage tient du *folk-lore*. Encore aujourd'hui, la phrase principale qu'on enseigne aux perroquets dans tout le Brésil a trait aux chasses du Roi de Portugal, et le Brésil est indépendant du Portugal depuis 1822<sup>86</sup>.

## V

## Deux passages du Mémoire Anglais.

Nous relèverons ici deux passages de ce chapitre du Mémoire Anglais.

---

86. « Papagaio real,  
Para Portugal,  
Quem passa, meu loiro?  
E' o Rei que vai a caça! »



PAGE 118. — « Ces citations prouvent suffisamment que, même avant la date des explorations entreprises par Schomburgk dans la Guyane britannique, la ligne de la Cotinga et du Takutu était, en effet, la frontière, à l'est de laquelle les Brésiliens ne molestaient pas les tribus indigènes.

- « L'histoire pendant les cinquante ans qui viennent de s'écouler n'a fait que confirmer la conviction des Indiens qu'entre les limites de la ligne de la Cotinga et du Takutu ils se trouvent dans le territoire britannique. Ces Indiens n'ont presque jamais vu de Brésiliens; ils n'ont eu de relations commerciales qu'avec des sujets britanniques; ils ont été en rapport surtout avec la capitale de la Guyane britannique; et leurs chefs ont reçu du Gouvernement britannique des insignes d'autorité. Les dépositions soumises à l'Arbitre prouvent que la ligne qui vient d'être mentionnée est devenue une frontière politique bien déterminée, et qu'aujourd'hui il est presque impossible de s'en écarter. »

Nous soutenons, contrairement au passage ci-dessus, et nous croyons l'avoir démontré : 1°, qu'avant la neutralisation de 1842, le territoire était, avec ses tribus, dans la possession du Brésil; 2°, qu'après l'accord, il est resté indépendant. Les Indiens qui l'habitent sont, pour la plupart, sauvages, et, parmi les autres qui ont subi à un degré quelconque l'influence étrangère, la grande masse, à l'exception de quelques-uns qui ont pu se trouver en rapport avec les rares Anglais qui aient jamais remonté le Rupununi, n'a subi d'autre influence que celle des éleveurs et des rancheros brésiliens du Tacutú: et les races de ce territoire, par la force des choses, sont attirées naturellement à l'ouest, vers S. Joaquim et Bôa Vista, d'où provient ce qui leur est nécessaire, où est le débouché du Tacutú ainsi que du Cotingo, et où sont les membres de leurs tribus déjà incorporés à la masse indienne de l'État d'Amazonas et y prospérant, et non à l'est, c'est-à-dire à travers les

solitudes de l'Essequibo, vers d'autres races, à une immense distance de leur pays natal et n'ayant rien de commun avec elles.

Ensuite :

PAGES 121-122. — « Toutes les autres dépositions indiquent le même ordre d'idées. Pendant une période beaucoup plus prolongée que la durée de la vie des Indiens qui habitent aujourd'hui la savane, la ligne de la Cotinga et du Takutu a été reconnue par les tribus indigènes comme une frontière bien déterminée qui séparait les tribus soumises à la protection britannique de celles qui admettent la souveraineté du Brésil. Les indigènes regardent tout ce qui est à l'est de la Cotinga et du Takutu comme appartenant aux Paranakiri (c'est-à-dire aux Anglais) et ils reconnaissent le pays situé à l'ouest de ces rivières comme le pays des Cariwa, ou Caraiwa (c'est-à-dire, des Brésiliens). Ils s'appellent tous *Paranakiri-puitolebe*, ce qui veut dire sujets britanniques, et leurs parents, qui habitent de l'autre côté du Takutu et de la Cotinga, quoiqu'ils soient du même sang, sont *Cariwa-puitolebe*. »

Nous avons vu que jamais il n'exista de prétention anglaise avant Schomburgk et que le territoire fut neutralisé dès que survint cette prétention. Les Indiens de ce territoire ont vécu depuis lors d'une vie indépendante; excepté quelques-uns, qui ont été en contact direct avec les Anglais, soit en servant chez eux, comme chez Melville, ou De Roy, soit autrefois à Bartika, dans la mission de l'Essequibo, l'influence brésilienne est la seule qu'ils aient subie de même que leurs ancêtres n'en ont pas subi d'autre que l'influence portugaise. Tous ceux qui ont échappé à ces deux influences sont restés ou restent encore à l'état sauvage.

## VI

**Quel serait le sort des Indiens sous la domination  
brésilienne.**

Le Mémoire Anglais termine ainsi son allégation au sujet des Indiens :

PAGES 122-125. — « Les tribus indiennes ont le droit d'être écoutées dans cette affaire. Leurs paroles expriment tout naturellement un sentiment qui les a inspirées d'ancienne date, et un désir renforcé par des expériences plus récentes. Lorsque M. McTurk avait rassemblé les Indiens à Quimata en 1898, ils déclarèrent à l'unanimité qu'ils étaient « des gens de la Reine, » et le Commissaire britannique a constaté qu'ils étaient fort indignés de l'idée qu'on pût douter de leur qualité de sujets britanniques. M. McTurk a ajouté que ces Indiens redoutaient les Brésiliens et leur régime, et que, s'il fallait en juger d'après certains cas dont il avait eu connaissance personnelle, la cruauté avec laquelle les Brésiliens les avaient traités justifiait complètement leurs craintes.

« Pour tenir compte de ces sentiments profonds, il ne suffirait pas d'accorder aux Indiens la faculté de se transporter de leurs demeures actuelles dans un autre territoire. L'attachement intime aux régions comprises dans la zone dont les Macuchis, au moins, font preuve, a été ainsi dépeint par Sir R. Schomburgk :

« Quoique les Indiens aient une peur excessive des Brésiliens, ils sont trop fortement attachés à la région où ils sont nés et aux territoires que, d'après leur tradition nationale, leurs ancêtres ont possédés depuis des siècles, pour qu'aucun effort pour les faire s'établir sur les côtes de notre colonie puisse réussir. La connaissance que j'ai acquise des Indiens m'a convaincu qu'en envoyant des missionnaires pour étudier leur caractère et leur manière de vivre, on pourrait peut-être enfin parvenir à les civiliser suffisamment pour en faire de bons ouvriers et d'utiles sujets. »

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique croit devoir insister que, puisque les Indiens, qui ont habité la zone en litige depuis, au moins, un siècle, ont manifesté une prédilection évidente en faveur du régime britannique, on ne pourra, avec justice, tracer comme frontière de la colonie britannique une ligne autre que celle de la Cotinga et du Takutu. »

L'argument anglais se base ainsi sur la prétendue terreur que les Brésiliens inspireraient aux Macuxis, aux Uapixanas et aux autres Indiens et sur l'avantage que ceux-ci auraient à devenir sujets anglais. Il est évident que nous parlons de l'époque actuelle et non d'une époque éloignée et antérieure à la neutralisation du territoire. Quant au passé, ces Indiens étaient, les uns pour les autres, les ennemis les plus terribles, et les Macuxis, qui donnaient beaucoup d'esclaves aux Caraïbes, étaient eux-mêmes de cruels persécuteurs pour les autres tribus. Si nous remontions à ces époques, les Macuxis, puisque c'est d'eux surtout qu'il s'agit, auraient moins à se plaindre des Portugais, toujours respectueux de leur liberté, alors même qu'ils désiraient le plus les attirer, que des Hollandais qui les considéraient comme bons seulement pour l'esclavage, en leur qualité de tribu étrangère à la Colonie.

Nous avons en effet, montré par le compte rendu de la séance de la Cour Politique d'Essequibo, du 25 février 1803, qu'il était défendu d'acheter des Indiens comme esclaves, « excepté seulement ces tribus qui sont considérées esclaves par les Indiens, et qui l'ont été jusqu'ici, — par exemple, les tribus des Macuxis<sup>87</sup> ». Mais, laissant de côté le passé, puisque ce n'est que le présent ou l'avenir de ce qui peut rester de ces

---

87. Arbitrage Anglo-Vénézuélien, *Case on Behalf of the Government of Her Britannic Majesty*, Appendice, Vol. V, p. 181.

tribus qui en appelle à la philanthropie du Gouvernement Britannique, nous doutons sincèrement que les Indiens aient plus à redouter de la souveraineté brésilienne que de la souveraineté anglaise.

Cette question fut une fois agitée entre le Plénipotentiaire Brésilien à Londres et le Comte d'Aberdeen. Voici comment Araujo Ribeiro rapporte cette conversation : « Il ajouta ensuite que la protection que nous avons coutume d'accorder aux Indiens consistait à les réduire en esclavage, ce à quoi je répondis qu'il était dans l'erreur, qu'au Brésil on ne réduisait pas les Indiens en esclavage. Il riposta que tout au moins nous les traitions en esclaves. Je ne pus m'empêcher, devant ce propos, d'objecter avec quelque véhémence qu'à en juger par les faits et par ce que l'expérience démontrait, le traitement que les Brésiliens imposaient aux Indiens, s'il était mauvais, était cependant bien préférable à celui qu'ils recevaient des Anglais; que c'était un fait notoire que la majeure partie des habitants des bourgs et villages du Pará étaient des Indiens qui vivaient avec nous et qui partageaient notre bonne ou mauvaise fortune, tandis que, dans les établissements de la Guyane Anglaise, on ne trouvait pas d'indigènes parce qu'ils disparaissaient au contact des blancs; que, dans toutes leurs colonies, la présence de la race anglaise était mortelle pour les indigènes; que, parmi nous, ils continuaient au moins d'exister, mais qu'avec les Anglais leur race s'éteignait complètement. *Ça tient à d'autres causes*, fut la réponse du ministre. »

Est-ce que le savant Brésilien se trompait dans cette peinture du sort qui est échu aux races sauvages dans les pays anglais du Nouveau Monde? L'explication des *autres causes*, auxquelles faisait allusion Lord Aberdeen, se trouve peut-être

dans ce passage d'un écrivain français : « Nulle part les Anglais n'ont formé de race métisse avec la population autochtone des pays qu'ils ont subjugués. C'est comme un métal dont le point de fusion est trop haut; on n'en peut faire aucun alliage. » (Émile Boutmy.) C'est là, on peut dire, le point d'honneur de la race anglo-saxonne; mais, quelle que soit la valeur morale de l'attitude toujours gardée par celle-ci, en ce qui regarde les races sauvages du Nouveau Monde, ce qui importe à notre discussion, c'est qu'aucune de ces races n'a été préservée de l'extinction que par le croisement avec le blanc ou le noir<sup>88</sup>. Certes, il y a dans la Guyane Britannique un fond de population de toutes les couleurs, l'élément Anglais y étant très peu considérable, même par rapport à l'élément portugais. Nous trouvons en effet les données suivantes dans la publication officielle, *The Colonial Office List*, de 1902 : « Aborigènes, 17 465; Hindous, 105 463; Chinois, 5714; Portugais, 12166; Africains, 5533; Européens autres que les Portugais » (on ne dit pas la proportion des Anglais eux-mêmes) « 4558; noirs, etc., 141 551 ». On pourrait dire que cette population possède assez d'éléments pour se mêler sur le pied d'une égalité parfaite avec les nouveaux sujets de la Colonie qu'on voudrait préserver et rendre heureux dans leur *habitat* naturel des savanes. Nous reconnaissons volontiers que le fond de la population s'y prêterait, autant que dans le Rio Branco même, à les absorber dans le cours du temps, si les circonstances étaient

---

88. « L'indien (*abá*), l'indigène, l'autochtone (*t-ybi-abá* = *typynabá*), le sauvage (*tapyyá*), a disparu, — mais le caboclo, l'adopté par le blanc (*caraiïb-oca* = *cariboca*), le mamelouk, le fils de la femme indienne (*membyrucá*), le peau-brulée (*caïpira*), ou l'homme chassé, honteux, humilié, soumis (*kuaipira*) est resté. » Baptista Caetano.

égales. Malheureusement le désert s'interpose entre les habitants de la côte et les Indiens de la savane, et, quant à la colonisation de ces régions par des éléments venus de Demerara qui se fondraient avec les prétendus *Paranakiri-puitolebès* du Tacutú et du Mahú, le plan serait une pure chimère : ces tribus disparaîtraient ou succomberaient à l'approche des premiers envahisseurs. Le seul moyen qu'elles aient de se mêler à d'autres races et de survivre dans une certaine mesure, c'est de se confondre de plus en plus avec les races déjà assimilées à la population indienne de l'État d'Amazonas.

Autrement, s'ils sont détachés du bloc brésilien du Rio Branco, leur extinction à très bref délai est une certitude absolue d'après l'expérience des autres tribus qui ont habité le territoire de la Guyane Anglaise.

## VII

### Deux prédictions.

Nous n'avons, pour le démontrer, qu'à reproduire les deux peintures suivantes du sort des Indiens de cette Colonie, faites par deux de ses plus grandes autorités, Mr. James Rodway, son historien, l'écrivain de ses annales, et Sir Robert Schomburgk, que le Mémoire Anglais vient de citer.

D'abord, Mr. Rodway :

« Comme les bêtes sauvages, l'Indien se retire à l'approche de l'homme blanc. Il ne peut se faire à un nouvel entourage et pour cette raison il va toujours plus loin. Dans les endroits où il était empêché d'émigrer, comme dans les Antilles, sa race a disparu.... »

Et dans un autre passage :

« Il sera regrettable que les Indiens de la Guyane disparaissent, mais, pourtant, cette fin est certaine. A moins que les Européens n'abandonnent la contrée tout entière, ils ne pourront jamais plus reprendre leur marche en avant, et même si un événement aussi improbable venait à se produire, les conséquences de l'intervention actuelle auraient déjà décidé des résultats. Depuis quelques années, le chercheur d'or a commencé à s'introduire dans les domaines de l'Indien, le forçant ainsi à s'éloigner de plus en plus, emportant souvent les germes de maladies qui étaient inconnues à ses ancêtres. Autrefois, il possédait des remèdes pour toutes les maladies qu'il connaissait, et montrait maintes fois une connaissance approfondie des vertus de certaines drogues. Aujourd'hui, la petite vérole, la syphilis et les terribles effets du rhum ont changé tout cela. Il leur avait fallu des siècles pour apprendre quels étaient les moyens les plus propres à guérir les maladies spéciales auxquelles ils sont exposés, et comme ils ne peuvent pas apprendre dans les livres, et refusent de prendre conseil, il n'y a absolument rien à faire. Où l'on comptait jadis des milliers de familles indiennes, il ne reste plus maintenant un seul individu, et quelques années font de grandes différences, même dans l'intérieur lointain. Des villages où le voyageur était chaleureusement accueilli ne peuvent presque pas être distingués de la forêt qui les entoure. » (*In the Guiana Forest*, 1894, p. 42.)

Maintenant, Schomburgk lui-même :

« La civilisation s'étendra-t-elle jamais à ces pauvres êtres malheureux qui nous entourent, de façon à rendre probable qu'un jour, après la disparition de la génération actuelle, la charrue et la pioche ramèneront encore leur race à la lumière ?



L'espoir en est bien faible, et, quoiqu'il me répugne de désespérer, je suis forcé d'admettre que la race indienne est condamnée à l'extermination. Six ans, à peine, se sont écoulés depuis que j'arrivai à cet endroit au temps que je visitais les sources de l'Essequibo. Nous avons laissé l'établissement d'Eischalli Tuna, et nous avons passé, en nous dirigeant vers le pays des Tarumás, trois villages d'Atorais ou Atorayas, et un de Taurais, ce dernier renfermant le reste de cette tribu sœur de la nation Atorai. Les villages ont disparu, la mort a détruit presque tous les habitants, et l'on m'a dit que, des vrais Atorais, il ne restait plus que sept individus. D'après ce que j'ai entendu dire en 1857, j'estimai le nombre d'Atorais et de Taurais à 200, y compris les descendants de mariages mixtes, et sur ce nombre, soixante à peu près survivent. La rougeole, si fatale aux Indiens, a décimé les Atorais deux fois ; et au commencement de cette année, la petite vérole, apportée de la Colonie à Pirara, a étendu ses ravages vers le sud depuis cette localité jusqu'à ces pauvres gens. Leur croyance en l'influence secrète de Kanaima qui n'a qu'à souffler avec colère sur sa victime pour l'envoyer à un trépas prématuré, produit un effet aussi funeste que l'espèce de sorcellerie appelée *obeah*, qui est pratiquée chez les noirs, et qui, agissant sur leurs craintes superstitieuses, cause fréquemment des maladies et la mort. Et ce n'est pas seulement pour les Atorais et les Taurais que la destruction s'avance rapidement : des causes semblables agissent sur toute la population indienne de la Colonie. Le village d'Indiens Wapisianas appelé Eischalli Tuna, d'où je partis en 1857, n'existe plus, et, de ses anciens habitants, une femme et trois enfants survivent seuls. Beaucoup de mes connaissances d'autrefois parmi les Indiens Tarumas ont été ensevelies, et

j'ai déjà parlé de la diminution rapide des Macuxis. Mais le spectacle le plus émouvant qui s'offrit à mes regards parmi les nombreux Indiens rassemblés autour de nous fut Miaha, la dernière survivante de la tribu, jadis puissante, des Amapas. Choisie par la destinée pour rester seule de toute une nation, elle erre parmi les vivants. Parents, frères, sœurs, mari, enfants, amis et connaissances, tous sont descendus dans le silence du tombeau ; elle demeure seule comme un dernier témoignage de sa tribu, et bientôt elle aussi, à en juger par sa voix tremblante et ses pas mal assurés, sera comptée au nombre de ceux dont, seule, la tradition rappellera qu'une tribu de ce nom a existé. Hélas ! le même destin est réservé à d'autres tribus ; elles disparaîtront de cette partie de la terre où Makunaima, le bon Esprit, les a placées et qui, depuis l'arrivée de l'Européen, est devenue le vaste cimetière des races autochtones. » (*Journal of the Roy. Geog. Soc.*, vol. XV, 1845, p. 26.)

Nous croyons ne devoir rien ajouter à ces prévisions. Malgré les promesses du Mémoire Anglais, nous restons convaincus que les Macuxis et autres Indiens du territoire contesté, obéissant à l'instinct de la conservation, s'incorporeront de plus en plus à la population brésilienne du Rio Branco, quelle que soit la frontière tracée.

---

## CHAPITRE III

# Le Partage des Eaux.

---

### I

#### Le Principe et son application à ce Litige.

Le Mémoire Anglais consacre un chapitre spécial à la discussion d'un point qui lui paraît être l'assise du droit du Brésil, la « doctrine de la ligne du partage des eaux ». Nous avons réservé la discussion de droit pour le Troisième Mémoire, ou l'« Argument ». Ce qui importe, c'est que les faits historiques soient tous bien établis et contrôlés; une fois l'histoire de la zone en litige définitivement fixée, il ne saurait y avoir de doute quant au droit, qui est un seul. Cependant l'argumentation juridique que le Mémoire Anglais construit pour nous, et qu'il tâche d'avance de réfuter, exige des rectifications, que nous devons faire dès à présent.

Le Mémoire Anglais établit d'abord cette proposition :

PAGE 154. — « L'idée dont toutes les propositions faites au Gouvernement britannique à ce sujet se sont inspirées, c'est la prétention qu'en vertu de la seule possession d'une partie

du Rio Négro, le Brésil aurait acquis un droit absolu aux affluents de ce fleuve ainsi qu'à toute rivière qui se jette dans l'un ou l'autre de ces affluents. Pour apprécier la valeur de cette prétention, il est nécessaire de se demander dans quelle mesure le droit international reconnaît une doctrine telle que le Gouvernement brésilien l'a mise en avant. »

Nous n'entrerons pas, pour le moment, dans l'analyse que le Mémoire Anglais fait de l'étendue et des conditions où les nations peuvent invoquer le principe du partage des eaux. Nous nous soumettrions à être jugés d'après l'ensemble des opinions des jurisconsultes que le Mémoire Anglais a réunies, ou bien d'après l'une quelconque de ces opinions, que l'auteur en soit Phillimore, Twiss, Bluntschli, Hall, Holtzendorff, Westlake, Bello ou Rivier, pourvu que la règle fût appliquée de la même manière au Brésil, dans le Rio Branco, et à l'Angleterre, dans l'Essequibo. Car le Mémoire Anglais n'accorde pas aux deux nations l'égalité de traitement.

En effet, voici ce qu'il cite de l'argumentation anglaise devant le Tribunal Anglo-Américain de Paris (nous disons Anglo-Américain, car le Venezuela, qui était partie dans le litige, était représenté dans le Tribunal, non pas par deux juges Vénézuéliens, mais par deux juges Américains tandis que l'Angleterre l'était par deux de ses juges); nous demandons à mettre entre crochets les seules corrections que nous aurions à faire pour pouvoir présenter ces allégations comme nôtres et à souligner ce qui a trait au principe du partage des eaux :

PAGE 149. — « La Puissance qui domine un territoire si considérable et traversé par le parcours inférieur d'un fleuve tel que l'Essequibo [le Rio Branco], — territoire auquel aucune autre puissance n'a jamais eu d'accès et dans lequel aucune autorité autre que celle des Hollandais et des Anglais [des

Portugais et des Brésiliens] n'a jamais été exercée, — *a droit, primâ facie, au bassin entier du fleuve en question.*

« Pour rebuter ce droit, il faudrait prouver que le territoire aurait été effectivement occupé par une autre Puissance. Or, il n'a jamais été même prétendu que l'Espagne ou le Venezuela [la Hollande ou la Grande-Bretagne] en auraient occupé aucune partie excepté.... » (Nous n'aurions pas d'exception à faire.)

« Si le Venezuela [Grande-Bretagne] désire combattre le droit revendiqué par la Grande-Bretagne [le Brésil] *aux bassins de toutes les rivières qui se trouvent entre la rive droite de l'Amakuru et l'Esséquibo, et ses affluents* [qui se déversent dans le Rio Branco] il lui sera nécessaire de prouver qu'il y a eu occupation effective de sa part; et c'est seulement *en proportion de cette occupation effective bien prouvée* que le droit de la Grande-Bretagne [du Brésil] peut être considéré comme mal fondé. »

Quel est le principe que la Grande-Bretagne invoquait alors pour réclamer le bassin de l'Essequibo? Quand la Compagnie des Indes disait en 1759 : « Les plaignants ont été de temps immémorial dans la possession tranquille non seulement de la rivière Essequibo, mais de toutes ses branches et de tous ses tributaires; » ou quand Schomburgk disait : « Je considère que Sa Majesté a un droit incontestable à tout territoire à travers lequel coulent des rivières qui se déversent dans le fleuve Essequibo soit directement, soit par d'autres cours d'eau, » c'est-à-dire sur des territoires en très grande partie entièrement inconnus; ou quand les Hollandais, n'ayant fait que fortifier l'embouchure de l'Essequibo, se disaient maîtres de ce fleuve et de ses terres à l'intérieur : quel est le principe de droit qui était invoqué si ce n'est celui du partage des eaux, ou de l'occupation présumée du cours entier des fleuves, et de leur bassin, jusqu'à la rencontre d'un autre

système fluvial, par la nation qui a la possession effective d'une partie à peine de leurs cours? Quelle différence y a-t-il, en droit, entre ce que le Brésil prétend quant au bassin du Rio Branco et ce que la Grande-Bretagne prétendait quant à celui de l'Essequibo?

« Il est, d'ailleurs, d'une justice rigoureuse, disait la Section des Affaires Étrangères de l'ancien Conseil d'État de l'Empire (Rapport du 28 septembre 1854), que la nation qui possède une rivière et ses tributaires avec un droit non contesté, comme celui par lequel le Brésil possède le Rio Branco, l'Uraricuera, l'Uraricapará, l'Idumé, le Surumú, le Tacutú, le Mahú, etc., possède aussi leurs versants et ces petites rivières et igarapés qui se jettent dans ces rivières et sur lesquels une autre nation n'a pas de droit, et qu'elle n'a ni découverts, ni explorés, et dont elle ne s'est jamais occupée. Si l'on ne conteste pas au Brésil son droit sur presque tout le système fluvial du Rio Branco, pourquoi le lui contesterait-on sur l'un ou l'autre tributaire, qui fait partie de ce système et qui le complète? Pour le contester, des actes de possession et d'occupation, et des titres, que l'on ne montre pas, et qu'on ne peut montrer, seraient nécessaires. Celui qui est maître du tronc, des branches et de toutes les autres petites branches, doit être maître de la petite branche disputée.

« Il y a dans ces parages trois grands bassins ou systèmes de versants. Celui de l'Orénoque, celui de l'Essequibo, et celui du Rio Branco, ou Negro, ou de l'Amazone. Ce dernier système est le meilleur et le plus sûr régulateur des limites. Le Brésil ne prétend pas aux versants de l'Orénoque, et à cause de cela, il se contente de la limite passant par la chaîne Pacaraima. L'Angleterre prétend aux versants des rivières qui vont à

l'Essequibo. Pourquoi le Brésil ne restera-t-il pas maître des eaux qui vont au Rio Branco ?

« D'après le traité de limites que nous avons signé avec le Venezuela, cette République possède les versants du Rio Negro, parce qu'elle avait sur ces versants des villages et une possession effective. Les Anglais ne peuvent présenter ni alléguer un titre semblable quant au territoire situé entre le Rupununi et le Mahú et le Tacutú. »

N'est-ce pas là, quant aux principes de droit, la même attitude prise par la Grande-Bretagne quand elle prétendait et prétend encore au bassin de l'Essequibo à l'exception du territoire dans le voisinage de l'Yuruari ?

Nous dirons encore un mot à propos d'un argument du Mémoire Anglais quant à l'application au Brésil du principe qu'il conteste :

PAGE 153. — « En tout cas, cependant, et à part toute question de géographie ou de droit international, le Gouvernement du Brésil ne saurait justifier, dans le cas actuel, la réclamation du territoire qui s'étend jusqu'à la ligne de partage des eaux. De tous les grands affluents de l'Amazone, il n'y en a qu'un seul dont le Brésil possède les sources. C'est le Tapajos. Le Trombetas n'est point un des grands affluents, comme le Rio Negro, et se trouve, dans tous les cas, assez rapproché de l'embouchure du fleuve principal. Les parcours supérieurs de l'Amazone même et de tous ses grands affluents à l'exception des deux rivières qui viennent d'être mentionnées, appartiennent à d'autres Puissances. La Madeira appartient en partie à la Bolivie; le Yucayali et d'autres affluents, au Pérou; l'Iça, la Japura, et l'Uaupès, à la Colombie; et le Rio Negro même rentre, en partie, dans le domaine de la Colombie, et en partie dans celui du Vénézuéla. Dans tout le bassin de l'Amazone, l'occupation des parcours supérieurs par d'autres Puissances a empêché les Portugais de s'incorporer le cours entier du fleuve et de ses affluents. »

Par le fait que les sources de presque tous les affluents de l'Amazone appartenaient à l'Espagne et leur cours principal au Portugal, c'est-à-dire en vertu du partage du bassin de l'Amazone entre l'Espagne et le Portugal, par suite de la prise de possession du cours du fleuve et de ses affluents par Pedro Teixeira en 1639 quand les deux Couronnes étaient encore réunies, il ne s'ensuit pas que la Hollande eût droit, elle aussi, au bassin de l'Amazone. La Hollande, comme l'Angleterre dont elle était alors l'alliée, a reconnu, au contraire, le droit exclusif du Portugal et de l'Espagne à ce bassin.

A l'occasion du Congrès d'Utrecht, Lord Bolingbroke, parlant de l'Amazone, écrivait à l'Ambassadeur Anglais (1713) : « Enfin, My Lord, la source de la rivière doit appartenir aux Espagnols et l'embouchure aux Portugais, et ni les Français, ni les Anglais, ni aucune autre nation ne doivent avoir une avenue ouverte sur ce pays. » Cette politique a prévalu jusqu'ici, grâce, en grande partie, à l'Angleterre; si sa nouvelle prétention prévalait aujourd'hui, cette politique recevrait sa première atteinte, on peut dire, après trois siècles.

Cependant, si les sources des affluents du Rio Branco, que ce soit le Tacutú ou l'Uraricoera, avaient été occupées par la Hollande dans les conditions où le furent celles du Rio Negro par l'Espagne, le Brésil reconnaîtrait, comme il l'a reconnue pour celui-ci, la limitation de fait apportée au titre qu'il avait acquis par l'occupation de l'embouchure et d'une grande partie du cours de la rivière. Mais ces sources n'ont jamais été occupées, et, quand le Portugal établit son domaine sur ces affluents, il se trouva en mesure d'expulser tous les intrus qui seraient venus s'y installer. Après avoir étudié dans son ensemble la si-



tuation historique et géographique de cette région, personne ne contestera que la fortification du Tacutú suffisait à l'occupation exclusive de cette rivière et que les ressources du fort, les expéditions à pied et à cheval à travers l'isthme, et en canots armés par les cours d'eau, pouvaient mettre obstacle à toute pénétration des étrangers jusqu'à elle, s'il y en avait jamais eu aucune de projetée. De même, on ne contestera pas que le voisinage du fort, la proximité de ses ressources, suffisaient à empêcher que des étrangers ne s'établissent sur le Surumú (Cotingo), le Mahú, ou le Pirara, qui tous avaient été explorés par les Portugais. Le Brésil prétend que l'exploration du Mahú et du Surumú (Cotingo) jusqu'au delà du 4° N. était un titre suffisant à tout le cours de ces rivières. Les Hollandais ne possédèrent jamais un titre au cours entier de l'Essequibo, qui soit comparable à ceux-là. Si une autre nation telle que l'Espagne ou la Hollande s'était établie aux sources du Mahú, et si le Portugal ne l'en avait pas empêchée, comme il en avait l'option, étant maître du plus grand parcours de la rivière pour la défense de celle-ci, il aurait reconnu l'occupation étrangère. Mais aucune nation ne s'est établie sur Tacutú, le Mahú, le Cotingo, ou le Pirara en venant de leurs sources. Le principe de l'intégrité des bassins, là où il n'y a pas eu d'occupation partielle d'une autre Puissance, s'applique ainsi au cours entier de ces rivières, tandis qu'il ne s'applique pas au cours supérieur du Rio Negro, où il y a eu occupation et fortification de la part des Espagnols, ni au bassin entier du Rupununi, dont la rive gauche était, sous le régime colonial, la limite de la juridiction portugaise effective et continua d'être, après l'Indépendance, celle de la juridiction brésilienne, jusqu'à la neutralisation du territoire.

## II

## Un Aperçu des Titres Brésiliens.

Il faut dire cependant que nous n'avons pas basé notre droit, comme il est dit dans le *Mémoire Anglais*, sur le principe « qu'en vertu de la seule possession d'une partie du Rio Negro, le Brésil aurait acquis un droit absolu aux affluents de cette rivière, ainsi qu'à toute autre qui se jette dans l'un ou l'autre de ces affluents ». Certes, le Brésil invoque le principe du partage des eaux, compris dans le sens de droit au cours entier des rivières dont il domine la partie principale du cours et qui ont été sous son pouvoir exclusif, aucune autre nation n'y ayant jamais eu accès; sans ce principe, la Hollande n'aurait pas eu l'ombre de droit à la presque totalité du bassin de l'Essequibo, qu'elle transmet en grande partie encore inconnu à la Grande-Bretagne, ni celle-ci, qui le tient dans l'état sauvage où elle le reçut, n'en aurait pas, non plus. Mais nous n'invoquons pas que ce principe.

Nous ne fondons pas notre droit sur « la seule possession d'une partie du Rio Negro », ou bien du tronc principal — c'est là le cas de la Guyane Britannique quant à son titre sur les affluents du haut Essequibo; — nous fondons notre « prétention », puisqu'il faut appeler ainsi, pour la première fois depuis peut-être deux siècles, notre souveraineté sur le bassin du Rio Branco,

## 1° Positivement :

*a)* Sur la découverte et la conquête de la rivière par les Portugais qui détruisirent le pouvoir des Manaos et soumirent les tribus sauvages au moyen des Troupes de Rachat, maintenues aux frais et levées au nom de la Couronne de Portugal ;

*b)* Sur les nombreux ordres royaux enjoignant la défense et la surveillance de cette rivière et de son bassin, comme de territoires portugais qu'ils étaient ;

*c)* Sur sa colonisation, sur l'introduction du bétail dans ses savanes, sur la domestication et l'assimilation de ses Indiens ;

*d)* Sur l'expulsion des Espagnols, qui l'avaient envahi et qui en seraient restés les maîtres, n'eût été la revendication portugaise, tandis que les Hollandais ne se sont pas inquiétés de cette invasion, qui s'était étendue jusqu'au lac Amucú ;

*e)* Sur la reconnaissance par l'Espagne, en vue de la conclusion du traité de 1750, que le territoire jusqu'au Mahú se trouvait déjà alors occupé par les Portugais ;

*f)* Sur la fortification du Tacutú, qui suffisait à rendre les Portugais maîtres du bassin de cet affluent ;

*g)* Sur l'exercice de la juridiction portugaise dans tout l'isthme à l'est du fort au moyen des détachements qui le surveillaient en canot, à cheval ou à pied, et dont l'action ne rencontra jamais de résistance ni ne souleva de réclamation :

*h)* Sur l'exploration scientifique de ces territoires par les

astronomes et géographes royaux par ordre de la Couronne, dès 1781;

*i)* Sur l'action jamais interrompue du Fort S. Joaquim exercée dans l'immense rayon où il n'y avait pas d'occupation contraire et qui lui était accessible, directement ou indirectement, depuis sa fondation, en 1775, jusqu'au moment où elle fut suspendue par l'Accord de neutralisation de 1842;

*j)* Sur la reconnaissance par la Hollande, par la Grande-Bretagne, par la France, par l'Espagne, de cette souveraineté portugaise jusqu'au Rupununi;

*k)* Sur l'alliance entre le Portugal et l'Angleterre, la garantie de celle-ci à l'intégrité des possessions portugaises dans l'Amazone et leur action commune pour la revendiquer (conquête de la Guyane Française).

Négativement :

*l)* Sur l'universalité de la cartographie et de la géographie européennes et des traités et des ouvrages, soit hollandais, soit anglais, jusqu'à l'apparition de Schomburgk, qui n'ont jamais étendu la Guyane Hollandaise jusque dans le bassin de l'Amazone;

*m)* Sur le fait qu'il n'existe pas un seul acte soit de la Compagnie des Indes Occidentales, soit du Gouvernement Hollandais, tant qu'ils eurent la souveraineté de la Colonie d'Essequibo, soit du Gouvernement Anglais jusqu'en 1840, qui révèle, en aucun temps, l'intention de posséder ces territoires, ou de s'opposer à la possession établie des Portugais, puisqu'il n'existe

pas de souveraineté sans connaissance de la part de la nation à qui on l'attribue.

Quant à la période postérieure à 1842, le Brésil prétend :

1° Que l'extension de la juridiction d'aucune des deux Parties au territoire neutralisé n'aurait été légitime ;

2° Qu'une telle extension n'a pas eu lieu ;

3° Que les changements survenus dans le Contesté, tous indépendants de l'action des deux Gouvernements, ont eu lieu seulement dans ces dernières années, mais qu'ils seraient en faveur du Brésil, s'ils pouvaient être allégués. En effet, l'établissement de deux ou trois commerçants Anglais dans le territoire en litige et la présence supposée d'un ou de deux agents de la même nationalité éveillèrent la susceptibilité des Brésiliens résidant sur la rive gauche du Tacutú et un certain mouvement commença spontanément à s'opérer dans le sens de coloniser la rive droite, qui est toute, aujourd'hui, occupée par les fermes des éleveurs brésiliens, sans préjudice de la question de souveraineté.

Quant aux vœux et à l'intérêt des Indiens que le Mémoire Anglais a invoqués en faveur de l'Angleterre, le Brésil prétend :

1° Que cette allégation suffit à montrer qu'il n'existe pas de titre anglais au territoire, car, s'il en existait, la Colonie ne ferait pas dépendre sa souveraineté d'un élément tel que la prédilection des tribus indiennes.

2° Que si l'on devait procéder à un plébiscite sur le terri-

toire contesté, il faudrait tenir compte aussi des voix de la population civilisée et établie qui l'habite.

3° Que des races indiennes, excepté les sauvages qui n'ont jamais vu de blanc, la grande majorité lierait sa destinée à celle de leurs tribus déjà incorporées à la population brésilienne du Tacutú.

4° Que cette population se trouve en effet séparée de celle de Demerara par la solitude, le manque absolu de toutes ressources, jusqu'à la côte, la diversité des races qui composent sa population, les Asiatiques y formant le groupe le plus nombreux, et plus encore par ses habitudes invétérées, par le besoin de l'atmosphère qui est son élément naturel, tandis qu'il n'y a pas de solution de continuité, ni physique ni morale, entre son *habitat* et celui des races brésiliennes du Rio Branco, par lesquelles une grande partie des leurs ont déjà été assimilés.

Voilà, en un court résumé, quelques-uns des titres sur lesquels le Brésil s'appuie. Avec de tels titres, *exclusifs* de toute autre possession que la sienne dès la découverte et la conquête de cette région, la règle de droit qui pourrait être choisie pour leur être appliquée lui importe peu.

## Conclusion.

---

### La justification anglaise.

Nous venons d'étudier la justification de la prétention anglaise devant l'Arbitre. Comme nous l'avons vu, cette prétention n'a pas de précédents historiques; pas un acte, pas une déclaration n'ont pu être produits de l'intention des Hollandais de posséder ces territoires; pas le moindre vestige n'a été rencontré, nous ne dirons pas seulement du *corpus* et de l'*animus* qui forment la possession, mais du désir même de l'avoir; et cela autant pour la période hollandaise que pour la période anglaise jusqu'aux explorations de Schomburgk. Elle n'a pas pu, non plus, invoquer aucune prescription acquisitive dans ces dernières soixante années. Devant la nécessité d'avoir un appui quelconque, elle a dû le chercher dans les prétendus sentiments des tribus sauvages habitant le territoire.

Si la préférence alléguée des Indiens pour le régime anglais avait la force d'annuler les titres historiques portugais et de se superposer à l'opinion de la population établie, de manière que le territoire dût être considéré *res nullius* pour être adjugé maintenant selon les vœux de ses habitants primitifs encore sauvages, le recensement de ces habitants s'imposerait en vue

d'un plébiscite qui exprimât fidèlement, et en toutes conditions de liberté, leur désir intime, et alors, il n'y aurait pas de raison pour que le choix restât exclusivement limité entre le Brésil et l'Angleterre, ni pour que le partage du territoire entre ces différentes tribus, qui parfois encore se détruisent entre elles, et leur conservation à l'état de nature, fût exclu des solutions possibles de cet Arbitrage.

La gravure que nous reproduisons d'un indien Macuxi suffit à montrer quel serait le résultat d'un tel plébiscite.



## COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LES DEUX MÉMOIRES BRÉSILIENS

Dans le Premier Mémoire, intitulé *Le Droit du Brésil*, nous avons établi la preuve historique de ce droit, incontesté jusqu'au moment où commença ce litige.

Dans ce Second Mémoire, intitulé *La Prétention anglaise*, nous avons montré que la Grande-Bretagne n'a acquis et n'aurait pu acquérir, à cause de l'attitude du Gouvernement Brésilien et de la neutralisation convenue du territoire, aucun nouveau titre pendant les soixante-deux ans écoulés depuis qu'elle suscita ce conflit.

Dans les deux volumes de discussion que nous présentons avec ce Mémoire l'on verra : dans le premier, *Notes à la partie historique du Premier Mémoire Anglais*, qu'aucune des assises sur lesquelles le *Premier Mémoire du Brésil* fut construit n'a été ébranlée par le choc dirigé contre elles; et dans le second, *La Preuve Cartographique*, que la proposition de notre Premier Mémoire : « Le Brésil croit avoir prouvé qu'il a pour lui, dans ce débat, toute la cartographie historique », a reçu sa pleine confirmation par l'impossibilité où l'Angleterre s'est trouvée de produire, pour sa part, aucune preuve de cette nature.

Nous prétendons avoir ainsi justifié entièrement les titres de nos deux Mémoires, en montrant que, d'un côté, il y a *le droit* du Brésil, droit ancien, originaire, parfait, rendu absolu par la découverte, la conquête, l'occupation effective, la fortification, l'introduction du bétail, la soumission des tribus. l'administration, la revendication à main armée contre l'Es-

pagne, la reconnaissance tacite et expresse par la Hollande, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, séparément, et aussi collectivement dans le Congrès d'Amiens, droit rendu notoire pendant plus d'un siècle par la cartographie universelle, tandis que, de l'autre côté, il y a seulement *la prétention* anglaise, prétention récente, sans antécédents historiques, suscitée par les explorations de Robert Schomburgk cinquante ans après les magnifiques travaux des astronomes et géographes portugais de 1781 et de 1787, soixante-cinq ans après la fortification de l'embouchure du Tacutú et l'expulsion des Espagnols, soixante-quatorze ans après que les canots de l'expédition de Agostinho Diniz avaient assujetti les tribus du Mahú, quatre-vingt-dix ans après le traité de 1750 à la veille duquel l'Espagne reconnaissait que la région entre le Mahú et le Cotingo se trouvait déjà sous l'occupation effective des Portugais, cent ans après l'expédition de Francisco Xavier de Andrade, qui s'était rendue maîtresse du cours supérieur du Rio Branco, cent vingt ans après les premiers ordres pour la fortification de cette rivière, deux cents ans après qu'elle était pour la première fois signalée par l'expédition brésilienne de Pará, qui conquit pour la Couronne de Portugal le cours de l'Amazone jusqu'au Napo, après que les forts hollandais et anglais de son estuaire eurent été pris et rasés et l'immense bassin à jamais assuré au Portugal et à l'Espagne.

Livré à Rome, le 26 septembre 1905.

Pour le Brésil :

Joaquim Nabuco

## NOTES SUPPLÉMENTAIRES



## NOTES SUPPLÉMENTAIRES

---

### *Note A, page 36.*

Ce Don Antonio Santos appartient presque à la légende. Dans une lettre d'Alexandre de Humboldt, du 23 décembre 1800, à Guevara Vasconcellos, Capitaine Général du Venezuela, laquelle se trouve dans sa correspondance inédite à la Bibliothèque Nationale de Paris, il est dit que les Portugais l'ont noyé « au confluent de la rivière de Aguas Blancas et de l'Amazone » ; mais dans son ouvrage : *Voyage aux Régions Equinoxiales*, où il parle de Don Antonio Santos, Humboldt ne fait pas mention de ce bruit, faux comme tant d'autres de l'intérieur de la Guyane.

« Les établissements d'Erevato et de Paragamusy, disait-il dans la lettre citée, ont disparu également. Ces derniers villages devaient leur origine à Antonio Santos, homme extraordinaire, qui parlait toutes les langues (ou idiomes) des Indiens, et qui, nu et peint avec de l'ocre (*anato*), passa inconnu (*desconocido*) au milieu des Indiens les plus anthropophages, jusqu'au sortir de la terre de l'Angostura et du Caroni pour visiter la lagune Dorada, qu'il tomba ensuite aux mains des Portugais; il fut noyé par eux au confluent de la rivière de Aguas Blancas et de l'Amazone. Aucun Européen n'avait pénétré aussi loin que lui dans la partie intérieure et la plus éloignée de ce continent et l'on a perdu par sa mort les renseignements les plus importants (*apreciables*). »

Cette mort est aussi fantastique que celle d'un commandant du Fort S. Joaquim qu'Adam de Bauve raconte avoir été exécuté par ordre du « Gouverneur Général de la Province », comme soupçonné d'avoir recueilli dans le fameux lac Parime une immense quantité d'or. (*Ann. Prem. Mém. Brés.*, V, p. 55).

Selon un autre voyageur, F. De Pons, Dom Antonio Santos, après une

longue détention chez les Portugais, aurait été rendu à son pays et serait mort à la Guyane en 1796. Cette détention est aussi imaginaire que la noyade : celui-ci raconte les aventures de Santos, qu'il décrit comme un homme « naturellement borné, dont les voyages et les fatigues ont été en pure perte pour l'histoire ».

« Cependant la chimère de l'exagération trouve encore aujourd'hui, et sur les lieux mêmes, des alimens propres à la perpétuer. En 1780, il se présenta au Gouverneur de la Guiane Espagnole un Indien sauvage, se disant des bords du lac Parima. Aussitôt qu'on sut ou que l'on crut savoir sa patrie, Il fut assailli de questions auxquelles il répondit avec autant de clarté et de précision que l'on peut raisonnablement en exiger d'un sauvage, dont le langage le plus intelligible consiste dans les signes. Il parvint pourtant à faire bien comprendre qu'il existe sur les bords du lac Parima une ville dont les habitans sont aguerris et civilisés. Il vanta beaucoup la beauté des édifices, la propreté des rues, la régularité des places, la richesse du peuple. Selon lui, les toits des principales maisons étoient d'or et d'argent. Le grand prêtre, au lieu d'habits pontificaux, se frottoit tout le corps de graisse de tortue, ensuite on souffloit dessus de la poudre d'or, de manière à en couvrir tout le corps. C'est dans ce costume qu'il faisoit ses cérémonies religieuses.

« L'Indien dessina sur une table, avec un charbon, la ville dont il donnoit la description. Son ingénuité séduisit le gouverneur; il lui demanda de servir de guide à quelques Espagnols qu'il vouloit envoyer à cette découverte. L'Indien y consentit de la meilleure grâce.

« Dix Espagnols s'offrirent pour faire ce voyage, entr'autres D. Antonio Santos. On se mit en route; on fit à peu près 500 lieues au sud, par des chemins affreux. La faim, les marais, les bois, les précipices, la chaleur, les pluies détruisirent presque tous les Espagnols. Lorsque ceux qui survécurent à toutes ces incommodités se croyoient à quatre ou cinq journées de la grande ville, et espéroient toucher à la fin de leurs peines et au but si désiré, l'Indien qui les guidoit, disparut dans la nuit. Cet événement consterna les Espagnols; ils ne savoient où ils étoient; ils errèrent pendant quelque temps. Insensiblement, ils périrent tous, excepté D. Antonio Santos, auquel il vint dans l'idée de se déguiser en Indien. Il jeta, en effet, ses habits, oignit tout son corps de rocou, et s'introduisit parmi les Indiens, à la faveur de la connoissance qu'il avoit de plusieurs de leurs langues. Il fut longtemps parmi eux, jusqu'à ce qu'enfin il tomba au pouvoir des Portugais établis sur

les bords du Rio Negro. On l'embarqua sur la rivière des Amazones, et, après une détention fort longue, on le rendit à son pays. Il mourut à la Guiane, en 1796. Les relations de cet homme auroient néanmoins été intéressantes, si son intelligence eût été de pair avec sa constance dans les peines. Mais, naturellement borné, ses voyages et ses fatigues ont été en pure perte pour l'histoire. » (*Voyage de la Terre-Ferme*, par F. Depons, Paris, 1806, III.)

D'après Humboldt, Santos aurait suivi le Carony, le Paragua, le Paraguamusi, l'Anucapra, et, traversant les montagnes de Pacaraima, serait arrivé par l'Uraricoera au Rio Branco.

---

*Note B, page 57.*

« Instrucion que se le dá por este Gobierno y Comandancia general, oy doze de Julio de 1777 á Don Nicolas Rodriguez para que se gobierne por ella, en el viaje á que se comisiona á los nuevos establecimientos y tierras desiertas del interior de esta Provincia.

1. Marchará ganando insttantes al Rio de la Paragua, donde el Sargento Pedro Thomás Bonnmon (?), le abilittará de los bastimentos que necesite, como de una cuviara, Bogas, y de uno ó dos vecinos de la villa de Barselonetta para que le acompañen en el viaje hasta la nueva Ciudad de Guirior.

2. No se detendrá con pretexto alguno en dicho Puerto de la Paragua, si no lo mui preciso, ni en la navegacion de aquel Rio hasta llegar á Guirior que combiene sea con la mayor brevedad.

3. Llegado á Guirior se presentará á aquel Comandante á quien le dirá el cuidado con que se halla este Gobierno, po lar falta de noticias; y por no tener otras de su existtencia y demas ocurrencias de aquellos dilatados Paises, que las que comunicó en carta de seis de Abril ultimo.

4. En Guirior solo se detendrá lo mui preciso y hasta que lo habilite dicho Comandante, de Indios practticos y demas que necessite para internarse.

5. Luego que salga de Guirior subirá hasta el varadero de Anocapora, que está en distancia de tres dias de alli, atrabesará con la mayor brevedad y si puede ser en un dia, la serrania, y luego que haia pasado, se embarcará por los Rios Curiaricarara-para y Curiaricara y en la union de este ultimo al Parime, que está cinco jornadas de la Boca del Mao indagará el estado de los Portugueses.

6. Despues que haia bien observado los mobimientos y operaciones en que se hallan empleados los Portugueses y progresos que han hecho hasta aora succesivamente dará los abispos por el conducto del Comandante de Guirior á este Gobierno: y esto mismo deverá observar desde luego que salga de Guirior, y se ponga en marcha á esta Comision, con quantas notticias ocurran y llegue á saber de los Indios, montaraces ó de otros.

7. En las observaciones de lo que contiene el antecedente Capitulo 6º deverá estar el citado Rodriguez para dar las correspondientes noticias á Guirior y á este Gobierno y no omitirá ninguna por lebe ó nimia que sea y quando el tiempo y las proporciones se lo permittan (dejando en su lugar persona que dé las noticias que se piden) podrá de la union de Curiaricara con el Parime ó demas arriba atrabesar por tierra (que ya es abierta y de sabanas), hacia la Laguna del Parime que dista de seis á ocho dias segun noticias y si para esta diligencia no hallase Indios practicos que le guien, caminará siempre al este, á cuió rumbo se halla dicha Laguna, y de ella ó de sus inmediaciones que tambien son sabanas encontrará á mui pocas jornadas las Cabezeras de los Rios Apanoni y Coyuni, y por este viajará hasta dar con las sabanas que estan inmediatas al Rio de Esquibo por el que se introducirá en las Misiones de Padres Capuchinos Catalanes.

8. Si para hacer la derrota que se previene no pudiere vencer las dificultades que puede haber, procurará regresar á



esta por las Cabezeras de Caroni por donde talvez habrá menos inconvenientes.

9. Hará de todo el viaje un exacto diario en el que apuntará todo quanto vea y llegue á observar en el discurso de su comision y no omitirá el hacer las demarcaciones que combengan en aquellos parajes de mas importancia, aunque para ello se dilatte algun dia, ó oras, y en todo procurará desempeñar esta comision con honor vajo del seguro de que se dará parte de este servicio á Su Magestad para que le atienda como es justo. Guayana doze de Julio de mil setecientos setenta y siete. — Antonio de Pereda.

Es copia á la letra de la que queda en esta secretaria de la Comandancia General de mi cargo de que certifico. — Guayana veinte de Septiembre de mil setecientos setenta y siete. — Francisco de Velasco. (Con su rubrica.)

(*Archivo General de Indias, Sevilla, Audiencia de Caracas, Est. 133, Caj. 3, Leg. 20. Años 1776 á 1778.*)



# TABLE DES MATIÈRES

---

## LIVRE I

### JUSQU'À LA NEUTRALISATION DU TERRITOIRE

---

#### CHAPITRE I

##### **L'Origine et la Formation de la Prétention anglaise.**

I. — L'évolution de Schomburgk . . . . .	1
II. — La Mission Youd à Pirara . . . . .	8
III. — Attitude des Autorités Brésiliennes. . . . .	13
IV. — Youd abandonne le Rupununi . . . . .	16
V. — La fondation d'une Mission Protestante à Pirara, premier moyen politique dont se sert Schomburgk. . . . .	20
VI. — L'appel de Schomburgk en faveur des Aborigènes, son second moyen . . . . .	23
VII. — La proposition de délimiter les frontières, accueil qu'elle reçoit en 1838 . . . . .	26
VIII. — La nouvelle attitude de Schomburgk en 1839, son Rapport à Light . . . . .	29
IX. — Analyse du Rapport de Schomburgk : la partie historique .	31

X. — Suite de l'Analyse du Rapport de Schomburgk : la justification de sa ligne. . . . .	46
XI. — Comment il trace sa ligne. . . . .	59
XII. — La ligne de Schomburgk adoptée à Georgetown et à Londres.	62
XIII. — Crichton envoyé en commission à Pirara . . . . .	65
XIV. — La question du bétail brésilien dans les savanes . . . . .	69
XV. — Premières Communications entre les deux Gouvernements au sujet de la prétention anglaise. Note d'Aureliano du 24 mars 1841. . . . .	75
XVI. — Note d'Aureliano du 8 janvier 1842. . . . .	79

## CHAPITRE II

### L'Invasion et la Neutralisation du Territoire.

I. — L'Expédition Anglaise contre Pirara. L'occupation de Pirara. Protestation des Autorités Brésiliennes . . . . .	91
II. — Instructions données à l'Expédition de Pirara. . . . .	99
III. — L'insuccès de Youd . . . . .	102
IV. — La Question des Bornes placées par Schomburgk . . . . .	106
V. — La Neutralisation du Territoire contesté. . . . .	116

## CHAPITRE III

### Déclaration officielle des prétentions anglaises (1843).

I. — La Mission Araujo Ribeiro à Londres . . . . .	123
II. — Fixation de la Prétention Anglaise par le Mahú. . . . .	157

### Conclusion.

La Prétention Anglaise œuvre exclusive de Schomburgk . . . . .	141
--	-----

---

## LIVRE II

## LE TERRITOIRE CONTESTÉ SOUS LE RÉGIME DE LA NEUTRALISATION

## CHAPITRE I

## L'attitude du Brésil.

I. — La situation est la même depuis l'Accord. Un Rapport du Conseil d'État du Brésil . . . . .	147
II. — Réclamations Anglaises et Brésiliennes . . . . .	150
III. — Négociations diplomatiques. . . . .	153
IV. — Projet de concessions anglaises dans le territoire en litige. Protestation du Brésil . . . . .	156
V. — Les intérêts brésiliens à l'est du Tacutú. . . . .	161
VI. — Le Brésil ne base aucune prétention sur les changements survenus dans le Contesté pendant la neutralisation. . .	162
VII. — L'attitude du Brésil définie dès 1842 . . . . .	167

## CHAPITRE II

## Analyse du Chapitre VI du Premier Mémoire Anglais.

I. — La Théorie du Mémoire Anglais . . . . .	172
II. — L'effet sur les Indiens du Territoire de la reconnaissance exécutée par Schomburgk . . . . .	173
III. — L'autorité de Schomburgk . . . . .	178
IV. — La situation jusqu'en 1860 . . . . .	179
V. — Commerçants Britanniques dans la Zone. . . . .	185
VI. — Contradiction à signaler . . . . .	187

VII. — Comparaison des éléments et des intérêts anglais dans le Contesté avec les éléments et les intérêts brésiliens . . .	191
VIII. — Tableau des propriétés sur les deux rives du Tacutú . . .	196
IX. — Explorateurs anglais dans le Territoire contesté . . . . .	205
X. — Le témoignage de Brown. . . . .	208
XI. — Le témoignage d'im Thurn . . . . .	215
XII. — Le Mémoire Anglais et la Commission Brésilienne de 1885.	226
XIII. — Le témoignage de la Commission. . . . .	252
XIV. — Le Président de la Province d'Amazonas visite le Contesté en 1888. Réclamations anglaises. . . . .	258
XV. — L'Agent Anglais Mc Turk dans le Territoire contesté. Rap- port de son premier Voyage. . . . .	259
XVI. — Réclamation anglaise contre la présence du bétail brésilien à l'est du Tacutú . . . . .	247
XVII. — Féclamation brésilienne contre l'attitude du Commissaire Mc Turk. . . . .	249
XVIII. — Second voyage de M. Mc Turk au Tacutú. Nouvelle réclama- tion du Gouvernement Brésilien. . . . .	254
XIX. — Solution de l'incident Mc Turk. . . . .	262
XX. — Conclusions du Chapitre VI du Mémoire Anglais . . . . .	265

#### Conclusion.

La Démonstration faite. . . . .	265
---------------------------------	-----

---

## LIVRE III

## LA PRÉTENTION ANGLAISE DEVANT L'ARBITRE

## CHAPITRE I

## La charpente du Mémoire anglais.

I. — Le Titre historique hollandais . . . . .	267
II. — La théorie juridique de la découverte et du commerce hollandais avec les Sauvages. . . . .	272
III. — La découverte a été portugaise . . . . .	284
IV. — La seconde assise de la Prétention Anglaise . . . . .	285

## CHAPITRE II

## La Question des Indigènes.

I. — Le sort des Indiens garanti par le Traité d'Arbitrage . . . . .	289
II. — La première attitude de l'Angleterre à leur égard. . . . .	290
III. — Le principe invoqué par le Brésil dès 1842 . . . . .	292
IV. — Les dépositions d'Indiens devant l'Autorité anglaise. . . . .	298
V. — Deux passages du Mémoire Anglais. . . . .	304
VI. — Quel serait le sort des Indiens sous la domination brésilienne. . . . .	307
VII. — Deux prédictions . . . . .	311

## CHAPITRE III

## Le Partage des Eaux.

I. — Le Principe et son application à ce litige . . . . .	315
II. — Un aperçu des Titres Brésiliens . . . . .	322
CONCLUSION. — La justification anglaise. . . . .	327
COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LES DEUX MÉMOIRES BRÉSILIENS . . . . .	329
NOTES SUPPLÉMENTAIRES . . . . .	351







JOAQUIN VABICO

LA  
PRETENSION  
ANGLAISE

ALFONSO MENDEL

PARIS  
A. HADRE

## BRASILIANA DIGITAL

### ORIENTAÇÕES PARA O USO

Esta é uma cópia digital de um documento (ou parte dele) que pertence a um dos acervos que participam do projeto BRASILIANA USP. Trata-se de uma referência, a mais fiel possível, a um documento original. Neste sentido, procuramos manter a integridade e a autenticidade da fonte, não realizando alterações no ambiente digital - com exceção de ajustes de cor, contraste e definição.

**1. Você apenas deve utilizar esta obra para fins não comerciais.** Os livros, textos e imagens que publicamos na Brasiliiana Digital são todos de domínio público, no entanto, é proibido o uso comercial das nossas imagens.

**2. Atribuição.** Quando utilizar este documento em outro contexto, você deve dar crédito ao autor (ou autores), à Brasiliiana Digital e ao acervo original, da forma como aparece na ficha catalográfica (metadados) do repositório digital. Pedimos que você não republique este conteúdo na rede mundial de computadores (internet) sem a nossa expressa autorização.

**3. Direitos do autor.** No Brasil, os direitos do autor são regulados pela Lei n.º 9.610, de 19 de Fevereiro de 1998. Os direitos do autor estão também respaldados na Convenção de Berna, de 1971. Sabemos das dificuldades existentes para a verificação se um obra realmente encontra-se em domínio público. Neste sentido, se você acreditar que algum documento publicado na Brasiliiana Digital esteja violando direitos autorais de tradução, versão, exibição, reprodução ou quaisquer outros, solicitamos que nos informe imediatamente ([brasiliiana@usp.br](mailto:brasiliiana@usp.br)).